

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CRISE VITICOLE EN CHARENTES

DE LA DÉFENSE DES EAUX-DE-VIE DE CRU
COGNAC ET ARMAGNAC

INTÉRÊTS DE CES RÉGIONS DANS LE PROBLÈME
DE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE
ET DE LA PRIME A LA DISTILLATION DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 4 novembre 1907, à 3 heures

PAR

MAURICE NEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : } MM. LARNAUDE, professeur.
 } TRUCHY, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CRISE VITICOLE EN CHARENTES

DE LA DÉFENSE DES EAUX-DE-VIE DE CRU
COGNAC ET ARMAGNAC

INTÉRÊTS DE CES RÉGIONS DANS LE PROBLÈME
DE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE
ET DE LA PRIME A LA DISTILLATION DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 4 novembre 1907, à 3 heures

PAR

MAURICE NEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. SOUCHON.

*Suffragants : } MM. LARNAUDE, professeur.
 } TRUCHY, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA CRISE VITICOLE EN CHARENTES

DE LA DÉFENSE DES EAUX DE-VIE DE CRU, COGNAC ET ARMAGNAC
INTÉRÊTS DE CES RÉGIONS DANS LE PROBLÈME DE LA TAXE DIFFÉREN-
TIELLE ET DE LA PRIME A LA DISTILLATION DE L'ALCOOL

AVANT-PROPOS

Le cri de misère poussé par les populations du Midi, et leur soulèvement en masse, ont produit dans la France entière une pénible émotion.

Plus que tous autres les Charentais ont compati aux souffrances des viticulteurs méridionaux, car une crise semblable les menace. En effet, après les efforts et les sacrifices énormes faits, par les populations des deux Charentes, pour reconstituer leur vignoble détruit par le phylloxéra, malgré les succès obtenus, les viticulteurs de cette région sont acculés à une crise de mévente qui, si on n'y porte un prompt remède, ruinera définitivement ce pays ayant connu jadis l'aisance et qui espérait pouvoir réparer rapidement les désastres du phylloxéra.

Déjà les plaintes des viticulteurs charentais se sont élevées, et pour cette région c'est une question de vie ou de mort, car l'intérêt de tous les habitants de cette région,

la vie économique des Charentes gravitant autour de la vigne et de son produit, l'eau-de-vie, sont liés à la prospérité viticole, base de leur prospérité dans le passé.

Justement émus des doléances de nos concitoyens, attaché à cette région par des liens multiples d'affection, nous avons voulu rechercher quelles étaient les causes de cette crise, puis nous nous sommes proposé d'étudier les remèdes qui pourraient l'atténuer et la faire disparaître.

Nous n'avons pas eu la prétention d'indiquer une solution au problème économique complexe qui a pris naissance dans la souffrance de nos vignerons et dans celle de leurs précieux auxiliaires les négociants, notre ambition est plus modeste. Nous avons simplement voulu grouper dans un travail d'ensemble les idées différentes des gens compétents sur la crise viticole et sur l'intérêt que les Charentes pourraient avoir dans le problème de la taxe différentielle et de la prime à la distillation de l'alcool ; de telle sorte que notre étude puisse éclairer la situation actuelle et puisse inspirer de salutaires réflexions qui amèneront peut-être le remède depuis si longtemps désiré et devenu indispensable si l'on veut sauver la viticulture d'une mort certaine.

Parfois, nous appuierons nos dires sur la statistique, « cette science des faits sociaux exprimés par des termes numériques » comme on l'a très heureusement définie. Car cette science, malgré des erreurs inévitables et des différences de chiffres, plus souvent explicables d'ailleurs que réellement contradictoires, est un précieux moyen d'investigation pour l'économiste.

« Si l'histoire révèle le génie propre des nations, la statistique montre quelles sont leurs ressources pour continuer le grand combat de l'existence. L'avenir d'un peuple,

dit un proverbe japonais, est enfermé dans son présent comme l'aiglon dans l'œuf » (1).

Dans notre première partie; après avoir déterminé la région des Charentes et après un historique très court du commerce des eaux-de-vie, nous montrerons le caractère spécial de cette région et nous étudierons les causes et les effets de la crise viticole en Charentes. Puis, dans une deuxième partie, nous étudierons le fonctionnement de la taxe différentielle et de la prime à la distillation, remèdes proposés maintes fois à la mévente des vins et des eaux-de-vie et nous rechercherons l'effet économique de ces remèdes sur les régions viticoles et sur les Charentes.

Avant de conclure, nous étudierons l'entente entre le Nord et le Midi, entente fort désirable car elle ferait disparaître l'antagonisme existant depuis trop longtemps entre producteurs de betteraves et distillateurs d'une part et entre viticulteurs et bouilleurs de cru ou de profession d'autre part.

S'il nous est permis de formuler dès le début de ce travail un vœu qui nous est dicté par notre affection pour notre région, c'est que dans un avenir prochain tous les Français comprennent que la solidarité nationale exige qu'on vienne, au plus vite, au secours des régions viticoles qui, malgré leurs privations, malgré leur travail, malgré leur patience, sont aujourd'hui acculées à la ruine complète.

Toutes les régions de la France sont intéressées à la disparition de cette crise qui ruine l'une des branches les plus importantes de notre production, car tous les enfants

(1) Elisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle*. La France, II, p. 839 (Hachette, 1881).

de la France ont droit à la vie par leur travail, surtout lorsque ce dernier doit contribuer à la prospérité de la Nation ; prospérité qui ne pourra être complète que si aucune des branches du commerce, de l'industrie et de l'agriculture n'est entravée dans son essor.

Si par notre travail nous avons pu arriver à montrer l'importance qu'il y a pour notre pays, au point de vue économique, à venir au secours de la viticulture qui se meurt, le but que nous nous sommes proposé sera atteint.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CRISE VITICOLE EN CHARENTES

CHAPITRE PREMIER

DÉTERMINATION DE LA RÉGION DES COGNACS. — DE LA RÉPUTATION DU PRODUIT. — DU COMMERCE CHARENTAIS DANS LE PASSÉ. — CONSTITUTION GÉOLOGIQUE DE CETTE RÉGION.

Historique.

La région charentaise composée des départements de la Charente et de la Charente-Inférieure se livra, depuis la plus haute antiquité, à la culture de la vigne.

Dès le ^{xiii}^e siècle le vin constituait un des principaux objets d'exportation des Rochelais déjà renommés comme intrépides navigateurs (1).

Avant même que son produit, le cognac, « cette eau d'immortalité qui prolonge les jours, dissipe les humeurs peccantes, ranime le cœur et entretient la jeunesse » (2)

(1) Une ordonnance de Charles VII de 1424 dit : « La Rochelle située en pays vignobles. . . . »

(2) Arnaud de Villeneuve (1240-1313).

ait fait connaître ce coin de la France au monde entier, déjà les vins produits dans cette région jouissaient d'une renommée aussi grande que celle qu'ont acquise depuis nos eaux-de-vie. Les vins charentais figuraient même avec honneur sur la table des anciens rois d'Angleterre.

Dans un poème en l'honneur de Paris composé en 1323, l'auteur, Jehan de Jaudun, dit en parlant de la Seine, que ce fleuve transportait chaque année, pour la consommation des Parisiens, de grandes quantités de vins, et parmi ceux-ci il cite les vins de Grèce, de Grenade, de Gascogne et de La Rochelle (1).

Au xiii^e siècle l'auteur du *Fabliau de Cocaigne*, dans sa peinture de ce lieu enchanteur pour les gourmets, le fait traverser par une rivière se divisant en deux bras dont l'un roule des flots du meilleur vin rouge qu'on puisse trouver à Beaune, et l'autre un vin blanc rivalisant avec ceux d'Auxerre, de Tonnerre et de La Rochelle.

Dans un ouvrage de médecine publié en 1603 par Etienne Thévet, chirurgien du prince de Conti, où il donne la supériorité des vins blancs sur les vins rouges, il cite, après les vins de Malvoisie, d'Andalousie, de Grèce et d'Italie, les vins d'Aunis et d'Anjou qui « surpassent toutes sortes de vins en bonté ».

De même Olivier de Serre, dans son *Théâtre de l'agriculture* (1629), plaçait les vins d'Aunis au nombre des meilleurs vins blancs.

L'importance des achats des Hollandais qui furent les premiers à venir acheter nos vins, poussa les Charentais à étendre davantage leurs vignobles. Mais bientôt la surproduction étant apparue, ne pouvant écouler leurs vins

(1) Nous avons puisé ces renseignements historiques dans le livre de E. Jourdan : *Essai historique sur les vignes et vins d'Aunis*, 1866.

immédiatement et ces derniers ne se conservant pas, nos viticulteurs charentais eurent l'idée vers 1630 de recourir à la distillation, qui n'avait été pratiquée jusque-là que sur de faibles quantités par les alchimistes et les apothicaires.

Dès cette époque nous voyons que la distillation est un remède efficace à la mévente des vins, et les paroles prononcées par M. Gervais, au Congrès national des Associations viticoles tenu à Paris les 17-18-19 janvier 1907, trouvent dans l'histoire une confirmation éclatante.

« La question de l'alcool, disait M. Gervais, domine la situation viticole. Elle en est le nœud véritable, parce que l'alcool est le terme final du vin. La distillation est le corollaire, la contre-partie nécessaire de la production naturelle ; elle fait disparaître les vins défectueux ou en excédent, elle permet l'utilisation des sous-produits de la vendange, piquettes et marcs, elle contribue essentiellement à asseoir l'équilibre entre la production et la consommation, elle est bien réellement la *souape de sûreté* des années d'abondance et la meilleure régulatrice du marché des vins » (1).

Et si, durant les années d'abondance, qui précédèrent le phylloxéra, nous n'avons pas eu à déplorer la crise de mévente, c'est que grâce à la distillation, les excédents et les mauvais vins, cause de l'effondrement des cours et de mévente, prenaient la direction de la chaudière.

Dès la plus haute antiquité le principe de la distillation semble avoir été connu, des figures retrouvées sur d'anciens monuments égyptiens paraissent se rapporter à cette opération.

(1) Congrès de Viticulture de 1907. Compte-rendu. *Annales de la Société des Viticulteurs de France et d'ampélographie*, p. 31.

Cependant ce n'est qu'au xvii^e siècle que l'usage de cette boisson commença à se répandre, et dès la fin du xvii^e siècle la région charentaise entretenait avec les Flandres, la Normandie, la Picardie, la Hollande et l'Irlande, un commerce d'eau-de-vie assez important.

Dans un état du commerce de La Rochelle de 1736, nous trouvons qu'il s'expédiait par ce port des eaux-de-vie en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, au Canada, en Suède, en Danemark, en Moscovie, dans les villes hanséatiques, en Hollande, dans la Flandre impériale, en Espagne, en Portugal, en Italie, sans compter les diverses provinces de France.

Dès cette époque de grandes entraves existaient au commerce des vins et des eaux-de-vie résultant de l'énormité des droits à payer dès qu'il s'agissait de faire passer des produits d'une province dans une autre. Il est inutile d'insister sur les erreurs de ce système fiscal qui, au lieu de faciliter, aux négociants exportateurs, les expéditions qui leur permettaient de drainer l'or de l'étranger, commençait par les entraver avec des droits à la sortie ; c'était pire que du protectionnisme, c'était vouloir empêcher tout commerce avec l'étranger.

Ce n'est pas d'hier que les entraves à la libre circulation des boissons, que les taxes fiscales de toutes sortes existent et pèsent à la fois sur le consommateur (1).

Dès le xviii^e siècle, nos producteurs charentais eurent à lutter contre la concurrence que leur faisaient certains produits similaires, tels que les tafias et les guildives, si

(1) Tous ces renseignements historiques concernant le commerce des eaux-de-vie des Charentes nous ont été aimablement fournis par M. A. Vivier, avocat à Cognac et extraits du livre *Le pays du Cognac* de M. L. Ravaz.

bien qu'ils obtinrent en 1713 une déclaration royale qui en proscrivait l'introduction en France et défendait d'y distiller les sirops des guildives qui eussent donné de très beaux bénéfices. En effet, ils ne coûtaient que 10 sols le quintal, et une barrique de sirop mêlée à quatre barriques d'eau rendait à la chaudière à peu près une barrique d'eau-de-vie.

D'un autre côté, l'excès même des droits des douanes intérieures amena le Languedoc lui aussi à brûler ses vins et à faire aux eaux-de-vie de Cognac une fâcheuse concurrence. Mais les eaux-de-vie de Montpellier n'ont jamais acquis la juste renommée des eaux-de-vie charentaises et ne sont jamais devenues l'objet d'un commerce d'exportation.

Enfin les eaux-de-vie d'Espagne et de Catalogne cherchèrent à s'introduire à la suite des produits charentais dans les ports de Picardie et dans le Nord.

Des spéculateurs peu scrupuleux tentèrent même d'en faire venir dans les Charentes pour les couper avec des eaux-de-vie du pays. Mais ce mélange dénaturait tellement le bouquet supérieur de nos eaux-de-vie et l'arome particulier qu'elles tenaient de la nature du sol, du climat, des cépages cultivés que les représentants les plus autorisés du commerce Charentais d'alors n'hésitèrent pas à signaler un pareil abus et à le réprouver.

Du reste ces importations d'eaux-de-vie espagnoles ne furent qu'un fait isolé, ces eaux-de-vie étant loin d'avoir les qualités de finesse, de moelleux qui se développent si merveilleusement avec l'âge dans les eaux-de-vie charentaises et les rendent incomparables.

D'ailleurs, nos commerçants le savaient si bien, qu'ils tenaient précisément à conserver tout le cachet propre et

original de nos eaux-de-vie, comprenant que c'est à cette supériorité naturelle qu'elles devaient leur universelle réputation.

Mais c'est surtout du côté administratif et fiscal que les plus redoutables entraves vinrent au commerce charentais.

C'est d'abord un arrêt du roi, du 5 juin 1731, qui interdit de faire de nouvelles plantations de vigne dans le royaume ; édit rendu sans doute sous l'empire de cette idée que le vin était produit dans notre région en trop grande abondance et qu'au contraire la culture des céréales n'y était pas en rapport avec les besoins de consommation des habitants. Fausse conception de l'intérêt public, dont nous trouvons une merveilleuse réfutation, digne des futurs économistes de l'école des Adam-Smith, des J.-B. Say, des Bastiat, des Cobden, dans l'*Histoire de la Rochelle* par le père Arcère, oratorien, publiée en 1757 :

« De quel usage seraient donc nos campagnes charentaises, si le propriétaire ne leur donnait pas des vignes à nourrir. Le sol qui en est aride, maigre, pierreux, n'a guère que quelques pouces de profondeur. Un roc vulgairement nommé banche en est le stérile fondement. Les grains viennent assez mal sur cette mince superficie, la moindre sécheresse les fait languir. Les vignes au contraire réussissent parfaitement dans ce terrain qui semble fait pour elles.

« Dès lors que la nature se détermine pour une sorte de production, c'est à nous à la favoriser ; si nous la contrairions elle ne sera pas moins rebelle à nos soins, nos efforts ne la dompteront pas.

« Il importe à l'Etat que les fonds de terre soient cultivés, mais le choix de la culture applicable à ces fonds doit

être abandonné au propriétaire ; il n'est pas possible qu'il s'égare dans son choix, car l'intérêt est sa règle. Quel est son but quand il plante, qu'il sème ou qu'il défriche ? C'est de subsister, c'est de gagner. »

C'est à la fin du siècle dernier que le grand commerce d'exportation des eaux-de-vie charentaises va prendre une extension considérable, qui se ralentira pendant les guerres de l'Empire, pour reprendre un nouvel essor sous la Restauration.

Puis la crise de l'oïdium vers le milieu du siècle dernier menaça l'avenir de la viticulture en France. Mais peu après une ère de prospérité plus grande que jamais s'ouvrit pour notre commerce à la suite d'un événement économique considérable, nous voulons parler du traité de commerce avec l'Angleterre de 1860.

Aucune branche du commerce français ne profita autant de ce traité de commerce, bientôt suivi de plusieurs autres passés avec la plupart des nations voisines, que le commerce des eaux-de-vie des Charentes.

Vers 1875, le phylloxéra qui avait commencé ses ravages dans plusieurs régions viticoles de la France, fit son apparition dans les Charentes et détruisit rapidement la presque totalité de nos vignes, surtout celles qui étaient plantées dans les terrains calcaires et secs ; au contraire les vignes plantées dans les terres argileuses et fortes du Pays bas, et dans les sables de nos côtes et des îles résistèrent, ce qui permit à la production charentaise de ne pas cesser complètement pendant la crise phylloxérique. Ce n'était, il est vrai, qu'une petite partie du territoire occupé par l'ancien vignoble charentais, mais il est important de ne pas la laisser sous silence, puisque pendant quelques années, elle va représenter tout ce qui nous res-

tait de notre production passée, en attendant l'ère de la reconstitution de notre vignoble par les cépages américains.

Une transformation se produisit alors dans les habitudes commerciales de notre région.

Jadis c'était aux propriétaires bouilleurs de cru que le négociant laissait le soin de transformer le vin en eau-de-vie. A la campagne, chaque maison de quelque importance possédait sa brûlerie et les plus petits propriétaires eux-mêmes avaient leur chaudière. L'eau-de-vie fabriquée par le récoltant restait entre ses mains jusqu'à ce qu'il allât au marché de Cognac en présenter l'échantillon, soit dans une maison de commerce où il avait ses entrées, soit à un courtier ou agent d'une des maisons de la place ou d'une place voisine.

Tout cela est entré maintenant dans le domaine du passé. Les grands stocks qui existaient alors à la propriété se sont peu à peu écoulés et ont permis au commerce de traverser la période phylloxérique en continuant à faire face aux demandes qui lui étaient faites. Mais les bouilleurs de cru ont disparu en attendant qu'avec notre production viticole grandissante ils reviennent ; la distillation est en effet aujourd'hui presque toute entière entre les mains des bouilleurs de profession.

Le petit propriétaire ruiné, replantant peu à peu quelques hectares de vignes au prix des plus lourds sacrifices, a besoin chaque année de réaliser immédiatement sa récolte pour faire face à ses dépenses et rentrer dans ses frais. Le moyen ou le gros propriétaire a lui aussi des frais considérables qu'il est heureux de pouvoir récupérer par une vente annuelle de son vin, celui-ci est encore trop cher et dans certains rayons la reconstitution n'est

pas suffisamment avancée pour que le spéculateur, le propriétaire bouilleur puisse songer à remplir ses chais, en attendant une hausse dans les prix lui permettant de faire une opération fructueuse.

C'est pourquoi les négociants ont dû faire installer à leurs frais, dans tous nos centres de production viticole, de grandes distilleries où sont amenés et brûlés pendant les quatre ou cinq mois d'hiver des milliers de barriques de vin achetées par leurs agents et qui, une fois converties en eaux-de-vie, viennent constituer les immenses réserves dont le commerce a dû prendre la charge pour remplacer les approvisionnements en eaux-de-vie rassis, qu'il était sûr de trouver jadis chez les propriétaires.

Puis, pour s'assurer des quantités de vin nécessaires à la distillation, le commerce, à la suite des efforts tentés autour de lui par quelques hommes que le relèvement de la viticulture charentaise préoccupait justement, après les remarquables rapports de M. Lajeunie au Conseil général de la Charente, et de M. Paul Rouvier à celui de la Charente-Inférieure, le commerce, disons-nous, jugea qu'il était de son intérêt comme du souci de sa bonne renommée de poursuivre avec méthode et ardeur l'œuvre de la reconstitution viticole du pays.

Aussi après une période d'attente, d'observation et de bien légitime inquiétude, grâce à l'exemple donné par des hommes de progrès et d'initiative, des vignobles furent créés de toutes pièces, plus grands qu'il n'en avait jamais existé autrefois, surgissant de notre sol dénudé comme une preuve vivante que notre vignoble pouvait être reconstitué et engageant ainsi chacun, par une féconde émulation, à imiter les premiers pionniers de cette rénovation.

Le commerce des eaux-de-vie s'est grandement réjoui d'un pareil résultat. Beaucoup de négociants ont eux-mêmes planté des vignobles importants auxquels ils apportent autant de soins qu'à la direction de leurs affaires commerciales. Tous achètent des vins de distillation et ont jusqu'ici absorbé toute la production du pays.

« A côté des vignobles du Midi, disait M. Gervais, en 1898, du Bordelais, de la Bourgogne, et de la Champagne, ceux des Charentes vont reprendre leur place ancienne, et la France émerveillera le monde, non seulement par ses grands crus de vins, mais aussi par ses inimitables eaux-de-vie de Cognac.

« Or potable qui dort en futaie et qui semble
Fait avec des rayons de l'aube distillés ! » (1).

Cette entente entre les viticulteurs et les négociants pour la reconstitution de leur vignoble est la confirmation de cette grande loi économique, qui est aussi une loi providentielle et qui veut que tous ses intérêts soient solidaires. Ils ne cessent de l'être que lorsqu'il y a quelque chose de faussé dans les rapports respectifs de la production, de la consommation et du commerce.

C'est pourquoi l'union des viticulteurs et des négociants charentais doit continuer.

Après avoir traversé victorieusement une crise terrible, le commerce charentais, appuyé sur l'essaim laborieux et persévérant de nos viticulteurs, pourra relever fièrement la tête, car il a reconquis dans nos nouveaux vignobles la source même de sa grandeur et de son antique renommée à travers le monde entier, où le nom de « Cognac » est universellement connu.

(1) Compte rendu annuel du Concours général agricole de 1898.

La reconstitution de notre vignoble est à peine terminée que déjà la surproduction apparaît. Quel en sera le remède ? Faudra-t-il, après tant d'efforts, arracher nos vignes comme on le fit au xvin^e siècle, ou vendre notre vin à vil prix ?

Non, sans doute, car ce serait anéantir le fruit de tous nos labeurs. C'est alors qu'apparaît la nouvelle œuvre de régénération qui s'impose non plus à ceux qui plantent la vigne et produisent l'eau-de-vie, mais à ceux dont le rôle est de l'écouler sur tous les marchés d'exportation.

C'est à nos commerçants qu'incombe dès aujourd'hui le soin de défendre la réputation du nom « Cognac » contre les usurpations éhontées dont il est l'objet en France et surtout à l'étranger de la part d'écumeurs d'affaires sans vergogne et de voleurs de marques comme il en pullule dans certains pays.

Ils doivent unir leurs efforts à tous ceux qui réclament l'abaissement réciproque des barrières douanières et la conclusion de traités de commerce à longue échéance qui leur donneront la sécurité qui leur manque depuis l'adoption de notre système douanier du double tarif de 1892.

Il leur appartiendra alors d'offrir à l'activité des jeunes générations, par l'élargissement de leurs relations et leur pénétration sur de nouveaux marchés, les horizons infinis qui rajeuniront notre vieille race, par un renouveau d'expansion féconde à l'extérieur.

Il est nécessaire que notre pavillon et nos produits reprennent la place glorieuse que comportent nos hautes traditions de perfection et de goût, et la supériorité naturelle des productions que la Providence fait jaillir de notre sol, si nous voulons empêcher que la France ne passe au rang d'une nation de second ordre.

Constitution géologique de la région charentaise.

Ainsi que nous venons de le voir par le court historique qui précède, depuis plusieurs siècles, la région des Charentes s'est livrée avec succès à la culture de la vigne et à la distillation de sa récolte de vin.

Cette culture et ce commerce spécial se sont-ils implantés dans cette région par pur hasard, ou est-ce le résultat d'une fantaisie des habitants ? N'est-ce pas plutôt le résultat de la constitution géologique, du climat, de la situation géographique de cette région ?

Questions intéressantes, surtout au moment où la surproduction entraînant la mévente, pousse certains esprits à préconiser le remède de l'ancien régime qui consistait à diminuer l'étendue du vignoble dans certaines régions, et d'y remplacer la vigne par toute autre culture sans se rendre compte du genre de culture qui s'adaptait le mieux au climat et à la constitution géologique de la région.

La région productrice du « Cognac » comprend les départements de la Charente et de la Charente-Inférieure. Ce n'est pas une délimitation plus ou moins arbitraire, mais c'est le résultat d'une véritable constatation scientifique.

En effet, l'étude de la constitution géologique du sol corroborée par la dégustation a amené la division de la région, au point de vue de la production de l'eau-de-vie, en sept zones.

La première qui a pour centre Segonzac, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Cognac et qui comprend cette dernière ville, porte le nom de « Grande ou Fine Champagne ». C'est dans son rayon qu'on récolte l'eau-de-vie de la première qualité qui constitue le premier cru.

Puis viennent successivement, à mesure qu'on s'éloigne de cette zone centrale, la « petite champagne » ; les « borderies ou premiers bois » ; les « fins bois » ; les « bons bois » ; les « bois ordinaires » et enfin les « bois communs dits bois à terroir » (1).

Les eaux-de-vie de ces différents crus, à raison des ressemblances plus ou moins grandes de leur origine et de leur goût, ont toutes droit à la qualification d'eau-de-vie de « Cognac » ; elles ne sont que des variétés de l'espèce. D'ailleurs de même que le vin de Champagne est constitué par des assemblages des divers vins champenois, de même l'eau-de-vie commerciale de Cognac est le résultat de coupes des différents crus d'eau-de-vie charentaise.

Au delà de ces différentes zones on ne récolte plus de vins pouvant donner du cognac. Nos négociants achètent le vin des deux Charentes plus ou moins cher suivant qu'il provient d'un crû ou d'un autre, mais ils n'achètent pas le vin produit en dehors de cette région, parce que leur expérience et les observations scientifiques leur ont appris que, si on peut en faire de l'eau-de-vie, on n'en fera jamais du cognac, c'est-à-dire une eau-de-vie rappelant, même de loin, les qualités spéciales de celle qui provient du voisinage de la ville de Cognac.

En effet, le vrai *Cognac* ne peut provenir que de la distillation du vin spécial à la région charentaise parce qu'il tire ses qualités de la nature même du sol, ce qui lui donne cet arôme et ce bouquet qui fait sa renommée universelle.

C'est ainsi que M. Ravaz, professeur à l'Ecole d'agriculture de Montpellier, ancien directeur de la station viti-

(1) Thèse Boreau, Bordeaux, 1905 : *De l'usage commercial du nom Cognac*.

cole de Cognac, écrit dans son livre *Le pays de Cognac* :

« Le cépage peut être cultivé partout et d'après les mêmes méthodes que dans les Charentes, la distillation peut être faite partout comme à Cognac et avec les mêmes alambics, l'eau-de-vie peut être logée dans des fûts identiques à ceux qu'on emploie dans la région ; mais le terrain, le climat et le cépage ne peuvent nulle part se présenter ensemble et avec les mêmes caractères que dans les Charentes. La plus légère différence dans le climat, dans le sol, etc..., suffit à modifier du tout au tout la nature des eaux-de-vie produites. Aussi tous les essais de production de cognac qui ont été faits un peu partout avec les cépages et les méthodes charentaises n'ont-ils abouti qu'à des échecs, et ces insuccès auraient pu être prévus (1). »

En effet, le pays producteur des eaux-de-vie de Cognac appartient à des étages différents, des périodes géologiques crétacée et jurassique.

La dégustation a créé dans cette région des divisions qui se sont affirmées en devenant traditions du commerce, et il est intéressant de constater que les cartes qui ont été dressées de ces divers crus correspondent à la carte géologique.

Cette analogie établit les relations très nettes existant entre la nature du sol et celle des produits. Or, il n'existe pas de formations géologiques identiques sous le même climat. Ce sont là deux facteurs sur lesquels l'homme ne peut rien parmi la trinité productrice, sol, climat, cépages. Cet isolement géologique, sous un climat donné, constitue au pays du Cognac, une situation unique et privilégiée

(1) Ravaz, *Le pays de Cognac*.

dont ses produits sont l'émanation. L'imitation parfaite des moyens artificiels : choix du cépage, procédés culturaux, vinification, distillation, conservation des eaux-de-vie, est impuissante à suppléer l'influence des agents naturels.

Les différents crus des eaux-de-vie des Charentes correspondent à des étages géologiques différents, c'est ainsi que :

La Grande ou Fine Champagne a comme sous-sol du Conacien et Campanien inférieur.

La Petite Champagne a comme sous-sol du Campanien inférieur et du Santonien.

Terrains appartenant au Crétacé supérieur,

Les Borderies : Portlandien supérieur, jurassique supérieur.

Fins bois : Portlandien moyen, jurassique supérieur.

Bons Bois : Portlandien inférieur, jurassique supérieur.

Bois ordinaires : Porgulien et Prérôcierien, jurassique supérieur.

Bois communs ou bois à terroir : Sequanien et Iles (voisinages de la mer), jurassique moyen et quaternaire.

Chacune de ces régions donne un cru spécial possédant une saveur et un goût différents (1).

Le commerce a pour tâche de les réunir en proportions convenables pour en constituer un mélange possédant le maximum de qualités. Cette opération s'opère chez le négociant, soit grâce aux stocks qu'il a en magasin, ou grâce

(1) Ces renseignements géologiques nous ont été fournis par M. Guyonnet, professeur d'agriculture à St-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure).

aux achats qu'il fait chez le propriétaire d'eau-de-vie de différents crûs ayant suffisamment vieilli.

Ainsi donc, dans cette région, au sol aride, peu propre à d'autres genres de culture, la vigne tire du sous-sol des qualités spéciales qui donnent au vin un goût de terroir très prononcé et permettent à ce dernier après sa distillation de donner aux eaux-de-vie un arôme et un bouquet particuliers. Aussi dans les Charentes la culture n'est pas faite en vue de la consommation du vin, mais en vue de la distillation.

D'où le lien étroit existant dans cette région entre le petit propriétaire producteur et le négociant chargé d'écouler, après transformation, la production du pays.

Ainsi qu'on l'a vu par l'aperçu historique que nous avons fait au commencement de ce chapitre, le pays d'Aunis, d'abord renommé par ses excellents vins blancs, fut forcé pour satisfaire aux demandes nombreuses des Hollandais, d'augmenter ses plantations, et peut-être les Charentais cherchèrent-ils à ce moment la quantité en sacrifiant un peu la qualité. Toujours est-il qu'afin d'éviter la mévente provenant de la surproduction, les Charentais eurent recours, dès le xvii^e siècle, à la distillation pour débarrasser le marché des stocks non vendus et des vins de qualité inférieure. Grâce au goût de terroir de nos vins, cette distillation produisit des eaux-de-vie douées d'un bouquet et d'un goût tels que la renommée de ce produit se répandit dans le monde entier et suscita de toutes parts des jaloux, qui allèrent jusqu'à se servir du nom de « Cognac » pour répandre un produit ne possédant aucune des qualités de notre produit charentais.

Le phylloxéra détruisit presque tout le vignoble charentais, sauf la partie située dans le Pays-Bas. C'est alors que

nos compatriotes connurent la gêne et parfois même la misère auxquelles ils étaient peu habitués après les années d'abondance qui avaient suivi 1860 ; mais ils ne se découragèrent pas et après quelques hésitations bien naturelles, ils se remirent à reconstituer leur vignoble.

A l'heure actuelle, cette reconstitution est presque complète, grâce aux sacrifices énormes que se sont imposés nos populations charentaises. Encouragés dans cette voie par les pouvoirs publics, nos viticulteurs ont travaillé avec l'espoir de revoir un jour la prospérité d'antan.

Hélas ! leur espoir doit-il être déçu ? A peine le vignoble reconstitué, les Charentais se voient acculer à une crise plus terrible que celle du phylloxéra, car elle frappera toute la vie économique de cette région.

Nous voulons parler de la crise de mévente ; nos négociants ne peuvent plus écouler leurs stocks d'eau-de-vie, leurs chais sont remplis, aussi leurs achats de vins aux viticulteurs diminuent, et ces derniers sont exposés, dans un avenir prochain, si on n'y porte pas remède, de mourir devant leurs celliers et leurs chais remplis ; et cependant on consomme de par le monde, sous le nom de « Cognac », dix fois plus d'eaux-de-vie que ne pourrait en produire notre région.

Quelles sont les causes de cette mévente ? C'est ce que nous allons voir dans un deuxième chapitre.

CHAPITRE II

LES CAUSES DE LA CRISE VITICOLE EN CHARENTES.

A peine le vignoble charentais est-il reconstitué, au moment où nos viticulteurs pouvaient espérer qu'une ère de prospérité viendrait les récompenser de leurs efforts, une crise semblable à celle du Midi vient menacer notre région.

La mévente avec son cortège de souffrances apparaît !

Jusqu'en l'année 1905 toutes les quantités de vins récoltées ont été achetées et distillées par les négociants du pays, qui, en raison de la grande diminution de leurs stocks, conséquence de la crise phylloxérique, se trouvaient dans l'obligation de reconstituer eux-mêmes leurs réserves, les propriétaires ayant cessé de distiller.

Aujourd'hui, les magasins de ces négociants regorgent d'eau-de-vie et le commerce paralysé par plusieurs raisons, que nous allons nous efforcer de dégager, ne peut plus écouler ses stocks. Aussi le propriétaire ayant vendu pendant la crise phylloxérique, ses alambics, est-il forcé de vendre son vin en nature, car les chaudières mobiles ne peuvent pas lui donner la garantie de finesse qui est la conséquence d'une bonne distillation.

Pour sauver ses récoltes non vendues, le propriétaire se voit obligé de reprendre la situation qu'il avait avant l'invasion du phylloxéra.

En effet, à cette époque le propriétaire distillait tout le

vin qu'il récoltait, il emmagasinait son eau-de-vie, et il la livrait ensuite aux négociants, au fur et à mesure des besoins de vente qu'il avait. A cette époque chaque propriétaire possédait une chaudière, et sa situation était si prospère, qu'il ne vendait qu'à son heure, c'est-à-dire au moment où il pensait que son eau-de-vie avait le plus de valeur.

Le retour aux anciennes habitudes serait certes désirable et permettrait au commerce une avance de fonds moins considérable, mais dans l'état actuel du pays, peut-il en être ainsi ?

Les propriétaires ont fait d'énormes sacrifices pour la reconstitution de leurs vignobles, et ont été jusqu'à vendre leurs alambics pour en faire de l'argent qui devait être consacré à la replantation de la vigne. La dépense qu'entraînerait l'installation de nouvelles chaudières leur est impossible à l'heure actuelle, et ils sont réduits à vendre leur vin à un prix insuffisamment rémunérateur ou à le voir se perdre.

Dans la Charente, le vin va entièrement à la chaudière, dans la Charente-Inférieure, une certaine partie de la production peut aller à la consommation de bouche.

Mais le commerce des eaux-de-vie n'achetant plus, puisqu'il ne peut écouler ses produits, et la vente intérieure du vin arrêtée par la surproduction provenant du sucrage, du mouillage et de la fraude, nos viticulteurs charentais se voient acculer à une crise aussi terrible que celle qui dévaste en ce moment les départements du Midi.

Et cependant, peut-on dire qu'il y ait surproduction d'eau-de-vie de vin, alors qu'on ne produit en Charentes que 300.000 hectolitres d'eau-de-vie à 65 degrés et que de par le monde, il se vend cinq millions d'hectolitres d'eau-de-vie sous le nom de « Cognac ».

Et pourtant le commerce local ne peut plus absorber la production de notre région, les chais sont pleins et les négociants ne trouvent plus de débouchés.

Va-t-il falloir que les viticulteurs charentais, ne trouvant plus le débouché naturel de leurs vins, soient obligés de diriger vers la consommation de bouche, tous ces stocks invendus? Et le vin des Charentes qui, de par sa nature, doit aller à la distillation, va-t-il venir augmenter les quantités de vins allant à la consommation directe, au moment où déjà cette dernière, par suite de la fraude, ne peut plus suffire à absorber toutes les quantités produites?

Quelles sont donc ces causes de mévente des eaux-de-vie? C'est ce que nous allons rechercher.

D'abord, *c'est l'exagération du droit de consommation*, conséquence de la loi de 1900, à laquelle vient s'ajouter celle des droits d'octroi dans certaines villes, et qui paralyse tout naturellement les transactions.

C'est aussi *le privilège des bouilleurs de cru* qui, dans tous les pays de grande consommation, tels que la Bretagne et la Normandie, a fait remplacer nos produits charentais par les eaux-de-vie de cidre et de poiré.

C'est encore *l'usage abusif du mot « Cognac »*. Non seulement les produits ayant une autre origine concurrencent les véritables « Cognacs », mais comme ils sont exécrables, ils discréditent ces derniers en leur prenant leurs étiquettes.

Une autre cause de cette mévente provient aussi de *notre système douanier de 1892*, qui par ses tendances protectionnistes a fait frapper nos produits de droits presque prohibitifs dans tous les pays étrangers.

C'est enfin *la suspicion* en laquelle ont été tenues depuis plusieurs années les eaux-de-vie des Charentes; et

c'est aussi *la campagne menée par les Ligues anti-alcooliques* qui ont confondu dans une même réprobation les alcools d'industrie et ceux provenant de la distillation du vin.

Certes il est opportun de chercher à abaisser les barrières qui entravent l'exportation de nos produits ; de provoquer la réduction des taxes qui en diminuent l'écoulement sur le marché intérieur ; de faire respecter notre marque commune ; de faire adopter toutes les mesures d'ordre général qui peuvent empêcher la mévente menaçante, et relever le chiffre des transactions de notre commerce, mais avant tout, il importe d'enrayer la néfaste propagande d'une partie du corps médical et des ligues anti-alcooliques.

Nous allons étudier en détail ces diverses causes de mévente, qui, en somme, peuvent se résumer en trois principales :

La surélévation des droits de consommation, avec ses conséquences : abus du nom de Cognac, et concurrence déloyale étrangère et même française ;

Le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ;

La campagne des hygiénistes.

Nous étudierons également les obstacles à nos exportations dérivant de notre système douanier.

Du relèvement des droits sur l'alcool par la loi de 1900 et de certains tarifs d'octroi.

La loi du 29 décembre 1900 en élevant les droits sur tous les alcools, sans distinction, a donné une recrudescence aux procédés de sophistication et a porté un coup terrible aux eaux-de-vie de vin qui ne peuvent plus lutter avec les alcools d'industrie à cause de leur prix de revient.

Ce droit de consommation excessif, pour ne pas dire absolument prohibitif, dont sont grevées les eaux-de-vie est un des motifs pour lesquels le marché français échappe presque complètement à la consommation des eaux-de-vie des Charentes.

Le relèvement du droit de consommation a entraîné l'augmentation de la valeur du produit marchand, or la clientèle voulant avoir malgré tout son petit verre à dix centimes, beaucoup de débitants ont demandé à leurs fournisseurs des diminutions de prix, obtenues au moyen de l'abaissement de la qualité et du degré alcoolique des liqueurs et spiritueux. Aussi certains marchands d'alcool, pour ne pas perdre leur clientèle, ont été poussés à faire des mélanges qu'ils vendirent sous le nom de *Cognac authentique*, alors qu'ils ne contenaient pas une goutte d'eau-de-vie de vins, et ainsi discréditèrent les vrais produits de notre région.

D'autre part, le privilège des bouilleurs de cru a donné, principalement dans les départements producteurs de fruits, et grâce à cette élévation des droits sur l'alcool, une prime nouvelle à la fraude.

Ainsi que le disait M. Clémentel, dès 1902 (1) :

« Les régions les plus atteintes par l'augmentation des droits sur l'alcool, sont assurément les régions des Charentes et de l'Armagnac. La qualité de leurs eaux-de-vie et de leur prix de revient obligeant les producteurs de ces régions à tenir des prix forcément élevés, la vente en France leur a été à peu près supprimée. »

La fraude, tentée par l'appât d'un gain considérable, met en balance son ingéniosité avec la sévérité de la régie.

(1) Rapport sur la crise viticole : *Documents parlementaires*, 1902.

Et si parfois le fraudeur est vaincu dans cette lutte, il arrive aussi que l'honnête citoyen, qui n'agit point *animo fraudis* est victime des excessives rigueurs d'une législation rendue nécessaire par l'importance des intérêts à sauvegarder.

Le droit simple représente six fois environ la valeur marchande du produit qu'il frappe.

Comme si déjà l'appât de la fraude n'était pas suffisant, à ce droit simple viennent s'ajouter, dans les centres de consommation, d'autres taxes rendant encore la fraude plus rémunératrice, alors que le régime spécial auquel le détenteur d'alcool se trouve soumis dans les villes la rend plus facile.

En effet, à Paris, le total des taxes et surtaxes sur l'alcool s'élève à 415 francs par hectolitre. A Lyon et à Marseille ce total s'élève à 350 francs ; à Bordeaux, à Lille et à Toulouse à 295 francs ; à St-Etienne et à Roubaix à 310 francs ; à Nantes à 320 francs ; à Rouen à 305 francs.

De plus, par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900, l'alcool qui se trouve dans ces villes n'a pas à justifier de sa provenance, il est présumé avoir payé les droits dès l'instant qu'il se trouve dans le périmètre de l'octroi. La fabrication clandestine, rendue facile par l'abondance des formules permettant de préparer avec le sucre à bas prix des liquides d'une grande richesse alcoolique, prend d'inquiétantes proportions. Les moyens dont dispose l'administration sont et doivent demeurer insuffisants pour la découvrir sûrement ; et le malheur veut que lorsqu'on renforce les armes de la régie, c'est sur le producteur inoffensif, mais ignorant des formalités complexes auxquelles on l'astreint, qu'elles viennent frapper avec le plus de certitude.

Alors que dans Paris le produit de la multiplication des quantités d'alcool consommées par les tarifs donnait :

en 1893 : 44.643.722 francs pour 167.802 hectolitres.

1894 : 47.799.607 — 179.664 —

1898 : 72.008.006 — 205.005 —

1899 : 53.477.461 — 152.249 —

1900 : 71.480.780 — 203.504 —

il ne donne après l'application du tarif nouveau que :

en 1901 : 47.453.175 francs pour 114.345 hectolitres.

1902 : 49.985.807 — 120.452 — (1)

Sans doute la consommation plus grande du vin a refoulé l'alcool ; et d'un autre côté, le degré alcoolique des spiritueux a été abaissé et la capacité des petits verres diminuée pour maintenir sensiblement les prix accoutumés ; mais il serait puéril de rechercher, dans ces deux causes seulement, l'abaissement si considérable du chiffre des hectolitres d'alcool consommés à Paris. La fraude, et notamment la fabrication clandestine ont largement approvisionné le marché.

L'opération est tentante. Avec un tout petit appareil, fonctionnant sans bruit et sans que rien en puisse déceler la présence au dehors, on peut aisément fabriquer 20 litres d'alcool pur par 24 heures. Bénéfice réalisé : $20 \times 4 \text{ fr. } 15 = 83 \text{ francs}$. Ce que nous disons pour Paris est également vrai des autres grandes villes.

C'est pourquoi les hygiénistes n'ont pas à triompher de cette diminution dans la consommation de l'alcool, accusée par les statistiques. D'abord, nous l'avons dit, cette diminution est moins réelle qu'apparente, ensuite ce qui a diminué surtout, c'est la qualité du produit consommé.

(1) Lauraine, *Rapport général sur le régime des spiritueux*.

Avant l'augmentation des droits, il était difficile de croire que le petit verre servi sur le zinc des débits contenait un alcool bien fait et parfaitement rectifié, mais il est certain que le débitant a cherché le moyen de ne pas augmenter, après l'application de la taxe nouvelle, le prix de revient de sa marchandise et que tout a été tenté pour obtenir des mixtures au plus bas prix.

Pour masquer le goût d'innombrables alcools, on y mêle avec une abondance plus ou moins grande des essences qui sont les pires poisons.

D'une façon générale, on peut affirmer que l'élévation du droit a été partout prélevée, dans la mesure du possible, sur le prix de la marchandise.

Le consommateur habitué à mettre un prix dans son cognac ne veut pas le payer plus cher qu'auparavant. Aussi les débitants ont-ils demandé aux négociants de garder à leurs produits leur nom, leur marque, leur affirmation de sincérité, mais de faire subir à la marchandise une modification qui puisse diminuer son prix de revient de 32 francs l'hectolitre (les alcools de consommation étant généralement livrés à 50 degrés).

Que s'est-il passé ? Le commerçant n'a pas voulu manquer l'affaire. Ses derniers scrupules se sont éteints devant cette considération, que s'il refusait de livrer dans les conditions imposées, son voisin n'hésiterait pas à le faire.

Dans le liquide que le commerçant vendait sous le nom de Cognac ou d'Armagnac, il entrait généralement une quantité déterminée de Cognac ou d'Armagnac naturel, qui venait donner au mélange le parfum, que les produits de la chimie n'imitent qu'imparfaitement. Or, l'écart entre le prix de l'alcool industriel, base de la préparation, et celui du produit naturel est considérable ; pour les cognacs cet

écart peut aller de 20 francs, valeur de l'alcool à 50 degrés, à 300 et 400 francs, prix des bonnes eaux-de-vie rassises. Aussi en diminuant, en faisant même disparaître complètement du mélange le produit naturel, on pouvait arriver facilement à gagner, et bien au-delà, le complément du droit. C'est ce qui eut lieu. La conséquence, c'est que les alcools naturels qui étaient d'une vente difficile avant la loi de 1900, sont menacés de ne plus se vendre du tout, remplacés de toutes parts par l'alcool industriel, additionné d'essences et revêtu de marques d'origine aussi pompeuses que fallacieuses.

Conséquence de la loi de 1900. — Nous entendons répéter : le commerce ne peut que se conformer aux désirs de sa clientèle, et aux prix qu'elle veut payer, on ne peut livrer autre chose que ce qu'on livre. Cela est bien certain et l'observation est judicieuse, mais il est une autre observation très légitime que fait le producteur :

Si vous employez les mots « Cognac » et « Armagnac » pour désigner vos produits, c'est parce que vous savez que les eaux-de-vie faites avec les vins des Charentes et de l'Armagnac, ont conquis, dans le monde entier, une réputation méritée. Or, cette marque vous l'usurpez ; vous trompez le consommateur. Vendez tout ce que vous voudrez, aux prix que vous voudrez, mais qu'il soit établi que vous ne pouvez employer les mots « Cognac » et « Armagnac », qu'autant que vous livrerez un liquide produit de la distillation du jus de raisins frais des Charentes et de l'Armagnac.

Le respect des noms d'origine et le souci de la santé des consommateurs semble plus grand en Angleterre que chez nous.

Un courant s'est créé chez nos voisins d'Outre-Manche pour ramener la sincérité dans la livraison de la marchandise. Des poursuites judiciaires sont de toutes parts intentées contre des marchands peu scrupuleux qui vendent de l'alcool sous un nom qui ne lui appartient pas (1).

En Angleterre le consommateur se défend, il a raison, et les Tribunaux écoutent sa plainte d'une oreille favorable.

Pourquoi la loi en France ne permettrait pas aux consommateurs trompés et aux producteurs ruinés de se défendre aussi contre les sophistications et les vols de marques.

De l'abus du nom de Cognac à l'étranger. — A l'heure actuelle, Cognac est partout. Grâce à la facilité avec laquelle le mot a été prodigué aux mixtures les plus étrangères aux produits charentais, la France elle-même n'en a plus le monopole.

Hambourg inonde le monde de cognacs très authentiques, et l'Italie exporte plus de cognacs que nous n'en exportons chez elle.

On a tout copié : l'aspect du liquide, la forme des bouteilles, on date même de Cognac des factures qui sont éta-

(1) La Cour de Blackburn, par arrêt du 8 février 1904, a condamné à une amende de 40 shillings et aux frais deux hôteliers reconnus coupables d'avoir vendu du *British Brandy* lorsqu'on leur demandait du *Brandy* tout court. Le liquide vendu comme eau-de-vie consistait dans de l'alcool neutre bien coloré et aromatisé de façon à imiter le véritable article.

Le 15 février 1904, la Cour d'Hamilton a condamné un marchand de vins et spiritueux pour avoir vendu de l'eau-de-vie qui contenait 54 0/0 de spiritueux ne provenant pas du raisin. Comme le prévenu excipait de sa bonne foi, le shérif lui fit remarquer qu'il aurait dû se procurer du marchand en gros la garantie prescrite par la loi, le public ayant le droit d'obtenir de l'eau-de-vie lorsqu'il en demande.

blies à Milan. Or, les prix défient toute concurrence, on offre à la clientèle du *Vieux Cognac supérieur* au prix de 10 francs la caisse de 12 bouteilles, à condition d'en prendre au moins 12 caisses à la fois (1).

Le *Journal officiel* du 15 février 1904 contenait la communication suivante du consulat, qui montre le succès d'un tel commerce :

« *Cognac.* — La France est le seul pays vendant du Cognac en Italie, mais la consommation n'augmente pas en raison du haut prix du produit français et de la concurrence faite par les alcools de qualité inférieure fabriqués en Italie, et que le commerce de ce pays exporte en grosses quantités à l'étranger sous le nom de « Cognac ».

« Elle a exporté en 1902 : 42.500 hectolitres et plus de 13.000 bouteilles. »

Alors que les ventes de Cognac français étaient :

	Années.		
	1900	1901	1902
Cognac en fut (hectolitres)	1.220	1.159	1.176
Cognac en bouteilles :			
supérieures au 1/2 litre (centaines).	466	415	414
en bouteilles d'un 1/2 litre au moins			
(centaines)	143	109	99

L'Italie exporte, on le voit, cinquante fois plus de Cognac qu'elle n'en importe.

L'Allemagne a une exportation de Cognac plus grande encore.

Nous laissons prendre nos marques. Il semble qu'on se désintéresse de cette question, comme si la réputation

(1) Prix-courants de la maison X... et Cie, fournisseurs de S. M. le Roi d'Italie et d'autres Cours. Concessionnaires pour la vente du « vieux cognac » aux Etats-Unis, Canada, Cuba et Porto-Rico.

de notre production nationale était une quantité négligeable dans l'ensemble de la fortune du pays.

Alors que tous les bons Français se réjouissent des succès de notre diplomatie, la première et la plus urgente conquête à faire sur ce terrain serait d'assurer à l'étranger le respect de la propriété des Français.

M. Decker-David écrivait dans un article paru en 1904 : « Il y a bien la fameuse convention de Madrid. Oui certes, au moment où elle fut conclue, il semblait que les puissances civilisées fussent toutes obligées de s'y soumettre, et cela en vertu des droits de justice, d'équité, d'honnêteté invoqués, et sans lesquels la loi de l'offre et de la demande ne peut exister.

« Mais malheureusement, nous avons compté sans les manières de procéder, sans le tour de main, en faveur de leurs nationaux, des tribunaux étrangers ; et les vignerons français qui firent jusqu'à présent du commerce à l'extérieur, ont pour ainsi dire toujours été lésés sans pouvoir bénéficier des termes de l'arrangement en question. Aujourd'hui on ne parle plus de la convention de Madrid.

« Une personne amie, de retour d'Amérique, me disait justement, qu'en vertu des latitudes extraprotectrices apportées par les *acts américains* aux viticulteurs des Etats-Unis, ces derniers n'hésitent plus maintenant à donner à leurs vignobles les dénominations de nos crûs les plus renommés.

« Et c'est ainsi, paraît-il, qu'il n'est pas rare de rencontrer, en voyageant dans tel ou tel Etat de la Confédération, des propriétés ayant pour blasons les noms de nos terroirs fameux : Graves, Margaux, Médoc, Saint-Julien ; et ceux de nos villes et régions où se fabriquent nos eaux-de-vie

réputées et nos vins mousseux incomparables : Cognac, Armagnac, Epernay, Saumur, etc... »

Le mal est considérable et si les pouvoirs publics n'y prennent garde, il deviendra rapidement mortel pour notre production.

Nous détachons de la *Réforme économique* du 20 mars 1904, l'intéressante note suivante :

« Aux Etats-Unis, ce n'est pas seulement à nos vins de Champagne, mais à toutes les grandes marques françaises qu'on fait concurrence et cela par les procédés les plus déloyaux. D'un rapport, adressé récemment au ministre du commerce, nous extrayons les passages suivants :

« Les Bordeaux de Californie, les Champagnes de l'Illinois qui n'ont jamais connu, même à quai, le beau pays de France, s'étalent dans ce pays (Etats-Unis) sur les tables les mieux servies.

« Une localité nouvellement fondée y a reçu le nom français de Mâcon, une autre a été appelée Rheims, le hasard — le plus extraordinaire ! — fait que les nouvelles cités américaines de Mâcon et de Rheims ont pris naissance précisément dans des pays de vignobles, que la première est située dans une région de vins rouges, la seconde dans un pays de vins blancs vendus comme vins mousseux, dans des bouteilles coquettement habillées à la française, selon la mode champenoise.

« Cette fantaisie américaine pourrait passer pour de l'humour, mais, où apparaît son sens pratique, son intention frauduleuse, c'est quand nous apprenons la prodigieuse histoire suivante :

« On a fait venir dans la ville américaine de Rheims, une brave cuisinière française. On lui a fait abandonner ses casseroles pour lui faire créer une fabrique de vins

mousseux, qui seraient vendus sous l'étiquette de vins de Champagne. Pourquoi de tels honneurs et de tels profits accordés à cette cuisinière ? On le comprendra aisément, cette cuisinière porte un heureux nom : elle s'appelle — hasard rémunérateur — Mme Veuve Pommery !

« Il nous paraît difficile d'admettre que le gouvernement français n'ait qu'à prendre acte de ces faits sans y avoir au moins prétexte à adresser au gouvernement américain quelques observations aussi courtoises qu'on voudra, mais fermes (1). »

Cette question a été agitée au Congrès de Berlin des 24-29 mai 1904, tenu par l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Nos intérêts ont été éloquemment défendus et des résultats satisfaisants quoique tout à fait incomplets ont été obtenus.

Le procès paraît gagné en ce qui concerne le champagne. Pour le cognac la question a été réservée, après une longue discussion qui tourna toute entière au profit de notre légitime protestation.

Les arguments qu'on nous oppose sont curieux. La dénomination « Cognac », disait M. Richard Alexander-Katz dans son rapport, est donnée à une eau-de-vie produite par la distillation du vin et qui doit son nom à la ville du département de la Charente qui est le centre de la fabrication de cette eau-de-vie. Mais, ajoute le rapporteur, dans tous les pays vignobles, comme la Hongrie, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Californie, on produit des « Cognacs » et la fabrication du « Cognac » est aussi importante en Allemagne, où des centaines de milliers de personnes en bu-

(1) *La Réforme économique*, numéro du 20 mars 1904.

vant leur « Cognac » ne se doutent pas qu'il existe en France une ville qui porte ce nom ; puis il conclut en ces termes :

« L'usage de ce mot est général. C'est en vain qu'on essaierait d'arracher au Trésor de la langue allemande cette désignation de genre. »

Dans le chapitre suivant, nous nous efforcerons de démontrer par des arguments juridiques et de faits, l'énormité d'une semblable assertion, et nous prouverons que le mot « Cognac » n'est pas la désignation d'un genre de produit, mais l'indication d'un produit fabriqué provenant d'un vin spécial à une région de France, du sol de laquelle il tire son bouquet qui en fait sa renommée mondiale.

Il est nécessaire que les pouvoirs publics s'emploient à faciliter la tâche des intéressés. La production française a pour elle le bon droit, et elle doit triompher, car, ainsi que le dit M. Vivier en concluant son rapport, fait en réponse à celui de M. Alexander-Katz :

« Au fond de toute cette discussion autour du mot « Cognac », aucun principe juridique, aucune raison de droit ni d'équité, ne peuvent être invoqués, contre notre thèse. Tout se résume en ceci : favorisée par la nature, la France produit dans la région de Cognac et dans celle de la Champagne, les eaux-de-vie et les vins mousseux les plus réputés du monde. Leur universelle renommée a fait que tous les autres pays produisant des produits similaires moins célèbres, moins connus, et de qualité moindre, ont cherché à les écouler sous le même vocable que celui sous lequel le public des consommateurs connaissait les produits français, afin de profiter ainsi de la réputation qui y était attachée. Ils se sont donc emparés de nos propres désignations géographiques et les ont appliquées à leurs

produits. Et après l'avoir fait longtemps, ils viennent nous dire aujourd'hui : ce qui était originairement une désignation géographique est devenu par l'usage que nous en avons fait une désignation générique, vous pouvez avoir raison en droit, mais vous êtes forclos en fait.

« Ce langage frise de trop près, et, dans tous les cas, favorise trop visiblement la concurrence déloyale.

« On ne prescrit pas contre le droit et contre l'équité (1). »

Sur le marché intérieur la concurrence n'est pas moindre, et nos marques ainsi que le nom de notre produit sont usurpés par des produits d'une composition toute chimique.

Malgré l'article 13 de la loi du 29 décembre 1900 qui décidait que le gouvernement interdisait la fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de médecine, on n'a pu jusqu'à présent empêcher l'abus des « parfums » nocifs, et qui sont, eux, de véritables poisons.

Cependant tous ces alcools d'origine et de fabrication suspectes sont livrés aux consommateurs sous le nom de « Cognac », « eau-de-vie de marc », « eau-de-vie de cidre » (Calvados).

Si l'acheteur veut consacrer à son alcool un prix supérieur, il obtiendra le plus souvent un produit dont la fabrication est plus soignée, mais dont les éléments constitutifs sont les mêmes que ceux de l'alcool des débits. Seules seront différentes peut-être l'étiquette plus riche et une attestation plus énergique d'authenticité.

(1) *Congrès de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle*, Berlin, 24-29 mai 1904. Rapport de M. Alphonse Vivier.

On peut affirmer qu'il ne se boit pas une goutte d'alcool de vin dans la consommation courante des débits parisiens.

Il paraît logique d'exiger des marchands qu'ils indiquent à leurs clients la nature du produit qu'ils livrent en réalité et il est indispensable dans l'intérêt de la santé publique, d'interdire la vente de toute mixture dont la composition exacte n'est pas approuvée comme inoffensive par l'Académie de médecine.

Du rétablissement du privilège des bouilleurs de cru.

Le privilège des bouilleurs de cru, permettant, dans certaines régions, la production et la consommation en franchise de l'alcool qui est fabriqué, est une autre cause de la mévente des eaux-de-vie de vin, et en même temps un stimulant puissant à la fraude, puisque l'exonération frauduleuse constitue une prime de 220 francs par hectolitre.

Aussi les négociants assujettis et le Trésor subissent des pertes considérables du fait de ce privilège.

C'est surtout la région productive du cognac qui souffre de ce privilège, car les Charentes sont surtout des pays de production plus que de consommation. Au contraire, dans le Nord-Ouest, en Bretagne et en Normandie, où la production coudoie la consommation, la fraude prend des proportions considérables au détriment du commerce, de la production régulière et du fisc.

Dans ces pays, à la fois de production et de consommation, permettant de mettre sur place à la disposition du consommateur, l'eau-de-vie fabriquée par le propriétaire sans avoir à payer les droits sur l'alcool, la fraude paralyse le commerce régulier dont les produits, sortant des

entrepôts d'un exercé, ne peuvent, lorsqu'ils sont mis en circulation, échapper à ces mêmes droits, d'où il résulte en faveur des eaux-de-vie soustraites à l'impôt, grâce au privilège, une exonération frauduleuse constituant à leur profit une prime de 220 francs par hectolitre d'alcool pur.

Ce n'est pas seulement les commerçants qui y perdent, une clientèle de consommateurs s'alimente aujourd'hui directement chez le bouilleur de cru, pour sauver frauduleusement les droits de consommation ; c'est aussi le Trésor public qui y perd 90, 100, 120 millions d'impôts par an (1).

Nous prétendons que, si la fraude fiscale, résultant de l'exonération frauduleuse d'une quantité plus ou moins considérable de l'alcool consommé en France, n'est point arrêtée, c'est notre région — la région viticole des deux Charentes, c'est-à-dire la région productrice d'eau-de-vie de vin par excellence — qui en souffrira le plus et qui en souffre déjà.

Sans vouloir établir ici par des chiffres précis à combien peut être évaluée annuellement la fraude — ce qui serait absolument puéril par l'excellente raison qu'on ne peut pas faire de statistique sur ce qui précisément échappe à toute statistique, soit par une production libre, soit par une consommation illicite, — on peut affirmer, puisque tout le monde est d'accord sur ce point, que la fraude existe et qu'elle est considérable.

Tous nos ministres des finances ont été unanimes à ce sujet, tous les rapporteurs spéciaux des commissions parlementaires ou extra-parlementaires l'ont affirmé, après avoir examiné les documents, et s'être livrés aux investi-

(1) Alphonse Vivier, *La question des bouilleurs de cru au point de vue de la viticulture et du commerce charentais*, 1895.

gations que comporte l'étude du régime des boissons. Qu'on en fixe le quantum, comme l'ont fait certains, à 115 ou 120 millions de francs, ou qu'on la restreigne à des proportions plus modestes, peu importe. Le chiffre est toujours suffisant pour comporter des mesures énergiques.

Or, comment arriver à endiguer cette fraude ? comment arriver à faire rentrer dans les caisses de l'Etat, ce qui doit y rentrer, à enlever à la production et au commerce honnête, la concurrence de produits bénéficiant auprès du consommateur de cette prime énorme représentant le montant des droits soustraits par une consommation frauduleuse ? C'est ce que nous étudierons dans le chapitre suivant.

Il faut que, dans les Charentes où nous sommes un pays de production et non de consommation, nous ne perdions pas de vue qu'il en est tout autrement dans les régions du Nord-Ouest de la France, notamment en Bretagne et en Normandie. Là, la production coudoie à chaque porte la consommation ; là, la fraude, c'est-à-dire l'absence de toute perception de droits sur l'eau-de-vie qui sort de chez le bouilleur de cru pour aller se boire chez son voisin — simple consommateur — prend fatalement des proportions considérables, au détriment de qui ? Au détriment de la production régulière, du commerce régulier, comme le sont la production et le commerce charentais, et aussi au détriment du fisc.

C'est à ce point de vue qu'apparaît l'inégalité flagrante entre les deux régions.

Les eaux-de-vie des Charentes ont deux débouchés possibles, le marché extérieur, et le marché intérieur.

Le marché extérieur, comme nous le verrons plus loin, se trouve gravement compromis par la rupture du régime

des traités de commerce, qui assuraient à nos produits viticoles une exportation prospère, à laquelle nous avons dû jadis toute notre fortune. Tout ce qui s'en va par cette voie, nous n'avons pas à nous en inquiéter ici, puisque l'alcool à destination de l'étranger est tout naturellement exempt des droits de consommation.

Mais quant aux eaux-de-vie destinées au marché français, c'est-à-dire à la consommation intérieure, elles ne peuvent y échapper — elles — à ces droits.

En effet, nos produits — à nous propriétaires charentais — en passant de nos chais dans ceux du négociant, ne circulent que suivis de pièces régulières de mouvement, en vertu desquelles au moment où ils entrent chez l'assujetti ils sont pris en charge, par celui-ci, jusqu'à l'heure où, livrés à la consommation, *toujours sous congé*, ils auront à acquitter l'impôt — de sorte qu'ils ne peuvent pas plus être soustraits à la perception des droits — bien que distillés par un bouilleur de cru exempt de tout contrôle à la production — que ceux distillés par les bouilleurs de profession ou que les alcools d'industrie.

Pourquoi ? tout simplement parce que notre acheteur à nous est un assujetti.

Pendant ce temps-là, que se passe-t-il en Bretagne, en Normandie et dans toutes les régions avoisinantes ? Alors que nous, nous avons comme acheteurs des commerçants tenus de prendre en charge les eaux-de-vie que nous leur livrons, le producteur de cidre, qui lui aussi, a transformé sa récolte en eau-de-vie, a comme acheteur un consommateur de son voisinage, c'est-à-dire que l'alcool qu'il distille passe de chez lui — non exercé — sans l'intermédiaire d'un assujetti — chez un consommateur également non exercé. Et cela sans que le déplacement, opéré au jour

le jour, par petites quantités, puisse être constaté. Les agents du fisc peuvent bien arrêter sur la voie publique un chargement d'eaux-de-vie pour s'assurer s'il est accompagné de pièce de régie — mais peut-on raisonnablement, dans une région où tout le monde absorbe usuellement de l'alcool, arrêter chaque jour tout citoyen pour rechercher s'il ne recèle pas, dans les plis de sa blouse ou de son paletot, dans sa voiture, sa brouette ou son sac, une quantité quelconque d'eau-de-vie ? Quand et comment, dans ces conditions, voulez-vous que se perçoivent les droits ?

Et c'est là précisément qu'il est essentiel pour nous, propriétaires et viticulteurs charentais, de bien nous rendre compte des modifications profondes apportées à l'état de choses ancien, par la crise terrible dans la production des eaux-de-vie que nous a amenée le phylloxéra.

Jadis au temps de la grande prospérité du vignoble français, il y avait, prenons le chiffre de 1872, 278.000 bouilleurs de cru, répartis pour la plupart dans les départements viticoles de France, et principalement dans l'Armagnac et dans les Charentes, où on en comptait environ 50.000.

Or, il s'est produit le phénomène suivant : c'est qu'au fur et à mesure que le bouilleur de cru de ces deux régions, qui étaient les régions productrices par excellence de ces eaux-de-vie, dont la réputation séculaire en France comme à l'étranger, faisait notre juste orgueil, disparaissait par suite de la perte de nos vignes, le nombre des bouilleurs de cru allait chaque jour, en augmentant. Depuis la reconstitution de notre vignoble, le nombre des bouilleurs de cru a augmenté un peu, mais les statistiques du ministère de l'agriculture en accusent un nombre énorme. Où sont donc ces bouilleurs de cru ? Au lieu

d'être répartis dans les seuls départements viticoles, comme autrefois, ils le sont aujourd'hui dans tous les départements où l'on récolte des fruits quelconques pouvant être transformés en alcool.

Lorsque le vin et l'eau-de-vie de vin sont venus à manquer, les départements du Nord et du Nord-Ouest — qui s'alimentaient jadis soit dans le Midi, la Gironde ou la Bourgogne, pour le vin, soit dans les Charentes ou l'Armagnac pour l'eau-de-vie — ont planté des étendues considérables d'arbres à fruits, à pépins ou à noyaux, comme la pomme, la prune, la cerise. En Normandie et en Bretagne, on voit de toutes parts d'immenses champs de pommiers, et lorsque la récolte du cidre dépasse les besoins de la consommation, on transforme le cidre en eau-de-vie, et on en fabrique des quantités telles qu'elles suffisent et au-delà à toute la consommation sur place ; ailleurs ce sont les marcs, ailleurs les poirés ou les fruits de toutes espèces.

Alors qu'en 1902 l'alcool de vin produit dans nos régions viticoles par les bouilleurs de cru (nous laissons de côté la production des bouilleurs de profession) n'aurait été que de 31.760 hectolitres d'alcool pur, la distillation par les bouilleurs de cru des régions à cidre ou poiré aurait donné 31.411 hectolitres et celle faite par les bouilleurs de cru des régions d'alcool de marc ou de fruits, se serait élevée à 72.434 hectolitres (1).

Dans ces conditions, on peut dire que si le privilège des bouilleurs de cru constitue un régime de faveur, ce régime dont nous étions autrefois les principaux bénéficiaires profite à l'heure actuelle bien plus à d'autres qu'à nous.

(1) O. Lauraine, *Rapport général sur le régime des spiritueux*.

A cela il n'y aurait évidemment que demi-mal — car ce serait d'un égoïsme féroce de vouloir ne pas voir bénéficier autrui des immunités dont nous nous sommes toujours montrés jaloux — si le régime du privilège, étendu par la force même des choses à des régions qui sont tout à la fois productrices et consommatrices d'alcool, n'était pas venu créer, à notre détriment, une iniquité flagrante.

Pendant que le producteur charentais ne peut vendre son eau-de-vie qu'à un négociant, c'est-à-dire à un assujetti qui la prendra en charge, ce qui la mettra sous le coup de l'impôt, ou l'expédiera directement, suivie des pièces de régie sans lesquelles elle ne pourrait pas voyager, à un consommateur du loin qui ne pourra la recevoir qu'après avoir acquitté le montant des droits de circulation et de consommation, le bouilleur de cru de Bretagne ou de Normandie, placé à côté du consommateur, vendra sa récolte à celui-ci par petite quantité, au jour le jour, sans que le fisc puisse percevoir les droits. Comment veut-on, dans ces conditions, que notre commerce régional, qui est notre acheteur en définitive, et à la prospérité duquel nous sommes intéressés, puisse continuer à faire figure sur le marché intérieur et lutter contre l'eau-de-vie fabriquée sur les lieux mêmes de consommation, surtout lorsque ces derniers circulent en fraude de maison en maison, alors que les eaux-de-vie vendues par les négociants ont à payer 220 francs de droits par hectolitre d'alcool pur. Car c'est ainsi que les choses se passent.

La liberté illimitée et sans contrôle du bouilleur de cru entraîne chaque jour, ainsi que les faits le démontrent, l'augmentation du nombre des propriétaires ou fermiers s'abritant derrière le privilège pour produire de l'alcool, et ceci au détriment des producteurs réguliers et du commerce régulier de notre région.

La conséquence de cette pratique, c'est que chaque jour la production d'une quantité énorme d'alcool falsifié augmente dans les pays de consommation et ceci dans le seul but de se soustraire à l'impôt. En effet, une grande portion de cet alcool passera dans la consommation sans en acquitter les droits, soit que le propriétaire ou le fermier la consomme à domicile, soit qu'il devienne à bon marché le fournisseur du débitant de sa commune ou du voisin qui n'aura pas distillé.

Dans une brochure parue en 1894, l'auteur, M. Laporte, sénateur de la Charente, écrivait :

« Il est de pratique avérée dans certaines régions que le propriétaire fasse monnaie courante de son alcool, et en arrive à payer en eau-de-vie les gages de ses domestiques ou ses fournisseurs. Ceux-ci se chargeront à leur tour de répandre clandestinement dans la consommation tous ces alcools qui n'auront jamais rien payé au Trésor, et prendront dans la consommation intérieure, ainsi déchargés frauduleusement de tout impôt, la place que nos négociants charentais étaient parvenus à conquérir pour les produits de notre région, mais que le paiement régulier de l'impôt, en face d'un produit similaire qui s'y soustrait, ne leur permet pas de conserver. »

Voilà pourquoi, directement intéressés, non pas seulement comme contribuables, au même titre que tous les Français, mais comme producteurs atteints dans l'écoulement de nos produits, à la répression de la fraude, nous ne pouvons pas, en présence d'un tel état de choses inconnu de nos pères, ne pas être les premiers à demander au législateur de créer un régime nouveau ; même si ce régime devait entraver, dans une certaine limite, la liberté à laquelle nous nous étions habitués, mais dont d'autres abusent pour frauder le fisc.

Reste à savoir quel est le nouveau régime auquel pourrait être assujéti le bouilleur de cru ?

C'est ce que nous étudierons dans le prochain chapitre.

Avant d'étudier la troisième cause principale de la mévente des eaux-de-vie, c'est-à-dire la campagne des hygiénistes, nous allons étudier les obstacles à nos exportations dérivant de notre système douanier de 1892.

Obstacles à notre commerce extérieur.

Le régime protectionniste que la France a adopté en 1892, ne pouvait pas rester sans influence sur la politique économique des autres puissances. Les droits dont nous avons lourdement frappé, à leur entrée chez nous, les produits étrangers, ont eu une répercussion terrible dans le traitement imposé à nos produits exportés. Et malheureusement, il semble que le dernier mot ne soit pas dit ; la tendance protectionniste, dont nous avons imprudemment peut-être donné l'exemple, gagne de proche en proche, et les nations les plus résolument libre-échangistes semblent orienter leur politique économique vers la protection, au plus grand détriment de notre production, de notre commerce et de notre industrie.

Ce n'est point ici le lieu de se livrer à une longue dissertation sur les mérites respectifs des deux systèmes, libre-échangeisme et protectionnisme, mais ce ne sera pas une exagération de dire : que notre viticulture ressent le plus grand dommage du régime protectionniste auquel elle est soumise.

Les droits, s'ils ne sont pas absolument prohibitifs comme on se complait trop à l'affirmer, seront toujours un obstacle grave à la vulgarisation des produits qu'il frappe si durement.

Mais est-il bien permis, en raison de l'accentuation toujours plus grande du régime protectionniste à outrance inauguré depuis quelques années chez nous, de compter sur notre diplomatie pour alléger la situation ? Les représentants des régions intéressées n'ont jamais négligé une occasion d'appeler l'attention de MM. les ministres des affaires étrangères, de l'agriculture et du commerce, sur la situation qui leur est faite.

Ces démarches ont toujours été aimablement accueillies, mais jusqu'à présent rien n'est venu permettre d'affirmer qu'on avait raison de compter sur l'Etat-Providence.

Sans doute, nous avons le droit de penser que les inconvénients signalés ne laissent pas indifférents les ministres auxquels on s'adresse, mais il est prudent de compter surtout sur l'initiative privée et sur l'effort général des associations, comices ou syndicats, afin d'obtenir une amélioration de traitement pour leurs produits.

Si cela peut être encore possible pour les vins, malheureusement il serait difficile de le tenter avantageusement pour nos eaux-de-vie.

Car les droits que nos alcools doivent acquitter à leur entrée dans les divers pays du monde avec lesquels nous avons des relations commerciales, sont excessifs.

Si, au moins, le commerce d'exportation avait l'assurance que les droits énormes qu'il acquitte ne seraient pas exposés à varier dans le sens de l'augmentation, il pourrait essayer de se défendre par des contrats à long terme.

Mais en l'absence de traités de commerce, soit que notre diplomatie n'ait pas montré toute l'énergie désirable, soit que le caractère de représailles des nouveaux droits ait rendu son action inefficace, nos exportateurs se voient continuellement menacés de surtaxes.

Dans ces conditions, ils n'osent pas traiter des affaires de longue haleine.

Il serait à souhaiter qu'à défaut d'un retour à des principes économiques plus larges, retour que nous n'osons plus espérer, on généralise enfin les traités de commerce qui ont le mérite d'éviter les surprises au commerce pendant tout le cours de leur durée, c'est ce que nous étudierons dans le prochain chapitre.

Les guerres douanières que se font les nations entre elles entraînent un préjudice énorme au point de vue de la circulation mondiale des produits.

La politique protectionniste, suivie depuis 25 ans, nous a coûté, sur la plupart des marchés, la perte partielle, sinon totale dans certains cas, de notre trafic avec l'étranger, au détriment de la main-d'œuvre française, de la production française, de l'expansion française.

La situation commerciale charentaise se ressent plus que toute autre de l'application du double tarif de 1892, à tel point que l'écoulement de nos eaux-de-vie n'est plus guère possible qu'en Angleterre.

Dans le chapitre suivant, nous étudierons le remède à cet état de choses, en montrant les avantages que notre région retirerait des traités de commerce à longue échéance.

De la campagne des hygiénistes.

Aux causes, déjà nombreuses, que nous venons de signaler, de la mévente des eaux-de-vie, s'en est ajoutée une autre depuis quelques années, qui a pris un développement rapide. Nous voulons parler de la campagne des hygiénistes.

Ainsi que nous le verrons par la suite, la crise de mé-

vente des vins, provenant de l'envahissement du marché, pourrait être sensiblement diminuée par la distillation, « soupape de sûreté », qui en absorbant les vins faibles ou de mauvaises qualités ou les excédents, débarrasserait le marché de stocks considérables qui justement pèsent sur les cours et les avilissent.

Distiller, c'est bien, mais il faut pouvoir utiliser, par la suite, l'alcool ainsi produit.

Le viticulteur bouilleur ne peut viser qu'un mode d'écoulement : c'est la consommation de bouche. Le prix de revient de son produit et aussi sa rareté relative ne lui permettent pas d'espérer une utilisation industrielle.

Or, la consommation de l'alcool n'est guère encouragée. Une campagne violente est de toutes parts menée contre, non seulement l'abus, mais l'usage même de l'alcool.

« L'alcool poison » voilà la thèse !

On a été envahi d'une grande pitié pour les malheureux qui souffrent, et l'alcool, qui était déjà la bête de somme de l'impôt, est devenu le pelé, le galeux, d'où nous vient tout le mal.

Pour inspirer aux hommes une crainte salutaire, on a tué avec l'alcool une infinité d'innocents cobayes, et on a fait frissonner les masses avec le spectacle de chiens atteints de *delirium tremens* alcoolique.

La médecine, l'hygiène, la tempérance ont fait subitement alliance avec l'économie sociale.

Une littérature anti-alcoolique s'est créée, représentée par des écrivains dont la valeur et la compétence ne peuvent faire de doute pour personne. Nous avons maintenant une revue mensuelle les *Annales anti-alcooliques*.

Le roman lui-même entre en lice. M. Georges Ohnet reproduit consciencieusement l'œuvre de M. Couvreur « la

source fatale », dans son roman le *Marchand de poisons*.

Mais les critiques contre l'alcool ne seraient pas encore assez efficaces si le papier blanc des affiches officielles ne venait pas de toutes parts leur apporter son précieux concours. C'est ainsi qu'on a pu lire, sur les murs de Paris, une affiche signée de M. de Selves, préfet de la Seine et de M. Mesureur, directeur de l'Assistance publique, intitulée *l'alcoolisme et ses dangers* et où on lisait :

« L'alcoolisme est l'empoisonnement chronique qui résulte de l'usage habituel de l'alcool, alors même que celui-ci ne produirait pas l'ivresse.

« L'habitude de boire des eaux-de-vie conduit rapidement à l'alcoolisme, mais les boissons dites « hygiéniques » contiennent aussi de l'alcool ; il n'y a qu'une différence de doses.

« Pour la santé de l'individu, pour l'existence de la famille, pour l'avenir du pays, l'alcoolisme est un des plus terribles fléaux. »

Cette campagne, menée par les hygiénistes, et qui ne peut se justifier que par la mauvaise qualité des produits, doit être également considérée comme une cause de la crise de mévente des eaux-de-vie des Charentes ? Cette campagne menée sans discernement, ne faisant aucune distinction entre les meilleures eaux-de-vie et les alcools les plus nocifs, porte un coup terrible à la production charentaise.

Certains médecins, proscrivent le Cognac, comme ils ordonnent d'autres médicaments.

De leur côté, les ligues anti-alcooliques confondent, plus ou moins consciemment, dans le même anathème les eaux-de-vie naturelles et les mixtures qui usurpent le nom de Cognac. Sans souci du mal qu'elles causent, elles ne dis-

tinguent point ce qui est bienfaisant de ce qui est nocif.

Cette campagne anti-alcoolique confond, en effet, malheureusement, pour ne pas dire maladroitement, l'alcool d'industrie avec les eaux-de-vie de Cognac qui représentent, l'un des plus beaux fleurons de notre pays, et qui ont su porter avec honneur le drapeau français aux quatre coins du monde.

Elle assimile à toutes sortes d'apéritifs, absolument nuisibles à la santé, nos produits dont la finesse et le parfum sont si justement appréciés et admirés par tous les connaisseurs.

Il y a là une erreur profonde et regrettable qu'il importe de rectifier par une autre campagne dont le but serait d'établir la différence existant entre nos eaux-de-vie de vin et les diverses autres boissons plus ou moins nuisibles à la santé des consommateurs.

Du reste, à côté de ces médecins si pessimistes, il y a des docteurs tout aussi savants, d'une égale compétence, mais moins effrayants dans leurs conclusions.

Nous citerons le regretté docteur Duclaux, l'éminent directeur de l'Institut Pasteur ; le docteur Foveau de Courmelle ; le docteur Armand Gautier, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine et bien d'autres.

Nous exposerons les théories de ces illustres savants et les opinions d'autres docteurs dans le chapitre suivant, où nous nous efforcerons de distinguer l'eau-de-vie de cognac et d'armagnac des alcools d'industrie, au point de vue des effets déprimants sur l'organisme.

Dès maintenant, cependant, nous reconnaissons volontiers, que l'abus de l'alcool a des résultats déplorables sur la santé et l'énergie humaines, mais est-ce à dire qu'on soit nécessairement alcoolique parce qu'on prend de temps en temps un petit verre ?

Si cela était, nous demanderions simplement aux anti-alcooliques intransigeants de venir faire une petite constatation chez nos vieux bouilleurs charentais. On ne rencontre pas parmi eux d'alcooliques et il n'a pas été observé la moindre trace de dégénérescence parmi les Charentais. On ne meurt pas plus chez nous qu'ailleurs, et cependant nos médecins ne négligent pas d'ordonner la vieille eau-de-vie des Charentes comme réconfortant à leurs clients. Est-ce affaire de latitude ?

Cet infâme alcool poison qui doit infailliblement tuer tout le monde ailleurs, est chez nous un adjuvant précieux qui donne des forces à nos malades.

Peut-être l'alcool supporte-t-il dans la sévérité des jugements portés contre lui le poids des méfaits dus aux ingrédients dont il est le plus souvent assaisonné.

« Presque tous les alcools du commerce renferment « des substances vénéneuses », dit M. Guillemet dans son rapport de 1898 sur le monopole de la rectification de l'alcool industriel.

Il y a des industriels peu scrupuleux, qui vont jusqu'à se servir d'alcool dénaturé pour la fabrication des liqueurs fortement aromatisées, telles que crème de menthe, absinthe, et curaçao. M. Bardy a déclaré à une commission du Sénat, chargée de l'enquête sur la consommation de l'alcool, qu'il avait eu entre les mains de nombreux échantillons de liqueurs dans lesquels il a pu constater la présence de l'alcool méthylique au milieu d'essences destinées à transformer ces produits en boisson commune.

Certains distillateurs ajoutent à leurs alcools, presque toujours mal rectifiés, des substances chimiques vénéneuses destinées à reproduire l'arome des eaux-de-vie naturelles de vins, de cerises, de genièvre, etc... Grâce

aux bouquets artificiels ils obtiennent du kirsch sans cerises, du cognac sans vin, du gin sans genièvre, comme ils créent de toutes pièces dans leurs laboratoires, avec de détestables alcools et des essences végétales ou chimiques, l'absinthe, le vermouth, la chartreuse, le noyau, le kummel, etc...

Certains de ces bouquets artificiels sont des poisons violents. D'autre part, le mauvais goût des alcools employés pour ces liqueurs se trouvant masqué par le bouquet, le fabricant n'a plus à se préoccuper de la qualité ; si bien qu'en définitive les liqueurs les plus parfumées, sont habituellement fabriquées avec les alcools les plus inférieurs. Le cassis, le kummel, curaçao, prunelle, marasquin, anisette de Paris, etc..., n'ont pas d'autres origines.

En se plaçant au simple point de vue du bon sens une distinction s'impose et il ne peut être permis de confondre tous les alcools indifféremment sous une même et générale réprobation.

C'est ce que nous nous efforcerons de démontrer dans le prochain chapitre.

Dans les pages qui précèdent, nous avons cherché à présenter d'une façon aussi claire que possible les causes diverses de la crise de la mévente des eaux-de-vie.

Le relèvement des droits sur l'alcool de la loi du 29 décembre 1900 a été l'objet premier de notre étude, car cette loi a désarmé nos eaux-de-vie vis-à-vis de leurs concurrents les alcools d'industrie, à cause du bas prix de revient de ces derniers.

Grâce à cet avantage, ces alcools insipides, après la rectification, ont pu, grâce à l'addition d'essence et de bouquet chimique rappelant celui du cognac, se répandre sur le marché intérieur, en prenant frauduleusement l'aspect,

le goût et surtout le nom de nos produits charentais. Les conséquences de cette usurpation de marques ont été terribles, car elle a donné naissance à tout le mouvement hygiénique des ligues anti-alcooliques qui, englobant dans le même mépris tous les alcools sans distinction, ont fait une guerre acharnée à toutes les eaux-de-vie, les cognacs, et armagnacs compris.

Une autre conséquence très grave pour notre commerce a été la déformation du goût du consommateur par l'habitude que ce dernier a prise de boire de faux cognacs à bon marché.

Puis nous avons ensuite signalé comme autre cause de mévente les fraudes résultant du maintien du privilège des bouilleurs de cru.

Enfin, nous avons signalé la disparition des traités de commerce, résultat de notre retour au régime protecteur, qui a eu pour conséquence de faire frapper, à l'étranger, tous nos produits, de droits presque prohibitifs, dont le commerce des cognacs a supporté le contre-coup d'une façon terrible, car il entretenait avec l'étranger avant 1892 un commerce très actif qui depuis a à peu près complètement disparu, sauf avec l'Angleterre.

Dans le prochain chapitre nous allons rechercher les remèdes qui pourraient être apportés à ces diverses causes de mévente de nos eaux-de-vie.

CHAPITRE III

LES REMÈDES A LA CRISE DE MÉVENTE DES EAUX-DE-VIE CHARENTAISES.

Du remède à la fraude ; conséquence de la loi du 29 décembre 1900.

Le relèvement des droits sur l'alcool a donné un appât tout nouveau à la fraude. Ainsi que le fait très justement observer dans son cours, notre distingué professeur M. Alglave : « Plus la taxation est lourde, plus la fraude augmente. Les orthodoxes disaient : en matière d'impôt, la fraude est proportionnelle à l'accroissement d'impôt, si on double l'impôt, on double la fraude. Lorsqu'on a augmenté l'impôt de 156 francs à 220 francs, il s'est produit de tels déchets dans la consommation taxée, que le produit a été diminué. Les fraudeurs seuls en ont bénéficié. Le public a payé plus cher, l'Etat n'y a rien gagné. Cela semble justifier la loi des économistes. En réalité, c'est à la loi suivante qu'il faut se reporter : la fraude n'est pas proportionnelle à l'élévation de la taxe, mais au bénéfice qu'on peut faire sur chaque acte de fraude (1). »

La loi de 1900 augmentant de 64 francs les droits sur l'alcool, donnait un encouragement à la fraude, puisque pour chaque acte le fraudeur gagnait 64 francs de plus. Aussi cet appât d'un gain considérable par rapport au

(1) Cours de législation financière, Doctorat, 1904-1905 « sur l'impôt », p. 204.

produit vendu, le produit a une valeur six fois moindre que le montant de l'impôt, fut tel que le fraudeur mit en balance son ingéniosité avec la sévérité de la régie.

Du reste, nous ne voulons, comme preuve de l'importance de cette fraude, que la réponse des chambres de commerce et des grands syndicats agricoles à la commission d'enquête sur la crise des alcools, où ils ont été unanimes à indiquer au premier rang des causes de mévente l'élévation des droits de consommation sur l'alcool, entraînant une fraude énorme.

De plus, comme si l'appât à la fraude n'était pas suffisant, avec le droit de 220 francs, à ce droit simple viennent s'ajouter dans les centres de consommation d'autres taxes rendant la fraude encore plus rémunératrice.

L'alcool, qui se trouve dans les villes où il y a un octroi, n'a pas à justifier de sa provenance. Il est présumé avoir payé les droits dès l'instant qu'il se trouve dans le périmètre de l'octroi. Ceci résulte des termes de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1900. Et l'article 5 de la même loi supprimant l'exercice dans ces mêmes villes, tout en le maintenant dans les villes moins importantes, empêche de rechercher la fraude qui peut s'exercer alors en toute liberté.

Cependant pour démasquer la fraude, il suffirait de prendre l'alcool à son origine et de le suivre jusqu'à la consommation.

Ceci aurait encore un autre avantage, celui de conserver à l'alcool son état civil réel. Aussi avec la loi de 1900 peut-on accepter comme axiome que tout alcool vendu comme cognac, armagnac, calvados, kirsch, etc... dans les villes importantes, n'est que de l'alcool d'industrie auquel on a additionné des essences, permettant de les faire passer pour du cognac ou de l'armagnac, etc...

Le consommateur qui achète de bonne foi et qui est trompé, doit être préservé contre le danger d'empoisonnement.

Du certificat d'origine. — Le titre de mouvement qui accompagne la marchandise devrait en révéler la nature par l'origine réelle. Et cette origine de l'alcool devrait toujours être indiquée d'une façon apparente sur les fûts, caisses ou bouteilles contenant des spiritueux.

Nous verrons dans la seconde partie de ce travail, l'importance que pourrait avoir la taxe différentielle pour remédier à ce genre de fraude. Car cette taxe en doublant toute fraude commerciale d'une fraude fiscale obligerait le service des contributions indirectes à surveiller la première désormais liée à la seconde.

Déjà la loi de 1903, dans son article 23, s'est occupée des certificats d'origine, mais il serait bon d'ajouter sur ce dernier la mention de la région de production des substances mises en œuvre. Dans la pratique ce ne serait qu'un mot de plus à inscrire dans une case du titre de mouvement, à côté de l'indication de la substance vin, cidre, marc ou fruit, figurerait la mention de la région : Midi, Cognac, Armagnac, Normandie, Bourgogne, etc... Ainsi le certificat créé par la loi de 1903 aura sa véritable portée et remplira certainement le but pour lequel il a été institué : garantir à l'acheteur l'authenticité de la marchandise vendue.

Ce n'est pas à proprement parler une modification de la loi de 1903, ce n'en est que le complément naturel et logique, la conséquence, pourrait-on dire, des prescriptions de l'article 18 dont il découle.

Il est facile d'ailleurs de se rendre compte de son fonctionnement.

Toute personne qui veut distiller doit faire la déclaration de la provenance des substances mises en œuvre. Prenons comme exemple un bouilleur de cru de l'Armagnac, les eaux-de-vie qu'il a fabriquées avec les vins de sa récolte sont inventoriées par la Régie, un compte lui est ouvert sous la dénomination « alcool de vin Armagnac ». S'il vend son produit, un titre de mouvement est créé reproduisant sur le bulletin d'origine les mentions exactes du compte « Vins Armagnac ».

L'acquéreur cède-t-il à son tour les mêmes eaux-de-vie ? Le bulletin original est remis à la recette buraliste qui en délivrera une ampliation pour la quantité vendue et ainsi de suite jusqu'à épuisement du compte.

De cette façon les alcools naturels seront rigoureusement suivis par la Régie depuis leur naissance jusqu'à la vente au détail, et les fraudes dont se plaint le commerçant loyal autant que le consommateur seront rendues beaucoup plus difficiles sinon impossibles.

Mais il faut encore que le consommateur puisse connaître aisément quel alcool on lui vend lorsque le titre du mouvement ne parvient pas jusqu'à lui. C'est pourquoi il devrait être prescrit qu'aucun spiritueux ne pourrait être exposé, colporté, ni vendu sans que les fûts, caisses, bouteilles qui le contiennent portent sur une étiquette très apparente la mention du titre de mouvement qui a accompagné la marchandise, concernant les substances avec lesquelles l'alcool que contient le spiritueux a été fabriqué.

Les Américains, gens pratiques, ont généralisé depuis longtemps à toutes les marchandises les mesures que nous demandons pour les spiritueux.

Le bureau de chimie qui fonctionne depuis deux ans

environ à Washington et qui dépend du ministère de l'agriculture, a publié à la date du 6 août 1904, sous forme de suggestions aux importateurs de produits alimentaires, une circulaire déterminant l'application d'un paragraphe additionnel de la loi des finances (budget finissant le 30 juin 1905). Voici la traduction des deux premiers paragraphes de cette circulaire :

« Pour faciliter l'application de cette loi et pour éviter des retards inutiles, au point de vue de l'inspection des produits alimentaires à leur arrivée, l'attention des importateurs est appelée sur les suggestions suivantes :

« 1° L'inspection des produits alimentaires porte sur les aliments, les boissons, condiments et ingrédients qui entrent dans leur composition. »

« 2° L'inspection aux termes de la loi, a pour but de déterminer :

« a) Si les produits importés sont nuisibles à la santé ;

« b) Si les marques ou étiquettes du contenant ne sont pas d'accord avec le contenu ;

« c) Si les marques ou étiquettes donnent des indications fausses au sujet du lieu de la fabrication ou de la production ;

« d) Si l'entrée de ces aliments est prohibée ou sujette à des restrictions dans le pays où ils sont fabriqués ou d'où ils sont exportés. »

La loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, est bien entrée dans cette voie, mais bientôt depuis deux ans, nous attendons le règlement d'administration publique en ce qui concerne les fraudes sur les spiritueux (1).

(1) Notre travail était terminé lorsque, à la date du 3 septembre

Ainsi, l'augmentation des droits de consommation sur l'alcool par la loi du 29 décembre 1900 a donné un stimulant puissant à la fraude, et a permis à la consommation des mauvais alcools de grains et pommes de terre, grâce à leur bas prix de revient, de supplanter les eaux-de-vie des Charentes sur le marché.

Une application sévère de la loi de 1905 sur les fraudes et une modification apportée à la loi de 1903 sur les certificats d'origine, seraient des remèdes qui pourraient avoir une grande efficacité sur la crise que traverse le commerce charentais.

En outre la loi de 1900 maintenant le privilège des bouilleurs de cru, supprimé par la loi de 1903, rétabli par la loi de 1906, a permis encore à la fraude de prendre un développement énorme ainsi que nous nous sommes efforcé de le montrer dans le chapitre précédent.

Du remède aux fraudes découlant du privilège des bouilleurs de cru.

Le remède à ce genre de fraude serait une réglementation étroite de ce privilège, sinon sa suppression complète. Malgré tous les regrets qu'on pourrait éprouver de la disparition de cette liberté, cette réglementation s'impose si nous voulons défendre nos produits ruinés par la concurrence déloyale, dérivant de ce privilège.

Sur le marché intérieur, nous sommes en présence d'une fissure fiscale résultant de la fraude qui se pratique dans certaines régions, grâce au privilège des bouilleurs de cru. Cette fraude est telle que les départements producteurs

1907, a paru le règlement d'administration publique concernant les fraudes sur les boissons et spiritueux prévu par la loi du 1^{er} août 1905; règlement que nous donnons comme annexe.

d'eau-de-vie de vin, comme ceux des Charentes et de l'Armagnac, ont été mis dans l'impossibilité d'écouler leurs produits en France, et ont vu, de ce chef, leurs ventes se restreindre de plus en plus. Et ceci à cause de l'aggravation des droits sur l'alcool et de l'augmentation de la fraude partout où la fabrication des bouilleurs de cru, — devenus légion — coudoie la consommation locale.

Pour supprimer cette fraude ruineuse pour nos régions, il n'y a qu'un moyen : il consiste sinon à supprimer, tout au moins à réglementer le privilège des bouilleurs de cru, de façon que l'alcool produit par ces derniers paie également l'impôt, dans toutes les régions, avant d'être consommé. En face de cette égalité fiscale effective, contre laquelle aucune objection loyale et avouable ne peut être faite, les eaux-de-vie et alcools de vin resteraient les maîtres du marché intérieur grâce à leurs qualités particulières.

Avec la réglementation telle que nous la concevons, le propriétaire pourra toujours distiller. Il pourra rester libre détenteur de l'eau-de-vie par lui produite, mais ce qu'on ne pourra plus faire, ce qui se fait grâce au privilège des bouilleurs de cru dans tous les pays à cidre ou à fruits où la consommation locale est considérable, c'est de jeter dans cette consommation, sans acquittement préalable des droits, des quantités énormes d'eaux-de-vie, qui, en obstruant le marché intérieur, et en l'absorbant, empêchent les régions viticoles de l'alimenter d'une façon régulière.

Quelle serait donc cette réglementation et en quoi consisterait-elle ? Il est entendu que rien n'est plus redouté des viticulteurs et des récoltants agricoles en général que l'intrusion des agents de la Régie, jouissant, en vertu de la loi de 1816 d'un pouvoir discrétionnaire. Il faut donc

arriver à canaliser la production de l'alcool tout en la laissant libre, résultat qui peut être suffisamment atteint par une réglementation réduite aux trois formalités suivantes (1) :

1^o Déclaration des quantités qu'on se propose de distiller et de leur degré alcoolique avant le commencement des opérations ;

2^o Prise en charge, à la cessation de ces opérations, de l'alcool produit, le propriétaire devenant, non un exercé, mais simplement le détenteur d'une matière imposable ;

3^o Récolement annuel.

Avec cela suppression de tous procès-verbaux ; s'il y a des manquants sans pièces de sortie régulière, on aura purement et simplement à payer le droit de consommation dû ; s'il y a un excédent pour une cause ou pour une autre, sur la prise en charge primitive, une nouvelle prise en charge aura lieu pour cet excédent.

Si, moyennant ces trois formalités, qui n'ont rien de commun avec l'exercice permanent et inquisitorial de la Régie, la fraude pouvait être enrayée, si tous les alcools étaient ainsi tenus à passer sous le joug égal du droit de 220 francs, alors il y aurait, croyons-nous, de beaux jours pour les régions viticoles.

Leurs eaux-de-vie ou leurs alcools de vins, supérieurs pour tous les emplois de bouche, aux alcools industriels et aux eaux-de-vie de cidre et de fruits prendraient bien vite la première place sur le marché français. Or, on sait quelle quantité formidable d'alcool il absorbe. C'est dire qu'il y aurait là de quoi, tout en venant au secours des régions productrices d'eaux-de-vie de cru, dégager aisé-

(1) Alphonse Vivier, *La crise viticole ; le remède*, 1901.

ment le Midi de sa surproduction et lui assurer un large avenir.

Lorsque la loi du 29 décembre 1900 dégrevait le vin, c'était bien, mais il fallait voir au-delà. Il fallait songer que tout le vin produit par le Midi ne pourrait pas être absorbé par la consommation, il fallait ouvrir aux alcools de vin, par la suppression de la fraude, et au besoin par son dégrèvement, non plus seulement du vin, mais aussi des autres produits viticoles, tels que l'eau-de-vie et le trois-six de vin, le large débouché de la consommation intérieure ; il fallait prévoir la crise qui sévit aujourd'hui et l'empêcher, par une loi mieux étudiée, de se produire.

On ne l'a pas fait, mais il est temps encore d'apporter à la loi de 1900, les modifications qu'elle comporte et qui sauveront la viticulture.

Donc un remède efficace à la crise serait la réglementation du privilège des bouilleurs de cru.

Nous savons que, sous prétexte d'égalité, certains esprits absolus vont jusqu'à demander de supprimer toute espèce de distinction entre le producteur bouilleur de cru et le bouilleur de profession, de lui enlever toute immunité et de l'astreindre à toutes les obligations résultant pour ceux-ci de la loi de 1816.

« C'est une proposition aussi inacceptable qu'injuste, et nous piquant de logique autant que qui que ce soit, nous estimons que ceux qui, dans notre région réclament purement et simplement l'abolition du privilège sans rien offrir d'autre au propriétaire récoltant que la perspective de tomber sous l'empire de la législation appliquée aux bouilleurs de profession, méritent que le problème ainsi posé, au risque de voir se perpétuer, même à notre détriment, la fraude signalée dans certains départements, sou-

lève de la part de tous les viticulteurs charentais une protestation unanime » (1).

La situation du cultivateur, propriétaire ou fermier, transformant sa récolte — dont il a bien apparemment la libre disposition — en eau-de-vie sans la sortir de chez lui, est celle de l'homme qui n'exerce pas une industrie, un commerce patenté, mais qui use simplement de son droit de propriété et de libre disposition sur le produit de sa récolte.

Les propriétaires récoltants, en transformant leur vin en eau-de-vie pour le garder ou le vendre à leur heure, ne font acte ni d'industrie ni de commerce, mais simplement acte de propriétaire. Il est donc manifestement impossible de leur enlever la facilité de jouir du produit de leur récolte, fût-il transformé en eaux-de-vie en proportion de leurs besoins personnels.

On devra donc, tout d'abord, commencer par établir que la réglementation de leur privilège consistera dans la détermination d'une certaine quantité de litres d'alcool pur laissée chaque année de distillation à la libre disposition du producteur pour la consommation familiale.

Ce prélèvement exempt de tout impôt, paraît injustifiable au point de vue égalitaire, cela constitue un vrai privilège, c'est-à-dire une parfaite anomalie dans notre siècle et sous notre régime démocratique. L'égalité devant l'impôt devrait être absolue, et il y a là une dérogation vraiment choquante à ce principe qui est la base de notre législation financière.

Au point de vue de la doctrine pure, c'est en effet très bien raisonné. « Mais tant que l'égalité des citoyens de-

(1) Alphonse Vivier, *La question des bouilleurs de cru au point de vue de la viticulture et du commerce charentais*.

vant l'impôt restera un simple mythe ; tant que les octrois qui sont des impôts proportionnels à rebours frappant des objets de première nécessité et ne frappant pas certains objets de luxe, subsisteront ; tant que l'agriculture continuera à être la bête de somme du budget, à alimenter sous la forme d'impôt foncier d'abord, puis de centimes départementaux et communaux toutes les dépenses locales, les producteurs agricoles, qui peinent pour reconstituer leurs vignobles, c'est-à-dire pour reconstituer en même temps une partie de la fortune publique de la France, qui par leurs plantations de vignes ou d'arbres à fruits, par leurs sueurs et leurs avances, augmentent chaque jour la valeur du sol national, ont bien droit — je ne dis pas à quelques faveurs — mais à quelques compensations, en retour de l'ensemble des charges exorbitantes qui pèsent sur eux — contrairement au principe d'égalité devant l'impôt invoqué dans la circonstance (1). »

Ainsi, et en premier lieu, en ce qui concerne les bouilleurs de cru, maintien d'une quantité restreinte d'alcool, exempte de tous droits à titre de consommation familiale.

Pour le surplus, deux obligations nouvelles nous paraissent, en vue de la répression de la fraude, pouvoir leur être imposées : la déclaration de distillation, et la prise en charge des quantités d'alcool distillées.

La déclaration de distillation n'a, en définitive, rien d'excessif, ni de vexatoire. En effet, prenons un propriétaire récoltant, n'ayant pas trouvé à se défaire ou n'ayant pas voulu se défaire de son vin. Il se décide à le brûler, c'est-à-dire à le transformer en eau-de-vie. Il a chez lui un alambic, une chaudière comme on dit dans les Charen-

(1) Alphonse Vivier, *La question des bouilleurs de cru au point de vue de la viticulture et du commerce charentais*.

tes. Avant de pouvoir commencer à distiller, il va faire à la recette buraliste la plus voisine la déclaration qu'il se propose de brûler à partir de tel jour sa récolte se composant de tant d'hectolitres de vin, cidre ou poiré à tel degré, ou de telle quantité de marcs ou lies.

Nous ne voyons pas là de quoi troubler ni gêner le propriétaire honnête. Sur ce premier point donc, pas de difficultés.

Reste la seconde formalité sans laquelle la première resterait sans effet, nous voulons parler de la prise en charge.

La prise en charge consiste à rendre le propriétaire récoltant, devenu à la suite de la distillation détenteur d'une matière imposable, comptable vis-à-vis le Trésor des droits dont cette matière est frappée ; et ce à partir du jour où, après la défalcation des quantités qui n'entrent pas dans celles objet de la prise en charge, c'est-à-dire la consommation familiale et le boni de fabrication, il n'est plus en état de la représenter dans ses chais ou de représenter les pièces de régie en vertu desquelles elle est sortie régulièrement et sous acquit de chez lui.

Dans l'année, mais une fois par an seulement, les agents de la Régie auront le droit de venir chez ce propriétaire et de lui dire : « Vous avez d'après votre déclaration même et nos vérifications ultérieures, pris en charge en telle année tant d'hectolitres d'alcool : représentez-les ? » Et alors ou le propriétaire aura encore sa récolte invendue et n'aura qu'à la représenter ; ou il l'aura vendue en tout ou en partie : dans ce cas, il montrera les pièces de régie constatant que toute sa quantité d'hectolitres prise en charge a été livrée sous acquit à tel négociant, ou que telle quantité seulement a été livrée, tandis que le reste est

encore dans son chai prêt à être soumis à recensement.

Nous ne voyons pas ce que cette simple vérification, qui n'a rien de commun avec l'exercice que les bouilleurs de cru ont subi de 1872 à 1875, qui ne donne pas aux agents le droit de venir à toute heure inquisitionner chez vous, pénétrer dans votre domicile privé, mais qui vous astreint à un simple recensement annuel, peut avoir de gênant pour un propriétaire honnête qui opère régulièrement, qui ne se livre pas lui-même ni ne se prête à une fraude quelconque.

Nous ajoutons que pour les propriétaires consciencieux ne voulant tromper ni le fisc ni les acheteurs, il y a un intérêt immense à ce que bien des bouilleurs de cru de notre entourage, véreux, peu scrupuleux, fraudeurs, comme il s'en est rencontré trop souvent, et comme il s'en rencontrera de plus en plus au fur et à mesure que nos vignes se reconstitueront, se sentent gênés dans leurs opérations malhonnêtes par les nouvelles formalités que nous préconisons.

C'est le producteur honnête qu'il faut protéger et le fraudeur qu'il faut atteindre ! Or, si on ne peut atteindre le fraudeur qu'à la condition d'imposer à tous, sans distinction, une réglementation susceptible d'entraver la fraude, le bouilleur de cru honnête a avantage à s'y voir soumis ; surtout lorsque cette réglementation, se bornant dans ses grandes lignes à une déclaration de distillation et à une prise en charge, ne doit comporter aucune des vexations intolérables qui ont jadis rendu l'exercice odieux dans nos campagnes, pendant les quelques années durant lesquelles ce régime leur a été appliqué.

La fraude suinte par toutes les fissures à travers le régime du privilège des bouilleurs de cru. Les pays de con-

sommatum sont devenus des pays de production où l'alcool passe frauduleusement, sans payer de droits du cellier du bouilleur de cru dans les mains du consommateur. Tandis que chez nous, où l'eau-de-vie s'en va de nos chais dans les magasins du négociant, il ne peut échapper à l'impôt.

Acceptons donc une sage réglementation, plutôt que de voir se perdre, pour le commerce régional que le viticulteur alimente, les débouchés qu'il avait jadis sur le marché intérieur français.

Nous sommes convaincus que tous se rangeraient à cette manière de voir après avoir pesé et contrôlé les arguments pour et contre. Un homme d'Etat célèbre, qui fut une des illustrations de la Saintonge — le grand Dufaure — disait un jour : « A des situations nouvelles, il faut des hommes nouveaux. » Ne peut-on pas dire aussi qu'à un état de choses économique nouveau, il faut une législation nouvelle !

A cette réglementation — c'est là du reste un dernier argument, mais qui a bien son importance pratique — les petits propriétaires comme les plus gros trouveront auprès du commerce un avantage énorme : celui de pouvoir garantir l'authenticité de leurs produits. Et au moment où il semble y avoir comme une sorte de méfiance entre les uns et les autres, n'est-ce pas là quelque chose, peut-être plus encore pour les petits que pour les gros ?

Quelle défaveur pourra raisonnablement peser sur le lot d'eau-de-vie présenté par un petit propriétaire, alors qu'il aura régulièrement fait sa déclaration de distillation, pris en charge ses quantités distillées, tout comme son voisin le grand propriétaire ? Le nouveau régime donnera comme un sceau de garantie à nos produits.

De la défense des eaux-de-vie de cru.

Tous ces alcools fabriqués en fraude ont remplacé de toutes parts les eaux-de-vie naturelles, en prenant des marques d'origine aussi pompeuses que fallacieuses.

Les alcools d'industrie additionnés d'essences pour trouver acheteurs, ne craignent pas de prendre le nom de cognac, d'armagnac, parce qu'ils savent qu'avec la « couverture » de ces eaux-de-vie universellement connues, ils trouveront preneurs.

Or, ces marques, les alcools d'industrie les usurpent et trompent le consommateur. Il est permis de vendre tout ce qu'on veut, au prix qu'on veut, pourvu toutefois que le produit ne soit pas nocif, mais on devrait établir qu'on ne pourra employer les mots « cognac » et « armagnac » qu'autant qu'on livrera un liquide produit par la distillation du jus de raisins frais des Charentes ou de l'Armagnac.

Lorsque les Charentais demandent la protection de leurs marques, ils ne font que demander l'application à leur espèce du droit en matière de nom commercial et d'indication de provenance.

Ils veulent, à l'exemple des négociants champenois, que le nom de cognac soit exclusivement réservé aux négociants établis dans la région de « Cognac ».

La renommée de ce produit avait depuis longtemps déjà suscité des envieux. Des négociants étrangers à la région et même au pays s'étaient mis à vendre une eau-de-vie quelconque sous le nom de « Cognac », ils agissaient ainsi à cause de la recommandation que ce nom constituait auprès du public.

Grâce à la tolérance des négociants charentais, ces actes de concurrence déloyale restèrent impunis.

Mais depuis partout cette fraude se dresse, elle jette la confusion dans l'esprit du consommateur et déprécie sur le marché, par la qualité inférieure de ses produits, la véritable eau-de-vie de Cognac.

Les négociants charentais peuvent-ils poursuivre de pareils agissements ?

Toute la question revient à celle de savoir si le mot de cognac est une indication de provenance ou s'il n'est au contraire que la désignation d'un genre de produit, constituant une appellation générique ; dans ce dernier cas, il appartient à tous. Si au contraire il sert à indiquer la provenance, il ne pourra pas devenir dénomination nécessaire.

Les auteurs sont unanimes en ce sens (1).

Il n'est pas douteux qu'à l'origine, le nom de « Cognac », nom d'une ville de la Charente, qui est le centre viticole et commercial d'une région, ait servi à désigner exclusivement l'eau-de-vie émanant de cette région.

C'est ce qui permettait à M. Alphonse Vivier de dire dans son rapport en réponse à celui de M. Alexander Katz, au congrès de Berlin des 24-29 mai 1904, où ce dernier allait jusqu'à dire, ainsi que nous l'avons vu :

« L'usage du mot Cognac est général. C'est en vain qu'on essaierait d'arracher au trésor de la langue allemande cette désignation de genre » ; à cette assertion mensongère, notre distingué compatriote répondait :

(1) Pouillet, *Des marques de fabrique et de commerce et de la concurrence déloyale*, n° 411 ; Maunoury, *Du nom commercial*, n° 15 ; de Maillard de Marafy, *Grand dictionnaire international de la propriété industrielle*, Vis *Cognac*, t. III, *Provenance et Villes*, t. VI.

« Peut-on légalement attribuer à un mot emprunté à une langue étrangère une signification et une acceptation plus étendues que celles qui lui sont données dans la langue originaire à laquelle le mot appartient ?

« Si en France le mot « Cognac », employé comme abréviation d'eau-de-vie de Cognac, n'a jamais pu être entendu autrement que pour désigner l'eau-de-vie particulière produite à Cognac, et dans le rayon de Cognac, comment ce mot, qui a chez nous une signification *nettement déterminative*, aurait-il pu, en passant dans la langue allemande, s'y transformer en une désignation générale applicable non plus à l'eau-de-vie de Cognac, mais à toute eau-de-vie quelconque.

« La région des Charentes n'est pas la seule en France où l'on distille du vin. Et cependant, il n'est jamais venu à la pensée d'appeler « Cognac » de l'eau-de-vie d'Armagnac, de l'eau-de-vie du Languedoc, de l'eau-de-vie de marc de Bourgogne, qui, elles aussi, sont extraites du vin. »

Et à l'appui de sa thèse, M. Vivier cite le passage suivant du livre de M. Pouillet :

« Un nom de localité ne peut pas tomber dans le domaine public, encore que le consommateur ait pris l'habitude de donner ces noms de localités à des produits d'origine quelconque. Est-ce qu'un nom de personne peut tomber dans le domaine public ? Le nom d'une personne est imprescriptible ; même si quelqu'un lui prend son nom, qu'il soit resté trente ans sans le réclamer, ses héritiers ont le droit de le revendiquer, parce que le nom exprime la personne, l'individu, s'identifie avec lui. Pour le nom de localité, il en est de même.

« Lorsqu'il s'agit d'un produit fabriqué, que l'on dési-

gne par un nom de localité, ce nom, à force d'être répété, pourra devenir générique parce que le produit ne prend pas *dans le sol* la qualité spéciale qui le distingue. Marseille ne peut pas revendiquer d'une façon exclusive son savon, qui ne pousse pas dans le sol de Marseille. Mais s'il s'agit d'un nom de produit du sol, on ne peut admettre qu'il tombe dans le domaine public. Est-ce que le charbon de Cardiff peut être appelé d'un autre nom ? le charbon de St-Etienne peut-il être appelé charbon de Cardiff, alors même qu'il a des propriétés analogues ? Non, parce qu'à côté de ces propriétés communes, il y en a d'autres qui lui appartiennent en propre. Ce qui est vrai pour le charbon de Cardiff est vrai pour tout produit naturel qui emprunte au sol ses qualités mêmes, et, par conséquent, ce produit doit être désigné par le nom de la localité qui lui donne ses qualités spéciales. »

La ruine momentanée et partielle du vignoble charentais a été impuissante, quoi qu'on en dise, à justifier l'usurpation du nom de « Cognac ».

Du reste, d'après les auteurs, un nom commercial ne peut devenir générique que sous l'ensemble de conditions dont la plus essentielle est qu'il serve à désigner un produit fabriqué.

Sans doute, le cognac est un produit fabriqué, car c'est le résultat de la distillation du vin, *mais d'un vin spécial à la région* à raison des qualités qu'il tire de la nature même du sol (1), ce qui lui donne cet arôme et ce bouquet, qui font sa renommée mondiale, ainsi que nous l'avons démontré dans le premier chapitre de ce travail.

La meilleure preuve que l'influence du sol est prépon-

(1) Voir ouvrage de M. Ravaz : *Le pays de Cognac*.

dérante, dans le bouquet des cognacs, c'est que dans cette région même, on remarque au goût une différence entre les divers crus, et justement ces derniers correspondent à des terrains d'époques géologiques différentes.

Donc, scientifiquement, nulle eau-de-vie autre que celle produite dans la région de Cognac n'a droit au bénéfice de ce nom.

Aussi lorsque les commerçants des Charentes portèrent leurs opinions devant les tribunaux, ces derniers dans de nombreux arrêts et jugements ne purent faire autrement que de sanctionner cette manière de voir (1).

Nous pensons donc que c'est un droit de propriété, et si l'on a vendu des produits de n'importe quelle contrée sous ce nom, on en a fait un emploi frauduleux. C'est une solution qui a été souvent appliquée à l'espèce « Champagne », les raisons essentielles de décider sont les mêmes et s'appliqueraient avec la même force à d'autres appellations particulièrement précieuses telles que Bordeaux, Bourgogne et Cognac.

La loi de 1903 sur les certificats d'origine est insuffisante. Le consommateur ne peut savoir quelle est exactement l'étendue de cette indication de provenance. Il est clair qu'une pareille situation facilite grandement la fraude.

De la marque collective régionale. — Or si la loi la réprime, elle offre également le moyen de la prévenir en éclairant le consommateur sur l'authenticité d'origine du produit, et cela grâce à un ordre de protection légal, fort intéressant qui consisterait dans l'application d'une *marque collective*.

(1) Arrêts de la Cour de Toulouse, 25 mai 1894 ; de Douai, 18 mai 1900 ; de Bordeaux, 28 juillet 1902.

Les marques collectives sont destinées à attester la sincérité de la provenance des produits qu'elles recouvrent ; le droit à leur usage est contrôlé par un jury spécial tel qu'un syndicat professionnel ou une municipalité.

L'exemple le plus remarquable en France de cette institution c'est l'application qu'en ont faite les tisseurs lyonnais, leur marque collective consiste dans le timbre de la mairie de Lyon apposé sur un signet de soie portant ces mots : « Soie tissée à Lyon ».

Pourquoi à Cognac ne ferait-on pas usage d'une marque collective ? Au lieu d'être municipale elle serait régionale.

Le consommateur que les habitudes commerciales ont accoutumé à craindre la tromperie sur la nature et la provenance des marchandises, saurait bientôt qu'en achetant une eau-de-vie qui n'en serait pas revêtue, il courrait le risque de n'acheter qu'une contrefaçon et il s'habituerait peu à peu à exiger la présence de cette garantie, de sorte que la fraude se trouverait enrayée par ce fait qu'elle ne trouverait plus de débouchés.

Sur l'avantage des marques collectives, le Congrès de 1889 avait émis l'avis suivant : « La création d'une marque municipale ou régionale destinée à être apposée aux lieux de fabrication est l'un des moyens les plus propres destinés à assurer la sincérité de l'origine des produits. »

En France la légalité des marques collectives ne saurait faire de doute, elle a été sanctionnée par un arrêt de la Cour de Paris du 13 juillet 1883, consacrant la marque commune de l'Union des quincailliers de Paris.

De l'usurpation de nos marques à l'étranger. — Les Allemands en se servant sans justification du nom de Cognac pour désigner leurs produits font une concurrence terrible au commerce charentais.

Ces négociants étrangers entrent chez eux des produits de distillation incomplète, ce qu'on appelle des « flegmes ou brouillis » pour pouvoir profiter d'un tarif de douane très réduit. Ils remontent ensuite ces produits à l'aide d'alcool indigène, et ayant ainsi obtenu des eaux-de-vie de confection frelatée, ils les présentent au public comme de véritables cognacs.

Ils arrivent ainsi en illusionnant le consommateur à lui écouler à des prix, défiant toute concurrence, des produits indigènes d'ordre inférieur.

Il en résulte que le bon renom des eaux-de-vie de Cognac est avili et que la vente en est paralysée.

On n'a pas le droit d'agir ainsi. Car, le nom comme la marque, n'est évidemment destiné à garantir l'authenticité d'origine que d'un *produit achevé*, or le cognac est un produit naturel manutentionné, de sorte que juridiquement, une eau-de-vie ne pourra recevoir l'application du nom de Cognac, non seulement quand la matière première, c'est-à-dire le vin, proviendra réellement de la région de Cognac, mais encore que lorsque le vin aura été, dans cette région même, distillé au degré où on consomme le cognac, d'après les méthodes, avec les alambics, etc.... qui y sont usités.

M. Maunoury dit à ce sujet : « Il ne serait pas permis par exemple de donner le nom de Châtellerault à des couteaux qui ne proviendraient pas de cette localité, encore qu'il fût certain que fabriqués ailleurs ils l'auraient été par les procédés qui, usités dans cette ville, en font la renommée. »

Du reste la jurisprudence a sanctionné cette manière de voir (1).

(1) Voir *Dalloz périodique*, 97.2.338 ; *ibid.*, 1900.1.399.

C'est surtout à l'étranger que s'est développé ce genre de fraude, cela n'est pas étonnant, car il est toujours difficile, souvent impossible, de la réprimer.

Dans un cas, cependant, la loi française pourra s'appliquer, c'est celui où les marchandises frauduleusement revêtues à l'étranger d'une indication de provenance française viendraient à être introduites en France, éventualité d'ailleurs peu fréquente.

En dehors de là il y a les conventions internationales et notamment celle qui fut signée à Madrid le 15 avril 1891, dont le premier arrangement protège expressément les « appellations régionales de provenance des produits viticoles ».

De la convention d'Union de 1883, pour la protection de la propriété industrielle et de la Convention de Madrid 1901.

Jusqu'à une époque assez récente, la propriété industrielle ne se trouvait protégée, au point de vue international, que par des clauses accessoires des traités de commerce.

Ce régime, par la précarité des traités de commerce, et par leur diversité suivant les différents pays, était fort défectueux.

C'est à l'Exposition universelle de 1878 que le « Congrès de la propriété industrielle » émit le vœu d'une entente internationale sur la matière, et c'est au Congrès qui s'ouvrit à Paris le 6 mars 1883 que fut signée par la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, Le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse « la Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle ».

Ce régime offre de bien plus grands avantages que celui dérivant des clauses accessoires des traités de commerce.

D'abord, il est plus simple, la « Convention d'Union » constituant une règle unique pour tous les Etats adhérents, ensuite il est plus solide, le désir de rompre avec un Etat entraînant l'obligation, devant laquelle on reculera souvent, de dénoncer la Convention vis-à-vis de tous les autres ; enfin il tend vers l'unification des lois en matière de propriété industrielle (1).

La conférence réunie à Madrid en 1891 prit des décisions d'une importance exceptionnelle et qui résolvent dans un sens favorable une question vitale pour le commerce charrentais.

Le premier arrangement, qui est l'œuvre capitale de la conférence, est relatif aux fausses indications de provenance et fut signé par la France, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Voici les articles de ce premier arrangement :

ART. 1^{er}. — « Tout produit portant une fausse indica-

(1) Articles inspirés par la loi de 1857, article 15 :

Les articles 9 et 10 de la Convention d'Union, qui s'appliquent à la question étudiée sont ainsi conçus :

ART. 9. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale. La saisie aura lieu à la requête, soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

ART. 10. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables à tout produit portant faussement comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. Est réputée partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

tion de provenance, dans laquelle un des Etats contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait, directement ou indirectement, visé comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des dits Etats.

« La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura été apposée ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

« Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

« Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure en pareil cas aux nationaux.

ART. 2. — « La saisie aura lieu soit à la requête du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat. Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

ART. 3. — « Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom et son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente ; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

ART. 4. — « Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, *les appellations régionales de prove-*

nance de produits viticoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statué par cet article (1). »

Malheureusement de nombreux Etats n'ont pas adhéré à cette Convention et même chez ceux qui y ont adhéré, l'application donne lieu à de nombreuses difficultés.

C'est un état de choses des plus préjudiciable aux négociants français en général et spécialement aux négociants charentais, car les produits étrangers, outre qu'ils détournent les commandes de leur destination véritable par la modicité de leur prix, déprécient sur le marché, par l'infériorité de leur qualité, les produits d'origine avec lesquels ils sont confondus.

Et si les noms de nos vins célèbres sont usurpés dans la plupart des pays où on cultive la vigne, le nom de « Cognac » l'est partout, quelquefois de bonne foi, nous devons le reconnaître, mais encore rarement.

Depuis cet arrangement le Congrès international des viticulteurs émit le vœu qu'une législation internationale soit établie, ayant pour objet de réserver exclusivement à chaque pays et à leurs producteurs de vins et d'eaux-de-vie, les noms d'origine et les marques de leurs produits, et d'en poursuivre rigoureusement l'usurpation.

Au mois de mai 1904, le Comité international du commerce des vins, liqueurs et spiritueux, réuni à Paris, émettait à l'unanimité le vœu suivant :

« 1° Qu'aucune modification susceptible de diminuer les garanties données à la protection des noms géographiques

(1) Voir sur les généralités se rapportant à tout ce passage : Pelletier et Vidal Naquet, *La convention d'Union de 1883 et les Conférences de révision postérieures* ; Vidal Naquet, *Des marques de fabrique et du nom commercial en droit international* ; Despagnet, *Droit international privé*.

de provenance des produits viticoles ne soit apportée à la Convention et à l'arrangement de Madrid.

« 2° Que toutes démarches utiles soient faites pour amener l'adhésion à cette Convention des nations ne faisant pas encore partie de l'Union. »

Il convient d'observer, en effet, que l'arrangement de 1891, contenant la disposition spéciale aux produits vinicoles, n'a été signé que par la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, le Brésil et la Tunisie. Et pourtant cette disposition se justifie en elle-même par ce fait qu'il a été constaté que les produits vinicoles doivent leurs qualités et leurs caractères propres à l'ensemble de trois éléments — climat, sol, cépage cultivé, — qui ne se retrouvent identiques et réunis nulle part ailleurs que dans les régions, sièges de tous les grands crus réputés du monde entier, désignés par une appellation géographique.

L'article 4 de l'arrangement de Madrid de 1891 consacre le principe que les appellations régionales de provenance de produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme ayant acquis un caractère générique et ceci est conforme à la nature des choses et à l'équité.

Or, tout ce qui est de nature à créer entre les produits d'origines diverses une confusion constitue, dans tous les pays civilisés et en vertu de leur législation propre sur la concurrence déloyale, des faits répréhensibles. Si ces faits le sont entre nationaux, ils doivent l'être également entre producteurs et commerçants de pays différents.

Les tribunaux des Etats-Unis ont décidé que dans le cas où un produit fabriqué dans un certain endroit s'est acquis une réputation particulière, tout marchand domicilié dans l'endroit où se fabrique l'article en question, a le droit d'obtenir des tribunaux un jugement défendant à

toute personne, non domiciliée dans le même endroit et qui annonce faussement son article comme s'il y avait été produit ou fabriqué, de continuer semblable agissement, car il commet une usurpation et doit être considéré comme contrefacteur de la marque du fabricant du cru producteur établi dans l'endroit dont le nom est ainsi faussement employé.

C'est ainsi qu'il a été notamment jugé que les fabricants de la farine de Minneapolis (Etat du Minnesota) avaient le droit de défendre à une personne domiciliée à Chicago, et qui vendait comme farine de Minneapolis une farine qui ne venait pas de cette localité, de continuer à le faire.

Cette décision a été rendue par une de ces Cours d'appel ambulantes, juridiction qui prend immédiatement rang après la Cour suprême des Etats-Unis et dont les jugements sont décisifs en droit, sauf recours devant la Cour suprême. Dans l'espèce, ce recours n'a pas eu lieu, par conséquent, le jugement dont s'agit constitue un monument juridique certain et définitif.

Une décision de même nature et dans le même sens a été rendue par la Cour ambulante de l'Etat de Maryland. Les producteurs de fruits de Californie ont obtenu une défense contre les marchands de fruits de l'Etat de Maryland qui vendaient les fruits en provenant comme venant de Californie, et qui, pour perpétuer cette tromperie, apposaient sur ces marchandises des étiquettes portant que ces fruits provenaient de Californie en leur donnant l'apparence d'avoir été préparés par des maisons ou corporations — fictives — représentées faussement comme ayant des établissements dans l'Etat de Californie (1).

(1) Note présentée à M. le commissaire général français à l'exposition.
N. — 6

Ces mêmes principes appliqués au cas des eaux-de-vie de Cognac nous protégeraient efficacement contre les cognacs de Bourgogne (produit français, mais qui n'a pas droit à la désignation géographique de Cognac) et contre toutes les maisons françaises ou étrangères qui mettent au-dessous de leur nom le mot « Cognac » alors qu'elles n'ont aucun établissement à Cognac ou dans la région de Cognac.

Au surplus, les décisions rendues aux Etats-Unis concernant l'emploi frauduleux de noms géographiques sont nombreuses, et les juges américains n'ont point eu besoin d'invoquer l'arrangement de Madrid (auquel d'ailleurs les Etats-Unis n'ont pas encore adhéré) pour sanctionner le principe que les noms géographiques ne pouvaient pas tomber dans le domaine public et appartenaient aux habitants, fabricants ou producteurs seuls de la région ou de la localité qu'ils désignaient. L'un des cas les plus souvent cités à ce sujet est celui concernant le ciment « Akron » (Etat de New-York). Il a été, en effet, décidé que les fabricants d'Akron, ayant acquis pour la fabrication de leurs ciments une grande renommée, un autre fabricant, même d'un village voisin, n'avait pas le droit de se servir du mot « Akron » pour désigner ses produits.

Transportons l'espèce en une espèce concernant l'eau-de-vie de Cognac, par exemple, et nous serons amenés à dire, comme le juge américain pour les ciments d'Akron, que les producteurs et les négociants de Cognac ayant acquis pour leurs eaux-de-vie une grande réputation, aucun autre producteur, même d'une région avoisinant

tion de St-Louis et aux membres français du jury de la classe 92, au nom du syndicat de défense du commerce des eaux-de-vie de Cognac, 1904.

celle de Cognac — et à plus forte raison aucun producteur d'Allemagne, de Californie, ou d'Australie — n'a le droit d'employer le mot « Cognac » pour la désignation de ses produits. Donc, pas de cognacs allemands, pas de cognacs australiens, pas de cognacs californiens, hongrois, italiens ou grecs : il ne peut légitimement y avoir que des « Cognacs » de « Cognac. »

Il est donc constant, en fait, que la jurisprudence des Etats-Unis admet parfaitement et sanctionne la défense des noms géographiques et qu'elle réprime comme constituant un élément de concurrence déloyale les fausses indications de provenance.

Qu'on y réfléchisse : nos droits dans cette revendication des appellations géographiques de nos grands crus de vins et d'eaux-de-vie de France sont indiscutables, nos concurrents ou nos adversaires en sont réduits à ne les combattre qu'en disant *qu'en fait* nous les avons abandonnés, que nous avons par suite permis qu'on les fit tomber dans le domaine public.

Nous ne devons pas laisser échapper une occasion de protester publiquement contre un pareil grief et de le réduire à néant.

Que les représentants officiels français à l'étranger songent que c'est la défense même d'une partie de notre patrimoine national dont le soin leur incombe et que sur ce terrain, toute défaillance est... plus qu'une faute ; c'est une abdication de quelque chose qui appartient à la France seule.

Et quant aux Américains, aux Allemands et autres représentants des nations qui n'ont pas encore adhéré à l'Union de Madrid, qu'ils pensent qu'avec le développement incomparable de leur production et de leur industrie, c'est

dans les principes d'équité et de loyauté consacrés par la Convention de 1883 qu'un jour ils trouveront — eux aussi à leur tour — les armes nécessaires à la défense de leurs propres produits contre les usurpations et les contrefacteurs que leur développement économique et la supériorité qu'ils puiseront dans leur sol ou dans leur génie particulier, leur suscitera infailliblement.

La justice appelle la justice, mais l'injustice enfante fatalement l'iniquité.

Il arrive aussi quelquefois que des cognacs fabriqués à l'étranger arrivent à pénétrer sur le marché français, afin d'acquérir un semblant d'authenticité par l'estampille d'un séjour en entrepôt ou en transit dans notre pays.

Au point de vue juridique, il est difficile de trouver des sanctions dans la loi de 1824, à cause de la fiction d'après laquelle les marchandises qui transitent sont censées n'avoir pas passé la frontière.

D'où l'article 19 de la loi du 23 juin 1857, destiné à empêcher ou à réprimer l'introduction en France, de marchandises étrangères revêtues d'un indice quelconque devant faire croire à leur origine française, mais des doutes s'étant élevés sur la question de savoir si un commerçant français pouvait faire revêtir du nom de sa localité des produits par lui commandés à l'étranger, un nouveau texte est venu préciser la portée du premier c'est l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892 (1).

De la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. — La loi du 1^{er} août 1905 contient des dispositions spéciales pour réprimer la fraude par tromperie sur la provenance des eaux-de-vie de vin. Le règlement d'administration publique

(1) Voir à ce sujet : Pouillet (ouvrage déjà cité), n° 313 ; Vidal Naquet, *Du nom commercial en droit international*, n° 95.

prévu par la loi doit coordonner ces dispositions et assurer la protection des noms d'origine, mesure qui permettra aux eaux-de-vie de reprendre leur rang dans la consommation.

A l'heure actuelle, grâce à des manipulations savantes, à de superbes étiquettes, l'alcool d'industrie est si bien déguisé qu'il est impossible à la masse des consommateurs de faire, à première vue, la différence d'avec les produits authentiques.

L'alcool que l'on sert ainsi est très souvent, pour ne pas dire toujours, un alcool de mauvaise qualité dont il importe de masquer le goût naturel par des additions d'essences et de macérations de toute nature.

Si nous demandons à Paris un verre de cognac ou de liqueur chez le premier débitant venu, on ne nous donne ni alcool bien rectifié, ni eau-de-vie, mais une drogue innommable, dont le mauvais goût est masqué, dit M. Clémentel, dans son rapport à la Chambre des députés, sur la crise viticole en 1902, « par des éthers acétiques, puis rehaussé par des acides sulfurique ou chlorhydrique ; le brou de noix, la mélasse lui donnent leur couleur ; le savon son onctuosité, l'ammoniaque son bouquet ». Alors que toutes ces qualités ici trompeuses, bouquet, couleur, onctuosité, sont données naturellement par nos eaux-de-vie de vin.

« Demandons à M. Girard, directeur du Laboratoire municipal de Paris, continue M. Clémentel, de nous dire de quoi se compose le bouquet de Cognac dont se sert la distillerie parisienne pour les eaux-de-vie fabriquées avec des alcools d'industrie. »

M. Girard nous répond :

« Qu'on fait de toutes pièces le bouquet de Cognac. C'est

un mélange absolument artificiel obtenu en attaquant un mélange d'huile de ricin, de beurre, d'huile de coco, et autres matières grasses par l'acide nitrique. On transforme ainsi ces matières en acides propylique, butylique, amylique, pélargonique, acétique, caprylique, ananthique, capronique et valérianique, que l'on éthérifie avec un mélange d'alcool méthylique, éthylique et amylique. Il suffit de 100 à 150 grammes de ce produit suivant sa force, pour parfumer une pipe de 1.000 hectolitres. Ce bouquet est extrêmement toxique (1). »

Après la lecture de cette formule, le doute n'est plus possible, croyons-nous, pour reconnaître que l'alcoolisme vient plus de la nocuité des essences que de l'absorption de l'alcool lui-même.

Aussi nous ne pouvons laisser vendre plus longtemps sous le nom de Cognac ces poisons ; nous ne pouvons laisser le consommateur ignorant à la merci de cet empoisonnement systématique. Il est indispensable, dans l'intérêt de la santé publique, de prohiber l'emploi des essences minérales dérivées des sous-produits de la houille.

(C'est en vain que l'article 13 de la loi du 29 décembre 1900 a décidé que le gouvernement interdisait par décrets la fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de médecine. Ces dispositions n'ont pu jusqu'à présent empêcher l'abus des parfums « nocifs ». Cependant tous ces alcools d'origine et de fabrication suspectes sont livrés au consommateur sous le nom de Cognac, d'Armagnac, eau-de-vie de marc, eau-de-vie de cidre (Calvados), kirsch.

Il serait pourtant logique d'exiger des marchands qu'ils

(1) Clémentel, *Rapport sur la crise viticole*, 1902.

indiquent à leurs clients la nature du produit qu'ils livrent en réalité et il est indispensable dans l'intérêt de la santé publique d'interdire la vente de toute mixture dont la composition exacte n'est pas approuvée comme inoffensive par l'Académie de médecine. Espérons que le règlement d'administration publique, concernant les fraudes sur les alcools, prévues par la loi du 1^{er} août 1905, fera obtenir ce résultat si désiré et si utile au point de vue de la santé publique.

Du reste, dès 1872, le législateur se préoccupa de prévenir les fraudes commerciales et d'empêcher qu'on pût livrer sous le nom d'eau-de-vie de fruits, un liquide dans la composition duquel il n'entre point d'eau-de-vie de fruits.

L'article 8 de la loi du 2 août 1872 exigeait que les alcools d'industrie circulassent sous acquit rouge, les mélanges sous acquit bleu, alors que les purs alcools de fruits circulaient sous acquit blanc.

Cette mesure ne fut jamais sérieusement appliquée. L'acquit blanc jouissant d'une faveur plus grande auprès du public se trouvait bientôt généralisé et la loi se trouvait ainsi donner une espèce de sanction officielle à la fraude commerciale qu'elle recouvrait.

La loi de 1900 trahissait le désir du législateur de réprimer ces abus. L'article 5 dispose en effet que les agents de la Régie pourraient effectuer « les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales ».

On se heurtait encore là à des difficultés très grandes. L'analyse dans l'état actuel de la science ne permet pas de se prononcer d'une façon certaine sur la nature des alcools et des macérations employées (1).

(1) Lire à ce sujet le très intéressant opusculé de M. Gardrat, di-

La loi de 1903 donna des garanties en apparence plus grandes aux producteurs d'alcools de fruits.

M. Berteaux, dans son rapport général du budget de 1903, s'exprime ainsi à ce sujet :

« Le système qui consistait à identifier les alcools d'après la couleur des titres de mouvement sous le lien desquels ils circulaient a été inefficace et devait nécessairement l'être. Ce n'est pas, en effet, alors que les spiritueux sont déjà entrés dans la circulation, que l'on doit chercher à différencier leur provenance, il faudrait pour cela qu'il existât des procédés sûrs permettant de les distinguer les uns des autres, et malheureusement, l'analyse ne donne pas toujours les moyens de discerner un alcool d'industrie d'un alcool de vin rectifié, une eau-de-vin de mélange d'une eau-de-vie naturelle.

« C'est donc à l'origine même, c'est-à-dire à la production qu'il faut établir la différenciation, si on veut arriver à un résultat pratique. Or, jusqu'ici elle ne pouvait évidemment être effectuée, puisque le bouilleur de cru distillait librement. Du moment où ses opérations seront contrôlées, elle devient possible.

« Nous proposons donc de remplacer les dispositions qui ont fait l'objet de l'article 8 de la loi de 1872 par un système où les expéditions afférentes aux alcools seront de deux sortes : les unes pourront servir pour les spiritueux de toute espèce, les autres seront spécialement affectées aux eaux-de-vie naturelles provenant de la mise en œuvre, sous le contrôle de la Régie, des vins et produits vinicoles (lies, marcs), des cidres et poirés, des cerises et des prunes.

recteur des distilleries des Deux-Sèvres, intitulé : *Erreurs constatées dans les analyses d'eaux-de-vie.*

« Les expéditions de cette dernière catégorie mentionnent la substance avec laquelle les eaux-de-vie auront été fabriquées : les acquits-à-caution devront être remis au service, il leur sera annexé un bulletin qui constituera un certificat d'origine et qui sera conservé par le destinataire.

« Ces titres de mouvement seront délivrés aux bouilleurs de cru ainsi qu'aux bouilleurs et distillateurs de profession, qui produiront exclusivement les eaux-de-vie auxquelles ils sont applicables et ne recevront du dehors aucune autre espèce de spiritueux.

« Mais comme c'est, en définitive, le consommateur qui achète, et comme d'autre part, ce n'est qu'exceptionnellement qu'il s'approvisionne directement chez le producteur, il est nécessaire d'admettre le négociant intermédiaire à se faire délivrer des acquits et des congés portant garantie d'origine, tout en évitant qu'il puisse y avoir là une source d'abus.

« A cet effet, les commerçants ne pourront obtenir ces expéditions qu'à la condition que les eaux-de-vie naturelles seront chez eux, emmagasinées à part dans un local distinct, et suivies pour leur volume, leur degré, et la quantité d'alcool qu'elles représentent (1). »

Il semblait que ces dispositions dussent apporter à la viticulture des garanties suffisantes.

Malheureusement, sur la réclamation des commerçants, les dispositions de cet article primitivement restreintes aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ont été étendues par la commission du budget aux

(1) Berteaux, *Rapport général du budget de 1903*.

rhums, tafias des colonies françaises et au genièvre obtenu par la distillation simple de malt d'orge et de seigle tel que le définit l'article 15 de la loi du 30 mars 1902.

Dans la pratique, les dispositions si sages de la loi sont aisément éludées par un commerce peu scrupuleux et il se trouve que les certificats d'origine viennent donner à la fraude un caractère officiel qui n'est pas fait pour lui nuire.

Dans la pensée de ceux qui ont demandé depuis longtemps la création du certificat d'origine, ce certificat devait avant tout garantir l'origine réelle de la marchandise.

Depuis longtemps un commerce s'est institué qui consiste à expédier d'Allemagne ou de tout autre pays, des alcools industriels dans un des ports des Charentes d'où le chargement repart aussitôt avec une charte-partie justifiant de sa provenance charentaise.

D'autres maisons expédient des centres de fabrication des alcools industriels baptisés « cognacs » et les lettres et factures de la maison sont adressées à Cognac où l'on s'est créé un semblant de comptoir.

D'autre part, on voulait que des alcools ne fussent pas considérés comme étant des cognacs par ce seul fait qu'un commerçant de Cognac les vendait. La garantie commerciale devait venir de ce que le titre de mouvement justifiait que ces spiritueux avaient été fabriqués avec des vins de provenance charentaise.

Hélas ! le résultat est loin d'être atteint.

La Régie ne tient aucun compte de l'origine géographique du produit mis en œuvre ; elle se contente d'indiquer par exemple, que tel alcool a été fabriqué avec du

vin, tel autre avec des débris de canne à sucre. En telle sorte qu'un alcool fabriqué en Algérie avec du vin de Hongrie, peut venir à Cognac et être livré comme cognac authentique, la Régie garantira par acquit son origine charentaise !.....

Du blanchissement des acquits. — Un abus considérable s'est déjà produit avec les rhums et tafias.

Des marchands d'alcool d'industrie ont fait venir de nos colonies françaises de grandes quantités de rhums à bas prix, mais accompagnés du certificat d'origine.

Ils ont appliqué le certificat d'origine à des alcools industriels qu'ils ont expédiés comme eau-de-vie des Charentes, origine garantie. Quant aux rhums, leur valeur infime permettait de les faire sortir sans dépréciation avec l'acquit rose.

Cette fraude est appelée à se généraliser si la Régie persiste à ne pas assurer l'existence des magasins réellement distincts. La loi récente du 15 juillet 1907, dans son article 3, peut donner entière satisfaction, si l'administration applique les prescriptions de cette loi ; c'est ce que l'avenir nous apprendra, cette loi ne devant rentrer en application qu'au premier janvier 1908.

Jusqu'à présent, les magasins n'étaient que fictivement séparés et le jeu des acquits y étaient d'une facilité déplorable.

On autorisait les négociants à avoir dans le même chai, ou dans deux chais qui se communiquaient des alcools acquit rouge et des eaux-de-vie acquit blanc avec certificat d'origine.

« Ces chais, disait M. Verneuil, président du syndicat agricole de la Charente-Inférieure, sont comme la boîte de Robert Houdin, d'où il sort tout ce qu'on veut. Il est

à craindre, ajoute-t-il, que l'acquit blanc avec certificat d'origine, ne soit ainsi disqualifié avant d'être connu. »

La couleur même des acquits alimentait un commerce fructueux.

Sur le marché, on entendait, et on entend encore, des propositions dans le genre de celle-ci : je vous offre cet alcool à 60 francs l'hectolitre accompagné de l'acquit rouge. Si vous voulez l'acquit blanc de la loi de 1872, c'est 70 francs ; à 80 francs, je puis vous le livrer avec le certificat d'origine.

Et l'administration semblait n'attacher qu'un intérêt secondaire à la répression de cette fraude, mortelle pourtant pour la production viticole. Il est à craindre qu'il en soit ainsi tant qu'on n'aura pas créé un intérêt pécuniaire pour la Régie à la distinction entre les alcools, doublant ainsi toute fraude commerciale d'une fraude fiscale.

Cependant l'acquit avec certificat d'origine a été reçu avec beaucoup de faveur par le consommateur. On a voulu y voir une garantie qui peut et qui doit exister. Laissera-t-on, en ne réprimant pas les abus, se perdre cette dernière chance de voir se réhabiliter nos marques d'alcool ?

Quelques précautions d'ailleurs que l'on prenne, le titre de mouvement de l'article 23 n'est pas suffisant. Le consommateur ne le voit pas le plus souvent, par exemple, s'il achète au détail chez un débitant.

La Chambre des députés avait adopté en 1903 une disposition additionnelle proposée par MM. Reveillaud et Lauraine que le Sénat rejeta et qui était ainsi conçue :

« Aucun spiritueux ne pourra être exposé, colporté, ni vendu, sans que les fûts, caisses, bouteilles qui le contiennent portent sur une étiquette spéciale, très apparente, l'indication des substances avec lesquelles le produit a été fabriqué. »

Le commerce honnête, la production tout entière et les consommateurs ne peuvent qu'approuver la mesure qui était sollicitée et que la Chambre avait adoptée. Ceux qui combattaient la proposition signalaient des inconvénients qui n'ont jamais existé. C'est, disaient-ils, l'obligation de livrer le secret des marques !... On ne violerait pas davantage le secret des marques en exigeant l'étiquette sur les vaisseaux contenant les spiritueux qu'on ne le viole en accordant le certificat d'origine de l'article 23.

En réalité, ce qu'on demandait et ce qui apparaît comme de plus en plus nécessaire, c'est que le consommateur puisse connaître la nature du titre de mouvement sous lequel le produit qu'il achète a circulé.

L'étiquette dont on demandait la création ne serait autre chose qu'une reproduction de ce titre de mouvement en ce qui concerne « la substance avec laquelle le produit a été fabriqué ».

Il y a là pour l'administration un moyen précieux de contrôle. On ne délivrerait au marchand détaillant que les étiquettes correspondant rigoureusement aux quantités qu'il a reçues. Tout fût ou toute bouteille qui n'aurait pas l'étiquette réglementaire contiendrait une marchandise suspecte.

De toute cette longue discussion, il résulte que les mesures législatives prises jusqu'à ce jour, pour mettre un frein à la fraude qui ruine notre commerce charentais, ont été insuffisantes.

Une réglementation du privilège des bouilleurs de cru, une attestation sérieuse de l'origine du produit, une répression sévère et efficace des fraudes s'imposent. La santé et la moralité publiques y sont intéressées. Espérons que les lois du 1^{er} août 1905 et du 15 juillet 1907 seront de quelque utilité.

Il est temps de porter remède à ces fraudes de toute nature, car, ainsi que nous l'avons déjà montré, les produits nocifs vendus, à l'abri de ces fraudes, sous le nom de Cognac, ont jeté un discrédit énorme sur nos produits, et il s'est trouvé des médecins pour englober nos produits charentais avec tous les autres alcools et les proscrire en bloc, comme des éléments actifs du développement de l'alcoolisme.

Dans le paragraphe suivant, nous nous efforcerons de mettre les choses au point et de démontrer que cet infâme alcool poison, qui doit infailliblement tuer tout le monde ailleurs, est chez nous un adjuvant précieux qui donne des forces à nos malades.

Remède à la campagne anti-alcoolique.¹

Ainsi que nous l'avons déjà démontré, la loi du 29 décembre 1900 en augmentant les droits sur les alcools et les lois spéciales sur les taxes de remplacement qui pour certaines villes, comme Paris, ont élevé le droit jusqu'à 415 francs, ont donné une recrudescence aux procédés de sophistication.

C'est à la valeur vénale des produits qu'on emprunte la majeure partie de l'élévation du droit. On emploie des alcools de mauvaise qualité, et l'on masque le mauvais goût naturel avec des essences et des macérations de toute nature.

Nous avons vu la composition chimique de ces mixtures vendues dans les débits parisiens sous le nom de Cognac.

Aussi devant ces poisons d'une violence extrême, toxiques à tel point que le Dr Laborde faillit perdre la vie en

expérimentant sur des animaux l'essence contenue dans la liqueur de noyau, — les vapeurs seules l'avaient tellement intoxiqué qu'il lui a fallu plusieurs mois pour se guérir — les jugements portés contre l'alcool furent si sévères que de toutes parts, on vit s'élever les interdictions de la consommation de l'alcool.

Dans un mouvement de réaction contre les méfaits dus aux ingrédients dont l'alcool est le plus souvent assaisonné, on engloba l'alcool lui-même, et on le dénonça comme l'ennemi contre lequel on devait diriger tous les efforts pour le chasser à jamais du marché.

Cependant, en se plaçant au simple point de vue du bon sens, une distinction s'impose et il ne peut être permis de confondre tous les alcools indifféremment sous une même et générale réprobation.

C'est ainsi que le Dr Ernest Magnant, écrit :

« Les cognacs, les rhums, les kirschs cachent leur fausse origine sous les étiquettes les plus pompeuses et ne sont rien autre que des produits impurs d'alcools toxiques et d'essences meurtrières.

« Il faut cependant admettre que les spiritueux provenant de la fermentation et de la distillation des fruits sucrés sont loin d'offrir les mêmes dangers. Dans ses expériences sur les animaux, le professeur Laborde fait naître une ivresse gaie, caressante, qui diffère du tout au tout de celle que produisent les alcools industriels. Chez l'homme l'ivresse occasionnée par l'alcool éthylique (par les eaux-de-vie de vin) quand elle est passagère donne lieu à une excitation cérébrale qui développe davantage les facultés intellectuelles. Les buveurs de champagne en offrent un exemple manifeste, Alfred de Musset composait ses meilleures poésies sous l'influence de cette ivresse.

« L'alcool de vin, que les amateurs du champagne et du doux nectar de la vigne, absorbent dilué et à faibles doses, jouit d'une innocuité parfaite. »

A côté des médecins aux conclusions effrayantes, dont nous avons cité quelques passages dans le chapitre précédent, et qui nous montraient le résultat terrible de l'usage de l'alcool, il y a des docteurs aussi savants, d'une égale compétence, mais moins effrayants dans leurs conclusions.

Nous citerons le regretté Dr Duclaux, le Dr Foveau de Courmelle et M. le Dr Armand Gautier avec son livre: « De l'alimentation et des régimes chez l'homme sain et chez les malades ».

Après avoir constaté que les boissons alcooliques ont été fabriquées et consommées depuis les époques les plus reculées par tous les peuples, civilisés ou non, et que cette universelle coutume suffit à démontrer que les boissons fermentées et spiritueuses ont de tout temps répondu chez l'homme à la satisfaction d'un besoin, le Dr Armand Gautier s'exprime ainsi :

« Le principe caractéristique et commun de toutes ces boissons fermentées, c'est l'alcool.

« Avant d'étudier le vin, le cidre, la bière, etc... une question, dont la solution est indispensable, se pose d'abord : celle de savoir si cet alcool est un simple excitateur nerveux, s'il n'est qu'un toxique plus ou moins dangereux, ou s'il est à la fois un toxique et un aliment dans la véritable acception du mot.

« Les opinions ont été longtemps partagées à ce sujet. Elles le sont encore aujourd'hui, mais il résulte définitivement des observations et expériences modernes les plus irréprochables que l'alcool absorbé par les animaux brûle

dans l'économie presque en totalité, au même titre que la graisse et le sucre, il doit être considéré comme un aliment nous procurant la presque totalité de l'énergie correspondant au nombre de calories qu'il produirait s'il était brûlé au calorimètre. Nous pensons pouvoir établir ici, grâce aux recherches les plus récentes, qu'à la façon des graisses et des sucres, l'alcool protège les tissus et en particulier leurs matières protoplasmiques, soit que l'individu travaille, soit qu'il reste au repos contre la destruction que provoque tout fonctionnement vital, mais à la condition toutefois qu'il soit donné sans abus, celui-ci entraînant les effets contraires.

« L'alcool se comporte, en un mot, comme un véritable aliment, et même comme un aliment précieux, si l'on ne dépasse pas la dose journalière de 1 gramme par kilogramme de poids du corps, dose reconnue rester en deça de la zone dangereuse ainsi que nous le montrerons plus loin.

« Liebig avait avancé, sans autres preuves que celles de son bon sens, que l'alcool est un aliment analogue au sucre et qu'il se brûle dans l'économie. « L'ingestion de l'alcool, écrit-il, dispense de l'usage des aliments amylacés et sucrés... C'est une exception à la règle, qu'un individu bien nourri devienne buveur d'eau-de-vie ; mais lorsque l'ouvrier gagne moins par son travail qu'il ne lui faut pour se procurer la quantité d'aliments nécessaires, un besoin impérieux, inexorable, le force à recourir à l'eau-de-vie. »

« On avait généralement accepté cette opinion de Liebig, quand en 1860, Lüdger, puis Lallemand et Duroy, enfin et surtout Maurice Perrin essayèrent d'établir, par une suite de recherches importantes que l'alcool ne se brûle pas dans nos organes, qu'il ne fait que passer à travers l'é-

économie, se fixant momentanément dans les centres nerveux qu'il excite et intoxique pour s'éliminer ensuite par la peau, le poumon et les reins, soit en nature, soit oxydé tout au plus en très minime proportion à l'état d'aldéhyde. »

M. Armand Gautier rappelle que les adeptes des doctrines de Perrin, après avoir fait école jusqu'en 1900, se sont trouvés à cette époque en présence des expériences de M. Roos, à Montpellier, puis en 1902 de MM. Atwater et Benedict aux Etats-Unis, d'où il résulte que les quantités de chaleur produites étaient presque identiques lorsqu'on substituait, dans le régime alimentaire, de l'alcool à une quantité correspondante de sucre ou de matière amylacée, l'alcool avait donc la même valeur nutritive et calorique que le sucre.

Et M. Armand Gautier continuait :

« On voit donc combien était peu fondée l'observation de Perrin et d'autres. La seule conclusion qui reste des expériences de ces auteurs, c'est que l'homme, à dose supérieure à 1 gr. 5 par jour et par kilogramme, l'alcool doit être considéré comme dangereux. Mais à doses modérées, il constitue un aliment apte à nous procurer rapidement de la chaleur et de la force, à réchauffer le sang, comme dit le peuple, à protéger les parties azotées de nos tissus, à mettre enfin le sujet en état de fournir tout de suite un effort supérieur à celui que permettrait l'alimentation sans alcool. L'usage de ce corps ne répond donc pas à un besoin factice ; c'est un aliment à effet immédiat, une ressource momentanée pour l'individu insuffisamment nourri. C'est que l'alcool est à la fois un combustible et un puissant excitateur nerveux. Absorbé même à doses faibles, il passe dans les plasmes de l'économie et se fixe dans les centres nerveux dont il ne s'élimine ensuite que lentement.

« Utilisable, précieuse quelquefois, tant qu'elle est modérée, cette excitation devient désastreuse si l'on fait abus répété de l'alcool.

« Mais les conséquences déplorables de cet abus ne doivent pas nous faire rejeter ce précieux adjuvant de l'alimentation pas plus que les abus de la morphine ne sauraient nous faire renoncer à ce médicament.

« L'usage universel des boissons fermentées est donc logique et fondé. Il montre que le bon sens du vulgaire peut avoir quelquefois raison contre les théories trop exclusives d'une science qui se forme et qui, dans ce cas, préoccupée surtout de la plaie terrible de l'alcoolisme est restée longtemps plus utilitariste que précise et réelle.

« Les boissons fermentées conviennent à tous ceux qui ne trouvent dans une alimentation trop pauvre qu'une réparation insuffisante ; à l'adulte qui travaille beaucoup et mange mal, au convalescent qui se refait, au vieillard qui dépérit, à l'ouvrier et au marin qui ont besoin de se réchauffer. »

Et M. le Dr Armand Gautier termine par cette judicieuse observation que : « les vins généreux et l'alcool lui-même sont surtout précieux dans les pays froids, humides et marécageux (1). »

Nous avons cru utile, dès le début de cette discussion, de citer d'une façon complète l'avis d'un savant justement réputé, de façon à couvrir notre peu de compétence particulière sur ces questions médicales par les appréciations du professeur Gautier. Telle est la raison d'être de la longue citation qui précède.

Après les expériences si concluantes que nous venons

(1) Dr Armand Gautier, *De l'alimentation et les régimes chez l'homme sain et chez les malades*.

de signaler, le procédé de discussion sur notre terrain consiste à se renvoyer les théories pour ou contre. Les uns tiennent pour Debove et proscrivent absolument l'alcool, les autres s'appuyant sur Duclaux et Gautier préconisent l'alcool au même titre que les autres aliments.

Sans doute l'abus de l'alcool amène des résultats déplorables sur la santé et l'énergie humaines, mais est-ce à dire qu'on soit nécessairement alcoolique parce qu'on prend de temps en temps un petit verre ?

Sans jeter notre incompetence technique dans le débat, nous croyons pouvoir répondre que non, et nous n'en voulons comme meilleure preuve que ce que nous voyons chaque jour dans notre région charentaise. De tout temps, on y a consommé du cognac, après chaque repas et parfois plusieurs fois dans la journée, nos viticulteurs et bouillleurs prennent un petit verre d'eau-de-vie, soit pure, soit avec de l'eau et du sucre pour se désaltérer ; malgré cet usage constant de l'alcool, on n'a pas observé la moindre trace de dégénérescence dans nos populations, on ne meurt pas plus en Charentes qu'ailleurs, et de plus, nos médecins ne négligent pas d'ordonner parfois la vieille eau-de-vie comme réconfortant.

M. le Dr Paul Cazeneuve, le distingué professeur de chimie organique et de toxicologie à la Faculté de Lyon, s'exprimait ainsi au sujet des eaux-de-vie des Charentes :

« Consommées à doses modérées, non seulement les eaux-de-vie de vin ne sont pas nuisibles, mais elles rendent des services à notre organisme dans notre alimentation courante, c'est-à-dire qu'au point de vue thérapeutique, elles peuvent jouer un rôle très utile, que le médecin praticien est appelé à apprécier. Les excellentes eaux-de-

vie des Charentes en particulier, prises à doses modérées, ne peuvent être répudiées par les hygiénistes de bon sens.»

Dans un article, vieux de quelques années déjà, mais qui fit grand bruit de l'autre côté de la Manche, le journal médical anglais *The Lancet* donnait cette conclusion à une étude sur les cognacs :

« Finalement, nous affirmons que, du moment que l'eau-de-vie est universellement considérée au point de vue médical, comme une nature de spiritueux supérieur à tous les autres, il devrait être établi un contrôle de la vente des produits qu'on lui substitue. Dans la pharmacopée anglaise de 1898, l'eau-de-vie (*spiritus vini gallici*) est définie comme étant un spiritueux obtenu par la distillation du vin mûri par l'âge, et, à notre avis, il y a tout lieu de croire que cette définition devrait servir de base à un type régulier. »

Dans son numéro du 15 avril 1903, le *Medical Press* disait :

« En comparant le whisky et l'eau-de-vie en tant que stimulant, il faut se rappeler que la très vieille eau-de-vie a une valeur unique, son effet stimulant étant très supérieur à celui de l'alcool proprement dit qu'elle contient. »

L'alcool et les boissons alcooliques, ainsi que le faisait très justement remarquer le Dr Armand Gautier, ont été de tous les temps employés par tous les peuples. C'est la « chose subtile » des Arabes, de Rhazés et de Græcuss ; « l'eau ardente » des Egyptiens et des Grecs ; « l'aqua vitæ » des Romains et des Gaulois ; le « Fan-Tsou » du Céleste Empire ; le « Chong » du Thibet ; le « kéfir » de Mahomet ; le « Koumys » des Cosaques et des Tartares ; la « Quintessence » de Raymond Lulle (1).

(1) Lancien, *L'alcool aliment*.

Pour nous, il doit être le résultat de la fermentation du bouillonnement du raisin, il doit être le produit intact de la distillation du vin.

On a beaucoup médité de l'eau-de-vie ; parmi les savants, qui, suivant les observations de Liebig, étudièrent l'alcool et le considérèrent comme un aliment comparable au sucre, nous devons citer : Binz, Boetlander, Albertoni, Strassmann, Hédon, qui prétendent que tout alcool absorbé dans l'organisme y est totalement brûlé ; Straumreich étudia l'effet d'une petite quantité d'alcool, sur l'individu, substituée dans la ration alimentaire à une quantité strictement équivalente de graisses ou de sucres ; Neumann (1899), Roos en 1900 trouvent le rendement du moteur humain augmenté, par suite d'introduction d'alcool dans la ration journalière ; Rosemann (1901), Atwater (1902) et Benedict, dont les expériences concluantes nous font attribuer à l'eau-de-vie une réelle valeur alimentaire ; Duclaux, qui fait de l'eau-de-vie un aliment précieux et indispensable ; le professeur Gautier (1906) qui place l'alcool parmi les aliments nervins ; Mogiliansky énonce son théorème merveilleux : « L'alcool pur vin augmente l'assimilation et enrayer la désassimilation. »

Tous ces savants n'ont étudié que l'eau-de-vie prise à faible dose et l'alcool de vin non falsifié.

Dans ces conditions, peut-on dire que l'alcool soit un toxique ?

Une analyse complète et très minutieuse de l'eau-de-vie montre qu'au point de vue purement chimique et théorique, l'alcool pris à dose de 100 grammes par jour n'est nullement toxique.

Sur le sang, l'alcool a une action très marquée, s'il est pris en petite quantité, ses bienfaits se manifestent, au

point de vue physiologique, par l'animation du visage, la résistance à la fatigue, une grande énergie ; ce qui n'a lieu qu'avec l'eau-de-vie pur yin.

On a reproché à l'alcool l'augmentation des battements du cœur, et les rougeurs des amateurs d'eaux-de-vie occasionnées par la dilatation des vaisseaux périphériques de la peau.

Dans ces derniers temps on a reconnu que les alcools agissant ainsi étaient :

L'alcool amylique (huile de pomme de terre) ;

L'alcool butylique (des betteraves) ;

L'éther caproïque (des huiles de marcs de raisin) ;

L'éther œnanthique, l'aldéhyde acétique, etc... ajoutés en quantité exagérée pour corser le bouquet de l'eau-de-vie (1).

C'est donc à la fraude, à la falsification qu'il faut attribuer ces inconvénients de l'alcool.

Il y a toxicité, c'est une chose qui ne saurait être niée, dans l'absorption de l'alcool, mais remarquons-le bien au delà seulement d'un maximum d'absorption ; ce maximum est très retardé si l'alcool est pur, au contraire l'intoxication est prompte dans l'absorption d'alcool d'industrie rendu buvable par l'addition de certains bouquets.

Dans l'alcool, nous savons qu'il y a deux choses :

1° Le corps de l'eau-de-vie,

2° Son bouquet.

Attribuons alors au bouquet (éthers...) le nom d'aliment nervin, et au corps (alcool éthylique, eau...) le nom d'aliment nutritif.

En 1900, Roos montra que l'alcool, ajouté à la nourri-

(1) Lancien, *L'alcool aliment*.

ture quotidienne, fait augmenter très sensiblement le poids de l'individu.

En 1902, Atwater et Benedict de Washington mesurent exactement par une méthode brillante, la chaleur et le travail produits par un sujet nourri alternativement avec et sans alcool.

Les sujets, qui furent Atwater et Benedict, étaient enfermés dans une vaste chambre close, dans laquelle on envoyait de l'air parfaitement analysé, air que du reste, on analysait de nouveau à la sortie de la chambre.

Nous n'insisterons pas sur ces expériences et sur les longs calculs très intéressants des deux auteurs.

Nous nous contenterons d'en retenir le résultat :

« Les quantités de chaleur produites sont identiques, soit qu'on substitue l'alcool isodynamiquement dans le régime, soit que le sujet n'en consomme pas.

« Quant au travail il est très sensiblement plus élevé dans le cas d'absorption d'alcool, que dans celui où l'alcool est proscrit de l'alimentation. »

Ces expériences faites à 0,001 près, qui, avec juste raison ont été appelées le dernier cri de la physiologie moderne, montrent en outre :

Que dans la ration alimentaire on peut substituer l'alcool aux graisses, aux amylacées et aux sucres ;

Que l'on peut prendre sans inconvénient par jour 60 à 70 grammes d'alcool sous diverses formes ; eaux-de-vie ou boissons fermentées, ces 70 grammes représentant 800 grammes de vin ordinaire ;

Que l'on peut substituer à une partie des 800 grammes de vin tolérés une quantité équivalente d'eau-de-vie.

Remarquons aussi que l'alcool, d'après les expériences

précédentes, s'oppose à l'effritement de la molécule albuminoïde en bases hexoniques (1).

La combustion de l'alcool produit dans l'organisme 7 calories par gramme absorbé ; 1 gramme de sucre n'en dégage que 4 ; 1 gramme de graisses en produit 9 ; 1 gramme d'amidon 4. La place de l'alcool dans l'échelle alimentaire est donc à côté des sucres et des hydrocarburés. De là l'importance de l'eau-de-vie pur vin dans la nourriture ouvrière.

Il faut à l'homme 3.000 calories par jour, qui, si elles étaient transformées intégralement en travail seraient suffisantes pour porter 30 kilogs d'eau de 0 degré à l'ébullition. Or le travail effectif fourni par le moteur animé est à peine 300 calories, d'où 2.700 calories perdues soit en chaleur rayonnée, soit en vapeur d'eau exhalée par les poumons, etc... L'effet de l'alcool sera donc d'augmenter le travail effectif et d'améliorer considérablement le rendement du moteur animé.

Ce qui prouve bien la perte de chaleur par le rayonnement, c'est que l'on dit : « l'alcool réchauffe », et que prenant la température périphérique du corps, on s'aperçoit qu'elle est diminuée ; mais si au moyen d'aiguilles sterno-électriques de Becquerel, de d'Arsonval, on prend la température interne de l'organisme, on voit que celle-ci augmente sitôt après l'ingestion de l'alcool (2). Ces propriétés alimentaires de l'alcool ont été fort utilisées de

(1) Lysine, cadavérine, arginine, urée.

Perte en azote 0 gr. 7960 par jour, alimentation avec alcool.

— — 1 » 4613 — — sans alcool.

(2) Ce qui le prouve bien, c'est que le Dr Graves ordonne dans la fièvre typhoïde jusqu'à 80 grammes d'eau-de-vie ou de cognac pur vin, excepté dans les cas de céphalalgie intense.

tout temps en thérapeutique : dans la syncope, l'asphyxie (stimulant) ; les hémorragies, paralysies (applications, frictions) ; au pansement des plaies (vin aromatique pour pansements d'ulcères putrides). L'alcool sert de tonique dans la débilitation ; d'apéritifs quand les digestions sont pénibles et longues ; d'antispasmodique dans les vomissements nerveux.

Hutchinson guérissait en peu de jours, au moyen de l'alcool, de jeunes enfants atteints de tétanos traumatique.

Guyot prescrivait l'eau-de-vie dans les accès de fièvre et Burdel dans la cachexie paludéenne ; Griesinger le préconisait dans le diabète sucré ; Duclaux dans le « delirium tremens », conséquence de l'alcoolisme ; Stokes pour les maladies de cœur ; Mircoli (1902) dans son ouvrage : *L'alcool aliment des phthisiques*, prescrit l'emploi de l'eau-de-vie et de tous les aliments alcoolisés, excepté dans les cas de crachats sanguinolents.

L'alcool est donc un remède presque universel, et par suite a de grandes utilités. Ce qu'on doit combattre ce sont les alcools mal et parfois non rectifiés, les eaux-de-vie aux bouquets artificiels, mélange d'essences chimiques fabriquées de toutes pièces, car l'alcoolisme est uniquement produit par l'abus de ces produits falsifiés.

Après des expériences très concluantes, les D^{rs} Dujardin-Beaumetz et Audigé déclarent que :

« Les alcools de vin et ceux qui sont complètement rectifiés produisent des lésions peu appréciables, tandis qu'au contraire elles sont très accusées avec les alcools bruts ou mal rectifiés provenant soit des betteraves, soit des grains, soit des pommes de terre. »

Le Dr Lancereaux écrit que : « les eaux-de-vie de vin

chez l'homme ne sont pas plus dangereuses que le vin. »

Les D^{rs} Rabuteau, Laborde, Magnan et autres sont arrivés à des conclusions identiques.

Ce qu'il y a de certain encore, c'est que dans les Charentes et dans le Gers, où l'on consomme de bonnes eaux-de-vie, l'alcoolisme est une maladie inconnue.

Dans un opuscule paru en 1890, écrit par le regretté D^r Moinet, ancien sénateur de la Charente-Inférieure, nous lisons :

« L'alcool a joué depuis 30 ans un assez grand rôle dans le traitement de la phtisie. Notre ancien maître, le professeur Fonssagrives, en donnait à ses malades en insistant sur ce genre de prescription, même quand ils avaient une toux fréquente. Tripier prescrivait l'eau-de-vie dituée contre les vomissements des phtisiques ; mais c'est le professeur Fuster de Montpellier, qui a le premier érigé en méthode le traitement par l'alcool, ou pour mieux dire le traitement par l'eau-de-vie. Dans un séjour de quelques mois que nous fîmes à Montpellier en 1866, nous l'avons vu donner à ses malades de la viande crue et du cognac réduit à 25 ou 30 degrés et dilué dans trois fois autant d'eau. Cette association produisait des effets parfois surprenants. »

Le D^r Moinet faisait remarquer en outre qu'à côté des calories renfermées dans l'alcool, il y a à considérer les éléments cordiaux et eupeptiques qui se trouvent associés à l'eau-de-vie dans un cognac de bonne qualité, vieilli en fût et contenant à côté du degré alcoolique relativement faible, des éthers, des corps de bouquets naturels, des sels et de l'extrait vinique en quantité relativement abondante.

En somme, en beaucoup de circonstances, en cas de phtisie notamment, le cognac peut être utilement prescrit

et sera encore pendant bien longtemps appelé à rendre des services importants. La pratique de nos médecins charentais l'ont surabondamment démontré.

Nous en avons encore une preuve dans un article publié dans le *Moniteur de Cognac* dans le courant du mois de mars 1903 émanant du Dr Léonce Rogée de St-Jean d'Angély.

Après avoir constaté avec M. Charles Ordonneau (1), les différences chimiques des deux espèces d'alcools, l'auteur déclare que l'alcoolisme n'existe pas en Charentes :

« J'exerce depuis 24 ans, dit l'auteur, la médecine dans une petite ville des Charentes, qui doit sa prospérité et son renom au commerce des eaux-de-vie. Un tiers de la population y est employé, et par conséquent manipule journellement des alcools dont les vapeurs très volatiles imprègnent très rapidement l'organisme de ceux qui n'en absorbent pas par la bouche, et ils sont rares. Eh bien, ces gens là ne sont pas alcooliques, ne meurent pas de la cirrhose du foie, qui est presque inconnue ou en tous cas, très rare en Saintonge.

« Je n'ai jamais rencontré un seul cas de folie alcoolique... »

L'auteur a fait la même constatation parmi les propriétaires récoltants et l'auteur en tire cette conclusion :

« Ces observations, puisées dans ma propre pratique médicale me font dire, en face des statistiques dont on fait si volontiers usage les yeux fermés, qu'il faudrait, avant de tirer des conclusions quelconques, prouver que les 40.000 aliénés alcooliques qui peuplent les asiles de la Seine et les hôpitaux de Paris, en sont arrivés à ce point

(1) M. Charles Ordonneau, *Alcool et eau-de-vie*, étude chimique comparative. Paris, 1885.

d'intoxication en ne buvant que des eaux-de-vie de vin ou de fruits et qu'ils ne se sont pas plutôt empoisonnés dans les cabarets louches avec des alcools de betteraves ou de grains mal rectifiés, dont le mauvais goût est masqué par des essences.

« L'alcool d'industrie en effet renferme des alcaloïdes et des huiles essentielles à poids atonique élevé (voir l'ouvrage de M. Ordonneau, p. 29) et c'est pour cela que mal rectifié il est toujours toxique, tandis que l'alcool de vin même mal distillé ne peut pas l'être.

« Il faut conclure que le danger n'est pas dans l'alcool mais dans les impuretés qui le souillent et dans l'abus qu'on en fait.

« Or, tandis que les impuretés de l'alcool d'industrie sont toxiques, celles contenues dans les eaux-de-vie de vin, éthers, qui constituent le bouquet, acide acétique, etc... ajoutent leur action à celle de l'alcool aliment et quoi qu'on en ait dit, donnent à l'organisme défaillant un coup de fouet dont l'action bienfaisante peut être immédiate et est toujours réelle.

« Il faut donc favoriser l'usage des eaux-de-vie de vin et restreindre celui de l'alcool d'industrie au seul alcool éthylique pur. »

Des nombreuses citations qui précèdent il résulte donc, que l'alcool employé dans des conditions déterminées peut contribuer à prévenir et à éloigner les causes de nombreuses maladies, et il répond aussi à la définition des substances hygiéniques d'après les principes posés par Bouchardot.

« L'hygiène a pour but la conservation et le perfectionnement de la santé.

« On conserve la santé en prévenant et en éloignant les causes de maladie. » (1)

Les qualités hygiéniques de l'alcool convenablement utilisé, expliquent et justifient son emploi fréquent dans les régions froides et humides, elles expliquent aussi pourquoi on le considère surtout dans les milieux ouvriers comme un agent de force et d'énergie.

Les fâcheuses conséquences constatées résultent de l'abus de l'alcool et non pas de son usage modéré.

Les hygiénistes reconnaissent qu'à dose égale les eaux-de-vie fines sont moins dangereuses que les produits de qualité inférieure. D'une façon générale, ils considèrent aussi que les impuretés naturelles des eaux-de-vie de cru sont moins nocives, même à dose supérieure, que le nom alcool artificiel des eaux-de-vie d'imitation et des autres boissons spiritueuses, et ils affirment le fait démontré par l'expérience.

L'opinion des hygiénistes et de la majorité des médecins paraît si arrêtée que l'Académie de médecine a émis le 10 mars 1903 un vœu tendant à demander l'interdiction de la fabrication et de la vente des liqueurs à essence.

La nocuité spéciale et considérable des essences est démontrée, disent les hygiénistes, par des expériences physiologiques, entre autres celles de MM. Laborde et Magnan et surtout par les observations dans les hôpitaux, l'alcoolisme déterminé par les liqueurs leur paraît bien plus dangereux que celui dont l'origine est la consommation des plus mauvaises eaux-de-vie naturelles.

On ne saurait donc trop contribuer à réhabiliter ce breuvage si longtemps calomnié, ce breuvage que Brillat-

(1) Taquet, *Rapport général de la Commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux.*

Savarin nommait « le monarque des liquides », que Duclaux appela « l'ainé des fils légitimes de la Grande famille alimentaire » et qu'Arnaud de Villeneuve il y a des siècles définissait ainsi : « Le cognac, cette eau d'immortalité qui prolonge les jours, dissipe les humeurs peccantes, ranime le cœur et entretient la jeunesse. »

Il a des inconvénients, nous le savons, il a comme on dit « les vices de ses qualités ».

Il est nécessaire de refaire l'éducation de la masse, d'améliorer son esprit, de surveiller étroitement les alcools suspects et d'en réglementer sévèrement la vente ; on doit diminuer les abus, les excès, et il faut protéger l'eau-de-vie de vin, utile à l'alimentation et à la thérapeutique, en réprimant sévèrement l'abus fait de son nom et en refoulant vers d'autres emplois les alcools d'industrie. Réforme qui s'impose au nom de la morale et de la santé publiques.

Remède aux obstacles à l'exportation.

L'exportation pourrait soulager davantage notre marché des spiritueux. Malheureusement le système protectionniste que nous avons inauguré en 1832 a fait frapper nos alcools de droits excessifs à leur entrée dans divers pays du monde avec lesquels nous avons des relations commerciales.

Si, du moins, le commerce d'exportation avait l'assurance que les droits énormes qu'il acquitte ne seraient pas exposés à varier dans le sens de l'augmentation, il pourrait essayer de se défendre par des contrats à long terme.

La liberté absolue des échanges serait certes l'idéal, mais dans l'état actuel des esprits il ne faut pas espérer pouvoir arriver à ce but.

Un moyen terme s'impose et le régime des traités de commerce devrait être généralisé, car ces derniers ont le mérite d'éviter les surprises du commerce pendant tout le cours de leur durée. De plus ils contribuent à développer dans les industries l'esprit d'initiative.

Les chambres de commerce se sont élevées à maintes reprises contre la taxe au quintal métrique brut appliquée par certaines nations. Cette façon de procéder a pour résultat de faire payer le droit entier aux emballages, fûts, caisses, bouteilles, paillons, etc. aussi bien qu'au liquide lui-même, d'où une majoration très sensible qui rend à peu près impossible, dans la plupart des cas, l'exportation des eaux-de-vie en bouteilles.

Si, par impossible, on ne réussit pas à amener ces Etats à adopter une unité de mesure d'alcool pur comme base de perception de droit, notre diplomatie devra tout au moins faire accepter la taxe au poids net.

Que notre diplomatie veille à ce que les droits de douane acquittés par nos eaux-de-vie à l'étranger ne deviennent pas progressivement prohibitifs. Que des traités de commerce soient conclus partout où cela est possible.

Au point de vue charentais la conclusion de traités de commerce favoriserait comme autrefois l'exportation de nos eaux-de-vie sur les marchés extérieurs.

La région charentaise vit surtout de ses transactions commerciales avec l'étranger et la prospérité de son commerce, et par suite celle du pays viticole qui l'alimente, dépend avant tout de l'activité de ses exportations.

Depuis le milieu du ^{xvii}^e siècle, c'est en effet l'exportation des eaux-de-vie charentaises qui a soutenu la vitalité de notre viticulture en permettant au commerce régional de créer des débouchés par lesquels s'écoulaient facilement

les produits de nos vignes convertis par la distillation en eaux-de-vie.

Longtemps entravée par des barrières douanières parfois infranchissables, cette exportation avait été favorisée en 1860 par un événement considérable qui, joint à d'abondantes récoltes, avait élevé à son plus haut degré la richesse de notre région.

Nous voulons parler du premier traité de commerce entre la France et l'Angleterre, nous ouvrant plus largement le marché anglais, notre meilleur débouché. C'est ce traité de commerce inspiré par deux économistes célèbres, l'un anglais, Richard Cobden, et l'autre français, Michel Chevalier et qui n'a pas tardé à être suivi par d'autres traités de commerce abaissant les droits de douane établis dans les autres pays sur nos produits, qui a été la source précieuse d'une autre prospérité dont nous avons recueilli les fruits jusqu'après la période phylloxérique.

Actuellement celle-ci a été victorieusement franchie, les viticulteurs des Charentes ne se sont pas laissés abattre, et au prix des plus grands sacrifices, ils ont reconstitué leurs vignobles en plants américains greffés.

Aujourd'hui nos coteaux et nos plaines sont couverts comme autrefois de pampres verdoyants, l'eau-de-vie, pur jus de la vigne charentaise, sort de nos alambics et de nos chaudières comme avant l'ère dévastatrice.

Mais voici qu'une difficulté nouvelle se dresse devant les producteurs d'eau-de-vie. Le commerce charentais qui jadis n'éprouvait pas de peine à remplir sa fonction économique normale qui est d'écouler les produits de notre sol se trouve en présence d'obstacles divers de plus en plus menaçants.

Parmi eux, les dominant tous, il faut citer l'absence de

traité de commerce, l'instabilité douanière, l'élévation grandissante des droits d'entrée dont sont frappées nos eaux-de-vie à leur arrivée sur les marchés étrangers.

C'est ainsi qu'à l'heure actuelle ces droits de douane sont pour l'Allemagne par hectolitre en volume et en poids brut de 200 francs en fûts, de 300 francs en caisses, pour la Russie de 253 francs, pour la Suède de 378 francs, pour la Belgique de 350 francs, pour la Norvège de 353 francs, pour les Indes anglaises de 386 francs, pour les Etats-Unis d'Amérique de 425 francs, pour le Guatemala de 425 francs, pour le Canada, de 478 francs, pour l'Australie, de 670 francs pour le Transvaal, de 675 francs, pour le Cap de 737 francs.

Comment voulez-vous qu'en face d'entraves douanières pareilles, l'écoulement de nos produits viticoles, quelle que puisse être leur renommée universelle, soit chose aisée ?

C'est pourquoi le viticulteur charentais envisage l'avenir avec inquiétude. Après avoir beaucoup travaillé et beaucoup dépensé pour reconstituer le vignoble qui était la fortune territoriale et foncière de ce pays, il se demande comment le commerce pourra arriver à trouver à ses eaux-de-vie les débouchés nécessaires.

Or, voici déjà plus de 15 ans, depuis 1872, que la politique économique suivie par la France, à la suite du triomphe des idées protectionnistes et du régime qui se résume dans l'instabilité douanière et dans l'augmentation constante des droits d'entrée dans la plupart des pays avec lesquels nous ne sommes pas liés par un traité de commerce a eu comme conséquence funeste de nous exposer aux représailles de l'étranger paralysant le mouvement de nos exportations.

Les viticulteurs et les commerçants de la région cha-

rentaise désireraient qu'on revienne sur les erreurs économiques du protectionnisme et qu'on entre dans la voie libre-échangeisme par la conclusion de traités de commerce à longue échéance et à tarifs abaissés qui favoriseraient l'exportation des produits français.

La statistique de nos exportations, avant et après les traités de commerce qui suivirent celui de 1860, montrent l'influence prépondérante que le régime des traités de commerce a exercé dans le passé sur notre prospérité

M. Auguste Hennessy, mort sénateur de la Charente en 1870, constatait dans un discours prononcé au Congrès de la liberté du commerce international que nos exportations d'eaux-de-vie dans le Royaume-Uni qui n'étaient en 1859, peu avant le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, que de 1.305.000 gallons, étaient montées en quatre ans à 3.168.000 gallons. Depuis elles n'avaient cessé d'augmenter jusqu'en 1892 sur tous les marchés où des traités de commerce avaient permis l'écoulement de nos eaux-de-vie (1).

Si la France ne revient pas à cette politique d'ententes douanières et de conclusions de traités de commerce avec tous les pays dans lesquels nous pouvons exporter nos produits vinicoles, la viticulture charentaise restera exposée dans un avenir prochain à se débattre dans une situation aussi désastreuse que celle du Midi. Nous produirons des eaux-de-vie, mais nous nous trouverons en face d'un commerce impuissant à les écouler parce que nos marchés extérieurs leur seront fermés par des droits de douane de plus en plus élevés.

(1) Lettre ouverte à M. Barthou, ministre des travaux publics sur « les traités de commerce » dans le journal *l'Ere nouvelle* de Cognac, juin 1907.

Il n'y a qu'un remède possible en face d'une éventualité si pleine de justes appréhensions pour la viticulture et le commerce charentais, c'est que le gouvernement soucieux des intérêts de l'exportation des eaux-de-vie et des vins de France, qui ont jadis porté aux quatre coins du monde la renommée des produits de notre pays, recommence à assurer des débouchés fructueux à notre viticulture nationale en tournant son attention vers le retour au régime bienfaisant des traités de commerce ouvrant largement la porte à l'exportation des produits vinicoles français.

Il y va de l'intérêt de tous les viticulteurs et commerçants du Bordelais, de la gourgogne, de la Champagne, de Saumur, des bords de la Loire, du pays de Cognac, et aussi du Midi qui revenus de leur erreur et ne se laissant plus hypnotiser par le marché intérieur, insuffisant en présence de leur production grandissante, devraient comme les Italiens et les Espagnols, tourner les yeux vers les traités de commerce leur permettant de déverser leurs produits dans les pays privés de la culture de la vigne et du jus de la treille.

Les ports de commerce, toutes les compagnies de navigation, tout ce qui gravite autour du transit maritime y sont intéressés.

Toutes les industries d'exportation condamnées par l'absence de débouchés au dehors à une surproduction de plus en plus inquiétante ou à un avilissement ruineux de leur prix de vente par suite des droits de douane dont les produits sont majorés à leur entrée sur les marchés extérieurs, auraient un intérêt de premier ordre au retour du système ancien.

Ce serait encore vrai pour tout le grand commerce et

ces multiples industries de Paris qui étouffent dans les limites de notre territoire et ne demandent qu'une chose : c'est de pouvoir rayonner sur le monde entier dès que les barrières douanières contre lesquelles on se heurte actuellement seraient abaissées.

Il y a donc des intérêts multiples intéressés au retour des traités de commerce et il serait désirable que dans un avenir prochain les plaintes de ces industries diverses soient entendues, et revenant alors sur le système protectionniste de 1892, on adopte sinon l'ancien système des traités de commerce, du moins un système de traités de réciprocité semblable à celui pratiqué aux Etats-Unis.

Ainsi par ces traités à longue échéance nos négociants et industriels seraient à l'abri des variations douanières et pourraient plus hardiment passer des marchés avec l'étranger.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Nous nous sommes efforcé de montrer dans les pages qui précèdent, que la région charentaise est en proie à une crise qui deviendra de plus en plus aiguë, jusqu'au moment où cette région complètement ruinée, écrasée par un impôt exorbitant, abandonnera la distillation.

De l'Armagnac. — Tout ce que nous avons dit sur la région de « Cognac », toutes les causes de mévente qui ruinent les deux Charentes peuvent s'appliquer à l'Armagnac, autre région productrice d'eaux-de-vie de cru et qui, avec celles étudiées, présentent de nombreux points de ressemblance.

La vigne en Armagnac est la culture dominante ; elle couvre tous les coteaux, c'est l'ornement et la richesse du pays.

L'Armagnac se divise en trois zones : le Bas-Armagnac, la Ténarèze et le Haut-Armagnac dont le vin diffère comme goût, tire de la constitution géologique du sol arable et du sous-sol ses saveurs particulières, puisque dans les trois zones le climat, les cépages et la culture sont identiques.

Les terrains de l'Armagnac appartiennent aux époques pliocène et miocène (terrains tertiaires).

Dans le Bas-Armagnac on rencontre dans les vallées beaucoup de marnes d'eau douce plus ou moins calcaires ; le sol arable des coteaux est formé par un terrain silico-argileux friable : le sous-sol est argilo-siliceux contenant de l'oxyde de fer qui lui donne une grande consistance.

Cette zone comprend les cantons de Nogaro et de Cazaubon, dans le département du Gers, et dans le département des Landes, une partie du canton de Grenade, quelques communes des cantons de Villeneuve-de-Marsan, de Roquefort et de Gabarret.

La Ténarèze est constituée par des terrains qui forment la transition entre ceux du Bas et du Haut-Armagnac. C'est une région de plateaux au terrain sablonneux, sur les pentes de l'Ouest et de l'Est de ces plateaux, le terrain devient argilo-siliceux. Le sous-sol des plateaux est semblable à celui du Bas-Armagnac, mais renferme plus de silice et moins d'argile, celui des pentes est marneux. Cette zone comprend les cantons d'Eauze, de Montréal et quelques communes du département du Lot-et-Garonne.

Dans le Haut-Armagnac, le sol est argilo-siliceux et argilo-calcaire. La couche de terre arable est très mince et le sous-sol est constitué par une roche calcaire très dure. Les cantons de Condom et de Valence, une petite partie du canton de Jegun, le canton de Vic-Fezensac, presque en entier, la partie septentrionale du canton d'Aignan, plus les communes des cantons de Montréal et d'Eauze situés sur la rive droite de l'Auzone, font partie de cette zone (1).

Le vin de l'Armagnac dose de 10 à 13° ; il est surtout distillé et produit de très bonnes eaux-de-vie ainsi que l'écrivait M. de Lapparent, inspecteur général de l'agriculture dans son livre *Le vin et l'eau-de-vie de vin*. « En dehors des Charentes et de l'Armagnac, ces deux grands centres de production de bonnes eaux-de-vie tous les produits des distillations de vin, ne méritent que le nom de troix-six de vin. » Il n'y a en réalité que deux grandes

(1) *L'Armagnac. Ses vins et ses eaux-de-vie*. Publication du Comité de Condom et de l'Armagnac de l'Exposition universelle de 1900.

marques d'eaux-de-vie de vin : le cognac et l'armagnac.

C'est le Bas-Armagnac qui donne les eaux-de-vie les plus agréables, d'une grande finesse et d'un moelleux comparable aux bons crus de Cognac. L'arome des eaux-de-vie de la Ténarèze est aussi pénétrant, mais moins varié que celui des Bas-Armagnac. Enfin, le Haut-Armagnac donne des eaux-de-vie excellentes qui jouissent d'une grande estime à cause de leur bonne saveur, mais elles sont un peu rudes et manquent de velours.

De même que les cognacs, les eaux-de-vie d'Armagnac flattent le palais par le parfum qui se conserve longtemps dans le verre qui les a contenues (1).

Les intérêts économiques de cette région sont identiques à ceux des Charentes, c'est pourquoi le commerce des eaux-de-vie d'Armagnac souffre d'une crise semblable à celle du commerce charentais et les remèdes demandés pour l'un rendraient des services identiques à l'autre.

Si on ne vient pas au secours des eaux-de-vie de vin, l'alcool d'industrie restera le maître du marché ; mais on semble oublier que, du jour où la France n'aura plus ses cognacs ni ses armagnacs, l'exportation de toutes les eaux-de-vie subira une diminution énorme puisque l'étranger n'aura plus aucun intérêt à venir acheter chez nous des eaux-de-vie qu'il pourra produire chez lui, l'alcool industriel pouvant se fabriquer partout dans les mêmes conditions.

Nous avons voulu montrer l'importance qu'il y avait à protéger ces eaux-de-vie de cru qui sont les seules ayant le droit de porter le nom d'eaux-de-vie.

(1) Voir pour renseignements sur l'Armagnac, *Revue de Gascogne* ; Berthaut, *Etude sur l'Armagnac. Progrès agricole et viticole* ; Seillan, *Topographie des vignobles de l'Armagnac*.

Nous nous sommes efforcé de montrer l'importance du commerce extérieur des eaux-de-vie de vin qui a porté à travers le monde le nom de la France, en faisant connaître un produit inimitable tirant sa saveur et son parfum du climat et du sol français.

Nous nous sommes appliqué à rechercher les causes de la crise qui augmentent chaque jour et qui mènent à la ruine une branche de notre agriculture et de notre industrie nationale si florissantes naguère.

Nous avons dénoncé en première ligne comme cause de ruine de nos régions productrices d'eaux-de-vie de cru, la loi de 1900 qui, méconnaissant le principe de la proportionnalité de l'impôt, a frappé, peut-être à mort, le commerce des Charentes et de l'Armagnac.

Et nous avons montré qu'en dégrevant presque complètement les vins et en soumettant les eaux-de-vie produites par la distillation de ces mêmes vins à un droit énorme, la législation n'est pas seulement contradictoire, mais qu'elle établit entre les diverses régions de France des différences injustifiées et ruineuses pour les pays producteurs de vin à eaux-de-vie, qui sont obligés par la nature même de leur vin, à le livrer à la distillation : tel est le cas des Charentes et de l'Armagnac.

Que dès lors, ces régions supportent tout le poids d'un impôt d'autant plus lourd qu'il doit combler le vide produit par la suppression des droits sur les vins.

Nous avons également cherché à montrer les effets désastreux du privilège des bouilleurs de cru et nous avons dénoncé les fraudes qui se commettent à l'abri de ce privilège.

L'envahissement du marché par les alcools d'industrie au détriment des eaux-de-vie naturelles a été par nous

étudié très longuement, car c'est l'origine de cette campagne anti-alcoolique, qui ne faisant aucune distinction englobe dans un même mépris tous les alcools.

Et enfin nous avons esquissé, trop rapidement peut-être, l'influence néfaste pour notre commerce de notre système douanier protecteur inauguré en 1892, et qui nous a fait abandonner le système des traités de commerce grâce auxquels depuis 1860, le commerce extérieur charentais s'était développé, origine de la fortune de ce pays.

Après avoir dénoncé ces principales causes de la crise des eaux-de-vie de vin, nous avons recherché les remèdes qu'il conviendrait d'adopter.

Réglementation du privilège des bouilleurs de cru, observation stricte de la loi contre les fraudes du 1^{er} août 1905, certificat d'origine de la loi de 1903, renforcée par l'application d'une marque régionale, retour aux traités de commerce, ont été étudiés par nous et nous nous sommes efforcé d'en tirer les conséquences heureuses que ces réformes pourraient avoir pour les régions productrices d'eaux-de-vie de cru.

Enfin, nous avons cherché à mettre au point la campagne anti-alcoolique, en nous appuyant sur les opinions d'éminents docteurs qui ont préconisé l'eau-de-vie et se sont efforcés de distinguer l'eau-de-vie de vin, aliment précieux, de l'alcool d'industrie, rendu buvable que par l'addition de véritables poisons.

Dans notre seconde partie, nous nous efforcerons de montrer le lien étroit qui unit la crise des eaux-de-vie à la crise viticole qui, depuis des années, sévit avec tant d'aigreur dans le Midi.

Et au moment où les provinces du Midi se soulèvent,

poussées par l'aiguillon de la misère, et vont jusqu'à commettre des excès tels que l'ordre public en a été terriblement troublé, nous nous efforcerons d'envisager les remèdes qui seraient efficaces pour enrayer ces deux crises qui se tiennent si étroitement.

A l'heure actuelle, la distillation ne peut plus jouer son rôle de soupape de sûreté à la surproduction du vin, car par suite de l'augmentation des droits sur l'alcool, sans différence entre ces alcools, le commerce des eaux-de-vie de vin ne peut plus lutter contre la concurrence des alcools d'industrie produits et offerts à un prix de bon marché défiant toute concurrence malgré la supériorité des eaux-de-vie de vin.

Ce résultat n'est pas seulement préjudiciable aux régions des Charentes et de l'Armagnac, mais il en résultera encore le plus grand dommage pour la production générale de l'alcool en France.

Une distinction entre les eaux-de-vie de cru et les alcools d'industrie s'impose donc ; on ne peut même pas invoquer contre cette distinction la difficulté de son application pratique puisque cette distinction existe déjà dans la loi du 2 août 1872, il suffira donc de développer le principe contenu dans cette loi.

Nous ne voulons pas remplacer une crise par une autre, nous voulons simplement que chaque genre d'alcool ait son champ d'action distinct et en rapport avec son prix de revient, avec ses qualités physiques et chimiques.

L'alcool d'industrie, inconsommable par sa nature même, doit trouver des débouchés spéciaux et on doit lui favoriser son emploi comme éclairage, chauffage, et force motrice.

Du reste, l'alcool d'industrie, lui aussi, commence à se ressentir de la crise des eaux-de-vie de vin.

Au lieu de s'opposer à toute modification de notre régime des boissons, les distillateurs du Nord auraient intérêt à s'unir aux populations viticoles du Midi et à étudier ensemble les remèdes propres à enrayer la crise viticole dont tout le monde supporte le contre-coup, plutôt que d'offrir ce spectacle pénible de régions d'un même pays cherchant à se détruire alors que tous les efforts des Français devraient être dirigés vers un même but : la grandeur de la France par l'extension de son commerce extérieur.

Espérons que l'entente entre le Nord et le Midi est un premier pas dans cette voie de concorde et de paix.

Dans notre seconde partie nous étudierons les deux remèdes qui ont été proposés à la crise de surproduction du Midi et à celle des alcools. Nous exposerons le mécanisme de la taxe différentielle et de la prime à la distillation ; nous rechercherons les conséquences de l'adoption de ces remèdes et leur utilité au point de vue de la crise générale de la viticulture, leur influence sur la crise des eaux-de-vie de cru, leur contre-coup économique au point de vue du marché intérieur et extérieur.

Nous étudierons enfin le projet d'entente entre le Nord et le Midi et nous chercherons à conclure en prenant en considération l'intérêt de nos régions et en montrant que l'intérêt national, la force et la grandeur économique de la France sont intimement liés à la prospérité de la vigne, production essentiellement française.

DEUXIÈME PARTIE

INTÉRÊT DES CHARENTES ET DE L'ARMAGNAC DANS LE PROBLÈME DE LA TAXE DIFFÉREN- TIELLE ET DE LA PRIME A LA DISTILLATION

INTRODUCTION

Avant d'étudier le mécanisme de la taxe différentielle et de la prime à la distillation, nous croyons de notre devoir de démontrer quel lien étroit unit la production du vin et la production de l'eau-de-vie de vin.

Pour cela nous allons étudier très rapidement les crises de mévente du vin dans le passé et à l'étranger et nous montrerons que grâce à la distillation ces crises furent facilement enrayées.

Ensuite nous étudierons très rapidement, car ce n'est pas dans notre sujet, et c'est un sujet encore trop brûlant, la crise actuelle du Midi. Nous le ferons car nous croyons que cette étude est nécessaire à la compréhension de la taxe différentielle et de la prime à la distillation, nous dégagerons les causes de cette crise provenant parfois d'erreurs de culture, et ainsi, nous aurons amorcé l'étude de ces deux nouveaux remèdes proposés à la crise viticole du Midi et à la crise de mévente des eaux-de-vie de vin.

« La question de l'alcool domine la situation viticole. Elle en est le nœud véritable, parce que l'alcool est le terme final et que la question vinicole a été toujours et sera toujours absolument liée au régime de l'alcool (1). »

En effet, grâce à la distillation, les vins défectueux ou en abondance disparaissent du marché et par suite la baisse des prix est arrêtée.

La distillation est donc bien « la soupape de sûreté » des années d'abondance et la meilleure régulatrice du marché des vins.

C'est ainsi que dans le passé, grâce à la distillation, toutes les récoltes abondantes ont pu se liquider sans amener une baisse exagérée des prix qui auraient fatalement entraîné des crises graves semblables à celle dont souffre actuellement le Midi.

Il y a crise, en effet, chaque fois que la production dépasse les besoins de la consommation.

Dans le passé de nombreuses crises sont venues frapper le commerce des vins. La première crise qui pesa sur les viticulteurs, ainsi que l'indique M. Reinach dans sa communication à l'Académie des inscriptions et belles lettres, éclata en l'an 90.

Le remède que Domitien ordonna fut très simple et ne nécessita pas une longue enquête. Sous prétexte de « moralité » il ordonna la destruction des vignobles provinciaux et défendit toute plantation nouvelle.

Ce n'est que deux siècles plus tard que l'empereur Probus permit la reconstitution du vignoble en Gaule et en Espagne.

Nous ne citerons que pour mémoire, la crise du XIII^e siè-

(1) Rapport de M. Gervais, Compte rendu du Congrès national des associations viticoles les 17, 18, 19 janvier 1907.

cle, les Anglais ordonnent le même remède : suppression des vignes de Normandie et de Picardie qui portaient préjudice à leurs vignes de Guyenne.

Autre crise en 1393 et même remède ordonné par Philippe le Hardi : « destruction dans toute la Bourgogne de l'infâme Gamois ».

Charles IX en 1556 ordonne l'arrachage d'une partie des vignobles de France.

Henri III en 1577 ne veut pas que les propriétaires aient plus du tiers de leur terrain en prés et en vigne. Louis XV, en 1731, décrète défense de nouvelles plantations.

La Révolution rend la liberté à la culture de la vigne et c'est ainsi que la création des vignobles a pu se développer parfois plus rapidement que la consommation.

En 1849 survient une crise et on nomme la première commission d'enquête.

Puis nouvelles crises en 1855 par suite de l'invasion des vignobles par l'oidium et en 1875, conséquence du phylloxéra, cette crise fut mortelle pour une grande partie de notre vignoble français (1).

Le mal revient donc périodiquement. Des remèdes proposés ou employés, nous laisserons la réduction du vignoble par la force à l'ancien régime, et nous ne devons envisager que ceux qui consistent en l'augmentation de la consommation et dans l'emploi de moyens permettant de débarrasser le marché des excédents.

La France ne fut pas seule à souffrir de crises viticoles.

Les pays latins nos rivaux ont souffert également et traversent à l'heure actuelle, eux aussi, une crise aiguë.

L'Espagne, depuis 1900, souffre et les desiderata de la viticulture espagnole sont les suivants :

(1) Clémentel, *Rapport sur la crise viticole*.

1° Suppression totale de l'impôt sur le vin ;

2° Prohibition absolue de la fabrication des vins artificiels et des alcools d'industrie ou, pour ces derniers, établissement de droits qui ne permettraient plus de concurrencer les alcools de vin.

L'Italie est encombrée de sa production qu'elle ne peut écouler.

Doléances en Suisse qui se plaint de la mévente en Portugal, en Grèce, en Bulgarie en Serbie et même en Australie malgré les réclames anglaises en faveur du « vin impérial ».

Les remèdes demandés dans tous ces pays par les viticulteurs sont à peu près les mêmes qu'en Espagne.

On demande la protection des alcools de vin et la prohibition pour la consommation des alcools d'industrie ou tout au moins l'établissement d'une taxe différentielle et la suppression de tout impôt sur le vin.

D'autre part, nous constatons que la viticulture du monde entier se rencontre pour déclarer que la solution de la crise n'est pas uniquement dans le développement de la consommation du vin, ce que nos gouvernants ont cru lors du vote de la loi de 1900, mais aussi et surtout dans l'établissement de droits différents pour les alcools de vin et les alcools d'industrie.

Donc crise générale, mais terrible pour nos populations du Midi (le malheur des uns ne faisant pas le bonheur des autres), et nécessitant des remèdes immédiats si nous voulons sauver de la ruine plusieurs départements français.

Quelles sont donc les causes qui ont amené la crise actuelle du Midi ?

Nous allons les passer rapidement en revue et nous en indiquerons très rapidement les remèdes.

D'abord la concurrence des vins factices, provenant soit du sucrage à taxe réduite, soit du mouillage, soit par la fabrication avec des raisins secs.

Ensuite la restriction de la consommation tant du vin que des alcools de vin provenant de la concurrence des alcools d'industrie, de la campagne anti-alcoolique, de la diminution de nos exportations depuis l'adoption de notre système douanier du double tarif 1892. Ce sont des causes communes avec celles de la crise en Charentes et que nous avons étudiées dans la première partie.

Enfin, signalons encore les inégalités des tarifs de transport et le manque d'outillage vinaire dans les années d'abondance.

Un mot simplement sur ces diverses causes de crise.

Le sucrage à taxe réduite est l'une des principales causes de la mévente du Midi, car en augmentant les quantités de vin offertes sur le marché, la baisse des prix s'en est suivie.

Jusqu'au phylloxéra on n'employa le sucre que comme remède. C'est ainsi que nous lisons dans le dictionnaire d'agriculture de Chaptal à l'article sur le vin :

« On emploie le sucre pour remédier aux vices de la fermentation lorsque le défaut du sucre dans le raisin est un obstacle à la fermentation de l'alcool en quantité suffisante. »

C'est le décret du 22 juillet 1885 qui réduisit la taxe du sucre employé pour le sucrage des vendanges.

Dès 1899, réaction très violente contre l'emploi du sucre.

La fabrication des vins de raisins secs n'est qu'une cause

secondaire de la crise, elle fut employée après l'invasion phylloxérique pour faire face aux besoins des consommateurs, elle a eu cependant une influence nuisible dans les premières années de la replantation et a contribué pour une large part à la méfiance contre le vin et à la perte du goût du consommateur.

A côté de cela, les fraudeurs non contents de dédoubler les vins corsés ont fabriqué des liquides n'ayant de vin que le nom, ce qui a entraîné une véritable déformation du goût, on n'a plus savouré le parfum et le bouquet naturel, on a dédaigné et méprisé le goût du terroir et on a voulu toujours le même vin.

La concurrence des alcools d'industrie a été terrible de 1850 à 1859, la production d'alcool d'industrie n'était que de 80.000 hectolitres. A la suite de la crise de 1855 où notre vignoble faillit périr par suite de l'oïdium, la production des alcools d'industrie augmente :

	Hectos.	
De 1860 à 1870 la production monte jusqu'à	1.200.000	
1870 à 1880	—	1.540.000
1881 à 1890	—	1.970.000
1891 à 1900	—	2.300.000

ces quantités d'hectolitres sont d'alcool pur, quantités qu'il faut plus que doubler, car on ne consomme que de l'alcool de moins de 50 degrés (1).

Depuis la loi du 29 décembre 1900 la production des eaux-de-vie de vin a été très réduite et ce sont les alcools industriels qui les ont remplacées, dans la production totale de l'alcool les alcools d'industrie entrent pour plus de 90 0/0.

Les alcools d'industrie ont réduit la consommation du

(1) Pouriau, *La crise de la viticulture française*. Thèse, Paris, 1901.

vin, et lui ont enlevé en grande partie un débouché assez important : la fabrication des eaux-de-vie de vin.

La campagne anti-alcoolique et l'usage du thé et des eaux minérales, pure snobisme, ont diminué également la consommation du vin.

Il y a quarante ans nous étions les seuls exportateurs du vin du monde entier. La crise phylloxérique et notre changement de politique douanière nous ont fait perdre en partie nos débouchés étrangers.

Les inégalités des tarifs de transport sont très gênantes pour le commerce du vin, il est regrettable que les diverses compagnies des chemins de fer ne se soient jamais concertées pour établir une tarification commune.

La principale cause est la surproduction, toutes les autres en dérivent plus ou moins et sans elles la baisse des prix eût été enrayée.

Cette surproduction, dont souffre le Midi, provient bien un peu de la faute même des viticulteurs méridionaux. Ils subissent aujourd'hui le résultat d'une erreur dans leur culture et sans s'en apercevoir ils ont été les propres artisans de leur ruine.

Lorsque le phylloxéra eut détruit les vieilles vignes de la France, les viticulteurs méridionaux se crurent à tout jamais les maîtres du marché intérieur.

Désormais, pensèrent-ils, ils fourniraient seuls à la consommation générale, et alors, abandonnant la culture des céréales dans les plaines, ils se mirent à y planter de la vigne, en cherchant les plants aux rendements les plus forts ; ne se préoccupant plus de la qualité ils sacrifièrent tout à la quantité.

La conséquence de cette hérésie agricole fut la baisse des prix, qui devait nécessairement se produire par suite

de la médiocre qualité de leur vin ; toute culture forcée donnant un produit fade et sans finesse.

Alors que les vins des coteaux ne donnaient pas plus de trente à quarante hectolitres à l'hectare, ils plantèrent dans les plaines des plants qui donnèrent jusqu'à 150 et 200 hectolitres à l'hectare.

Aussi, les caractéristiques de ce nouveau vignoble français furent l'augmentation de la quantité et l'avalissement de la qualité.

Durant toute la crise phylloxérique ils purent écouler ces vins médiocres, mais lorsque les vignes détruites commencèrent à produire après leur reconstitution faite grâce à l'énergie et aux sacrifices de ces populations du centre et de l'Ouest de la France, les vins du Midi de qualité inférieure ne trouvèrent plus acheteur, et encombrant le marché entraînèrent la chute des cours et engendrèrent la crise.

C'est alors que les populations du Midi demandèrent l'abolition des droits de circulation du vin, et commettant encore là une erreur, elles votèrent en masse pour l'augmentation des droits sur l'alcool sans distinction d'origine ; pensant faire ainsi diminuer la consommation de l'alcool et augmenter celle du vin, mais en même temps elles oublièrent que la distillation du vin avait été et devait être dans l'avenir « La soupape de sûreté » contre toute nouvelle crise.

Les remèdes proposés à la crise actuelle sont en grand nombre. Le législateur en a sanctionné quelques-uns, d'autres sont soumis à son appréciation ; d'autres enfin sont laissés à l'initiative des viticulteurs.

Les résultats des enquêtes mettent bien en évidence trois remèdes principaux :

1° L'abaissement des frais de transport et la suppression des droits d'octroi ;

2° La répression des fraudes et falsifications ;

3° La taxation différente des eaux-de-vie de vin et des alcools industriels entraînant la possibilité pour les vins moyens et inférieurs en années de surproduction, et pour les vins inférieurs ou incapables de constituer un produit suffisamment marchand en année ordinaire, de retrouver comme par le passé un déversoir dans la production des eaux-de-vie.

Comme corollaires à ces remèdes : L'amélioration de nos exportations et le développement de l'association du Crédit agricole et de toutes organisations tendant à affranchir la production des abus de la spéculation, apparaissent comme des remèdes tout indiqués et unanimement réclamés. L'organisation des chambres d'agriculture départementales pouvant éclairer à la fois producteurs et consommateurs sur les qualités des produits et défendre avec autorité les intérêts de tous au regard des manœuvres diverses dont ces intérêts pourraient être l'objet, serait aussi très désirable (1).

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces derniers remèdes, car nous sortirions des limites que nous nous sommes tracées, nous avons simplement voulu les signaler.

Le remède de l'ancien régime qui consistait à diminuer la production en réduisant le vignoble ne peut être admis de nos jours, car si un industriel peut ralentir sa fabrication, l'arrêter même pendant plusieurs mois, si un agriculteur qui fait du blé ou des betteraves peut à son gré modifier l'importance de ces emblavures, il est difficile

(1) Honoré Leygues, Rapport sur la crise viticole.

pour la vigne, qui ne donne du vin que plusieurs années après sa plantation et qui exige des avances considérables, de proportionner la production aux besoins de la consommation.

Quand on conseille d'arracher la vigne, on devrait indiquer en même temps les limites qu'il conviendrait d'assigner aux vignobles français pour prévenir la surproduction. Si les bonnes et les mauvaises récoltes alternaient régulièrement, le calcul serait aisé, car il suffirait de prévoir leur report des bonnes récoltes sur les mauvaises et d'établir une moyenne. Mais, quand on examine la répartition des récoltes de vin pendant une longue période, ce qui frappe le plus, c'est précisément l'irrégularité extrême de la production : les grosses récoltes sont isolées, le plus souvent elles se groupent aussi par deux et par trois, on trouve même une longue série de cinq années (1868 à 1872). Les faibles récoltes subissent bien entendu, des fluctuations analogues.

On voit immédiatement qu'il n'est pas possible dans ces conditions de compter sur les excédents des récoltes de certaines années pour équilibrer l'offre et la demande, ensuite il serait fort imprudent, sauf pour les vins fins, de garder à la propriété des stocks qui, dans le cas d'une succession de fortes récoltes pèseraient sur les exercices suivants et auraient pour effet d'empêcher le relèvement des cours.

Afin de n'avoir plus à redouter une surproduction intermittente, l'étendue du vignoble devrait donc être réduite au point que son rendement maximum ne dépassât jamais le chiffre de la consommation.

Et alors il arrivera ceci : dans les années de petite récolte, il sera impossible de satisfaire aux besoins de la

consommation. Les buveurs de vin se contenteront d'autres boissons, à moins que la fraude stimulée par l'appât d'un bénéfice énorme, n'arrive à déjouer toutes les précautions prises contre elle et ne vienne combler le déficit !

C'est d'ailleurs la situation qui a existé en France de 1880 à 1900 : durant ces 20 années de la période phylloxérique, l'équilibre de la consommation et de la production a été assuré par ces deux régulateurs :

1° Les vins artificiels ;

2° Les vins exotiques.

Voilà où nous en reviendrons si, sans le prétexte d'éviter la surproduction, on voyait se réaliser l'amoindrissement du vignoble français que l'on nous représente comme un remède à la crise.

On peut rendre impossible la fabrication des vins artificiels par une surveillance efficace de la circulation des sucres, on peut enrayer le mouillage par la difficulté d'obtenir des acquits fictifs, et lorsque l'affichage des sorties aura lieu régulièrement, la fraude sera assez réduite pour ne plus exercer une influence sensible sur le cours des vins.

Néanmoins la viticulture restera toujours exposée aux crises de mévente, si l'on n'a pas prévu les moyens d'assurer l'écoulement des excédents, après les grosses récoltes.

Dans la plupart des départements de l'Ouest et du Centre la récolte augmente chaque année et par suite dans ces régions les débouchés ouverts jusqu'ici aux vins du Midi vont se resserrant petit à petit, les excédents vont donc encombrer de plus en plus le marché, c'est la ruine inéluctable pour la viticulture française tout entière, si dès maintenant elle n'est pas en mesure de se débarrasser de ces excédents, et pour y arriver il n'y a qu'un moyen, c'est la distillation.

C'est donc dans l'encouragement à la distillation des vins que la viticulture doit chercher le remède aux crises futures (1).

Malheureusement les entraves de toute nature apportées par les agents de l'Administration des contributions indirectes à la distillation, l'augmentation des droits sur les alcools et la concurrence des alcools d'industrie, n'ont pas permis la mise en réserve du vin sous forme d'eau-de-vie, de décharger le marché d'une foule de vins, d'autant plus encombrants et lourds pour le marché qu'ils étaient moins bons et que le marché était trop fourni.

Pour que la distillation soit possible, il ne suffit pas que le récoltant ait la liberté de la pratiquer il faut de plus qu'il y ait un profit manifeste et certain ; il faut que la distillation soit rémunératrice, d'où la nécessité de créer un intérêt à la distillation.

Or, en l'état actuel du marché des alcools la distillation ne saurait être rémunératrice, parce que à la faveur de la période phylloxérique l'alcool d'industrie a pris la place des eaux-de-vie naturelles, s'est substitué à elle et par une concurrence déloyale, que nous avons déjà signalée, empêche celles-ci de reprendre la situation qu'elles occupaient autrefois et que, avec la reconstitution définitive du vignoble, elles ont le droit légitime d'occuper à nouveau.

Il n'y a qu'un moyen de faire cesser cette injustice et de créer du même coup cet intérêt à la distillation, c'est de constituer en faveur des producteurs d'alcools de vins des bonifications, des allocations de primes ou de détaxe qui

(1) Audebert, Rapport au Congrès de viticulture de Bordeaux de 1907.

pourront rétablir l'équilibre entre les eaux-de-vie naturelles et les alcools d'industrie.

La prime à la fraude dont on parle, au moins pour le vignoble, un peu légèrement eût été réduite si la taxation de l'eau-de-vie de vin eût été établie au-dessous de la taxation actuelle. A égalité de taxation elle fût restée la même.

Les vins inférieurs se seraient dirigés vers la chaudière, d'où relèvement général des prix dont une des bases certaines aurait été le relèvement même des prix des vins de chaudière d'après la différence de taxe fiscale.

L'encouragement à la distillation s'impose comme la réforme capitale et urgente en augmentant seulement de 15 0/0 la quantité d'alcool provenant du vin qui n'est actuellement que de 10 0/0 de la consommation totale, la viticulture sera sauvée.

A l'heure actuelle le prix des eaux-de-vie de vin est fixé par l'alcool industriel qui jouit d'une énorme prépondérance sur le marché des esprits par suite de son faible prix de revient.

Aussi, l'alcool d'industrie fait avec une matière première surabondante, pourrait rendre précaire et ruineuse la production du vin, des eaux-de-vie et l'industrie elle-même de l'alcool.

Chaque année, suivant les conditions climatiques, une quantité importante de la récolte devra prendre la direction de la chaudière et dès lors l'alternative au point de vue du vignoble sera la suivante :

Ou il y aura une taxe fiscale différente pour les eaux-de-vie de vin et les alcools industriels et alors cette taxe devant être modique pour laisser le prix du vin peu élevé au regard de la consommation générale, qui doit être spé-

cialement considérée, les vins inférieurs tout en étant à un prix très bas, 3 francs ou 5 fr. 50 l'hectolitre, ne seront pas à un prix de ruine avilissant toute la gamme des cours et mettant en péril la consommation elle-même par le retrait du producteur.

Où la taxe sera la même pour tout l'alcool éthylique, qu'il soit originaire du vin ou produit à l'aide des substances industrielles, et alors la crise se continuera jusqu'au moment où le producteur définitivement ruiné ne pourra plus produire.

Quant à l'industrie de l'alcool elle subira le contre-coup de cette situation d'une manière désastreuse, car dans les années d'abondance pour la vigne, celle-ci cherchera à jeter une partie de ses produits dans la distillation. Déjà l'alcool d'industrie subit une crise, qui ne pourra aller qu'en s'accroissant dans l'avenir avec la progression même du vignoble et de sa production, si on ne sépare le marché de l'alcool industriel de celui des eaux-de-vie.

D'ailleurs en maintenant l'état de choses actuelles la consommation n'y gagnera rien, à des crises de baisse succéderont des crises de hausse et planant par-dessus tout la sophistication de tous les produits.

Ce qui sera plus désastreux encore, c'est l'influence néfaste qu'aura un pareil régime sur la santé publique et l'état moral du pays.

Pour remédier à la crise de mévente et favoriser la distillation des vins, diverses solutions ont été proposées et préconisées.

D'un côté la taxe différentielle ; d'un autre côté la prime à la distillation proposée par M. Augé, député de l'Hérault.

La première est une sorte de prime indirecte, l'autre

une prime directe, avec cette différence capitale entre elles que la prime directe serait payée par le vin lui-même tandis que l'autre serait payée par le budget.

Mais les partisans de l'un ou de l'autre système se rallieraient volontiers à celui qu'on leur oppose, s'il leur était prouvé qu'il fût plus facilement réalisable.

Car il est nécessaire d'arrêter la crise qui sévit si terriblement sur nos populations viticoles, et il n'y a qu'un moyen tout en poursuivant un but hygiénique, c'est de permettre la distillation des excédents et des mauvais vins et pour cela il faut rendre le marché de la consommation de bouche à l'eau-de-vie de vin et l'on ne peut y parvenir qu'en donnant un intérêt à la distillation soit par la taxe différentielle ou par la prime à la distillation.

L'alcool d'industrie a fait un interim en l'absence de l'alcool de vin pendant la crise phylloxérique.

Le titulaire est revenu, l'intérimaire doit lui céder la place (1).

Pour faciliter l'adoption de ces mesures, comme aussi dans un esprit d'équité, qu'il convient de souligner, les différents auteurs de ces propositions sont unanimes à demander qu'une compensation soit accordée aux alcools d'industrie, en leur favorisant sous forme d'une prime à la dénaturation l'emploi de ces alcools soit comme lumière, chaleur ou force motrice.

Pour la quantité de ces alcools industriels qui ira encore à la consommation de bouche, elle sera entraînée vers la hausse et retrouvera les cours rémunérateurs que ces alcools ont perdu.

Nous allons donc étudier dans cette seconde partie la taxe différentielle et la prime à la distillation.

(1) Clémentel, Rapport sur la crise viticole, 1902.

Nous nous efforcerons de montrer les caractères réciproques de ces deux réformes, leur justification, les arguments invoqués en leur faveur et contre elles, enfin leur importance économique au point de vue général et au point de vue spécial des régions productrices d'eaux-de-vie de cru. Puis dans une dernière section nous étudierons très rapidement l'entente entre le Nord et le Midi, nous en dégagerons les conséquences qui pourraient en résulter au point de vue de l'intérêt économique du pays, de la viticulture et plus spécialement au point de vue des Charentes, de l'Armagnac, et des régions du Nord productrices d'alcool d'industrie.

SECTION I

DE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE

CHAPITRE PREMIER

SON CARACTÈRE. — SA JUSTIFICATION.

Alors que par la loi du 29 décembre 1900 les viticulteurs du Midi, du Bordelais, de la Champagne, de la Bourgogne et de toutes les régions productrices de vins de consommation, obtenaient le dégrèvement des boissons dites « hygiéniques », les producteurs de vins destinés à la distillation, comme ceux des Charentes et de l'Armagnac, voyaient s'élever les droits de régie frappant l'alcool de 156 fr. 50 à 220 francs par hectolitre.

Cette surtaxe constituant une augmentation très forte de droits déjà existants, a porté un coup terrible à la consommation des eaux-de-vie de vin à laquelle a été substituée celle des dédoublés d'alcool d'industrie dont le prix de revient de cinq à dix fois inférieur, permet de livrer aux consommateurs des pseudo-eaux-de-vie d'un prix défiant toute concurrence.

Aussi les viticulteurs des Charentes après avoir été encouragés à la reconstitution de leur antique et merveilleux

vignoble, se trouvent atteints d'une façon terrible dans le fruit de leurs longs et persévérants efforts.

Alors que l'article 1^{er} de la loi fait une distinction dans les taxes de circulation, suivant qu'il s'agit, des vins d'une part, des cidres, poirés ou hydromels de l'autre, réservant encore pour les bières une troisième taxation, de sorte qu'en définitive, l'impôt varie avec chaque catégorie de boissons. Lorsqu'on en arrive aux droits sur l'alcool on ne trouve plus de distinction. « Le droit de consommation sur les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés est fixé à 220 francs par hectolitre d'alcool pur, décimes compris. »

Cette uniformité de l'impôt sur l'alcool est-elle juste ? Et n'y aurait-il pas lieu d'établir une taxe différente suivant l'origine de l'alcool ?

Est-il rationnel, n'est-ce pas contraire non seulement aux intérêts de la viticulture française, mais encore à l'hygiène publique et au juste souci que des législateurs doivent avoir de la santé physique et morale du pays, de gréver des mêmes droits la consommation de l'alcool de vin et celle des autres alcools ; alors que l'un constitue un produit hygiénique, comme le vin lui-même, et que les autres renferment tous les toxiques qui en font une liqueur plus ou moins dangereuse, mais toujours nocive ?

En un mot peut-on justifier une différence de taxation dans les alcools ?

Nous allons nous efforcer dans ce chapitre d'abord de définir le caractère de la taxe différentielle et ensuite nous exposerons les justifications qui peuvent exister à cette différenciation.

La taxe différentielle a pour but d'établir par une loi,

qu'en France le droit de consommation payé par l'eau-de-vie de vin sera différent de celui payé par l'alcool d'industrie.

Comme l'a très bien dit M. Liouville au nom de la société des viticulteurs de France : « Ce sera un régime d'équité qui rétablira la balance entre les conditions économiques si inégales qui président d'un côté à la production des alcools du Nord et de l'autre à la production des alcools de vin. »

Ce n'est pas, comme on l'a dit, une douane intérieure, mais la taxation différente de deux produits différents à beaucoup de points de vue (1).

Sans être protectionniste et tout en étant persuadé qu'une industrie, un commerce, une branche d'agriculture qui ne peut prospérer que grâce à des mesures spéciales, n'est pas intéressante pour l'ensemble du pays, car c'est une perte de travail, un gaspillage d'énergie en faveur d'un résultat artificiel, nous croyons cependant que cette théorie ne s'applique pas à un produit lourdement grevé par l'impôt, car alors l'industrie dont il s'agit est faussée à l'origine par les charges qu'elle supporte. Elle ne se meut pas librement, mais lutte au contraire contre des entraves artificielles.

Tel est le cas de l'industrie des alcools et des eaux-de-vie en France et c'est pour cela qu'à notre avis la taxe différentielle n'est pas exactement une mesure protectionniste en faveur de tel ou tel producteur, ainsi qu'on l'a dit à maintes reprises, mais plutôt la proportion d'une charge aux forces différentes de contribuables divers.

S'il est acceptable que l'alcool soit une source impor-

(1) Vivier, *Du dégrèvement des eaux-de-vie de vin.*

tante de revenus indispensables à l'Etat, il n'est pas équitable d'assimiler complètement les alcools les uns aux autres.

S'ils ont quelques caractères analogues, s'ils peuvent servir aux mêmes usages dans certains cas, ils diffèrent cependant par leurs propriétés chimiques et physiques par leur origine, par leur prix de revient et « l'assimilation des eaux-de-vie de vin aux alcools d'industrie semble arbitraire » (1).

En effet, il y a de grandes différences entre les diverses sortes d'alcools et il serait juste de distinguer en plusieurs catégories.

1° D'abord l'alcool de vin, se présentant sous la forme d'eau-de-vie, pèse à la distillation de 60 à 70 degrés, et à la consommation de 46 à 48 degrés. Cette eau-de-vie, dont les Charentes sous le nom générique de Cognac, le Gers sous celui d'Armagnac, sont les producteurs les plus en renom, est le produit direct de la distillation du vin et constitue au même titre que celui-ci, à condition d'être consommée avec modération en raison même de sa force alcoolique, une boisson saine, ayant des qualités réconfortantes, hygiéniques et même thérapeutiques indiscutables.

Ajoutez à cela que l'eau-de-vie de Cognac a puissamment contribué, depuis des siècles, à répandre à travers le monde entier le bon renom de la France et de ses produits d'exportation et à établir à l'étranger, concurremment avec les vins de ses plus grands crus de la Gironde, de la Bourgogne et de la Champagne, la réputation universelle de son merveilleux vignoble.

(1) Hennessy. Article du *Libéral*, janvier 1907.

L'eau-de-vie de vin, en outre, d'après les remarquables travaux de MM. Dujardin-Beaumetz et Rabuteau, ainsi que nous l'avons déjà dit, ne contient que des alcools supérieurs, notamment de l'alcool éthylique, qui ne sont pas nocifs dans les proportions où ils s'y trouvent. Elle renferme également, mais en quantités infinitésimales et absolument inoffensives, certains éthers, qui constituent ce qu'on appelle le « bouquet » et qui ajoutent à ses qualités essentielles celle d'une stimulation de bon aloi pour l'organisme.

Les qualités et les propriétés de l'eau-de-vie de vin sont, du reste, si éclatantes, que dans les régions de production, où l'on en boit couramment, mais sans excès d'ailleurs, elle n'a jamais engendré l'alcoolisme, si largement répandu dans les pays où l'on consomme tout autre alcool et surtout de l'alcool d'industrie.

2° Ensuite l'alcool de cidre, de poiré ou de fruits produit par une eau-de-vie de qualité inférieure, n'ayant pas le bouquet de l'eau-de-vie de vin, et par conséquent privée de ses qualités stimulantes. Cette eau-de-vie, dont la production a augmenté considérablement, surtout en Bretagne et en Normandie, au fur et à mesure que disparaissait notre vignoble, est fabriquée généralement de premier jet, au moyen d'appareils portatifs qui n'en éliminent ni les matières de mauvais goût ni certaines matières nocives, telles que l'alcool propylique, ænantilique et caprylique.

Elle constitue un danger pour la santé publique ; moins par elle-même, n'étant en définitive que le produit de la distillation de fruits divers, que par la consommation frauduleuse et abusive qui en est faite, grâce à la facilité qu'ont les populations qui la consomment, de s'en fournir

chez le producteur voisin, devenu bouilleur de cru, et ce, sans payer les droits.

3^o Enfin l'alcool d'industrie, de beaucoup aujourd'hui le plus répandu, qui n'était presque produit jadis que par les pays à grains, betteraves et pommes de terre comme l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre, et qui a pris en France comme ailleurs, une extension considérable au fur et à mesure de la diminution de la production viticole et en même temps les terribles ravages de l'alcoolisme se firent de plus en plus sentir.

L'alcool d'industrie renferme des alcools propylique, butylique et amylique, ayant tous une puissance toxique plus ou moins redoutable, ainsi que des huiles essentielles constituant de véritables poisons, qui ne peuvent disparaître qu'après une rectification très soignée.

En présence donc d'une production alcoolique aussi variée, il semble illogique d'appliquer à tout alcool, quelle que soit sa provenance, un même régime fiscal.

L'uniformité des droits s'expliquait à merveille au temps où la France ne produisait guère que de l'alcool de vin. Il n'en est plus ainsi : à côté de l'eau-de-vie de vin, c'est-à-dire d'un produit viticole salubre et réconfortant, il y a l'alcool d'industrie, produit nocif au premier degré et qui, fut-il rectifié, ne peut jamais acquérir les qualités reconstituantes qui font de l'eau-de-vie de vin, une boisson hygiénique.

Que dans les pays comme ceux qui nous entourent où la production alcoolique est homogène, il n'y ait qu'un seul droit sur l'alcool cela est rationnel : il ne pourrait même en être autrement, et l'on comprend aussi que cet alcool d'industrie, car c'est en face de ce seul alcool qu'on se trouve dans ces pays-là, y soit lourdement taxé ; il ne

constitue pas une boisson hygiénique, il est même un danger pour la santé publique. Il n'y a donc aucun inconvénient à le considérer comme la bête de somme du budget, ainsi qu'on l'a appelé.

Mais chez nous la situation est tout autre, nous produisons à la fois aujourd'hui et de l'alcool de vin et de l'alcool d'industrie. Or, ce sont là deux produits absolument dissimilaires, quant aux matières premières dont ils sont extraits et quant à leurs qualités ou défauts propres. Pourquoi dès lors, au regard du fisc, les confondre en une seule catégorie ?

L'erreur de notre législation financière au point de vue particulier qui nous occupe est de n'envisager l'alcool comme matière imposable, que pris *in genere*, au lieu de distinguer, ainsi que nous l'avons fait ci-dessus, entre les différentes espèces de produits distillés.

Ne vaudrait-il pas mieux que les droits sur l'alcool fassent place à des droits sur les produits distillés, suivant la nature des matières premières dont ils sont extraits et la nature au point de vue hygiénique de l'alcool qu'ils renferment ?

Il a été pénible de constater qu'en 1900, après la reconstitution de notre vignoble faite au prix des plus lourds sacrifices, on a grevé les eaux-de-vie de vin de droits qui en rendent leur écoulement difficile, alors qu'on aurait dû en encourager la production et la consommation tant au point de vue de la santé publique qu'au point de vue de la prospérité d'une des principales branches de la production nationale.

Et nous nous sommes étonné qu'à cette date, les viticulteurs du Midi, qui se plaignaient déjà de la mévente de leurs vins, n'aient pas vu que c'est précisément en cas de

surproduction dans la distillation et la fabrication d'esprits de vin à 85°, destinés à remplacer l'alcool d'industrie dans les préparations et mélanges alcooliques, qu'ils trouveraient le remède aux maux dont ils souffraient déjà.

Pour supplanter l'alcool d'industrie, dont le prix de revient est infiniment moindre que celui d'un alcool de vin quel qu'il soit, il faudrait que ce dernier, rangé au nombre des boissons hygiéniques, comme le comporte sa nature et son origine, soit dégrevé.

Ces deux alcools diffèrent énormément par leur origine, par leur coût de production et par leur nature.

On sait quelles sont les dépenses nécessaires pour créer un vignoble et combien de temps il faut attendre pour en tirer un revenu.

Si l'on peut arracher ses vignes en un jour, il faut des années pour les reconstituer. Quelle persévérance, quel courage ont dû montrer et ne montrent pas tous les jours nos populations viticoles, pour triompher du pyloxéra, surtout dans nos Charentes où, sauf quelques affleurements tertiaires qui forment des revêtements siliceux donnant naissance à des varennnes, toutes les terres sont calcaires, tantôt calcaires argileuses, tantôt argilo-calcaires, souvent peu profondes, pierreuses, sèches et d'une fertilité absolument médiocre ne permettant seulement que la culture de la vigne et même la dose fréquemment élevée du calcaire qui engendrait la chlorose de la vigne a fait que les Charentes sont restées longtemps le cimetière des porte-greffes américains, et ce n'est que grâce à des efforts persévérants, et à des sacrifices pécuniaires importants que nos viticulteurs ont pu reconstituer le vignoble disparu (1).

(1) Note fournie par M. Guyonnet, professeur d'agriculture à Saint-Jean-d'Angely.

Aussi est-ce avec raison que M. Hanotaux a pu citer ces efforts comme la meilleure preuve de « l'énergie française ».

Si une crise éclate, si les prix s'avilissent, le viticulteur est rivé à sa production. Sous peine de ruine absolue il faut qu'il soigne son vignoble, il faut bon gré mal gré qu'il produise du vin même à perte.

Au contraire les cultures de betteraves destinées à la production de l'alcool sont annuelles. Il suffit de six mois pour planter, récolter et produire.

Par conséquent, il est possible de quitter ce marché dès qu'il ne semble plus productif, sans rien abandonner, sans rien perdre et simplement en modifiant ses plantations ou ensemencements. Le producteur de betteraves pour la distillerie échappe ainsi à la crise, ce que ne peut faire le viticulteur.

En outre, les travaux annuels de la vigne sont beaucoup plus longs, plus minutieux, plus coûteux que ceux de la betterave, de la pomme de terre ou du maïs.

De plus, l'alcool de betterave n'est pas à proprement parler, un produit essentiellement rémunérateur de la betterave, il n'est pas surtout l'unique cause de sa culture, car cette culture aurait été bien vite abandonnée, si le producteur ne retirait de ses récoltes que le bénéfice résultant de l'alcool. On fait de la betterave, en effet, « pour en obtenir la pulpe, du fumier, de la viande et même du lait, c'est une indispensable tête de rotation pour les autres cultures successives qui, sans cela, donneraient moins de profits ; de tous les produits de la betterave, l'alcool n'est certainement pas, à lui seul, rémunérateur. On ne peut contredire ce fait qui a été reconnu par M. Vigier, ancien ministre de l'agriculture, dont personne ne conteste l'autorité.

« Le viticulteur, au contraire, ne tire de son vin aucun autre sous-produit, dans les Charentes en particulier. Si l'on fait de la vigne, c'est uniquement pour en extraire l'alcool, et l'on aurait renoncé depuis longtemps déjà à planter de la vigne, même dans l'Armagnac, sans l'eau-de-vie qu'on en obtient. Dans une mauvaise année, le vigneron ne peut donc compenser sa perte par la valeur d'autres dérivés de sa culture, ni les feuilles, ni le bois ne sont de profit pas même pour faire du feu (1). »

En outre la production du vin est soumise à des risques nombreux. Les dommages résultant des maladies ou de l'influence du climat sont énormes pour la vigne, ils sont moindres pour la betterave, les pommes de terre et le maïs. Aussi, quand le cours de 35 francs est suffisamment rémunérateur pour les distillateurs industriels, les distillateurs de vins se ruinent en vendant leur eau-de-vie 50 et 55 francs l'hectolitre.

Les frais de culture en moyenne s'élèvent en Charente à 300 francs par hectare, la récolte moyenne est de 30 hectolitres de vin à 8° donnant 3 hectolitres 5 d'eau-de-vie à 70° correspondant à 2 hectolitres 4 d'alcool à 100°, soit un prix de revient de 125 francs l'hectolitre qu'on peut porter à 250 francs après vieillissement en raison de la diminution du volume, du degré et de l'intérêt du capital engagé (2).

Et encore ce chiffre doit être augmenté dans les Champagnes par suite d'un rendement moindre et au contraire diminué dans les derniers crus par raison inverse (3).

(1) Discours de M. Cazelles à la commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux. 1^{re} sous-commission, 4^e séance du 26 novembre 1903. Compte-rendu *in-extenso*, p. 7.

(2 et 3) Renseignements fournis par M. Guyonnet, professeur d'agri-

Pour les trois-six du Midi le cours ne devient rémunérateur qu'à partir de 90 francs l'hectolitre pour les qualités les plus ordinaires, cet hectolitre d'alcool exigeant en effet 10 hectolitres de vin à 9 degrés.

Au contraire pour les betteraves à sucre, ainsi que cela résulte de la comptabilité de M. Fievet, professeur départemental d'agriculture du Nord, la culture d'un hectare de betteraves revient à 700 francs, rapportant 50.000 kilogrammes de betteraves donnant 5.000 kilogs de sucre ou mélasse pouvant fournir 28 hectolitres d'alcool à 90°, ce qui fait 25 francs l'hectolitre ; si on estime que les pulpes couvrent les frais de fabrication, sinon, on doit majorer un peu, ce qui donne à ces agriculteurs une marge de bénéfice assez vaste, puisque les alcools se vendent de 35 à 40 francs (1).

Savamment transformé en liqueur de marque l'alcool industriel séduira le consommateur par son brillant aspect et par son bas prix relatif. Le prix de revient initial laisse une marge assez large au bénéfice et ne permet pas la concurrence aux produits de pur vin cotés de 5 à 10 fois plus chers au sortir de l'alambic.

En outre, il faut considérer que le sol et le climat de certaines régions en font des régions de monoculture de la

culture à St-Jean d'Angely:

Ces frais se décomposent :

Loyer d'un hectare	30 francs.
Intérêt du capital (1.500) de plantation et d'installation .	45 »
Taille	15 »
4 façons, labours et binages	80 »
Traitement anticryptogamique.	30 »
Fumures	50 »
Récolte et vinification	50 »

Total 300 francs.

(1) Renseignements fournis par M. Guyonnet, professeur d'agriculture.

vigne ; si elles étaient obligées d'arracher, elles deviendraient de véritables déserts. Dans toute la France, il y a des coteaux rocailleux, aujourd'hui couverts de pampres dont le sol est impropre à toute autre culture.

Au contraire, les régions du nord et en général toutes les régions productrices de la betterave à alcool sont des terrains riches et pouvant produire toutes sortes de récoltes.

D'autre part, ainsi que cela résulte des travaux de M. Calvet, sénateur de la Charente-Inférieure, auteur d'un remarquable rapport sur la taxe différentielle, les surfaces cultivées en France pour la production de l'alcool ne dépassent guère 80.000 hectares, tandis que les surfaces plantées en vignes atteignent 1.735.000 hectares et dépasseront 2 millions d'hectares.

N'est-il pas naturel de protéger ces deux millions d'hectares contre les 80.000 qui les ruinent, lorsqu'il est presque impossible de leur trouver une autre destination que la production du vin ?

Enfin, et c'est là l'une des principales justifications d'une taxe différentielle, les deux produits eaux-de-vie et alcools d'industrie sont différents par leur nature

L'un, l'eau-de-vie, est destiné à la consommation puisque dès son invention il y a été affecté ; l'autre, l'alcool d'industrie, ne parvient à s'y glisser qu'à la faveur d'une véritable fraude, il se déguise et prend précisément le nom, l'aspect, le parfum et le goût du concurrent qu'il dévalise. En effet, l'alcool d'industrie ne peut arriver jusqu'au consommateur sous son véritable nom, il doit changer d'état civil et usurper le nom de « Cognac » ou d'eau-de-vie.

Aussi bien rectifié soit-il, il doit se faire « couvrir »

selon le terme du métier et emprunter ce qui lui manque à des essences mortelles pour la santé.

C'est précisément là une différence saisissante entre les deux produits, l'alcool industriel même très bien rectifié ne peut être livré à la consommation dans cet état de perfection chimique qu'il a au moment de sa sortie de l'usine (car il est absolument insipide) ; l'eau-de-vie de vin au contraire est un produit naturel qui se suffit à lui-même : on la met en fût, on la laisse vieillir et ses principales qualités lui viennent de son long séjour dans des récipients en bois, de la température à laquelle elle est maintenue, sans qu'il soit nécessaire de la manipuler, de la transvaser, de l'additionner d'essences. Pour s'en convaincre il suffit d'ouvrir un traité quelconque d'œnologie, on trouve à la fin du volume à peine une page consacrée aux soins qu'il faut donner aux eaux-de-vie. Quant aux manuels opératoires des fabricants de faux cognacs, et réserve faite de la question des essences, ils contiennent de tels développements qu'il serait trop long de les énumérer ici, ou d'indiquer la série des opérations jugées nécessaires pour transformer le produit et assurer sa mise en consommation.

Cette différenciation entre les deux alcools ce n'est pas le génie de l'homme qui l'a inventée, c'est la nature elle-même qui l'a déterminée.

« En outre, l'alcool naturel, et les flegmes se différencient non seulement par leur nature, par leur origine et leur valeur, mais encore par les conditions dans lesquelles a lieu leur écoulement dans la consommation (1). »

(1) Discours de M. Cazelles à la commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux. 1^{re} sous-commission, 5^e séance. Compte rendu *in extenso*, p. 2.

Assurément, il y aurait violation du principe de l'égalité devant l'impôt à taxer l'eau-de-vie des Charentes ou de l'Armagnac d'un droit plus ou moins élevé que celle des pays de l'Est ou du Midi par exemple, mais on ne saurait tirer la même conclusion du fait que les alcools de vin seraient taxés autrement que les flegmes, produit d'une autre espèce ou les alcools rectifiés provenant de ces flegmes. Si dans le passé il y a pu avoir confusion entre les deux produits, actuellement ils sont nettement différenciés.

Cette différenciation, le législateur de 1872 l'a proclamée, celui de 1903 l'a précisée; pour compléter l'œuvre il faut seulement une sanction, on ne la trouvera que dans l'établissement d'un tarif différentiel.

Enfin, il y a un intérêt capital à ce que la France continue à produire du Cognac et de l'Armagnac et il serait à craindre que si l'alcool de vin perdait définitivement la suprématie, on ne cultive partout que la betterave au lieu de la vigne. Le résultat serait déplorable, car partout ailleurs qu'en France on peut faire de l'alcool de betteraves ou de grains, mais il n'y a qu'en France où l'on puisse faire de bonnes eaux-de-vie de vin; aussi le jour où nous abandonnerons cette production, ce sera pour le plus grand profit de l'Allemagne où il n'est fabriqué que des eaux-de-vie artificielles.

Les différences nombreuses existant entre les deux genres d'alcool, justifient donc la création d'une taxe différentielle. A produits différents, il faut des taxes différentes.

Grâce à une crise terrible où notre vignoble charentais a failli périr à jamais, l'alcool d'industrie s'est introduit sur le marché de la consommation de bouche, et grâce à

son bon marché a pris un essor rapide au préjudice de la morale et de la santé publique.

Alors qu'avant la crise phylloxérique les $\frac{3}{4}$ de la consommation étaient fournis par l'alcool de vin, aujourd'hui que nos vignobles reconstitués presque entièrement sont en mesure de reprendre leur place d'antan, l'alcool d'industrie, à l'abri d'une égalité de taxe fiscale, fournit les $\frac{2}{3}$ de la consommation.

Nous ne voulons pas remplacer une crise par une autre, mais l'alcool d'industrie qui jouit déjà de grands avantages, de détaxes importantes lui permettant son écoulement vers les emplois industriels, semble aujourd'hui mal venu en s'opposant à une détaxe en faveur des eaux-de-vie de vin auxquelles il a dérobé leurs principaux débouchés, en empruntant frauduleusement l'aspect et le nom que nos eaux-de-vie charentaises, grâce à leurs qualités spéciales, ont fait connaître si justement à travers le monde.

Les différences existant entre les deux sortes d'alcools justifient donc la taxe différentielle.

Nous allons, dans un second chapitre, envisager les raisons qui plaident en faveur de l'établissement de cette taxe, et nous exposerons les objections qui ont été présentées et qui ont empêché jusqu'ici l'adoption de cette réforme qui serait pourtant si utile pour remédier à la crise dont nous souffrons.

CHAPITRE II

LES ARGUMENTS EN FAVEUR ET CONTRE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE.

Arguments en faveur.

Les partisans de la taxe différentielle font valoir tout d'abord cet argument :

Les producteurs de vins qui transforment en eaux-de-vie le produit de leur vignoble sont tout aussi intéressants que ceux qui livrent leur vin à la consommation sous la forme de vin, et que si l'on a essayé par tous les moyens de développer le marché offert aux seconds, il est tout à fait injuste de ne pas traiter les premiers de la même manière.

Voici, par exemple, un propriétaire qui possède 10 hectolitres de vin à 10°, il ne peut les vendre en nature soit pour quelque motif accidentel, soit, ainsi que cela a lieu dans les Charentes, parce que les acides organiques des grands vins de fine champagne les rendent peu propres à la consommation directe.

Si ces vins étaient livrés en nature à la circulation, ils ne rapporteraient qu'un droit insignifiant : qu'ils viennent à être transformés en eaux-de-vie, à raison de un hectolitre à 100° pour dix hectolitres de vin à 10°, il seront passibles, à l'entrée de la ville de Paris, par exemple, d'un total de taxes et surtaxes s'élevant à 415 francs par hectolitre dont 220 pour les droits de l'Etat et le reste pour les droits d'octroi (ces droits sont différents pour les autres villes) (Nous

avons adopté le taux de 100° centésimaux pour la facilité du calcul, en réalité la distillation se fait, suivant les contrées, de 50 à 70°).

De la veille au lendemain l'alcool de vin sera passé de la franchise presque complète de droit sous sa première forme à un impôt de 415 francs, soit par chacun des 10 hectolitres de vin qui l'ont fourni un impôt de 41 francs. C'est souvent plus que la valeur du vin lui-même.

Nous n'avons pas à insister sur ce qu'une pareille charge fiscale a d'excessif et de prohibitif. L'eau-de-vie ainsi grevée se présente sur le marché dans de bien mauvaises conditions pour lutter contre les produits d'imitation même grossière, fabriqués avec les alcools d'industrie qui, de prix de revient réduit, ne sauraient être confondus, au moment de la fabrication, avec les eaux-de-vie naturelles. Et comme les deux liquides paient le même droit d'Etat et les mêmes droits d'octroi, l'alcool d'industrie garde en sa faveur une prime égale à l'écart entre le prix de revient de l'une à l'autre matière.

L'authenticité, la supériorité, la loyauté de sa récolte, peuvent-elles compenser, auprès de consommateurs dont le goût est depuis vingt ans abusé par la falsification, un écart de prix de revient qui atteint souvent les neuf dixièmes de sa propre valeur ? Evidemment non. Aussi, alors qu'on détaxe et protège la production du vin, il nous semble juste qu'on doive s'occuper de la viticulture de distillation en lui accordant un dégrèvement bien inférieur à celui qu'a obtenu l'alcool du Nord par le dégrèvement sur la dénaturation (1).

(1) Discours de M. Calvet, sénateur de la Charente-Inférieure au Sénat, *Journal officiel*, 1899.

Dans l'intérêt du commerce du vin lui-même il est indispensable qu'on accorde un traitement de faveur à l'eau-de-vie de vin.

Un autre argument des partisans de la taxe différentielle s'appuyant sur l'hygiène, consiste à dire que : les eaux-de-vie de vin pouvant se consommer sans l'adjonction des bonificateurs indispensables aux alcools d'industrie, sont moins nuisibles pour la santé publique et développent moins l'alcoolisme, qui était presque ignoré en France, lorsque la consommation n'employait que des eaux-de-vie de fruits.

C'était l'époque heureuse où les produits de nos crus, les vins généreux et naturels, les fines eaux-de-vie, étaient seuls servis sur les tables. Ces breuvages avaient fait la gaité de notre race, et ils colportaient à l'étranger la gloire du nom français. Mais la chimie est venue avec ses alcools, ses bouquets d'éthers, d'aldéhydes, ses multiples colorants. Elle a créé à profusion ces contrefaçons mauvaises de la nature, ces liquides suspects qui apportèrent l'illusion à des palais de plus en plus pervers.

Aujourd'hui une éducation rétrograde du goût s'est faite, et par cette perversion criminelle, un homme du peuple paraît aussi incapable d'apprécier une de nos vieilles eaux-de-vie charentaises, qu'un Hottentot de comprendre une délicate poésie moderne.

C'est un redressement du goût qu'il nous faut entreprendre au double point de vue de l'esthétique et de l'hygiène, et pour cela il faut détaxer les eaux-de-vie de fruits qui alors pourront lutter efficacement contre les alcools septentrionaux ; ceux-ci exclus de la consommation de bouche, par suite de la préférence qui s'établira aussitôt, iront vers l'industrie.

L'alcoolisme, qui fit son apparition en France avec l'introduction de l'alcool d'industrie dans la consommation, diminuera, car lorsque la consommation de l'alcool devra suivre les vicissitudes de la production du vin, il y aura des rémissions dans l'accroissement annuel de la consommation. Au contraire, la production de l'alcool industriel n'est limitée par rien ; le seul moyen d'arrêt qui existe c'est d'augmenter la consommation du vin qui est le véritable antidote de l'alcool, car il est démontré que c'est dans les pays vinicoles où l'on consomme le moins d'alcool.

La taxe différentielle augmentera donc la consommation des vins naturels, à la grande satisfaction des vaillantes et laborieuses populations rurales si intéressantes et si malheureuses (1).

Un autre argument, qui a également son importance, veut qu'en toute honnêteté le consommateur ait le droit de savoir exactement la nature du produit qui lui est offert et cette garantie ne lui sera assurée que lorsque les contributions indirectes auront un intérêt fiscal à suivre les divers alcools jusqu'à la consommation.

La faveur que les alcools d'industrie ont rencontrée auprès du public, ils ne la doivent pas à leur supériorité sur les eaux-de-vie naturelles, mais à leur bon marché et à l'usurpation frauduleuse d'une dénomination réputée.

La question de la protection de cette dénomination a été réglée par les lois de 1872 et de 1903. M. Rouvier, dans l'exposé des motifs du projet de budget de 1903, l'a rappelé en termes très nets, et tout commentaire au surplus ne

(1) Gérald, Proposition de loi tendant à établir une « détaxe compensatrice » en faveur des eaux-de-vie de vin et de fruits. Chambre des députés *Documents parlementaires*, 1907.

pourrait qu'affaiblir les raisons pour lesquelles le ministre a estimé qu'il y avait lieu de donner une forme plus pratique à la reconnaissance des eaux-de-vie naturelles (1).

Dès que le projet de M. Rouvier, établissant des acquits de deux couleurs, et le certificat d'origine a été connu, c'est-à-dire dès le mois d'octobre 1902, la *Revue de viticulture* tout en approuvant le principe y faisait les observations suivantes :

« Il n'est pas téméraire d'exprimer la crainte que les agents de la Régie, dans une affaire où en définitive les intérêts du Trésor ne seront pas engagés, ne continuent à montrer, à l'égard du sort des acquits blancs ou rouges la même indifférence où l'on a parfois aperçu une des causes de l'inefficacité de l'article 8 de la loi de 1872. Et, sans doute, il ne serait pas inutile d'intéresser le fisc à la répression des fraudes en cette matière par l'établissement de ce qu'on a appelé la taxe différentielle. Dès que les agents auront à percevoir une taxe plus élevée sur les alcools à acquits rouges que sur les alcools à acquits blancs, ils exerceront leur contrôle là où depuis 1872 ils se dispensent même d'une simple opération de statistique.

« La taxe différentielle produirait son effet sans qu'il soit nécessaire d'accorder aux alcools de vin ou de cidre une réduction de droits bien élevée. Le ministre des finances pourrait sans effort et sans troubler l'équilibre de son budget, déterminer la mesure de cette détaxe. »

Ainsi, le ministre d'alors s'est préoccupé de mettre le consommateur à même de contrôler la marchandise qu'il a demandée et qui lui est livrée. L'article 23 de la loi du

(1) V. *Journal officiel*. Compte rendu, Chambre des députés, 1902.

31 mars 1903 a donné, en principe, gain de cause aux producteurs d'eaux-de-vie naturelles, continuant d'une manière plus pratique et plus utile, l'œuvre qu'avait entreprise le législateur de 1872, avec plus de bonne volonté que de succès. Mais nous ne pouvons pas dire que cette œuvre soit complète, car il y manque une efficace sanction fiscale.

M. Rouvier aurait dû faire cette remarque que, malgré le zèle de ses agents, là où il n'y a pas fraude intéressant directement le Trésor, les prescriptions restent lettre morte. On est unanime à déclarer que les dispositions législatives de 1872, pourtant si formelles, si impératives ont été méconnues pendant 31 ans. Il en est à peu près de même pour celles de 1903 et elles ont besoin d'être complétées par l'établissement d'un tarif différentiel.

L'opinion des producteurs d'alcools naturels est unanime sur ce point.

Dès l'enquête de 1902 faite par la commission de la Chambre des députés sur la crise viticole, voici quelles étaient les réponses des régions intéressées.

Le syndicat de défense de Cognac répondait à la question : « Est-il nécessaire d'établir une taxation différente sur les eaux-de-vie de vin et les alcools industriels ? »

« Il paraît indispensable aujourd'hui, sous peine de voir la viticulture française (qui n'a jamais bénéficié jusqu'ici d'un régime de faveur quelconque, soit sous forme de prime ou de boni de fabrication, soit sous toute autre forme) subir une crise permanente et irrémédiable, de frapper les alcools d'industrie destinés à la consommation de bouche d'une taxe supplémentaire à déterminer (droit différentiel) quitte à donner des avantages spéciaux à ces mêmes alcools dénaturés en vue d'usages industriels. Ce

droit différentiel qui permettrait à nos eaux-de-vie de vin de se refaire la place importante qu'elles avaient jadis dans la consommation française permettra en même temps aux régions viticoles du Midi, d'alléger le marché des vins, dont les prix pourraient alors se relever, par la distillation et la transformation en trois-six de vin de tous leurs excédents ou de leurs vins de qualité moindre. La solution de la crise viticole semble être là tout entière. »

Le Comice agricole et viticole de Cognac répondait de son côté :

« Il est tout à fait indispensable d'établir un droit différentiel suffisant entre les eaux-de-vie et alcools de vin et les alcools industriels, lesquels doivent être réservés à des emplois industriels (chauffage, éclairage, droguerie, parfumerie, etc.), sinon, ni le vin, ni l'eau-de-vie de vin ne peuvent lutter contre les dédoublés d'alcools industriels savamment « cuisinés » qui à 45° reviennent à 0 fr. 15 le litre. C'est la ruine de la viticulture. »

M. James Hennessy, député de Cognac, très compétent dans ces questions, écrivait au lendemain du vote de la loi de 1903 :

« Cette taxe seule permettra de différencier les divers alcools les uns des autres et conduira à l'exécution des lois et règlements qui sans elle resteront lettres mortes.

« Il n'existe aucune raison absolue pour que les deux alcools paient la même taxe, si ce n'est la difficulté de les différencier. Je suis persuadé que l'on peut retourner la proposition et que la taxe différentielle amènera le différenciement des produits. L'alcool d'industrie doit rester à la disposition du consommateur, mais il faudrait que ce dernier pût savoir exactement quel genre d'alcool il va consommer, comme il sait la valeur du vin qu'il va boire.

« Les acquits de couleurs différentes devraient remplir ce but, la loi de 1872 était simple, avec une taxe différentielle elle eut produit un résultat suffisant.

« La loi de 1903 est d'une application plus difficile encore : elle ne constituera un progrès que si l'on donne à la Régie l'appât de la surtaxe.

« Les règlements de régie sont suffisants en théorie, mais la taxe différentielle seule les rendra effectifs dans la pratique. »

M. Verneuil, président du Comice agricole de Saintes, l'un des viticulteurs les plus distingués de la région de Cognac, écrit de son côté :

« Depuis quelques années on ne peut plus vendre d'alcool de vin, parce que l'acheteur qui en voudrait bien, mais qui recherche le bon marché, donne la préférence à l'alcool industriel bon marché, vendu sous le faux nom de Cognac ou d'Armagnac.

« Si la loi de 1872 sur l'acquit blanc avait été appliquée, ces fraudes n'auraient pu se commettre.

« La nouvelle loi ne sera guère mieux appliquée si le Trésor n'y a pas un intérêt, c'est pour cela qu'il faut réclamer une détaxe des eaux-de-vie de vin. »

Malheureusement ces craintes n'étaient que trop fondées et la loi de 1903 n'établissant pas un intérêt fiscal à la surveillance de la Régie a donné lieu à des fraudes qui ont rendu nuls les bénéfices de la loi, nous voulons parler du « blanchissage des acquits ».

D'après les résultats de la dernière enquête la fraude du blanchissage des acquits qui accompagnent l'alcool d'industrie est tout aussi fructueuse que la fabrication des vins de sucre.

Cette fraude audacieuse permet d'introduire sur le mar-

ché de grandes quantités d'alcool d'industrie qui prennent la place des alcools de vin dont le prix est élevé, et par conséquent tendent à ramener le prix de cet alcool de vin au prix de l'alcool d'industrie lui-même.

Si, par exemple, on peut réussir à vendre sous le nom d'alcool de vin coté à 100 ou 200 francs l'hectolitre de l'alcool d'industrie qui ne vaut que 30 à 40 francs, on réalise un grand bénéfice, mais on précipite l'avilissement de l'eau-de-vie de vin, car la production de l'alcool d'industrie est sans limites.

Comment peut-on arriver à jeter sur le marché l'alcool d'industrie à la place de l'alcool de vin ? Ici, il faut exposer les conditions d'organisation et de fonctionnement d'une véritable industrie, celle du « blanchissage » des acquits. Des négociants qui vendent de l'alcool de vin, soit pour l'exportation, soit pour des fabriques de liqueurs (quelle que soit d'ailleurs la qualité de ces alcools de vin) peuvent livrer les alcools ainsi vendus avec des acquits rouges et, comme ils ont acheté ces alcools de vin avec des acquits blancs, ils disposent de ces acquits blancs pour les affecter à des trois-six d'industrie, de telle sorte que des négociants de Cognac ou de l'Armagnac peuvent acheter sans le savoir des trois-six d'industrie revêtus d'acquits blancs.

Cette industrie du blanchissage des acquits a été dénoncée avec beaucoup d'énergie, lors de la dernière enquête d'abord à Condom, dans un centre de production d'eaux-de-vie d'Armagnac. Voici les conclusions présentées par un syndicat de propriétaires de Castelnau-d'Auzan :

« Nous signalons tout d'abord comme une des causes de la crise viticole qui sévit sur l'Armagnac : l'habitude

prise par les négociants de la contrée, de distiller des alcools d'industrie, soit avec une faible proportion de vins du pays, soit même sans vin et rien qu'avec des lies ou des vinasses, ou bien de mélanger purement et simplement à l'eau-de-vie de vin une très forte proportion de trois-six (70 0/0 généralement), et de vendre ensuite ces produits sous le nom d'eau-de-vie d'Armagnac. Nous protestons contre cette fraude commerciale qui a pour conséquence de déprécier nos excellentes eaux-de-vie et d'en avilir les cours. Nous demandons que le commerçant soit tenu de vendre sa marchandise sous son vrai titre d'origine et de respecter ainsi notre marque « Armagnac ».

« Nous devons aussi signaler l'opération dite « blanchissage des acquits » à la faveur de laquelle les négociants reçoivent par acquit blanc les alcools d'industrie. A Bordeaux, par exemple, les négociants exportateurs expédient les eaux-de-vie d'Armagnac et des Charentes avec des acquits rouges, ils gardent l'acquit blanc pour les alcools d'industrie qu'ils expédient dans l'Armagnac.

« Dans le Midi certains négociants s'entendent avec leurs clients pour leur envoyer leurs alcools de vin avec acquit rouge et réservent l'acquit blanc pour leurs alcools d'industrie qu'ils destinent à nos négociants d'Armagnac. Et voilà comment les alcools d'industrie pourront plus tard, combinés à quelques gouttes de nos produits, revenir dans le Nord sous le nom d'Armagnac avec acquit d'origine, car nous pouvons affirmer que les prétendus alcools de vin du Midi, que disent recevoir les négociants de notre pays, ne sont que des alcools d'industrie voyageant avec acquits blanchis.

« C'est en raison de ce blanchissage des acquits que l'acquit d'origine doit être impitoyablement refusé à tout

négociant de l'Armagnac qui reçoit dans ses magasins un alcool qui n'est pas de l'alcool de vin du pays. »

Le président et l'un des vice-présidents du conseil général de cette région déclarèrent à la commission :

« Il se fait ici une fraude spéciale qu'on appelle vulgairement le blanchissage des acquits. Un négociant achète de l'alcool du Nord qu'il fait venir avec l'acquit rouge, mais en même temps il achète de l'alcool du Midi avec acquit blanc et il vend celui-ci avec le premier acquit à des gens qui se contentent de cet acquit rouge. »

Et M. Cazes ajoute :

« Je tiens ces renseignements des contributions indirectes elles-mêmes. D'ailleurs nous voyons des trois-six traverser le village, entrer chez les bouilleurs de profession et en ressortir huit jours après étiquetés : Armagnac, avec pièces d'origine ».

L'inspecteur des contributions indirectes déclare que le blanchissage des acquits est malheureusement exact. Tous les délégués, les comices, et les conseils municipaux du Gers dénoncent l'addition des trois-six aux Armagnacs avant, pendant et après la distillation comme la cause principale de la fraude. On déclare même qu'une partie du commerce incite à cette fraude (1).

Cette fraude provient de ce que la régie ne tient aucun compte de l'origine géographique du produit mis en œuvre. En telle sorte qu'un alcool fabriqué en Algérie avec du vin de Hongrie peut venir à Cognac et être livré comme Cognac authentique, la Régie garantira par l'acquit son origine charentaise.

L'administration, ainsi qu'on le voit, semble n'attacher

(1) Cazeaux-Cazalet, Rapport au nom de la commission d'enquête sur la situation critique de la viticulture, juin 1907.

qu'un intérêt secondaire à la répression de cette fraude qui est pourtant mortelle pour la production viticole.

Il est vrai que la loi du 15 juillet 1907, en modifiant la loi de 1903 et en établissant chez les marchands en gros des comptes et des magasins distincts pour les différentes natures d'alcools aura peut-être quelques efficacités.

D'après la loi de 1903 les négociants étaient libres de ne pas adopter les magasins distincts s'ils ne tenaient pas à expédier des eaux-de-vie de vin avec acquits d'origine, c'est-à-dire avec acquits blancs ; dans le cas contraire ils étaient tenus aux formalités des acquits, des comptes distincts et des magasins distincts.

Grâce à leur faculté d'option, les négociants avaient pris les formules les plus commodes et quand ils n'étaient pas tenus par un genre de commerce, ils renonçaient aux acquits d'origine.

On autorisait même les commerçants à avoir dans le même chai, ou dans deux chais se communiquant des alcools acquit rouge et des eaux-de-vie acquit blanc avec certificat d'origine.

Cette tolérance était une véritable provocation à la fraude.

A partir du 1^{er} janvier 1908 les magasins devront être séparés, mais il est à craindre que cette mesure soit encore inefficace, et ceci tant qu'on n'aura pas créé un intérêt pécuniaire pour la Régie à la distinction entre les alcools, doublant ainsi toute fraude commerciale d'une fraude fiscale.

La taxe différentielle donnerait ce résultat et c'est là l'un des arguments capitaux en faveur de l'adoption de cette réforme.

Un autre argument consiste à dire que le fait de profiter

de la détaxe entraîne l'obligation pour le producteur de se soumettre à un contrôle effectif de la part de la régie, d'où comme conséquence naturelle réglementation ou peut-être même suppression du privilège des bouilleurs de cru.

La différence de taxation ne devant être perçue qu'au moment où le producteur d'alcool de vin vendra sa récolte, il importera, pour qu'il puisse jouir de la détaxe, qu'il fasse sa déclaration à la Régie au moment même de la distillation.

Durant le temps où il conservera dans ses chais son eau-de-vie, il devra se soumettre au moins à une visite annuelle de la Régie. Ainsi le privilège des bouilleurs de cru, qui a soulevé tant de protestations, pourra être facilement réglementé. Cette réglementation sera acceptée sans trop de difficultés par les bouilleurs de cru puisqu'en compensation de la perte de leur privilège ils recevront une taxation différente en faveur de leurs produits. D'où le nom de détaxe compensatrice également donnée à cette mesure.

Grâce à cette détaxe les fraudes nombreuses, qui s'exercent à l'abri du privilège, diminueront et le Trésor sera certain de récupérer la taxe réduite sur toutes les eaux-de-vie de cru que le bénéfice de la taxe différentielle aura amenée à la prise en charge.

De plus, les bouilleurs de cru auraient cet avantage, c'est que la taxe ne jouant qu'à la consommation, permettra de séparer nettement le marché des eaux-de-vie naturelles, du marché des alcools d'industrie et, par suite, donnera au premier l'ampleur et l'importance qui conviennent à la fois à un large débouché intérieur et extérieur.

Les bouilleurs charentais ne jouissent pas entièrement du privilège, du moins tel que nous le comprenons, qui consiste dans le droit de consommer l'alcool produit par eux sans payer l'impôt auquel sont soumis les autres citoyens. Nos bouilleurs de cru n'ont jamais beaucoup tenu à cette partie du privilège, mais ils désirent surtout ses conséquences, à savoir : le droit de distiller et de conserver leurs eaux-de-vie sans le contrôle de la Régie. Pourtant dans l'état actuel des choses ce contrôle est devenu un mal nécessaire, car le contrôle de l'origine du produit peut seul nous ouvrir le marché intérieur et ce contrôle ne peut se faire efficacement que par la Régie. Mais pour cela, il faut que l'administration ait intérêt à le faire et ceci n'existera que lorsqu'on aura établi une taxation différente.

M. Larnaude, professeur à la Faculté de droit de Paris, s'appuyant sur le principe de la proportionnalité de l'impôt, a exposé très clairement, à la commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux, au cours de la séance du 15 janvier 1904, un autre argument très important en faveur de la taxe différentielle. Partant de cette constatation que le coût de production de l'alcool de vin est beaucoup plus élevé que celui de l'alcool d'industrie, et s'inspirant des hautes considérations de justice qui ne sont nulle part plus impérieuses qu'en matière d'impôt, M. Larnaude s'exprime ainsi :

« N'est-il pas visible que la tendance du législateur est d'abandonner de plus en plus cette vieille règle de l'économie politique et du droit financier, cette uniformité de taxe qui produit les pires inégalités et les pires injustices pour, sans cesser de se préoccuper du rendement des impôts, mieux étudier l'équité de leur assiette ? C'est ainsi, pour ne citer que cet exemple, qu'en matière d'enregis-

trement on a proportionné les taxes dans certaines matières aux facultés des redevables. La commission a, elle aussi, pour devoir de se préoccuper de l'incidence et de la répercussion de l'impôt indirect sur celui qui le paie en réalité. Et celui qui le paie en réalité, au moins en partie, c'est le producteur. Or, à ce point de vue, il est tout à fait injuste de traiter de même le propriétaire et le fabricant d'alcool ; le propriétaire à qui le produit coûte 100 francs et le fabricant à qui il coûte 20 francs, c'est-à-dire cinq fois moins. Et puisque la loi de 1903 a supprimé toutes les difficultés, ce n'est plus qu'une question de justice et l'intérêt du pays le réclame aussi, de taxer les producteurs d'alcools suivant leur capacité.

« En matière d'impôt foncier sur les propriétés non bâties, ne tient-on pas compte de la différence de force productrice ? Le pâturage est-il frappé comme la terre labouable ? C'est le même principe de pure équité qu'on demande à appliquer en matière d'impôt indirect ; dans l'un comme dans l'autre cas on se trouve en présence d'une force productive très différente, suivant les établissements de production. Ce n'est pas le consommateur seul qui est frappé par l'impôt, mais aussi le producteur qui est réduit à vendre sa récolte à un prix d'autant moins rémunérateur que son produit est plus lourdement taxé.

« Il faut cependant le ménager ce malheureux producteur, car la disparition de l'eau-de-vie fine, des cognacs et des armagnacs serait une déchéance véritable pour le pays et produirait fatalement un arrêt dans l'écoulement de l'eau-de-vie industrielle qui se dissimule sous la première et s'en sert comme d'un pavillon ; donc les commerçants ont moins d'intérêt que quiconque à laisser disparaître l'eau-de-vie naturelle, car dans cette éventualité la France

ne serait pas longue à perdre en cette matière sa suprématie. Ce n'est pas elle qui produit les plus grandes quantités d'alcool industriel, ce n'est pas elle non plus qui le produit à meilleur marché. Le jour où l'on saura à l'étranger qu'il n'y a plus ni Cognac, ni Armagnac en France, que les viticulteurs n'en produiront plus, ce jour-là nos négociants verront rapidement disparaître leur clientèle. A quoi bon acheter des cognacs et des armagnacs dans un pays qui n'en produit plus ?

« Ce serait là une véritable déchéance pour le pays tout entier, comme c'en serait une si par des taxes inconsidérées on faisait disparaître les Bourgognes, les Bordeaux, les Champagnes. Il n'est pas possible que la France voie disparaître de sa couronne viticole un de ses plus beaux fleurons. Et ce serait un crime de lèse-nation de le lui arracher (1) ! »

M. Larnaude s'appuyant encore sur la nécessité d'accorder des faveurs aux productions exclusivement nationales, écrivait à la date du 30 juin 1903 :

« Lorsqu'un pays a une production spéciale qui constitue pour lui un monopole naturel, il est du devoir du législateur de ne pas faire disparaître par ses rigueurs fiscales cette supériorité.

« Le Brésil, Cuba, la Chine, l'Inde ne frappent pas d'impôts excessifs, susceptibles de diminuer ou de tarir la production, leurs cafés, leurs tabacs, leurs thés, leur riz.

« Or, la législation actuelle, par ses vexations, par ses exigences fiscales, détourne de plus en plus le producteur d'une production qui le met en état d'infériorité et de dé-

(1) Compte rendu *in extenso* des réunions de la première sous-commission de la commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux, 6^e séance, p. 5.

faveur. Le danger est donc qu'il abandonne, au grand détriment de la France, ce genre de production. »

La taxe différentielle serait donc juste tant au point de vue de la proportionnalité de l'impôt qu'au point de vue de la défense d'un produit essentiellement français, qui par ses qualités uniques a su porter dans le monde entier le nom français et nous a attiré depuis des siècles les commandes et aussi, on peut bien le dire, les éloges du marché mondial.

Cette taxe permettrait à nos eaux-de-vie de vin de se refaire la place importante qu'elles avaient jadis dans la consommation française, elle permettrait en même temps aux régions viticoles du Midi d'alléger le marché des vins, dont les prix pourraient alors se relever par la distillation et la transformation en trois-six de vin de tous leurs excédents ou de leurs vins de qualité moindre.

Enfin l'alcool industriel lui-même en profiterait, car la meilleure façon de le faire accepter par le consommateur consiste à l'additionner de bonnes eaux-de-vie naturelles et ce moyen ferait défaut le jour où la production de ces eaux-de-vie aura disparu, et par contre-coup, l'énorme quantité d'alcool industriel qui sort de France ainsi additionnée d'eaux-de-vie fines, tombera à rien. La France ne produisant plus que des alcools d'industrie sera sur la même ligne que l'Allemagne par exemple, et l'acheteur achètera de préférence à cette dernière nation qui peut vendre l'alcool industriel à un prix bien inférieur au nôtre (1).

Nous ne voulons pas substituer une crise à une autre et sauver les uns en sacrifiant les autres, aussi, pour compenser la diminution de production devant résulter pour

(1) Paul Taquet, Rapport général de la commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux, 1905.

l'alcool d'industrie de l'adoption de la taxe différentielle, on pourrait donner des compensations à la distillation industrielle.

Nous croyons que les quantités d'alcool refoulées du marché de la consommation trouveront facilement leur emploi dans le chauffage l'éclairage, et comme force motrice.

Une révolution économique est en marche, révolution qui pourra rendre la prospérité à toute l'agriculture française, nous devons lui permettre de se faire ainsi prudemment, mais aussi rapidement que possible. Cet alcool meurtrier qui désorganise les tissus, empoisonne l'organisme, sera une source d'énergie incomparable. Et ainsi que le disait M. Loubet, encore président de la République, à l'inauguration d'un des salons de l'Automobile Club : « Affranchir notre pays du lourd tribut qu'il paye à l'étranger sur le pétrole, procurer en retour un écoulement considérable à un produit de notre sol, est une question d'intérêt capital pour nos populations agricoles, un intérêt national de premier chef. »

Nos exportations d'eau-de-vie ne peuvent que retirer des avantages de l'adoption du principe de la taxe. Ce sera vis-à-vis de l'étranger, la meilleure arme de défense pour arriver à garantir par des conventions réciproques l'authenticité de nos produits, et par suite, leur écoulement.

L'Etat retirerait de cette taxe de sérieux avantages, car le compte distinct de la loi de 1903 sera tenu avec d'autant plus d'exactitude que le Trésor sera intéressé à ne délivrer qu'à bon escient des titres de régie attestant l'origine de la marchandise. Elle assurera aussi le développement des distilleries coopératives, insuffisamment stimulé par la loi de 1903. Après avoir exposé de notre mieux les argu-

ments mis en avant par les partisans de la taxe différentielle, nous croyons de notre devoir d'exposer maintenant les raisons invoquées par les adversaires et qui jusqu'à ce jour ont empêché l'adoption de cette mesure spéciale faite en faveur des eaux-de-vie de vin.

Arguments contre.

Les adversaires de la taxe différentielle prétendent qu'elle ne se justifie pas en principe, et que les avantages qu'elle pourrait offrir ne sont pas en rapport avec les inconvénients qui en résulteraient.

Pour eux, tous les alcools de consommation présentent, quels qu'ils soient, la même notation chimique ; deux alcools, l'un de vin, l'autre industriel, également rectifiés ne peuvent se reconnaître et sont confondus en fait par l'analyse chimique. S'il est vrai que les eaux-de-vie naturelles peuvent être consommées après une simple distillation et sans opérations ou mélanges consécutifs, il n'en est pas de même de l'alcool de vin qui doit, comme l'alcool d'industrie et dans des conditions analogues, subir une transformation avant d'être livré au consommateur. Aussi ils estiment qu'il serait contraire à l'équité d'appliquer à deux produits de même composition chimique et de même usage, des taxes différentes.

Il leur semble aussi qu'une taxe différentielle entre les diverses espèces d'alcools produites en France serait inéquitable, et qu'il est inadmissible que dans un pays démocratique on veuille frapper les produits identiques d'impôts différents.

Si les mesures de protection prises contre les produits étrangers sont discutables à bien des points de vue, et,

en favorisant quelques producteurs, sont une charge pour les consommateurs, c'est-à-dire pour la grande majorité, celles prises à l'intérieur pour favoriser un produit aux dépens d'un autre, engendrent de pires effets, car le législateur ne peut prévoir toutes les incidences d'un impôt.

L'impôt est dû uniquement à l'Etat, pour des services ou des dépenses d'intérêt général, et non pas pour avantager une industrie ou un commerce au détriment d'un autre, et que ne pas contrarier le libre développement de la concurrence industrielle ou commerciale est encore la mesure la plus avantageuse à l'intérêt général du pays.

Toutes les prohibitions de l'ancien régime, telle que celle de 1713 interdisant la circulation en fûts dans le royaume des eaux-de-vie de cidre et de grains qui devaient être consommées dans les provinces où on les produisait, prohibition obtenue sur la demande des provinces viticoles, ont disparu avec l'ancien régime, et cependant les contrées à vignoble n'ont pas souffert de leur suppression.

On peut comprendre l'intérêt que la viticulture pourrait trouver à une protection, mais on peut se demander si elle est conforme à l'intérêt général.

Les ministres des finances, que ce soit Léon Say, M. Rouvier ou M. Caillaux, sollicités d'établir une taxe différentielle entre les divers alcools suivant leur provenance, s'y sont, pour un motif ou un autre, refusés.

Au point de vue hygiénique les adversaires de la taxe différentielle ne pensent pas qu'on doive établir une différence entre les deux sortes d'alcools.

Ils reconnaissent qu'au point de vue du goût, de la finesse et du bouquet, les grandes eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac, ont une supériorité que nul ne peut leur contester, et qui leur a valu dans le monde entier, une

réputation dont les producteurs ont le droit de s'enorgueillir et dont la France peut être fière, car c'est un des plus beaux produits de son sol.

Mais au point de vue hygiénique seul, peut-on affirmer qu'elles l'emportent sur les alcools industriels qui, parfaitement rectifiés comme ils le sont maintenant dans nos grandes distilleries, contiennent un coefficient de « non alcool » presque nul.

Une analyse chimique, quelle que soit la science de l'opérateur, est évidemment sujette à erreur, aussi les adversaires de la taxe craignent que la taxe différentielle n'ait pour le commerce les plus graves inconvénients, le plus honnête négociant pouvant, sur la foi d'une analyse erronée, être accusé de livrer un autre alcool que celui indiqué sur l'acquit, de tromper sur la marchandise vendue et être traduit en police correctionnelle.

Les adversaires de la taxe, tout en reconnaissant le bien-fondé des plaintes des producteurs des eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac contre la concurrence déloyale des produits d'imitation qui, empruntant la qualification de produits naturels, empêchent ceux-ci de lutter à armes égales, prétendent cependant que ces doléances sont empreintes de quelque exagération.

Car pour eux, il est bien difficile d'admettre que le consommateur puisse se méprendre sur l'origine véritable des produits vendus à bas prix. En outre si l'on reproche aux alcools industriels de se présenter au public, non pas sous le nom d'eau-de-vie, terme générique qui s'applique à tous les alcools, mais sous celui de Cognac qui doit être réservé, comme le disent avec raison les producteurs des Charentes, aux produits d'une région déterminée, il faut protester également et avec la même énergie, contre la

même qualification appliquée à des eaux-de-vie naturelles d'autres origines et surtout aux produits suspects obtenus par une savante manipulation des alcools provenant de la distillation des vins piqués ou aigris, des marcs ou des lies, dans toutes les régions vinicoles autres que les Charentes et l'Armagnac.

Quand on désigne comme Cognac un produit de ce genre, le consommateur est aussi bien trompé (bien que le trois-six ait droit à l'acquit blanc), la concurrence est aussi déloyale, la fraude est aussi répréhensible que si le pseudo-cognac était un coupage d'alcool neutre de grains, de mélasses ou de betteraves, aromatisé d'un peu d'eau-de-vie d'Aigrefeuille.

Les adversaires de la taxe ne voient pas en quoi cette taxe pourrait obvier à l'abus du nom Cognac ou Armagnac, tout en s'élevant cependant contre l'abus de l'emploi d'un nom qui doit rester la propriété de la contrée qui a donné naissance au produit, alors que le terme « eau-de-vie » est une expression générique qui peut s'appliquer à tous les alcools sans distinction de provenance.

Pour eux, il suffit, pour y remédier, d'appliquer strictement les lois sur les tromperies commerciales et les falsifications.

D'autre part, les adversaires de cette réforme ne reconnaissent pas qu'il soit équitable de retourner, pour ainsi dire, le principe de l'impôt *advalorem*, en appliquant la taxe la plus faible au produit le plus coûteux.

Sans doute, disent-ils, on peut à la place d'un droit spécifique, concevoir un mode de tarification qui aurait pour objet de proportionner l'impôt à la valeur du produit taxé, mais ce serait violer les règles de la plus élémentaire équité que d'imposer le tarif le plus élevé au produit qui

a le moins de valeur, que de frapper l'eau-de-vie commune provenant du coupage de trois-six d'industrie d'une taxe supérieure à celle qui atteindrait les fines eaux-de-vie des Charentes, produit de luxe réservé à la table du riche.

Cette conception de l'impôt est anti-démocratique au premier chef et on ne la fera jamais admettre par l'opinion. La classe ouvrière paraît disposée à supporter une augmentation de taxe, si cette mesure doit avoir pour contre-partie les réformes sociales qu'elle réclame et qu'elle espère obtenir, mais l'ouvrier hausserait les épaules ou manifesterait à bon droit sa colère si l'on voulait augmenter sa part d'impôt au profit exclusif du propriétaire ou du consommateur des classes supérieures (1).

Les adversaires prétendent encore que si la taxe différentielle n'est demandée que pour forcer la Régie à ne délivrer l'acquit blanc qu'à bon escient, si elle ne doit plus être une lourde taxe, mais simplement une taxe de statistique pour différencier la nature des alcools, elle existe déjà par le fait de la taxe de fabrication de 1 fr. 38 par hectolitre dû à la sortie de l'usine de production par tout alcool autre que les alcools de vin et de fruits, taxe prélevée uniquement sur les alcools d'industrie, pour couvrir les frais de la dénaturation des alcools destinés à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice.

Il y a là d'ailleurs un emploi qui s'augmentera de plus en plus, il faut l'espérer, qui sera un débouché pour l'alcool d'industrie et dont profitera par répercussion l'alcool de fruits ou de vin.

On objecte aussi à la taxe différentielle d'être une nou-

(1) Paul Taquet, Rapport général de la commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux, 1905.

velle source de vexations pour les viticulteurs parce qu'elle rendrait nécessaires la surveillance et les inquisitions de la Régie non seulement chez le négociant et le liquoriste, mais aussi chez le viticulteur, car elle constituerait une nouvelle incitation à la fraude.

La fermentation du sucre qui s'opère sur une plus grande échelle y trouverait un nouvel encouragement ; en effet l'alcool produit chez le bouilleur de cru avec des vins de sucre et frauduleusement déclaré eau-de-vie de vin serait moins taxé que l'alcool industriel loyalement fabriqué. Il y aurait du chef des vins de sucre une redoutable et déloyale concurrence pour les eaux-de-vie véritables et, pour réprimer cet abus, le fisc, obligé d'intervenir, serait fatalement amené à surveiller le vigneron comme il surveille les établissements industriels.

D'ailleurs, la mévente des vins et des eaux-de-vie tient à d'autres causes qu'à la concurrence des alcools d'industrie et dont le commerce que l'on voudrait charger de tous les péchés d'Israël, ne saurait être considéré comme responsable.

C'est ainsi que l'augmentation des prix des eaux-de-vie naturelles empêche le consommateur, dont le pouvoir d'achat est limité, de les acheter et il se contente des marchandises inférieures.

L'augmentation depuis 1900 des droits sur l'alcool a encore aggravé cette situation, en forçant le négociant à abaisser les qualités pour satisfaire la clientèle qui se refuse à une augmentation de prix.

L'augmentation des plantations de pommiers et de poiriers en Bretagne et en Normandie a fait que ces pays ne consomment plus d'eaux-de-vie de vin, et préfèrent consommer de l'eau-de-vie de cidre.

A l'étranger nos vins se vendent moins bien parce que les vignobles italiens, espagnols, etc... étaient loin d'avoir autrefois l'importance qu'ils ont acquise depuis 1874 où le phylloxéra est venu causer des ravages en France, parce que la vinification de ces vignobles s'est notablement améliorée et qu'enfin la politique protectionniste nous a aussi fermé bien des marchés.

Les critiques injustifiées de nos savants contre les produits français sont invoquées contre nous par nos concurrents étrangers. La mévente provient aussi de ce que la propriété a exigé au Parlement le vote de lois de circonstances qui ont amené la baisse des prix au détriment aussi bien des propriétaires que des négociants honnêtes.

Pour toutes ces raisons les adversaires de la taxe prétendent qu'une politique de dégrèvements d'impôts et de traités de commerce sur la base d'une juste réciprocité serait bien préférable à une politique de taxes de remplacement et de tarifs protectionnistes à outrance et permettrait à la France de retrouver l'écoulement de ses produits naturels.

Pour les adversaires de la taxe différentielle cette dernière est une prime indirecte à la distillation dont bénéficierait le détenteur de l'eau-de-vie au moment où elle entrera dans la consommation.

Le bouilleur, obligé de vendre pour se procurer de l'argent, s'adressera le plus souvent à un intermédiaire et c'est celui-ci qui encaissera en grande partie la prime indirecte.

En effet, dès que l'eau-de-vie a été offerte par le producteur, le profit escompté de la détaxe est entré comme un des éléments de la valeur de la marchandise, la prime s'est incorporée au prix de vente et quand elle aura été

acquise, nul ne pourra dire comment elle s'est répartie entre les détenteurs successifs de l'eau-de-vie.

Le bénéfice revenant aux viticulteurs ne peut pas être prévu, on peut même craindre qu'il ne soit infime dans les années où une quantité importante d'eau-de-vie serait jetée à la fois sur un marché aussi étroit que celui de l'alcool.

L'exemple fourni par la taxation différentielle appliquée à divers produits coloniaux, café, thé, cacao, etc., permet de prévoir, disent les adversaires, comment les choses se passeraient pour les eaux-de-vie ; le producteur ne retirerait qu'un avantage minime d'une prime qui ne lui serait pas payée directement.

Pour le café, par exemple, c'est une prime de 78 francs par 400 kilos, mais le sacrifice consenti par l'Etat s'éparpille si bien entre les intermédiaires que le planteur n'en profite jamais.

Il est vrai qu'il est si loin !

Or le viticulteur ne sera-t-il pas, lui aussi, bien loin du négociant qui encaissera la prime sur les eaux-de-vie provenant de sa récolte (1) ?

La taxation différentielle est demandée non seulement pour l'alcool de vin, mais aussi pour ceux de fruits, de cidre, de marcs, on y ajoutera sans doute les rhums, qui, aujourd'hui ont droit également à l'acquit blanc des eaux-de-vie naturelles.

C'est la perspective d'une énorme production d'alcool qui entraînerait un sacrifice budgétaire dont personne ne peut mesurer l'importance dans l'avenir, et une crise de l'alcool viendrait s'ajouter à celle du vin.

(1) Rapport de M. Audebert, Congrès viticole de Bordeaux, 1907.

Les résultats de la taxe différentielle leur paraissent donc des plus aléatoires.

Envisageant le côté financier de cette réforme, les adversaires de la taxe voient de grands dangers dans une loi venant dégréver, sous une forme ou sous une autre l'alcool de vin pour surtaxer l'alcool d'industrie. Car pour eux il y aurait impossibilité de rejeter toute la production industrielle vers l'éclairage, le chauffage et la force motrice. Ils pensent qu'il faudrait 10 à 12 ans au moins pour arriver à écouler industriellement la production moyenne des dix dernières années.

Ne serait-il pas à craindre, disent-ils, que les cours de l'alcool de vin ne subissent pas la suite des variations fantastiques.

Dé plus, à leur avis, les vignobles actuels sont loin de suffire aux besoins et quand pour obvier à une pénurie certaine, on aura fait des plantations suffisantes, on n'évitera pas de nouvelles surproductions.

N'a-t-on pas à redouter aussi, ajoutent-ils, de faire le jeu des spéculateurs emmagasinant des alcools achetés à vil prix et qui, n'ayant à redouter aucune concurrence, les revendront dix fois plus cher lorsque surviendront une année ou deux de pénurie.

L'exportation aurait, à leur sens, à souffrir du relèvement du prix des eaux-de-vie, car il ne faut pas perdre de vue qu'une faible partie seulement de la clientèle étrangère consent à payer le prix suffisant pour avoir de l'eau-de-vie pure. Notre eau-de-vie trouverait une concurrence terrible dans les eaux-de-vie d'Espagne, d'Égypte et de Californie, vendues à très bas prix sur tous les marchés (1).

(1) Déposition de M. Charbonneau, distillateur à Melle, devant la commission d'enquête sur la crise viticole en 1902. Rapport Clémentel.

Enfin, les adversaires de la taxe différentielle, s'appuyant sur les paroles prononcées par le ministre des finances à la tribune de la Chambre des députés au cours de la séance du 20 mars 1906, craignent que cette taxe n'amène une lutte économique des plus violentes entre diverses régions de France. Et ils ajoutent qu'en maintenant le privilège des bouilleurs de cru le contrôle indispensable à la taxe serait impossible, et par suite la prise en charge deviendrait illusoire, si l'on ne rend pas le contrôle nécessaire.

En résumé, pour toutes ces raisons, les adversaires de la taxe ne craignent pas de la rejeter, considérant qu'elle n'est pas de nature à remédier d'une façon appréciable à la mévente des alcools naturels et à celle des vins dont les causes sont multiples.

Après avoir exposé de la façon la plus impartiale, les raisons pour et contre l'établissement d'une taxe différentielle, nous allons étudier dans un troisième chapitre l'intérêt économique que cette taxe pourrait offrir soit au point de vue général, soit au point de vue spécial des régions productrices d'eaux-de-vie de vins renommées, c'est-à-dire les régions de Cognac et d'Armagnac.

CHAPITRE III

DE L'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DE LA TAXE AU POINT DE VUE GÉNÉRAL ET AU POINT DE VUE DES RÉGIONS PRODUCTRICES D'EAU-DE-VIE DE CRU « COGNAC » ET « ARMAGNAC ».

Cette réforme en établissant une différence de taxation entre les deux sortes d'alcools, permettra à ces deux facteurs de la production nationale de reprendre chacun leur place légitime.

Pendant le phylloxéra, l'alcool d'industrie a aidé l'eau-de-vie de vin, produite en quantités insuffisantes à faire face aux demandes de la consommation. Maintenant, que la production des eaux-de-vie a repris le développement qu'elle avait avant la crise phylloxérique et qu'elle est en mesure de répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées, l'alcool d'industrie doit lui laisser le marché de la consommation de bouche. Et ceci, d'autant plus facilement que s'ouvre devant lui un autre champ d'exercice et que de par sa nature même il doit surtout se porter vers la dénaturation qui facilitera ses emplois comme chaleur, lumière et force motrice.

Au contraire, l'eau-de-vie de vin, par son origine, par sa nature et par son emploi séculaire, doit rester seul à alimenter la consommation de bouche :

L'hygiène est intéressée à cette réforme quoi qu'en disent les adversaires, qui dans leur démonstration lorsqu'ils prétendent qu'au point de vue hygiénique la taxe n'est

pas justifiée, c'est que l'alcool d'industrie le mieux rectifié, possédant le moins d'impuretés, ne peut être consommé qu'après l'addition d'éthers qui lui donnent un goût et une saveur lui permettant de passer pour de l'eau-de-vie, mais qui constituent justement le caractère nocif de ces alcools.

L'intérêt général veut que chaque produit reste dans son milieu et n'empiète pas sur le marché d'un autre. L'alcool d'industrie n'est arrivé à s'introduire dans la consommation de bouche qu'à la faveur d'un accident, et ne peut, à l'heure actuelle, se maintenir qu'en empruntant de fausses dénominations, et en se couvrant frauduleusement d'un nom universellement réputé. Et, si l'alcool d'industrie ainsi déguisé triomphe dans la concurrence du vrai produit, ce n'est pas à cause de ses qualités, mais simplement grâce à son bon marché.

La taxe différentielle et la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, conséquence de la prise en charge, condition nécessaire pour pouvoir bénéficier de la détaxe, ferait disparaître cette fraude si funeste à nos eaux-de-vie de cru et rendrait à ces dernières les débouchés qu'elles ont perdu.

Cette réforme est le complément nécessaire des lois de 1903 et du 15 juillet 1907 dont les titres de mouvement qu'elles prescrivent, devraient indiquer en plus la substance avec laquelle les spiritueux auraient été fabriqués et leur région d'origine.

Pour cela, il suffirait d'ajouter sur le certificat d'origine prévu par la loi de 1903 la mention de la région de production des substances mises en œuvre. Dans la pratique ce sera un mot de plus à inscrire dans une case du titre de mouvement. A côté de l'indication de la substance, vin,

cidre, marc ou fruits, figurerait la mention de la région : Midi, Cognac, Armagnac, etc.

Le certificat créé par la loi de 1903 aurait ainsi sa véritable portée et remplirait réellement le but pour lequel il a été institué, garantir à l'acheteur l'authenticité de la marchandise vendue.

La déclaration du bouilleur qui est nécessaire pour l'application de la taxe différentielle rendrait cette modification du certificat d'origine très facile et donnerait alors au consommateur toute garantie.

La taxe différentielle permettrait encore à nos vins de relever leur cours, car la distillation des vins en excédent ou avariés dans les années d'abondance, deviendrait possible et le marché des vins serait débarrassé de cet élément de baisse.

L'alcool industriel ne devrait pas s'alarmer de ce changement dans le régime des alcools, car il commence déjà à souffrir de la concurrence des trois-six de vin, et comme il ne peut lutter avec avantage que grâce à son bon marché, il est forcé de baisser de plus en plus ses prix.

Avec la taxe différentielle de larges compensations seraient données aux alcools d'industrie, afin de leur permettre de concurrencer avec avantage les pétroles.

Ne serait-ce pas là l'évolution désirable vers un état économique nouveau qui ne pourrait nous donner que des avantages.

L'alcool d'industrie doit lutter contre le pétrole qui est un produit étranger. Chaque année nous sommes forcés d'importer environ 5 millions d'hectolitres d'huiles minérales et nous ne produisons que 2.200.000 hectolitres d'alcool industriel. Les pouvoirs publics doivent favoriser l'écoulement de l'alcool d'industrie vers les débouchés

occupés par les pétroles, et ceci en facilitant de plus en plus la dénaturation et en perfectionnant toujours davantage l'industrie moderne (1).

La viticulture ne lui fera point concurrence sur ce terrain industriel, mais elle a en revanche des droits trop légitimes à revendiquer ce droit à la concurrence sur le terrain de la consommation de bouche ; or, à l'heure actuelle cette concurrence est, nous le savons, devenue impossible. L'alcool d'industrie, né des malheurs de la viticulture, a envahi la maison dont il invite aujourd'hui le viticulteur à sortir.

Au cours d'une réunion générale des agriculteurs du Nord, l'un des membres les plus haut placés de ce syndicat avait raison de dire en parlant de la betterave : « Un produit qui tend à absorber tous les autres. »

Cette situation ne peut pas durer, on ne peut laisser mourir la viticulture. La taxe différentielle peut rétablir l'équilibre et faire revivre l'état de choses existant avant la période phylloxérique.

Il est temps que les viticulteurs et les distillateurs, oubliant une lutte passagère, se réconcilient, et que chacun d'eux travaille dans sa sphère à la prospérité de notre pays, qui est attristé par ces luttes intérieures si profitables à la concurrence étrangère.

Cette entente si désirable n'est pas un vœu impossible puisque déjà agriculteurs et distillateurs du Nord d'une part, et viticulteurs du Midi d'autre part, ont jeté les bases d'une entente, que nous étudierons plus loin.

(1) O. Lauraine, *Document parlementaire*, 1903, Chambre des députés. Rapport au nom de la commission de législation fiscale chargée d'examiner la proposition de loi tendant à établir un droit différentiel entre les alcools de fruits et les alcools industriels.

Nous n'avons pas l'intention d'indiquer dans ce travail quel devrait être le taux de la taxe différentielle, c'est l'œuvre du législateur et non de celui qui se borne à exposer les avantages et les inconvénients d'une réforme fiscale. Cependant si ce droit était égal à l'écart entre le prix de revient de l'alcool industriel et celui de l'alcool de vin le plus humble, il y aurait un avantage considérable à un double point de vue.

D'abord on permettrait immédiatement une consommation plus importante d'alcool naturel et on ferait disparaître complètement et rapidement la pléthore du marché des vins.

Ensuite on se réserverait avec l'alcool la possibilité de trouver des ressources nouvelles aux moments difficiles.

Malheureusement il est à craindre que les nécessités budgétaires ne permettent pas de procéder complètement par voie de détaxe ; cependant, nous croyons que cette détaxe serait de nature à donner plutôt un excédent qu'une diminution de recettes.

Lorsque le consommateur sera protégé contre les fraudes, qu'il saura que l'alcool qu'il boit provient de la distillation du vin, il en consommera davantage.

Mais nous ne pouvons pas espérer que le commerce rompe immédiatement et radicalement avec l'alcool industriel qui, même frappé de la surtaxe, offrira encore des avantages grâce à son bon marché extraordinaire. Il y a des transitions nécessaires !

Comme corollaire à la taxe différentielle on devra s'efforcer d'obtenir la dénaturation de l'alcool à des conditions beaucoup plus avantageuses que celles actuelles. Cette réforme contrairement à ce qu'en pensent les producteurs d'alcool d'industrie n'entraînera pas l'avilisse-

ment du cours actuel de l'alcool d'industrie. En effet la parité s'établissant entre la valeur de l'hectolitre de vin distillé et l'hectolitre de vin allant à la consommation avec une certaine prime en faveur de ce dernier, l'alcool d'industrie pour la quantité allant à la consommation directe et au prix d'une légère diminution de production, sera entraîné, comme l'alcool de vin, à la hausse et retrouvera les cours rémunérateurs qu'il a perdus durant ces dernières années.

Cette diminution de production ne sera d'ailleurs pas aussi élevée qu'on semble le redouter, car pour éviter le retour des crises viticoles il suffirait d'augmenter de 300 à 400.000 hectolitres la production de l'alcool de vins et fruits.

Avec la compensation qu'on donnerait aux alcools d'industrie allant à la dénaturation, nous croyons que ces derniers trouveraient rapidement leur emploi dans le chauffage, l'éclairage et la force motrice.

Sans parler de la possibilité d'établir un droit de circulation sur les pétroles, ce qu'aucun texte diplomatique ne nous interdit, il est possible par le jeu des primes à la dénaturation, de donner à l'alcool lumière, chaleur et force motrice, le moyen de conquérir de très larges débouchés au détriment du pétrole, produit étranger. Il est donc permis d'espérer, que non seulement les 400.000 hectolitres auxquels se sera substitué l'alcool de vin trouveront là un emploi rémunérateur, mais aussi que la culture de la betterave à alcool se développera dans de grandes proportions.

Nous n'avons pour atteindre ce but qu'à imiter l'exemple de l'Allemagne, qui en quelques années a porté la consommation de l'alcool dénaturé de 400.000 à plus d'un

million d'hectolitres. Nous profiterons des études qui y ont été faites et nous n'avons qu'à souhaiter de voir tous les Français faire les mêmes efforts que nos voisins pour développer l'emploi d'un produit national.

Sans doute, pour l'instant, l'outillage économique pour l'emploi de l'alcool au chauffage et à l'éclairage n'est pas suffisant, mais si l'alcool devient le produit le meilleur marché, il n'est pas douteux que suivant les lois d'évolution la fonction créera rapidement l'organe. Quant à l'emploi de l'alcool pour les moteurs et pour l'automobilisme, une légère transformation des moteurs à essence suffirait pour employer l'alcool. Si l'on donne à l'alcool le moyen de baisser encore ses prix, il détrônera définitivement son concurrent.

Quant aux viticulteurs ils retireront de cette détaxe un avantage incontestable. Grâce à l'écart moins considérable des prix, ils pourront lutter sur le marché avec l'alcool industriel pour la consommation de bouche, et la supériorité de leur produit, tant au point de vue du goût qu'au point de vue hygiénique, leur assurera la faveur du consommateur.

La taxe différentielle aura un autre avantage, elle obligera la Régie à se soumettre aux lois existantes, son intérêt sera, pour le producteur et pour le consommateur, le gage de son zèle à défendre la production honnête contre la fraude coupable. Elle surveillera avec soin les acquits-à-caution et exigera qu'ils « portent l'indication des substances avec lesquelles ont été fabriqués les produits qu'ils accompagneront. »

Au temps de la prospérité des vignobles et avant la crise pyloxérique on poursuivait énergiquement comme une falsification la vente, sous le nom de Cognac ou d'Ar-

magnac, soit de l'alcool industriel, soit d'un mélange d'eau-de-vie de vin et de trois-six. Nous connaissons encore dans nos Charentes des gens trop pressés de s'enrichir qui furent à cette époque condamnés à l'emprisonnement.

La loi du 17 mars 1851 et l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1855 permettaient de condamner à juste titre. Bien plus, l'article 8 de la loi du 2 août 1872 était venu donner une garantie absolue au consommateur, le titre de mouvement qui accompagnait la marchandise devait indiquer les substances avec lesquelles le produit avait été fabriqué.

Mais lorsque le phylloxéra envahit le vignoble, on ne songea plus à distiller, le vin produit ne suffisant même plus à la consommation directe. Alors ces lois restèrent lettre morte, la surveillance de la Régie s'endormit peu à peu du côté des alcools. Les 12.000 employés de l'Administration des contributions indirectes furent suffisamment absorbés par le souci de faire rentrer l'impôt.

Les vigneronniers n'avaient plus aucun intérêt à dénoncer les fraudes commerciales qui ne leur portaient aucun préjudice. En réalité, le consommateur n'était pas trompé, car nul ne pouvait ignorer la situation du vignoble et l'absence de production. Les vieilles réserves d'eau-de-vie et les faibles récoltes que donnaient encore quelques propriétés qui avaient résisté au fléau parvenaient encore, sagement utilisées, à bonifier, sans addition d'essences nocives, les alcools vendus dans les pays viticoles et à les rendre supérieurs à tous autres produits similaires.

Mais dès l'instant que l'alcool industriel était entré dans la consommation de bouche, partout on se sentit autorisé à usurper les marques célèbres.

Cognac fut partout et la lutte semblait ne devoir plus s'engager que sur le prix de la marchandise dont le bon

marché restait le suprême avantage et la meilleure recommandation.

Sur les plaintes des viticulteurs, le législateur fit la loi de 1903 qui, reprenant et complétant la loi de 1872, ajouta aux deux sortes d'acquets un certificat d'origine. C'était déjà une mesure favorable aux alcools de vin, mais il était nécessaire de poursuivre encore plus énergiquement les fraudes, c'est pourquoi le Parlement vota la loi du 1^{er} août 1905 dont le règlement d'administration publique vient de paraître à l'*Officiel* à la date du 3 septembre, en ce qui concerne les fraudes sur les boissons.

La taxe différentielle viendra encore renforcer ces diverses mesures, car la Régie aura un intérêt à poursuivre les fraudes avec plus de soins par suite de la différence de taxe fiscale existant entre les deux alcools.

Elle se rappellera qu'il existe des lois qui punissent jusqu'à l'emprisonnement ceux qui falsifient les boissons, et il lui sera facile de retrouver une jurisprudence qui reconnaît : qu'ajouter de l'alcool industriel à l'eau-de-vie de vin, pour vendre le tout sous le nom d'eau de-vie pur vin, constitue une falsification passible de prison.

La loi de 1905 a donné à la régie une arme pour faire respecter l'honnêteté commerciale en même temps que l'honnêteté fiscale, car elle a le devoir de prévenir et de poursuivre aussi bien les fraudes commerciales que les fraudes fiscales (art. 5 de la loi du 29 décembre 1900).

Pour les régions productrices d'eaux-de-vie de cru, la taxe différentielle ne fournira qu'une légère facilité, car elle assurera surtout une vente avantageuse aux produits de la distillation des vins de médiocre qualité.

En effet on a parlé d'une détaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur, et dans ces derniers temps on a encore

proposé un prix moindre ; mais raisonnons sur 50 francs, en y ajoutant le prix de l'alcool industriel à 100°, mettons 40 francs, cela permettrait à nos eaux-de-vie de se vendre 90 francs à 100° ou 54 francs à 60°. C'est mettre le prix du vin de 7 à 9 francs l'hectolitre selon son degré. Ce prix peut être satisfaisant dans les pays à très grand rendement et là où la distillation a surtout pour but d'écouler les vins de mauvaise qualité, mais cela ne nous permet pas d'espérer un marché bien rémunérateur pour les vins de nos pays producteurs d'eaux-de-vie de cru. Si ces derniers réclament surtout la taxe différentielle, c'est qu'ils y voient une facilité plus grande donnée à la régie pour le contrôle du produit. Nous avons pu être à un moment les adversaires du contrôle, nous avons pu penser que la régie et ses employés attentaient à nos libertés, à nos droits de propriété, mais il nous faut nous habituer à voir en la régie « un mal nécessaire » (1).

Il y a peut-être quelque courage à faire ici ce genre de confiance, mais les choses en sont venues à ce point que, bien que le privilège du bouilleur de cru existe légalement en France, nous ne pouvons en jouir dans les Charentes, ainsi que nous l'avons déjà dit, du moins tel que nous le comprenons. Les Charentais n'exigent pas une grande place au soleil ; en effet, il se consomme en France 1.700.000 hectolitres d'alcool environ ; sur cette quantité nous mettons en fait que plus de 200.000 hectolitres se présentent au consommateur sous le nom de Cognac ou de Fine ; et cependant ce n'est pas de l'eau-de-vie de Cognac, c'est un alcool arrivant directement de la distillerie industrielle sans que personne du reste ne songe à le

(1) Hennessy, article dans le journal *Le Libéral*, janvier 1907.

dissimuler ; on a tant abusé de ces termes que maintenant dans la plupart des cafés parisiens la « fine » désigne le produit le plus inférieur.

Il faut que le consommateur sache exactement ce qu'on lui offre ; dans bien des cas sa bourse l'obligera à préférer le trois-six, mais la loyauté commerciale ne nous procurera-t-elle que l'écoulement de 100.000 ou même de 50.000 hectolitres à l'intérieur de la France que ce serait un grand progrès sur l'état actuel. Seul, le contrôle de l'origine du produit peut nous ouvrir ce marché de l'intérieur qu'il nous est indispensable d'atteindre.

Nous savons bien qu'il existe encore quelques propriétaires obstinés qui n'acceptent pas le contrôle facultatif tel qu'il est organisé actuellement, mais ils font, croyons-nous, une lourde faute. Leurs eaux-de-vie ne pourront jamais être différenciées des alcools d'industrie ; ils ne pourront les vendre qu'en subissant une perte considérable et ils supporteront le poids de leur ignorance ou de leur entêtement.

Jusqu'au jour où la science de l'analyse chimique aura trouvé le moyen de reconnaître infailliblement l'eau-de-vie de vin de l'alcool d'industrie, l'eau-de-vie de Cognac et d'Armagnac des autres eaux-vie, le contrôle ne pourra s'exercer que par la régie, et c'est pour rendre ce contrôle plus efficace, pour qu'il puisse nous garantir la propriété du nom de notre pays, que les Charentais et tous les producteurs d'eaux-de-vie de cru, doivent réclamer la taxe différentielle avec toutes ses conséquences gênantes parfois, mais indispensables à l'avenir de nos vignerons, de notre commerce.

Seule la taxe différentielle permettra de livrer aux

consommateurs, des cognacs et des armagnacs d'un prix abordable.

L'assimilation, au point de vue fiscal, de l'eau-de-vie de vin à l'alcool d'industrie constitue au détriment du commerce charentais un illogisme qui met son avenir en péril, et il est temps d'appliquer un remède efficace tant dans l'intérêt de la morale que de la santé publique et à notre sens ce double but serait rempli par la « taxe différentielle ».

SECTION II

DE LA PRIME A LA DISTILLATION

CHAPITRE PREMIER

SA RAISON D'ÊTRE. — SON CARACTÈRE.
SON FONCTIONNEMENT.

Les questions du régime des vins et du régime des alcools sont connexes, elles se touchent, elles se pénètrent en quelque sorte.

La question de l'alcool domine la situation viticole, elle en est le nœud véritable, parce que l'alcool est le terme final du vin et que la question vinicole a été toujours et sera toujours absolument liée au régime de l'alcool.

La distillation est le corollaire, la contre-partie nécessaire de la production naturelle, elle fait disparaître les vins défectueux ou en excédent, elle permet l'utilisation des sous-produits de la vendange, piquettes et marcs, elle contribue essentiellement à asseoir l'équilibre entre la production et la consommation, elle est bien réellement « la soupape de sûreté » des années d'abondance et la meilleure régulatrice du marché des vins (1).

(1) Rapport de M. Gervais. Congrès de viticulture de 1907. *Annales de la Société des viticulteurs de France et d'ampélographie.*

C'est là le rôle éminemment bienfaisant qu'elle a joué dans le passé ; grâce à elle toutes nos grosses récoltes d'avant le phylloxéra se sont liquidées sans crise grave, sans perturbations profondes ; à cette époque on ne connaissait pas encore l'art de remettre sur pied les mauvais vins, tous les vins douteux allaient avec les excédents à la distillerie. Aujourd'hui les progrès de la science et de l'œnologie permettent d'utiliser les mauvais vins, de les rendre potables et nous savons de quel poids ils pèsent sur le marché. Ils forment le fond de cet article à bon marché, qui est avec le vin de sucre et le vin artificiel la terreur du commerce honnête. Ils contribuent à écraser les cours et à ruiner les bons vins, ils sont une menace permanente pour les maisons de commerce sérieuses, paralysées par cette concurrence déloyale du bon marché poussé à l'extrême.

C'est l'intérêt de la viticulture tout entière, c'est l'intérêt du commerce et c'est aussi celui du consommateur, qu'à l'avenir tous les vins douteux aillent, comme autrefois, avec les excédents à la chaudière.

La distillation est donc pour la viticulture une nécessité inéluctable, il faut donc à tout prix la favoriser. Mais pour qu'elle soit possible, il ne suffit pas que le récoltant ait la liberté de la pratiquer, il faut encore qu'il y ait un profit manifeste et certain, il faut en d'autres termes que la distillation soit rémunératrice, d'où la nécessité de créer un intérêt à la distillation.

Pour cela il faut constituer en faveur des producteurs d'alcools de vins, des bonifications, des avantages spéciaux, des allocations de primes ou des détaxes, qui rétablissent l'équilibre entre les eaux-de-vie naturelles et les alcools d'industrie.

En dehors de la taxe différentielle, que nous venons d'étudier et qui a recueilli surtout la faveur des producteurs d'eaux-de-vie, parce que ce système paraît devoir obliger la régie à tenir des comptes différents pour les alcools de vin et pour les alcools d'industrie et constituer un moyen d'assurer la sincérité de l'acquit d'origine à laquelle ces producteurs tiennent avant tout, on a proposé le système de la prime à la distillation.

Ce sont surtout les producteurs de vins qui s'en font les défenseurs ; elle paraît d'un fonctionnement simple et semble apporter plus sûrement aux viticulteurs seuls le profit de la réforme, car ils attachent avant tout la plus grande importance à bénéficier de la prime et à en bénéficier de suite.

La prime à la distillation proposée par M. Augé, député de l'Hérault, a le même but que la taxe différentielle : favoriser les vins allant à la distillation afin de dégager le marché des petits vins qui avilissent les prix et en cas de surproduction empêcher la constitution des stocks qui influent sur les cours postérieurs.

M. Augé, promoteur de cette prime, prétend en effet que la surproduction est la cause principale du mal dont souffre la viticulture ; pour y parer il faut trouver des débouchés. C'est surtout sur le marché intérieur que l'on doit chercher à écouler le plus possible de nos produits. On a pensé à plusieurs reprises de demander aux puissances voisines ou même aux nations les plus lointaines de nous consentir des tarifs douaniers favorables, mais il vaudrait mieux tenter l'expérience d'écouler en France une quantité considérable de vins en dehors de la consommation, quantité qui se chiffrerait par des millions d'hectolitres et ainsi nous servirions la viticulture et d'autres industries parallèles.

On pourrait écouler facilement au moins 10 à 12 millions d'hectolitres de nos vins en les dirigeant vers la distillerie pour produire des eaux-de-vie ou des alcools de vin qui seraient très recherchés et nous pourrions ainsi reconquérir pour nos eaux-de-vie la gloire d'autan quelque peu perdue. Ainsi nous pourrions décharger les viticulteurs.

En effet, depuis l'année 1900, à la fin de chaque campagne, un reliquat de plus en plus grand de vins non vendus reste dans les chais des viticulteurs du Midi (1). Ces reliquats venant peser sur le marché au début de la campagne suivante entraînent l'effondrement des cours, et les vins ne peuvent se vendre qu'à un prix insuffisamment rémunérateur, c'est ainsi qu'on a vu les vins du Midi descendre jusqu'à 2 et 3 francs l'hectolitre, prix de misère et qui a entraîné la ruine du Midi et a poussé les populations à commettre des excès que l'on ne peut que regretter.

M. Augé conteste le reproche adressé aux viticulteurs du Midi que l'on accuse d'être la cause involontaire de la crise actuelle par une culture intensive et une production exagérée.

On peut constater que le prix de la marchandise s'est avili de plus en plus, et pour M. Augé il est facile d'affirmer qu'à l'heure actuelle il n'y a pas de cours pour les bons ou pour les mauvais vins.

Le marché est encombré, la question est de savoir comment il sera possible de débarrasser le marché de ces excédents; pour M. Augé la taxe différentielle constituerait une prime moindre à la fraude que le système actuel, mais ne la supprimerait pas. Il estime que les excédents qui gênent

(1) Discours de M. Augé à la Chambre des députés. Séances du mois de novembre 1901 et renseignements fournis par M. Augé lui-même.

actuellement le marché ne peuvent être distillés immédiatement, mais en accordant une prime aux vins allant à la distillerie le marché se dégagerait peu à peu.

D'où sa proposition : « Pour faciliter l'écoulement des stocks, il sera alloué aux viticulteurs qui distilleront ou feront distiller leurs vins une somme de 50 centimes par degré hectolitre sur les vins distillés. Le taux de cette allocation ne pourra être modifié que par la loi. »

« Pour couvrir le Trésor de cette dépense, les vins destinés à la consommation seraient tenus d'acquitter une surtaxe de 1 franc par hectolitre à la taxe principale de circulation. »

Ce système aura l'avantage de répondre au désir des viticulteurs du Midi qui demandent pour sauver la viticulture, qu'on établisse officiellement un prix minimum de vente. En effet, les viticulteurs du Midi de dire : « Vous obligerez l'acheteur à payer au moins 1 franc le degré et à acheter du vin quand même. »

Il est absolument impossible de faire cela, mais on pourra fixer un prix minimum le jour où on aura accordé la prime.

Si on accorde une prime de 0 fr. 50 par degré aux vins allant à la distillation, un vin de 10 degrés recevrait une prime de 5 francs par hectolitre. A l'heure actuelle ce vin allant à la distillerie se vend 15 centimes le degré, quelquefois moins, ce qui fait 1 fr. 50 pour 10 degrés. En y ajoutant la prime, cela fera 6 fr. 50 par hectolitre de vin à 10 degrés (1).

Pour compenser cette prime et pour que le Trésor n'ait rien à déboursier, l'auteur de la proposition demande un

(1) Rapport sur la crise viticole de M. Clémentel, 1902.

supplément de droit de circulation des vins de 1 franc par hectolitre ; c'est cette dernière partie qui donne aux yeux de M. Augé et à sa réforme le caractère d'une allocation fournie par le vin et non d'une prime.

Ce supplément de droit de circulation, au surplus, ne serait pas perpétuel, M. Augé a prévu le cas heureux où on pourrait se dispenser de l'appliquer.

Pour cela, il faudrait constituer un fonds de réserve ; ainsi le droit de circulation ne pourrait pas s'égarer, il ne pourrait aller qu'à l'allocation. Dans les années où le supplément du droit de circulation ne serait pas entièrement employé en allocation, le reliquat constituerait un fonds de réserve spécial qui dans aucun cas ne pourrait dépasser 100 millions. Dans les années d'abondance, l'allocation serait accordée aux excédents et dans les années de maigre récolte, elle serait donnée aux vins défectueux ou aux vins allant spécialement à la distillerie. Le droit supplémentaire de circulation pourrait être supprimé par simple décret.

Cette allocation serait payée aussitôt l'alcool distillé et pris en charge par la régie. En somme, comme c'est le vin qui apportera les ressources nécessaires au paiement de cette prime directe, on peut la considérer comme une assurance payée par les vins qui circulent en vue de prévenir l'encombrement du marché.

Une augmentation du droit de circulation de 1 franc par hectolitre de vin, soit un centime par litre produirait une somme de 40 millions de francs annuellement, qui permettrait de payer une prime de 50 francs par hectolitre à 800.000 hectolitres d'alcool pur correspondant à 12 millions environ d'hectolitres de vin. On peut conclure que cette perception de 1 franc en rendant possible la dis-

tillation d'une quantité supplémentaire de plus de 12 millions d'hectolitres de vin, pourra atténuer la crise pénible qui sévit depuis longtemps et qui ne semble pas être sur le point de s'arrêter (1).

Sans doute, la fraude a joué dans cette crise un rôle considérable, on ne saurait méconnaître cependant que les grandes récoltes du Midi, augmentées de celles d'Algérie, auraient suffi à la provoquer.

Dans les autres régions viticoles, les viticulteurs trouvent facilement des débouchés autour d'eux ; le Midi, au contraire, doit chercher au loin l'écoulement des neuf dixièmes de sa production. Après avoir accablé de ses offres les départements du Nord et de l'Ouest qui n'ont pas suffi à absorber ses vins, il lui faut à tout prix s'implanter dans les départements viticoles en refoulant la production locale.

Malgré la préférence accordée à cette dernière par la consommation, le Midi arrive enfin à se débarrasser des quelques millions d'hectolitres qui l'encombraient, mais après avoir causé dans les 52 départements producteurs, un avilissement du prix des vins.

Cette situation deviendra plus grave encore dans l'avenir ; par suite des plantations effectuées dans ces départements depuis quelques années, les récoltes vont s'augmenter, le Midi éprouvera des difficultés plus grandes à y introduire ses vins, des excédents énormes encombreront les marchés après les grosses récoltes. Comment s'en défaire ? Il n'y a pas d'autre moyen que de les distiller.

Pour encourager la distillation, il n'y a que la prime et

(1) Rapport Audébert. Congrès de viticulture de Bordeaux, 1907.

la plus efficace sera celle qui ira directement et immédiatement au bouilleur.

Tels sont les deux points caractéristiques de la proposition de M. Augé.

Il résulte de l'état actuel du marché des vins, qu'il est nécessaire que les excédents des récoltes soient absorbés par la fabrication des eaux-de-vie, et qu'une réforme profonde du régime actuel des boissons s'impose.

M. Charles Gides, professeur à la Faculté de droit de Paris, rappelait il y a quelque temps dans un article, que :

« La Compagnie hollandaise, qui possédait au ^{xviii}^e siècle le monopole de la vente des épices des Indes Orientales, avait pour règle, les années où la récolte dépassait les besoins, de brûler et de détruire une certaine portion, par exemple un quart de la récolte, de façon à maintenir les cours. Cette opération qui semblait à première vue une destruction stupide de richesses, constituait une création de valeurs, puisqu'elle avait ce résultat que la valeur des $\frac{3}{4}$ restant devait être plus grande que la valeur du tout (1). »

Il n'existe pas en France de société détenant le monopole des vins, il n'est donc pas possible de procéder comme pour les épices. Dans sa détresse, la collectivité des viticulteurs se tourne vers l'Etat et le supplie d'assurer le rôle de la Compagnie hollandaise, rôle moins barbare puisqu'il ne s'agit de brûler les vins qu'au figuré.

L'Etat, au nom des viticulteurs, s'adresse à tous les détenteurs de vin et leur montre la nécessité de convertir en alcool les excédents qui encombrèrent les marchés. Et sachant que pour amener les gens à travailler dans l'intérêt

(1) *Annales politiques et parlementaires*, t. XLIX.

général il faut commencer par satisfaire leur intérêt personnel, il offre encore une indemnité à ceux qui brûleront leurs vins : « c'est la prime à la distillation ».

Cette prime, aux yeux de ses partisans, ne se heurterait pas à autant d'intérêts contraires que la taxe différentielle qui, d'après eux, trouverait contre elle le gouvernement et l'administration des contributions indirectes. La prime directe, au contraire, aurait chance d'être acceptée à la condition que son adoption n'entraînera pas une charge nouvelle pour les finances de l'Etat ; n'augmentera pas les dépenses du budget, qui déjà n'est pas dans une situation bien brillante, en un mot, que cette réforme se suffira à elle-même, et que pour l'obtenir les viticulteurs auront apporté en même temps de quoi la payer.

Tel est bien le caractère de la proposition de M. Augé qui propose d'offrir comme compensation une augmentation du droit de circulation des vins. Qu'on donne cette compensation ou une autre, peu importe, mais pour les partisans de ce système, il faut que ce qu'aura à payer l'Etat pour cette prime lui soit fourni par les viticulteurs eux-mêmes, que la réforme ne coûte rien au Trésor, c'est à cette seule condition qu'elle aura chance d'être votée.

Le reproche que M. Augé adresse à la taxe différentielle, c'est de ne pas se suffire à elle-même et qu'elle a bien des chances d'être alimentée par le budget de l'Etat, car pour lui la réglementation du privilège des bouilleurs de cru ne donnerait pas les résultats qu'on en espère. Par suite cette taxe réunira contre elle toutes les forces dont elle aurait précisément besoin pour être votée. Elle ne peut donc aboutir, et c'est pourquoi beaucoup de viticulteurs pensent qu'ils ne doivent pas s'attarder à cette taxe et ont intérêt à se rallier au contraire à la prime à la distillation,

alimentée par une taxe spéciale sur les vins n'ayant aucun caractère fiscal.

Nous allons étudier, dans le chapitre suivant, les arguments que les partisans de la prime à la distillation apportent à l'appui de leur thèse pour faire ressortir les avantages de cette prime directe à la distillation.

Ainsi que nous l'avons déjà fait pour la taxe différentielle, nous exposerons également les arguments contre.

CHAPITRE II

ARGUMENTS POUR ET CONTRE.

La taxe spéciale sur la circulation des vins qui doit alimenter la prime à la distillation de M. Augé n'a aucun caractère fiscal. Les ressources qu'elle créera, ainsi que nous l'avons vu, ne se fondront pas dans le budget de l'Etat, elles alimenteront une caisse spéciale et formeront un fonds de prévoyance commun à tous les viticulteurs.

En créant ce fonds de prévoyance, destiné à encourager par des primes la distillation des vins inférieurs, surtout dans les années de surproduction, pour lutter contre l'effondrement des cours, les viticulteurs n'innoveront pas. Ils suivront l'exemple qui leur est donné par la grande industrie, dont les puissantes organisations, sous quelque nom qu'elles s'abritent, cartels, trusts, syndicats, etc., savent créer les ressources financières voulues pour conjurer les crises de surproduction.

Ils suivront l'exemple des betteraviers eux-mêmes qui ont sollicité et obtenu des pouvoirs publics la création de primes à la dénaturation des alcools, payée par une surtaxe sur les alcools d'industrie et dont ils se trouvent fort bien.

C'est si vrai que M. Augé, à la séance du 20 mars 1906, défendant du haut de la tribune de la Chambre des députés son projet, disait :

« Mon amendement est la copie textuelle d'un article additionnel voté à la loi de finance de 1901 pour l'alcool

d'industrie, et il ne demande aucune ressource à l'Etat.

« Cette proposition est identique à celle faite par le gouvernement en 1901 pour les alcools d'industrie et acceptée par la Chambre.

« J'ai pris le mot à mot de la loi de 1901 et j'ai substitué à la somme accordée à l'alcool, une somme bien moindre à accorder aux vins (1). »

On ne voit donc pas pourquoi l'Etat refuserait aux viticulteurs la faculté qu'il a accordée aux distillateurs du Nord, qui du reste a donné les résultats les plus remarquables puisque la consommation des alcools dénaturés dans l'industrie a passé de 250.000 hectolitres en 1901 à près de 500.000 hectolitres en 1905.

Alors que la taxation différentielle est demandée non seulement pour l'alcool de vin, mais aussi pour ceux de fruits, de cidre, de marcs ; ce qui donne la perspective d'une énorme production d'alcool et qui entraînerait un sacrifice budgétaire, dont personne ne peut mesurer l'importance dans l'avenir, et une crise de l'alcool s'ajoutant à celle du vin ; au contraire, avec la prime à la distillation, l'alcool provenant de la distillation du vin recevrait seul une prime. Or le vin est un produit légalement défini ; la régie aurait à veiller à ce qu'il ne soit distillé que des vins naturels. La prime ne risquerait donc pas de venir encourager la fabrication d'alcools obtenus par la fermentation en commun, des fruits divers et des nombreuses matières saccharifères que l'agriculteur trouverait facilement à sa portée.

(1) Compte rendu *in extenso* de la Chambre des députés. *Journal officiel* du 21 mars 1906.

De plus cette prime est assez faible pour ne pas encourager indirectement la production des petits vins. Mais elle permettra l'écoulement chaque année des vins abîmés sous forme d'alcool. En effet est-il dans quelque pays de vignoble un seul récoltant qui puisse se flatter de ne faire jamais de mauvais vin ; et puis n'est-il pas cent fois démontré que ce soient les vins inférieurs qui pèsent le plus sur les cours et qui entraînent la débâcle des prix des bons vins.

Sous quelque forme que l'on fasse disparaître les petits vins, on travaillera utilement au profit de l'ensemble de la production viticole. Et il y a loin du fait de débarrasser le marché des mauvais vins à prétendre que cette prime donnera un encouragement à la fabrication des petits vins.

Si la prime à la distillation, aux dires de ses partisans, a rencontré moins de faveur que la taxe différentielle, c'est que dans notre pays l'importance qu'on attache aux mots est telle que les meilleures choses, lorsqu'on les présente sous certains noms, soulèvent instinctivement une méfiance générale.

C'est le cas de la prime à la distillation, et cependant au fond la taxe différentielle n'est qu'une véritable prime mais payée par le budget, tandis que d'après le projet de M. Augé l'allocation serait payée par le vin.

Imitant ces champions de la classe ouvrière qui approuvent entièrement la loi sur les retraites, avec cette simple réserve que la part qui incombe aux travailleurs sera payée par l'Etat, les adversaires de la prime directe déclarent que l'on ne peut faire supporter aux bons vins la rançon des mauvais. Ils trouvent mieux évidemment que ce soit le budget, c'est-à-dire la masse des contribuables, qui la paie !

En réalité, pour les partisans de l'allocation, qu'il y ait prime directe ou indirecte, ce seront les mêmes vins qui en bénéficieront et ils ne s'expliquent pas comment on a pu découvrir à l'allocation (1) des inconvénients que la taxe n'aurait pas.

L'allocation serait payée aussitôt l'alcool distillé et pris en charge par la régie. Le viticulteur ne serait donc pas dans l'obligation de livrer l'eau-de-vie à la consommation pour jouir de la prime, ainsi qu'il serait obligé de le faire avec la taxe différentielle. La possibilité pour le producteur de garder ses eaux-de-vie jusqu'à l'époque favorable à leur vente préviendrait l'encombrement du marché des alcools qui serait inévitable avec le système de la taxe différentielle.

Les partisans de l'allocation à la distillation s'étonnent que ce système ait rencontré des adversaires bien inattendus dans les producteurs d'eaux-de-vie de Cognac qui préfèrent la taxe différentielle, parce qu'ils pensent assurer ainsi l'authentification de l'eau-de-vie en obligeant la régie à suivre séparément les alcools jusqu'à la consommation. Il n'est pas douteux, ajoutent-ils, que la régie, avec le consentement empressé des distillateurs industriels, et sous le prétexte de sauvegarder les intérêts du fisc, ne manquerait pas de percevoir, dès la sortie des fabriques, le supplément de taxe imposé aux alcools du Nord, afin de n'avoir plus qu'un tarif uniforme à appliquer à tous les alcools qui circuleront. Or, disent-ils, les bouilleurs des Charentes n'ont rien à attendre de ce côté, au point de vue de la dé-

(1) Nous employons le mot « allocation » pour désigner la prime à la distillation proposée par M. Augé pour nous conformer au désir manifesté par ce dernier, qui prétend que sa proposition n'a aucun des caractères qui constituent une prime.

fense de leurs marques, qui pourra être assurée par les lois des 1^{er} et 6 août 1905 avec des moyens tout différents.

En repoussant la prime directe, les bouilleurs charentais oublient qu'elle leur serait payée aussitôt la distillation et qu'elle leur resterait acquise si l'eau-de-vie est exportée, tandis qu'ils ne toucheraient rien si la prime était établie sous forme de taxation différentielle ; en outre, si les eaux-de-vie vieillissent de longues années dans leurs chais, la prime indirecte n'existerait pour eux qu'au bout de ce temps et elle ne porterait que sur les quantités réellement livrées à la consommation, alors que la prime directe serait payée sur la quantité totale d'alcool que la distillation du vin aurait fournie.

La prime directe apporterait donc aux pays producteurs d'eaux-de-vie fines et d'exportation des avantages exceptionnels qui ne se retrouveraient pas avec la prime indirecte, elle constituerait pour eux un régime vraiment privilégié.

Dans ce système, le paiement de la prime étant fait aussitôt le vin brûlé, l'eau-de-vie prise en charge par la régie, restera la propriété de celui qui l'aura distillée. Il la vendra suivant son intérêt, de suite ou plusieurs mois plus tard, après des années peut-être, s'il s'agit d'eau-de-vie fine. Il attendra d'autant plus facilement qu'il aura encaissé parfois, en sus de la prime, une partie de la valeur de son eau-de-vie en un prêt sur warrant.

Aussi les eaux-de-vie, au lieu d'être portées sur le marché par grandes quantités aussitôt après une récolte de vin abondante, s'écouleront peu à peu, et c'est un des avantages les plus considérables de la prime directe.

Lorsque ces eaux-de-vie seront livrées à la consommation, elles acquitteront le droit ordinaire en entier, et de

plus elles seront seules à bénéficier de l'acquit spécial aux eaux-de-vie de vin et de la protection des noms d'origine appartenant à celles-ci et édictée par la loi de 1903.

Ce système évitera donc les encombrements du marché au lendemain de la récolte et empêchera l'effondrement des cours.

De plus, le producteur ayant touché sa prime dès la sortie de l'alambic sera encouragé à reconstituer les stocks à la propriété, qui ont rendu de si grands services pendant la crise phylloxérique et qui permettront aux négociants en eaux-de-vie de diminuer leurs réserves en magasin qui sont pour eux d'un grand encombrement et la source de frais assez importants chaque année, car ils seront certains de trouver chez le propriétaire les quantités nécessaires pour faire face à leurs demandes d'achats.

Cette allocation dégagera le marché des vins d'une quantité assez abondante d'hectolitres qui iront à la chaudière ; notre système douanier de 1892 nous fermant presque le marché étranger, nous devons donc chercher à étendre le marché intérieur afin de faire disparaître le plus possible la cause des souffrances actuelles des viticulteurs, c'est-à-dire la surproduction.

Les partisans de la prime directe ne veulent pas surcharger l'alcool d'industrie, le Nord sait très bien, disent-ils, que ses alcools sont voués aux usages industriels, et on ne peut concevoir son opposition, surtout lorsqu'il profite depuis quelques années d'une prime pour ses alcools allant aux usages industriels.

Aussi, les promoteurs de l'allocation à la distillation sont allés, au Congrès viticole du Sud-Ouest, tenu à Bordeaux en janvier 1907, jusqu'à demander une augmenta-

tion de la prime accordée aux alcools dénaturés, prime qui serait payée par une légère surtaxe des alcools livrés à l'alimentation. La place perdue par l'alcool industriel d'un côté, grâce à la prime aux eaux-de-vie de vin, serait retrouvée de l'autre par l'augmentation des débouchés ouverts dans l'emploi de cet alcool pour l'éclairage et surtout pour la force motrice. Et pour justifier cette compensation à accorder aux alcools du Nord, ils prétendent qu'il n'est point douteux que tout projet qui favorisera la distillation du vin soulèvera des protestations des agriculteurs du Nord; ils n'en veulent pour exemple que les manifestations qui se sont produites.

Envisageant la situation de la distillerie industrielle dans les dix dernières années et en empruntant au Bulletin de statistique et de législation de juillet 1906, on peut constater que la moyenne annuelle de la production des alcools provenant des grains, mélasses et betteraves a été, de 1896 à 1900, de 2.138.000 hectolitres; de 1901 à 1905 en même temps que la consommation de l'alcool la production a diminué; les alcools d'industrie perdent par an, environ 200.000 hectolitres, soit 10 0/0. A côté de cette réduction minime si l'on étudie les cours des alcools de 1900 à 1905, on voit qu'en cinq ans les prix ont augmenté de 60 0/0, passant de 28 francs par hectolitre d'alcool pur en 1901 à 45 francs en 1905 et la hausse s'est continuée en 1906. On ne s'explique pas pourquoi le Nord se plaint de la concurrence des bouilleurs de cru et en réclame la suppression quand le prix de son alcool s'est élevé sans interruption depuis 1901. A leur sens, la consommation imposée de l'alcool est indépendante du régime des bouilleurs de cru, mais est en rapport étroit avec la consommation du vin. Si l'Etat a perçu plus sur

l'alcool en 1904, c'est parce que la récolte de vin fut faible en 1903, mais en 1905 la consommation du vin s'étant relevée, celle de l'alcool diminuera ; les chiffres définitifs de l'exercice 1905 font ressortir, en effet, une augmentation de 3 millions d'hectolitres pour le vin et une diminution de 140.000 hectolitres d'alcool. Pour 1906 la consommation du vin ayant encore augmenté, celle de l'alcool a diminué. Les prix continueront à se relever, si la fraude ne vient pas troubler le marché des vins.

La prime aux alcools employés à l'éclairage, au chauffage, à la force motrice, etc., est actuellement de 9 francs par hectolitre, elle n'est pour la plus grande part qu'un simple remboursement des frais de dénaturation avec le méthylène fourni par l'Etat (1).

Il n'en serait pas de même si la prime était portée à 20 francs, la différence de 11 francs viendrait réellement en déduction du prix de l'alcool. Celui-ci verrait alors s'ouvrir d'immenses débouchés et les distillateurs du Nord se trouveraient, de ce côté, beaucoup plus que les 10 ou 15 0/0 que les viticulteurs réclament pour leurs eaux-de-vie. Les ressources nécessaires au paiement de la prime seraient fournies par une légère surtaxe mise sur tous les alcools livrés à l'alimentation.

Les deux réformes fiscales : prime aux alcools dénaturés, prime aux eaux-de-vie de vin, se complètent l'une par l'autre. Elles offrent le moyen pratique de concilier équitablement les intérêts en présence ; leur adoption serait profitable à la fois aux deux régions du Nord et du Midi.

S'expliquant sur l'augmentation du droit de circulation des vins, M. Augé, à la séance de la Chambre des députés du 20 mars 1906, disait :

(1) Rapport de M. Audebert. Congrès de viticulture de Bordeaux.

« Je ne propose pas un droit susceptible de devenir prohibitif à l'égard des consommateurs, puisqu'avec la surtaxe de un franc, cela fait une augmentation de un centime par litre. J'ai consulté de nombreux commerçants de toutes les régions de grande consommation et ils m'ont tous répondu qu'à leur avis un droit supplémentaire de un centime par litre de vin ne fera pas obstacle à la consommation (V. *Journal officiel*).

Et pour montrer la véracité de cette allégation, M. Augé s'appuie sur ce fait qu'autrefois le vin payait, pour entrer dans Paris, 18 fr. 87 et qu'aujourd'hui il ne paye plus que 1 fr. 50. Autrefois, avec cette taxe de 18 fr. 87, tous les vins s'écoulaient en année normale, et aujourd'hui avec un droit de 1 fr. 50 on ne peut plus arriver à les écouler, et s'adressant aux partisans de la taxe différentielle, à la même séance, M. Augé leur disait :

« Vous étiez partisans comme moi de la taxe différentielle sur l'alcool qui ne va qu'indirectement au producteur de vin et au prix du plus léger sacrifice qui ne sera consenti, en somme, que par le consommateur dans des proportions infinitésimales par chacun, vous ne voulez pas dégrever le viticulteur et mettre directement dans sa poche la détaxe que vous demandiez pour le distillateur ?

« Le Nord, plus clairvoyant, a parfaitement compris ceci pour son produit alcool et déjà lorsqu'en 1901 j'apportais à la tribune mon système, sans dépôt de proposition de loi ou d'amendement, le Nord l'acceptait pour faciliter l'écoulement de son alcool. »

En dehors des objections soulevées par cette augmentation du droit de circulation, les partisans de la prime à la distillation prétendent que la mesure débarrasserait le marché des excédents qui le surchargent, ferait disparaî-

tre les vins inférieurs, donnerait enfin à la clientèle une consommation choisie à des prix raisonnables, puisque à un certain taux la fabrication reste de par la volonté de la Chambre un concurrent invincible.

Et pour compléter son système M. Augé disait en terminant, à la séance du 29 novembre 1904 :

« Je comprends mal aujourd'hui pourquoi l'Etat continuerait à dégrever de l'impôt pendant quatre années les terrains autrefois complantés en vignes et reconstituées.

« Je le répète, il serait coupable à vous d'encourager une culture qui déjà souffre si cruellement de la surproduction. Il est inutile de pousser les gens de l'Est à cultiver la vigne, alors que deux années sur trois ils sont exposés à voir leur vignes gelées. »

Enfin, d'après ses partisans, ce système de prime directe mettrait à l'abri de toute fraude, puisqu'elle demande nécessairement une prise en charge par la régie des quantités distillées qui ont bénéficié de la prime, plus besoin alors de réglementer le privilège des bouilleurs de cru puisque seuls bénéficieront de l'allocation les bouilleurs qui auront fait leur déclaration à la régie.

Arguments contre :

Cette proposition a trouvé de nombreux adversaires qui se sont efforcés de mettre en relief les inconvénients qui pourraient résulter de ce système.

M. Honoré Leygues, l'un des principaux adversaires de la prime directe, prétend que si on analyse complètement on constate que la proposition de M. Augé n'est au fond qu'un cartel *sui generis* organisé, comme la prime des sucres, avec le concours d'une administration d'Etat pour permettre l'écoulement, sous forme d'alcool, d'une partie

de la récolte de vin par un sacrifice imposé aux consommateurs ou consenti par les autres producteurs de vin ayant vendu directement à l'état naturel leur récolte à la consommation (1).

Pour lui, il préfère de beaucoup la taxation différente des eaux-de-vie et des alcools industriels qui apparaît au monde viticole comme le remède définitif et suffisant pour parer à toutes les éventualités des crises futures.

Le système de la prime directe a séduit d'abord parce qu'on a vu le fameux billet bleu que le Trésor aurait à remettre au récoltant dès qu'il présenterait l'hectolitre d'alcool qu'il vient de tirer de l'alambic où il a distillé son vin.

Or l'allocation du billet bleu en question ne doit pas entraîner l'appauvrissement du Trésor ; si on le tire des caisses de l'Etat, il faut que dans ces mêmes caisses il y ait une ressource correspondante.

Dans ce but les partisans de la prime proposent une surtaxe sur le droit de circulation du vin. C'est là que réside la faute, on ne doit pas songer à surtaxer les vins. Ils sont soumis actuellement à un droit de circulation de 1 fr. 30 par hectolitre, cela suffit. Ce n'est pas aux viticulteurs à demander le relèvement de ce droit, surtout après la campagne faite en 1900 pour arriver à obtenir le droit modéré aujourd'hui en vigueur.

Et les adversaires de l'allocation à la distillation : « C'est bien assez que nous ayons à craindre les fantaisies à la voracité d'un ministre des finances qui proposera si on n'y prend garde ce relèvement, non pas pour nous payer

(1) Honoré Leygues, Rapport sur la crise viticole au nom de la commission parlementaire d'enquête. *Documents parlementaires*. Chambre des députés, 1902.

une prime, mais pour augmenter les ressources de l'Etat et assurer l'équilibre compromis du budget. Mais sans surtaxe sur la circulation des vins, le système de la prime directe s'écroule (1).

L'intention de M. Augé est excellente, lorsqu'il veut débarrasser le marché des petits vins, « ces échappés de chaudière », mais la taxe différentielle rendrait en partie les mêmes services et aurait cet avantage d'être une législation définitive, tandis que la proposition de M. Augé semble une mesure de circonstance et par conséquent temporaire.

Enfin, il semble que ce n'est pas au moment où l'on conseille de ne plus rechercher la quantité avant tout mais de soigner la qualité que l'on peut encourager la production des mauvais vins par une prime payée exclusivement par les bons.

De plus la surtaxe des droits de circulation qui est demandée augmenterait de 80 0/0 les droits actuels, et soulèverait de vives protestations.

La proposition Augé se compose de deux parties absolument liées. D'un côté, une prime, de l'autre, un impôt, or, l'établissement d'un nouvel impôt sur les vins est impossible. La viticulture française, sauf dans un ou deux départements, est unanime et déclare sur ce point la loi de 1900 intangible. C'est ainsi que la délégation de la Société des agriculteurs de France étant appelée en 1902 par la commission parlementaire à donner son avis sur la crise viticole, répondait :

« Il importe d'écarter toute combinaison qui serait de nature à augmenter le droit de circulation sur les vins,

(1) Discours de M. Leygues au Congrès de viticulture de 1907.

lors même que le produit de cette surtaxe serait appliqué sous forme de prime aux vins allant en distillerie. Il ne faut pas, sous prétexte de porter remède à une crise temporaire et pour le seul profit d'intérêts particuliers, établir une surtaxe dont tout le monde viticole français aurait à subir les conséquences d'une façon permanente (1). »

Enfin, la prime serait accordée à des vins qui n'en ont nullement besoin et vont naturellement et avantageusement à la distillation, par exemple les cognacs et les armagnacs, etc...

En définitive, ce sont les vins moyens qui supporteraient le poids de la prime en faveur des vins inférieurs et des eaux-de-vie nobles. Or, ceci a semblé inadmissible aux adversaires de la prime directe.

Tels sont, très rapidement exposés, les principaux griefs adressés à l'allocation à la distillation par ses adversaires. Nous allons dans le chapitre suivant rechercher l'intérêt économique qui pourrait résulter de l'adoption de la prime à la distillation pour les pays et à un point de vue plus spécial pour les régions productrices d'eaux-de-vie de cru.

(1) Clémentel, Rapport sur la crise viticole. *Documents parlementaires*. Chambre des députés, 1902.

CHAPITRE III

INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DE LA PRIME.

Son influence en Charentes et dans les pays producteurs d'eaux-de-vie de cru.

Très rapidement, car en nous étendant nous risquerions de développer des idées que nous avons déjà étudiées, nous allons essayer de déterminer quel intérêt économique il y aurait pour le pays à adopter la proposition de M. Augé et nous envisagerons ensuite l'intérêt des régions productrices d'eau-de-vie de cru dans la question.

La prime à la distillation permettrait d'employer les vins défectueux en temps normal et les excédents en année d'abondance en les distillant. La principale cause de la crise viticole actuelle serait donc enrayée, puisqu'elle provient, ainsi que nous l'avons déjà exposé, de la mévente des vins, conséquence inéluctable de la surproduction.

Le Midi, pendant le phylloxéra, étant devenu pour ainsi dire l'unique pourvoyeur de vin pour la consommation de bouche, et ayant trouvé pour ses produits, durant ces années de crise, un prix bien supérieur à la valeur en degré alcoolique de ses vins, crut à l'éternité de cette ère de prospérité. Aussi ne voyant pas ou ne voulant pas voir les efforts couronnés de succès qui étaient tentés dans les anciens pays de vignoble pour la reconstitution du vignoble disparu, le Midi continua à planter la vigne, presque dans des terrains où jusque-là on n'avait cultivé que des céréa-

les et ces viticulteurs recherchèrent surtout les cépages à gros rendements, sacrifiant ainsi à l'apport d'un gain, peut-être problématique, la qualité du vin. Dans les années du phylloxéra on aurait vu, dans le Midi, des fortunes s'édifier avec une rapidité extraordinaire, ces exemples développaient encore le désir de la plantation.

Mais lorsque les pays dévastés eurent reconstitué leurs vignobles, et lorsque ces derniers commencèrent à produire, chaque région au lieu de s'adresser au Midi comme par le passé, préféra acheter son vin chez elle ; les frais de transport étant moindres et parce que le consommateur était heureux de retrouver l'ancien vin du pays disparu depuis tant d'années.

Le Midi ne trouva plus preneurs suffisants pour absorber toute sa production. Alors chaque année une quantité plus ou moins grande de vin resta chez le propriétaire et naturellement ces excédents n'étaient pas constitués par les meilleurs vins, mais par des vins d'un faible degré alcoolique et qui ne pouvaient se conserver longtemps.

De plus le sucrage qui pendant des années de production insuffisante avait donné de tels bénéfices qu'il s'était élevé à la hauteur d'une institution, continuait ses bons offices et augmentait encore les excédents invendus.

Les propriétaires de ces petits vins qui leur restaient, au lieu de les voir se perdre complètement dans leurs chais, préféraient les vendre à vil prix. Malheureusement, ces quantités jetées en même temps sur le marché au début de la campagne, où il fallait faire de la place aux produits de la nouvelle récolte, entraînèrent la baisse des prix à tel point que les vins qui jadis trouvaient encore un prix suffisamment rémunérateur furent également dépréciés et ne purent se vendre qu'à un prix inférieur aux frais de culture et de vinification.

Chaque année, cette mévente s'est augmentée malgré la loi de 1900, parce que chaque année la surface complantée en vignes augmentait dans les régions anciennement viticoles.

La crise s'accroît tellement que cette année la misère la plus profonde a assailli les populations du Midi qui, il y a à peine quinze ans, avaient connu des heures de richesse. Il fallait donc absolument, pour remédier à cet état de choses, faire disparaître ces excédents de mauvais vins, cause importante de la crise aiguë dont souffraient nos populations du Midi.

La prime à la distillation fut proposée, elle devait débarrasser le marché de tous ces petits vins en les envoyant à la chaudière, et comme ces vins étaient peu riches en valeur alcoolique, et de plus comme à la distillation les vins n'ont de valeur que par leur degré alcoolique, afin de donner à ces petits vins un prix au moins égal à leurs frais de fabrication, on pensa à leur donner une prime qui serait obtenue par une augmentation du droit de circulation des vins.

Ainsi, par la prime, l'intérêt général serait servi, on sauverait une branche de l'agriculture et non des moindres d'une ruine certaine, ruine d'autant plus à redouter que les terrains occupés par la vigne, du moins dans la plupart des régions, sont impropres à toute autre culture.

De plus le consommateur y trouverait un avantage certain, car seuls les vins de bonne et moyenne qualité lui seraient offerts, enfin la santé publique y aurait également avantage, car dans les eaux-de-vie bon marché, telles que celles qu'on boit dans les débits parisiens, au lieu de faire des coupes avec du trois-six d'industrie, on emploierait ces trois-six de vin du Midi qu'on mélangerait avec

d'autres eaux-de-vie plus fines. Ces eaux-de-vie n'auraient certes pas la finesse, l'arôme, le goût exquis des eaux-de-vie de cru, mais elles seraient beaucoup moins nocives que les alcools d'industrie plus ou moins rectifiés, additionnés de parfums chimiques, dont la consommation qui n'existe que depuis une trentaine d'années a introduit en France l'alcoolisme avec ses terribles effets.

Avec la prime on arrive à employer les vins défectueux et en excédent, ce qui serait un remède efficace à la crise de mévente du Midi, et permettrait le relèvement des cours des bons vins.

Ce résultat serait obtenu également avec la taxe différentielle, mais la prime aurait de plus cet avantage, c'est de porter immédiatement un secours efficace aux populations du Midi, complètement ruinées.

En effet la taxe différentielle ne produit son effet qu'au moment de la mise en circulation du produit et ne porte que sur les quantités que le propriétaire met en circulation, par conséquent tous les déchets inhérents à un séjour plus ou moins prolongé en fûts ne produisent aucun avantage au viticulteur ; il est vrai qu'il vendra son eau-de-vie plus cher, mais pendant des années il aura un capital, parfois très fort, immobilisé.

Au contraire la prime est versée dès la distillation opérée et cette allocation perçue de suite par le viticulteur peut lui permettre d'attendre le moment propice pour vendre. Ainsi, on évitera qu'à un moment donné, le besoin d'argent se faisant sentir chez le viticulteur, le marché ne soit encombré d'une quantité d'alcool naturel plus grande que la demande, ce qui entraînerait les mêmes conséquences et la même chute des prix que nous avons constatées en ce qui concernait le marché des vins.

En cas d'exportation la prime resterait acquise, ce qui n'aurait pas lieu avec la taxe différentielle.

Cependant il est à craindre que la prime à la distillation, tout en empêchant cet encombrement du marché des alcools, n'amène par une contre-voie l'effondrement des cours de l'alcool, de la même façon que les plantations irréfléchies du Midi ont amené l'effondrement des cours du vin.

Il est à craindre, en effet, que l'appât de la prime ne pousse à la production de mauvais trois-six de vin, et que le viticulteur ne recherche encore dans sa production de vin la quantité au lieu de la qualité. Et cette fois la conséquence ruineuse de cette nouvelle hérésie viticole serait éprouvée non seulement par le Midi lui-même, mais encore et surtout par les producteurs d'eaux-de-vie de cru et par l'alcool d'industrie pour les quantités qu'il fournissait encore à la consommation directe, car l'eau-de-vie de vin ne pourrait seule faire face à toutes les demandes de la consommation.

Pour les eaux-de-vie de cru, comme les cognacs et les armagnacs, les craintes que leur inspire cette prime sont encore bien plus fondées, et c'est pourquoi, au grand étonnement des promoteurs de cette prime, ils n'ont pas hésité à la repousser. Au premier abord en effet il semblait que ces pays, dont toute la récolte de vin est destinée à la chaudière, devraient bénéficier bien plus que n'importe quelle région de cette allocation qui leur serait payée par les pays viticoles dont la production est destinée à la consommation directe ; par le montant de la prime, ces pays producteurs d'eaux-de-vie de cru avaient un remède certain à la crise qui les frappe.

Malheureusement les partisans de la prime à la distil-

lation n'ont pas compris le caractère spécial de la crise qui sévit actuellement en Charentes et en Armagnac.

Ces pays souffrent d'une crise de mévente ne venant pas d'une surproduction des eaux-de-vie de cru, et par suite pouvant demander comme remède une prime comme dédommagement au bas prix où ils seraient forcés d'écouler leurs produits, mais d'une crise provenant de la concurrence déloyale qui leur est faite par les alcools d'industrie qui usurpent leurs noms, leurs marques et qui trompent ainsi le consommateur, les supplantent tant sur le marché intérieur que sur le marché mondial par le bas prix auquel ils offrent leurs marchandises, présentées avec tous les aspects de produits véritables.

Ce qu'il faut donc à ces pays pour les sauver d'une ruine certaine, c'est les défendre contre l'usurpation de leurs marques. Il faut que le consommateur sache ce qu'il achète, et libre à lui, suivant ses moyens, d'acheter soit des eaux-de-vie bon marché fabriquées avec de l'alcool d'industrie, soit des eaux-de-vie de cru plus chères, il faut donc surtout protéger les marques d'origine. Il faut que la Régie intéressée par une différence fiscale puisse suivre l'eau-de-vie de vin depuis son origine jusqu'à la consommation et puisse certifier au consommateur que s'il achète une eau-de-vie de prix, c'est bien une eau-de-vie naturelle.

Jusqu'ici, la plupart du temps, on lui offre, sous le nom de fine, de fins bois, ou d'Armagnac, un produit composé essentiellement d'alcool d'industrie avec un bonificateur, mais dans lequel il n'est jamais entré une goutte d'eau-de-vie de vin des Charentes ou de l'Armagnac.

Or, avec la prime à la distillation, par le fait même que la prime est payée au moment même de la distillation, rien ne permettra plus le contrôle du lieu de production

et le consommateur restera encore à la merci de tous les déguisements.

Par conséquent, plus de défense des marques, plus de certificat d'origine, qui cependant depuis leur création ont fait renaître la confiance chez le consommateur, et qu'on devrait s'efforcer de renforcer encore davantage pour ramener à notre commerce d'eau-de-vie les clients étrangers qui se sont écartés peu à peu de notre production par la crainte des tromperies.

Pour les Charentes cette prime à la distillation faciliterait encore l'abus qui se fait du nom de « Cognac », car toutes ces eaux-de-vie de vin pouvant s'expédier sous acquit blanc, n'auraient qu'à venir dans la région charentaise pour être de là expédiées sous le nom de cognac.

Au contraire la taxe différentielle doublée de l'adoption d'un acquit régional, permettrait à chaque pays producteur d'eaux-de-vie de vin, de vendre ses produits sous leur véritable nom, et il n'y aurait plus à craindre l'usurpation des marques.

Les pays d'eaux-de-vie de cru en réclamant la taxe différentielle, ne demandent pas de bénéficier d'une détaxe énorme de droits, ils demandent simplement que par cette différence fiscale, qui sera peut-être beaucoup plus minime que la prime à la distillation, la Régie soit obligée de surveiller plus étroitement les divers produits. Ce n'est pas une mesure en leur faveur qu'ils demandent, c'est simplement une mesure de justice qu'ils réclament; depuis plus de trente ans, l'alcool d'industrie fait une concurrence déloyale aux eaux-de-vie de cru, en ne craignant pas de se présenter aux consommateurs sous le nom et l'aspect des cognacs et des armagnacs. Il est temps que ces procédés malhonnêtes cessent. Nos pays ne cherchent pas un béné-

fice pécuniaire, ils ne veulent qu'un traitement égal pour tous, et que chaque production de notre pays se présente sur le marché sous son véritable aspect et revêtue de son nom véritable.

Les viticulteurs charentais ont raison, à notre avis, de croire qu'en réclamant cette différenciation, ils ne font qu'user d'un droit absolument juste et qui veut qu'on réprime sévèrement toute fraude et tout procédé déloyal de concurrence. Et en ceci ils sont bien dans l'esprit de la loi du 1^{er} août 1905.

Avec la prime à la distillation telle qu'elle est proposée par M. Augé ce résultat ne peut être obtenu, c'est pourquoi les viticulteurs des Charentes et de l'Armagnac n'ont pas hésité à la repousser.

Pour nos Charentes il ne peut être question de prime à la distillation, ce serait donner des armes à certains de nos concurrents et faciliter l'abus qui se fait du nom du produit de nos vignes.

SECTION III

DE L'ENTENTE ENTRE LE NORD ET LE MIDI

**Des intérêts économiques des diverses régions de France
à cette entente.**

La taxe différentielle et la prime à la distillation, remèdes proposés à la crise viticole, auraient pu donner l'une et l'autre des résultats appréciables si leur application n'avait été retardée par l'antagonisme d'intérêts existant entre les populations agricoles du Nord et les populations viticoles du Midi.

Mais la crise s'étant étendue du Midi au Nord, et nos populations méridionales poussées par la misère ayant compris la nécessité qu'il y avait pour elles d'aboutir, on a pu constater au Congrès des viticulteurs de France tenu à Paris en janvier 1907 une tendance à des concessions. C'est ainsi que M. Semichon, rapporteur de la Commission du régime des vins et du régime des alcools, s'expliquant sur les encouragements à demander en faveur de la distillation des vins, disait dans son rapport :

« Le sentiment qui a paru prévaloir, c'est que les partisans de l'un ou de l'autre système se rallieraient volontiers à celui qu'on leur oppose, s'il leur était prouvé qu'il fût plus facilement réalisable (1). »

Or la question des alcools, ainsi que le faisait très jus-

(1) Compte rendu de la session générale de la Société des viticulteurs de France, janvier 1907, p. 51.

tement remarquer au sein de la Commission M. Cazelles, ne regarde pas seulement les viticulteurs. En effet les trois quarts au moins du marché des alcools de bouche appartiennent en fait aux alcools d'industrie et les intéressés ne se laisseront pas à coup sûr exproprier sur ce terrain sans une raisonnable compensation.

La meilleure preuve de ceci se trouve dans les manifestations publiques des agriculteurs du Nord ainsi que des industriels et commerçants de cette région dont les intérêts sont solidaires de ceux des premiers. En étudiant ces manifestations il fut facile de constater le désir qu'ils ont tous manifesté de s'entendre avec la viticulture.

Si les viticulteurs voulaient aboutir, la plus élémentaire sagesse leur commandait de ne pas marcher inconsidérément à l'encontre des intérêts des populations du Nord, mais bien plutôt de rechercher une formule de conciliation susceptible d'assurer aux viticulteurs des alliés précieux au Parlement. Cela était d'autant plus important que ces agriculteurs du Nord étaient intéressés au régime des sucres au sujet duquel les viticulteurs demandaient des modifications importantes.

Or les agriculteurs du Nord, ainsi que les industriels, les négociants en spiritueux et tous les syndicats de débitants qui gravitent dans le même orbite étaient irrédûciblement opposés à tout système de taxation différentielle, qui créerait sur le marché deux sortes d'alcool au point de vue fiscal. En outre il y avait raison de croire qu'ils accepteraient un système de bonification de distillation payée par les vins. Mais il paraissait à peu près certain qu'ils exigeraient une compensation qui leur permît de trouver un écoulement de leurs alcools sur le terrain industriel où ils cherchent à concurrencer les pétroles.

Il paraissait donc nécessaire, si on voulait aboutir à une solution pratique, d'entrer en pourparlers avec les représentants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du Nord. Dans le courant de l'hiver dernier le Comité permanent de la viticulture et du commerce s'était formé, association fondée dans le but d'étudier toutes les questions intéressant viticulteurs et commerçants. Il est composé de 22 représentants de la Société des viticulteurs de France et de 22 commerçants représentant le Syndicat national du commerce des vins et spiritueux de France et il fut présidé par M. Develle, ancien ministre.

Presque aussitôt sa formation, les représentants de la « Fédération des associations agricoles de la région du Nord » demandèrent à entrer en conversation avec le Comité des viticulteurs au sujet des questions divisant le Nord et le Midi.

Les viticulteurs acceptèrent la conversation proposée et un des principaux rédacteurs d'un journal de Paris, *Le Matin*, qui fut mêlé aux pourparlers, offrit les salles de rédaction de son journal pour les réunions et la publicité du journal pour lancer le projet si on aboutissait.

Telles sont les origines de ce projet d'entente de la betterave et de la vigne, et si nous avons cru utile de l'indiquer, c'est afin de dissiper une équivoque qui a pu se produire dans l'esprit de beaucoup. Le projet n'est pas présenté par ce journal sous les auspices d'une commission composée d'une part des représentants de la Fédération des industries agricoles du Nord délégués à cet effet par leur association, et d'autre part par les délégués du Comité permanent d'alliance de la viticulture et du commerce, délégués nommés par ce comité avec la mission spéciale d'étudier une entente avec le Nord.

Les réunions eurent lieu à Paris du 15 janvier au 19 mars. Il est bien probable que si le Nord a fait les premières ouvertures, c'est parce que les betteraviers étaient préoccupés de chercher des débouchés nouveaux à leurs produits plutôt que de faciliter la vente rémunératrice du vin et de l'eau-de-vie. Mais les viticulteurs n'avaient-ils pas, eux aussi, les mêmes préoccupations en faveur des produits de la vigne. Il semble donc inutile de rechercher les idées de derrière la tête des divers auteurs du projet, chacun y a défendu ses intérêts (1).

Il serait trop long de faire une étude complète de l'accord intervenu, que nous reproduisons du reste en entier comme annexe, nous ne nous occuperons que des intérêts économiques qui peuvent résulter de l'adoption de ce projet pour les différentes régions intéressées à la question de l'alcool.

Cependant, sans entrer dans une étude approfondie de ce projet, nous croyons devoir donner quelques explications sur le titre II de ce projet s'occupant des alcools, vins et pétroles.

En ce qui concerne la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, le projet contient les dispositions suivantes :

« Réglementation conçue en vue de soustraire le récoltant aux investigations de la Régie et à l'exercice à domicile ; à cet effet, concentration de la distillation entre les mains, soit de loueurs d'alambics agréés pouvant opérer au domicile ou dans le voisinage du domicile du récoltant, soit d'exploitants d'ateliers publics de distillation,

(1) Article de M. Verneuil dans le journal *L'Indépendant de la Charente-Inférieure*, numéro du 30 mai 1907.

soit de brûleries syndicales ou coopératives. Allocation familiale fixée à 10 litres d'alcool pur. »

« Pour les distillateurs à domicile, application d'un règlement comportant seulement : *A*) la déclaration contrôlée des matières à distiller ; *B*) à la fin de la distillation, la mise en charge de l'alcool produit. »

Il n'échappera à personne que la réglementation du privilège des bouilleurs de cru a été la condition première absolue, *sine quâ non*, d'une entente avec les représentants du Nord, pays producteur d'alcool. Les représentants d'accord avec le commerce des vins et spiritueux ont demandé tout d'abord la suppression pure et simple du privilège. Les représentants de la viticulture ont jugé cette prétention excessive et inacceptable ; finalement l'accord s'est fait sur la base transactionnelle d'une réglementation devant avant tout et par dessus tout respecter le domicile du bouilleur de cru et le soustraire aux exigences et aux ennuis de l'exercice chez lui. Ici, c'est-à-dire en matière d'alcool, comme pour le sucrage, comme pour le vinage, comme pour la production et la circulation des vins eux-mêmes, l'idée maîtresse a été de faire obstacle à la fraude. Ce but peut être atteint en respectant les droits et la liberté des bouilleurs de cru et en sauvegardant en même temps les intérêts du Trésor et le principe de l'égalité devant l'impôt.

Cette réglementation a fait l'objet d'un examen approfondi, qui a donné lieu à des dispositions qui ne soumettent le bouilleur de cru détenant des alcools à domicile qu'à une prise en charge après déclaration préalable et à un arrêté de compte annuel.

A titre de renseignement nous publions ce projet de réglementation comme annexe.

Le projet d'entente entre la vigne et la betterave envisageant ensuite la dénaturation déclare :

« Adoption pour la dénaturation de l'alcool de types de dénaturants appropriés aux divers usages de l'alcool dénaturé. Abaissement à 3 francs des frais de dénaturation par hectolitre d'alcool pur livré à la dénaturation. »

Les inconvénients du dénaturant actuel dans les appareils de chauffage et d'éclairage et dans les moteurs, son coût trop élevé, constituent des défauts tellement avérés que le gouvernement a fait voter un crédit de 20.000 francs en vue de stimuler les recherches de dénaturants à la fois plus économiques et mieux appropriés aux usages de l'alcool dénaturé.

Les allocations dont il sera question plus loin ont été calculées dans l'hypothèse où le dénaturant serait livré aux dénaturateurs à un prix qui ferait ressortir à 3 francs au maximum les frais de dénaturation par hectolitre d'alcool pur.

S'expliquant sur la constitution d'un fonds d'assurance contre la mévente des vins et alcools, le projet contient les dispositions suivantes :

« Le dit fonds alimenté par les primes d'assurance ou cotisation perçue sur les vins d'une part, sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vin d'autre part, et enfin en cas d'insuffisance de ces primes d'assurance, par une taxe de circulation sur les pétroles et essences de pétrole.

« Le fonds d'assurance ainsi constitué donnera lieu à deux comptes distincts :

« A. — Le compte d'assurance contre la mévente des vins.

« B. — Le compte d'assurance contre la mévente des alcools.

« Le premier, destiné au paiement des allocations aux alcools de vin, recevra annuellement les deux tiers des cotisations perçues sur le vin.

« Le deuxième, destiné au paiement des allocations aux alcools dénaturés de betteraves, pommes de terre, topinambours (plantes sarclées), recevra annuellement :

« A. — Le tiers des cotisations perçues sur le vin.

« B. — Les cotisations perçues sur les alcools d'industrie de bouche et les alcools de vin.

« C. — Et en cas d'insuffisance du produit de ces deux catégories de cotisations, le produit des taxes de circulation sur les pétroles et essences de pétroles.

« La cotisation perçue sur les vins est fixée à 0 fr. 50 par hectolitre de vin en addition au droit de circulation ; elle comprend également la perception de 0 fr. 60 par chaque degré hectolitre d'alcool ajouté par sucrage ou vinage.

« La cotisation perçue sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vin est fixée à 5 francs par hectolitre d'alcool pur livré à la consommation ; cette cotisation sera payée soit à l'entrée en entrepôt, soit à la levée du congé, pour les alcools ne passant pas par l'entrepôt.

« La taxe par quintal de pétrole raffiné ou de pétrole brut contenant moins de 13 0/0 d'essence étant prise pour unité, la taxe par quintal d'essence sera double de la précédente et la taxe par quintal du pétrole brut contenant plus de 13 0/0 d'essence sera majorée proportionnellement en raison de la quantité totale d'essence contenue.

« Les taxes sur les pétroles et essences de pétroles seront fixées chaque année pour l'année suivante, selon le système institué par l'article 59 de la loi des finances du 25 février 1901. »

L'établissement d'un nouveau régime de l'alcool devant,

conformément aux vœux unanimes des associations et des congrès viticoles, avoir pour base l'attribution d'allocations ou indemnités, d'une part aux alcools provenant de la distillation des vins, d'autre part des alcools d'industrie dénaturés, c'est pour réaliser ce double objectif que serait constitué le fonds d'assurance contre la mévente des vins et des alcools.

Ce fonds doit nécessairement être alimenté par les produits qui en seraient plus directement les bénéficiaires ou encore par ceux qui, étant de provenance étrangère comme les pétroles, opposent aux produits français une concurrence désastreuse.

Il n'était pas possible de s'arrêter un seul moment à la pensée de demander aux ressources générales du budget les ressources nécessaires au paiement de ces allocations ou indemnités, c'eût été se heurter d'avance à une impossibilité et rendre la réforme absolument illusoire et irréalisable.

Ces ressources il fallait les demander : 1° au vin lui-même, parce que le marché des vins trouvera un avantage immédiat à être allégé des quantités livrées à la distillation et que l'ensemble de la production bénéficiera du relèvement des cours qui en sera la conséquence ; 2° aux alcools industriels de bouche et aux alcools de vin parce que les uns et les autres bénéficient du nouveau régime ; 3° enfin, aux pétroles éventuellement, parce qu'il est indispensable d'arriver à égaliser les prix de l'alcool dénaturé et du pétrole et parce qu'ainsi il importe de faire cesser le régime de faveur dont jouissent les pétroles à l'intérieur en matière de contributions indirectes.

La contribution demandée au vin a été fixée à 0 fr. 50 par hectolitre en addition au droit de circulation. Il ne serait

venu à l'esprit de personne de soutenir que cette surtaxe qui représente un demi-centime par litre puisse avoir une influence quelconque sur la consommation du vin. Et qu'est ce sacrifice au regard des avantages que l'allègement du marché et le relèvement général des cours doivent apporter à la viticulture ? Ni le producteur qui a l'habitude de vendre sa récolte au commerce, ni le producteur qui expédie directement sa récolte au consommateur, qu'il s'agisse du commerçant en gros ou du détaillant, ne peuvent raisonnablement souffrir un dommage quelconque de cette surtaxe. Dans la pratique elle se fondra en quelque sorte dans l'ensemble des opérations commerciales dont le vin est l'objet. Sa répercussion n'aura pas plus d'effet que n'en a eu, lors de la réforme de 1900, la péréquation de la taxe de circulation.

A cette cotisation demandée à tous les vins sans exception, il a paru juste de joindre le produit de la surtaxe spéciale de 0 fr. 60 imposée par degré hectolitre aux vins chaptalisés ou vinés.

La contribution demandée aux alcools industriels de bouche et aux alcools de vin a été fixée à 5 francs par hectolitre d'alcool pur. Cette somme ne se confondra pas avec le droit général de consommation des alcools, mais elle sera perçue soit à l'entrée à l'entrepôt pour les alcools allant à l'entrepôt, c'est-à-dire pour la plupart de ceux qui font l'objet d'opérations commerciales, soit à la levée du congé pour ceux, en plus petite quantité, qui ne passant pas par l'entrepôt sont expédiés directement de chez le producteur chez le consommateur.

La cotisation demandée aux pétroles, sous forme de taxe de circulation ou droit d'accise, est facultative en ce sens qu'il ne sera nécessaire d'y recourir que quand les

ressources à provenir des cotisations du vin et des alcools seront épuisées.

C'est ainsi que le pétrole ne paiera qu'autant que la consommation des alcools dénaturés pour chauffage, éclairage et force motrice dépassera 700.000 hectolitres, soit le double de la consommation actuelle. Si la consommation venait à atteindre un million d'hectolitres, le pétrole ne payerait encore qu'une taxe de 7 millimes par litre, c'est-à-dire que le consommateur ne serait pas touché, tandis que, par suite de la lutte engagée entre les trusts américains et russes qui se disputent le marché, le pétrole ne cesse de baisser de prix en France.

Depuis 1901, époque où, grâce à l'initiative de M. Jean Dupuy, ministre de l'agriculture et aux efforts de tous les intéressés, l'emploi de l'alcool dénaturé a pris quelque développement, les cours du pétrole ont baissé en France de 10 francs par 100 kilogrammes, cependant qu'ils n'ont guère changé à New-York.

Tels sont les résultats de la politique du trust politique qui recourt à des moyens et manœuvres tels que le président Roosevelt a cru nécessaire de provoquer des poursuites contre le *Standard oil Trust* que dirige M. Rockefeller.

L'écart entre les taxes à percevoir sur l'essence et sur le pétrole s'explique naturellement par la différence de valeur de ces produits. Grâce au développement de l'automobilisme, le cours de l'essence augmente chaque jour, tandis que celui du pétrole diminue de plus en plus.

Le fonds commun constitué par ces diverses ressources donnera lieu à deux comptes distincts. Le premier compte d'assurance contre la mévente des vins est destiné au paiement des allocations aux alcools de vin ; sa dotation sera

constituée chaque année par les deux tiers des cotisations perçues sur le vin, c'est-à-dire par le produit de la taxe générale de 0 fr. 50 par hectolitre de vin et par le produit de la surtaxe spéciale de 0 fr. 60 par degré hectolitre imposée aux vins sucrés ou vinés.

Le deuxième compte d'assurance contre la mévente des alcools est destiné au paiement des allocations aux alcools dénaturés de betteraves, de pommes de terre, de topinambours, c'est-à-dire provenant des plantes sarclées, à l'exclusion des alcools de grains, etc... Sa dotation sera constituée chaque année par le tiers des cotisations ci-dessus indiquées. En cas d'insuffisance elle sera complétée par le produit de la taxe de circulation sur les pétroles et essences de pétrole, celles-ci intervenant pour assurer, mais seulement lorsqu'il en sera besoin, le dégagement du marché des alcools.

L'importance de la part des ressources fournies par le vin au compte des alcools dénaturés se justifie par cette considération que l'alcool de vin, même favorisé par une indemnité de distillation, ne peut trouver sur le marché de consommation un débouché suffisant sans avilissement des cours qu'à la condition que ce même marché aura été allégé d'une quantité proportionnelle d'alcool industriel de bouche ; cet allègement ne peut se produire qu'autant que cette quantité d'alcool industriel aura trouvé un débouché commercial dans la dénaturation. L'intérêt des producteurs d'alcool de vin est donc que la substitution de leurs alcools aux alcools industriels se produise sans à-coup, sans difficulté, sans lutte et que leurs produits n'aient qu'à prendre la place laissée libre par les alcools industriels allés à la dénaturation.

Leur intérêt est encore que la quantité d'alcool indus-

triel allant à la dénaturation soit le plus élevée possible et en tout cas soit régulière... C'est pourquoi il est nécessaire d'assurer au fonds destiné aux alcools dénaturés une élasticité suffisante de manière que les prix de vente des alcools dénaturés puissent se modeler sur les prix de leurs concurrents, le pétrole et l'essence de pétrole.

L'accord entre le Nord et le Midi envisageant l'indemnité qu'on devrait accorder à la distillation du vin pose en principe qu'il sera accordé :

« Une allocation de 40 francs au maximum par hectolitre pur obtenu par la distillation du vin non sucré ni viné. La dite allocation sera subordonnée à la condition que la distillation aura été effectuée sous le contrôle de la Régie. Elle sera attribuée aux producteurs.

« Le total des allocations attribuées en une même année ne pourra jamais, en aucun cas et quelles que soient les disponibilités du compte, dépasser 24 millions de francs pour la totalité des alcools produits au cours de cette année.

La question de savoir sous quelle forme une indemnité devrait être accordée en faveur de la distillation des vins s'est posée tout d'abord et il a fallu, dès le début, abandonner le principe d'une taxe différentielle ; on sait avec quelle ténacité, quelle persévérance, les représentants de la viticulture, soit dans leurs assemblées annuelles, soit dans leurs congrès, soit au sein de la commission extra-parlementaire de l'alcool, ont depuis dix ans réclamé la taxe différentielle des alcools. Ils n'ont cessé en toute occasion de s'en faire les défenseurs résolus. Mais ici ils se sont heurtés à un *non possumus* absolu de la part des délégués des associations agricoles du Nord et des représentants du commerce. Ceux-ci, comme pour la question du

privilège des bouilleurs de cru, ont fait, de l'abandon du principe de la taxe différentielle, une condition *sine qua non* de toute entente. Et les représentants de la viticulture se sont encore inclinés parce qu'e, au surplus, ils avaient surtout en vue d'obtenir un encouragement non équivoque à la distillation des vins, en même temps que l'authentification des eaux-de-vie de vin et qu'ils pouvaient réaliser ce but par un autre procédé.

La détermination de l'allocation à accorder à la distillation des vins a donné lieu à un long débat : les représentants de la viticulture réclamaient une allocation de 50 francs par hectolitre d'alcool pur, alors que les délégués des associations du Nord ne consentaient à leur offrir qu'une allocation de 20 francs.

Le grand principe qui a été admis comme base essentielle, c'est qu'il faut éviter avant tout que l'allocation à la distillation ne surexcite malencontreusement la production par l'application d'un avantage exagéré. Il ne faut pas que cet avantage soit de nature ou à provoquer la plantation de nouvelles vignes, ou à pousser à la culture intensive et à la production déréglée des petits vins, car, en ce cas, le remède serait pire que le mal.

La distillation ne saurait être envisagée dans le présent et dans l'avenir autrement que ce qu'elle a été dans le passé, un expédient destiné à parer aux récoltes surabondantes ou défectueuses, ne pouvant jamais constituer pour le récoltant une opération nettement rémunératrice par elle-même. Dès lors, l'allocation devait être fixée à un taux suffisant pour légitimer la distillation et pour opposer, le cas échéant, une barrière infranchissable à un effondrement du cours des vins, mais insuffisant pour constituer une

opération avantageuse, susceptible de provoquer les inconvénients graves qui viennent d'être indiqués.

Il a paru, tout bien examiné, qu'une allocation pouvant s'élever jusqu'à 40 francs, encore que ce chiffre leur semblât un peu faible, pouvait être admise par les viticulteurs. De leur côté, les délégués des associations agricoles du Nord ne l'ont acceptée qu'à grand'peine. Ils ont fait observer que, si les alcools de vins étaient certains de trouver immédiatement un débouché sur le marché de la consommation de bouche, par contre les alcools industriels n'avaient nullement la certitude de trouver, surtout au début, un débouché équivalent sur le marché des alcools dénaturés ; que ce débouché, il faudrait le conquérir en luttant contre un concurrent singulièrement redoutable : le pétrole.

Mais il a été bien entendu, s'agissant d'une réforme qui, dans un sens ou dans l'autre, peut avoir des conséquences difficiles à mesurer exactement, que ce chiffre pourra être révisé ultérieurement, augmenté ou diminué, selon que l'expérience aura démontré que l'allocation ainsi fixée remplit le but utile que l'on vise ou, au contraire, qu'elle a amené une perturbation sur le marché des alcools de bouche.

Il va de soi que cette allocation ne pouvait être accordée ni aux vins chaptalisés, ni aux vins vinés, et qu'elle ne s'appliquera qu'aux seuls alcools provenant de la distillation des vins naturels.

Nous n'insisterons pas en ce qui concerne l'indemnité accordée à la dénaturation des alcools de betteraves, pommes de terre et topinambours dans le but de favoriser ces alcools dans leur concurrence avec le pétrole, car nous sortirions des limites que nous nous sommes imposées.

Cependant, nous croyons que, grâce aux allocations qui seront accordées aux alcools dénaturés, ces derniers pourront concurrencer localement le pétrole raffiné comme lumière et chaleur, et ceci d'une façon suffisante, car d'une part la quantité d'alcool dénaturé à écouler, quelques centaines de mille hectolitres, est peu de chose en regard de l'énorme consommation de pétrole en France, et que d'autre part, tout concourt à diriger l'alcool dénaturé vers sa véritable destination : l'emploi pour force motrice.

En effet, la consommation mondiale d'essence progresse tellement vite, par suite du développement prodigieux de l'automobilisme, que la production ne peut la suivre.

Conséquences : les prix montent rapidement cependant que la qualité diminue toujours.

En France, la consommation est de 1.200.000 hectolitres, mais les raffineries françaises de pétrole n'en produisent que la moitié et leur production ne peut que décroître, le trust américain leur livrant, paraît-il, de moins en moins de pétroles bruts, riches en essences.

D'un autre côté, des expériences décisives ont prouvé l'excellent usage de l'alcool dans les moteurs pourvu que le dénaturant actuel soit modifié.

Moyennant l'adoption d'un dénaturant convenable, et cela dépend uniquement de la Régie, la question de l'emploi de l'alcool dénaturé pour force motrice peut donc être considérée comme techniquement résolue. On peut espérer qu'elle le sera économiquement et financièrement, grâce aux allocations prévues et à la constitution du fonds de ces allocations.

Telles sont les explications que les promoteurs de l'entente entre le Nord et le Midi ont fournies à l'appui de

leur projet en ce qui concerne les vins, alcools et pétroles. Nous bornerons là nos explications sur le projet, et nous allons étudier l'effet économique que pourrait avoir cette entente.

Nos explications seront aussi brèves que possible, nous nous contenterons de signaler les points qui nous paraîtraient délicats au sujet des intérêts des régions que nous étudions.

Nous avons déjà vu quelles étaient les aspirations de la viticulture afin d'apporter un remède à la crise dont elle souffre ; elles peuvent se résumer dans le désir d'avoir une prime, ou une taxe différentielle, en faveur des eaux-de-vie dont le taux soit suffisant pour rétablir l'équilibre entre les spiritueux d'origine différente, eaux-de-vie de vin d'une part, alcool d'industrie d'autre part.

Voyons, d'autre part, quelles étaient les demandes du Nord afin de bien établir les aspirations contradictoires du Midi et du Nord et de voir comment ils ont pu arriver à s'entendre.

Le Nord a toujours protesté contre la double réclamation du Midi. Par suite de la suppression des primes sur le sucre et de l'adoption d'une législation nouvelle excluant ces primes et basée sur les stipulations de la Convention de Bruxelles, l'industrie sucrière du Nord subit une crise aiguë, les fabriques disparaissent comme des châteaux de cartes et la crise se répercute sur l'agriculture du Nord, productrice des betteraves.

Supprimer ou restreindre fortement le sucrage équivaut à fermer à peu près au Nord un débouché important dont le maintien est indispensable en ce moment pour empêcher un désastre plus grand. Le Nord proteste donc contre toute mesure pouvant atteindre la consommation

du sucre et il est indéniable que les mesures réclamées par le Midi compromettraient gravement les intérêts des industriels et de l'industrie des régions betteravières.

Le maintien de la situation actuellement occupée par les spiritueux à base d'industrie paraît également indispensable aux producteurs du Nord et ils protestent contre tout avantage qui, accordé aux alcools de vin, pourrait avoir pour effet de repousser les alcools industriels des positions acquises.

La situation de l'industrie des alcools n'a, en effet, qu'une apparence de prospérité. Les cours actuels de ces alcools sembleraient devoir réserver aux fabricants des bénéfices importants, bénéfices auxquels l'agriculture du Nord, qui fournit la matière première à la distillation, devrait, semble-t-il, participer dans une large mesure. En fait la situation n'est pas du tout brillante.

La matière première de l'alcool industriel fait défaut, et, selon l'invariable loi de l'offre et de la demande, elle a atteint des taux qui élèvent singulièrement le prix de revient du produit achevé.

La majeure partie des alcools industriels provenait, il y a quelques années, de la distillation des mélasses, matière qui, au temps de la prospérité sucrière, était abondante et d'un prix peu élevé. La fabrication du sucre ayant considérablement baissé, la mélasse devient rare et chère.

Les distillateurs peuvent-ils se rejeter sur la betterave ? En partie oui, mais le cultivateur est devenu réfractaire et a eu, en ces temps derniers, tant de déboires avec la sucrerie, qu'il hésite à donner à ses emblavures l'importance qui serait nécessaire pour satisfaire l'industrie de la distillation.

D'ailleurs, la distillation de la betterave, matière pre-

mière lourde et encombrante, n'est réellement avantageuse que lorsqu'elle peut se faire à pied-d'œuvre, dans des distilleries agricoles. Or, le développement des grandes distilleries de mélasses avait eu précisément pour conséquence de faire disparaître un grand nombre de petites distilleries rurales et aujourd'hui cet organisme essentiel de la distillation betteravière fait défaut et les frais onéreux de transport, de la propriété à la grande distillerie, contribuent à élever considérablement les prix de revient.

Le blé, les maïs et tous les grains en général sont moins avantageux encore par le fait de notre législation douanière.

Il résulte, en définitive, que l'industrie de l'alcool, très atteinte déjà par l'augmentation des droits résultant de la loi du 29 décembre 1900 et aussi par les effets de la violente campagne engagée contre l'alcool, subit elle aussi une crise et qu'elle proteste contre toute mesure qui en favorisant, sans motifs pertinents, un produit rival, rendrait sa situation plus difficile encore.

Entre ces intérêts si opposés, si violemment contradictoires, un accord semblait assez improbable. Il vient cependant de se réaliser et cela, par un moyen d'une extrême simplicité.

Que vous importe, a dit le Midi au Nord, que nous vous fermions le débouché du sucrage, si nous ouvrons à vos sucres de nouveaux débouchés plus importants encore ?

Que vous importent les avantages que nous réclamons pour nos eaux-de-vie et pour nos alcools de vin, si nous vous fournissons les moyens, en échange de la place que nous allons réoccuper sur le marché des alcools de bouche, de trouver pour vos alcools d'industrie éliminés, un placement bien plus avant geux encore et d'un avenir inestimable ?

Il est reconnu aujourd'hui que le sucre offre pour les animaux domestiques, pour les bestiaux, un aliment de premier ordre et si son emploi vient à se généraliser dans cet ordre d'idées vous y trouverez une source inépuisable de profits, vous étendrez votre marché dans des proportions extrêmement importantes et bien au delà de ce qui est nécessaire pour compenser l'interdiction des vins de sucre et la restriction des chaptalisations.

Or, qui empêche l'emploi du sucre dans l'alimentation des bestiaux de se généraliser ? Une simple question de réglementation. Dans l'appréhension véritablement exagérée des fraudes les plus improbables on subordonne la dénaturation des sucres destinés à l'alimentation des bestiaux à des formalités, à des exigences qui constituent un des plus beaux exemples de ce que peut accomplir de mieux, en fait de réglementation étroite, l'administration des contributions indirectes.

Eh bien, ces formalités nous allons les supprimer, les réduire à leur plus simple expression.

Restent vos alcools. Là encore il existe un débouché immense que vous avez à peine effleuré, l'emploi industriel, le chauffage, l'éclairage, l'utilisation dans les industries les plus diverses. Après un essai, qui, favorisé par des circonstances occasionnelles, avait donné les résultats les plus encourageants, il est survenu un arrêt brusque dû à des impossibilités économiques que l'état actuel de la législation ne permet pas de surmonter.

Pour que les emplois industriels de l'alcool se répandent et prennent l'importance qu'ils ont acquise dans des pays voisins tels que l'Allemagne, il faut que le prix de revient des alcools ne dépasse guère celui du pétrole. Or, par la force des choses, il existe aujourd'hui en France en-

entre les deux produits un écart de 25 à 30 centimes au moins par litre et les conditions actuelles de la production des alcools ne permettent pas d'espérer que cet écart puisse naturellement disparaître.

Eh bien, cet écart, nous allons le combler artificiellement par une prime, vous voyez bien que l'accord peut se faire de façon à ménager vos intérêts respectifs. La proposition était séduisante, elle fut acceptée. Il ne restait plus qu'à trouver les moyens d'exécution. Le Midi a offert de surtaxer les vins à la circulation, ce qui, étant donnée la consommation actuelle, présente un revenu de 22 millions environ.

Ce revenu entrerait dans une caisse spéciale où l'on puiserait pour accorder les primes nécessaires d'une part aux alcools de vin et d'autre part aux alcools d'industrie dénaturés.

Telle est la combinaison extrêmement ingénieuse sur laquelle l'entente et l'alliance se sont faites entre le Nord et le Midi.

Le but de la commission était de résoudre les questions si complexes qui ont amené, au milieu d'une prospérité industrielle et commerciale générale, la crise agricole qui sévit à la fois dans le Nord et le Midi. Le projet d'entente a-t-il atteint ce but, ses grands principes peuvent s'en résumer ainsi, croyons-nous.

D'abord suppression des fraudes de toute nature par les dispositions contenues dans le titre III, mesures prises chez les récoltants, chez le marchand en gros, entrepositaire des vins, spiritueux et liqueurs, chez le débitant, limitation du droit de transaction de la Régie aux infractions d'ordre purement fiscal et enfin par la création d'un service spécial pour la surveillance et la répression des fraudes en matière de boissons.

Puis, ainsi que nous l'avons déjà étudié, le projet envisage la possibilité pour les eaux-de-vie de concurrencer l'alcool d'industrie dans la consommation de bouche et la possibilité pour l'alcool d'industrie de concurrencer les pétroles et essences dans la consommation d'éclairage et de force motrice, et ceci obtenu :

a) Par une bonification fournie au vin distillé par le vin de consommation, afin d'alléger le marché de ce dernier, sans cependant pousser les viticulteurs vers la surproduction.

b) Par une bonification fournie à l'alcool dénaturé par l'alcool de consommation (eaux-de-vie et alcool de bouche), pour permettre à l'alcool de concurrencer les pétroles et essences de pétroles.

Le projet ne demande donc aucun secours financier à l'Etat dont l'intervention ne serait qu'administrative et ne servirait qu'à mettre en œuvre les mesures compensatrices sans aucune charge budgétaire.

Tout se passerait entre les intéressés et s'ils se mettent d'accord aussi facilement que l'ont fait leurs délégués, il semble que l'Etat et le Parlement ne puissent refuser leur concours indispensable.

La bonification totale accordée aux vins distillés ne pourrait dépasser 24 millions ; dans le cas où la bonification tendrait à amener la surproduction, le taux de cette bonification diminuerait automatiquement pour se maintenir dans la limite totale et, par suite, la tendance à la surproduction serait modérée.

Cette idée ingénieuse apportée à la commission par M. Verneuil, le distingué délégué des deux Charentes, nous permet de croire que le principal inconvénient pour notre région de la prime à la distillation, c'est-à-dire l'abon-

dance croissante d'alcools du Midi d'une valeur infime, se trouverait écarté.

Cet accord paraît avantageux surtout en ce qu'il fait disparaître une source permanente de rivalité et le conflit économique existant entre le Nord et le Midi et qui semblait ne devoir être jamais solutionné.

En plus, au point de vue général, ce projet par son allocation à la dénaturation pourrait arriver à la suppression du tribut payé chaque année par la France aux pays producteurs de pétrole, et ainsi notre sol fournirait la matière première nécessaire à l'éclairage et au chauffage qu'il est forcé de demander à l'étranger.

Enfin cette entente propose une réglementation du privilège des bouilleurs de cru, réforme demandée tant par le Nord que par certaines régions viticoles.

La viticulture semble trouver dans ce projet le remède à la crise qu'elle demande, puisque l'écoulement des excédents et des mauvais vins devient désormais possible et que, d'autre part, la fraude provenant du sucrage est très fortement atténuée par les dispositions du titre premier de l'entente.

Enfin la région du Nord trouve de grands bénéfices dans ce projet, puisqu'on lui ouvre à son profit de nombreux débouchés nouveaux, tant dans l'emploi du sucre pour l'alimentation du bétail, que dans l'allocation à la dénaturation qui permettra aux alcools du Nord de lutter avec quelques chances de succès contre le pétrole.

Pour les Charentes, ce projet présente un certain intérêt, surtout pour les régions de la Fine Champagne et des Borderies. Peu de vins de ces zones entrent dans la consommation comme vins et par suite ne seront pas surchargés par la surtaxe de circulation du vin, et au con-

traire la grande majorité de cesvins profitera de la « bonification de distillation » (1).

En outre, au deuxième principe de l'entente les rédacteurs du projet demandent l'adoption de mesures nécessaires à l'authentification des eaux-de-vie et au titre III, parmi les mesures réclamées contre les fraudes, ils ont inséré un passage demandant la création d'un service spécial pour la surveillance et la répression des fraudes en matière de boissons, et de plus ils ont encore demandé l'interdiction de l'emploi des essences dans la préparation des eaux-de-vie. Ces mesures semblent devoir donner satisfaction aux intérêts charentais et être en concordance avec les vœux maintes fois formulés par les sociétés viticoles des Charentes.

Dans notre région, on a beaucoup reproché aux rédacteurs de l'entente d'avoir inséré cette phrase :

« Egalité de perception sur les alcools de toute nature au regard de l'impôt. »

Les partisans de la différenciation des divers alcools suivant leur origine regrettent que l'on n'ait pas demandé la taxe différentielle.

Mais ils semblent oublier que le Nord ne veut en entendre parler à aucun prix, et l'égalité des droits sur l'alcool est le grand principe sur lequel il ne veut pas transiger.

C'est donc à la demande de ses représentants que cette phrase établissant l'égalité des alcools devant l'impôt a été mise à une place d'honneur, et aussi pour faire mieux passer la phrase suivante qui, placée elle-même à la demande des viticulteurs, la contredit un peu :

(1) Rapport de M. Hennessy à la réunion des viticulteurs de Cognac, 1907.

« Attribution, sous certaines conditions, aux viticulteurs pour distillation de vins provenant de leur récolte, d'un avantage, ou d'une bonification à déterminer. »

Cette seconde phrase pourra consoler les viticulteurs charentais d'avoir vu proclamer le principe de l'égalité des alcools, puisque aux lignes suivantes, on accorde une bonification aux eaux-de-vie de vin.

On peut regretter de ne pas avoir la taxe différentielle, mais on ne doit pas garder rancune aux rédacteurs d'avoir posé le principe d'égalité des divers alcools que l'on enfreint à la ligne suivante, puisque c'était nécessaire pour faire accepter le projet par la grosse masse des betteraviers.

M. Verneuil, représentant de la région charentaise, a été le seul, à la réunion, à réclamer la taxe différentielle. Il a exposé que les charentais y tenaient, parce que c'était, à leur avis, le meilleur moyen d'obliger la Régie à différencier les alcools de provenance variée.

Le Nord et le commerce n'ont pas voulu en entendre parler, c'était pour eux un principe intangible ; et les viticulteurs du Midi, présents, préféraient la prime à la distillation, parce qu'elle permet au viticulteur de toucher son argent dès la prise en charge ; c'est surtout cela qui séduit les méridionaux aujourd'hui à court d'argent.

La taxe différentielle ne fonctionnant qu'au moment du paiement des droits de consommation, ce serait le négociant ou plus souvent le consommateur, qui toucherait directement la détaxe, et on craint qu'ils ne soient portés à la garder pour eux, sans en laisser une part au producteur.

On répondit à M. Verneuil que la loi du 1^{er} août 1905 devait suffire aux Charentes, puisqu'elle a pour objet de combattre les fraudes commerciales, et que son application

prochaine nous donnera l'authentification que nous réclamons. Etant seul de son avis, M. Verneuil dut se contenter de ce qu'on voulut bien lui donner soit, en l'espèce, la bonification à la distillation et les demandes de principe pour l'authentification des eaux-de-vie et la surveillance des fraudes dont nous avons déjà parlé.

Enfin, le seul point qui pourrait nous inquiéter en notre qualité de producteurs d'eaux-de-vie, c'est que ces primes, ou plutôt ces bonifications, ne surexcitent par trop, dans le Midi, la production d'eaux-de-vie de vin qui, vendues à bas prix, pourraient nous faire concurrence.

M. Verneuil (1) ne croit pas que cela soit possible, car la somme à donner en indemnité aux distillateurs est limitée aux deux tiers de ce qui sera rentré annuellement dans la caisse d'assurance, et d'après les calculs assez exacts que l'on a pu faire, le total annuel ne paraît pas devoir atteindre plus de 26 à 28 millions.

Soit : 1° 20 à 22 millions donnés par les 0,50 de surtaxe sur les 40 à 44 millions d'hectolitres de vin annuellement vendus à la consommation.

Et 2° 5 à 6 millions que pourrait produire la surtaxe des sucres employés en vinification et des alcools utilisés en vinaigre à la propriété.

Les 2/3 de cette somme, soit 18 millions, sont insuffisants pour donner la bonification maximum prévue de 40 francs par hectolitre, si la distillation dépassait 450.000 hectolitres d'alcool. Le nombre d'hectolitres pouvant recevoir la prime maximum de 40 francs est donc limité. Et même avec cette prime la distillation des vins constitue une mau-

(1) Article de M. Verneuil sur l'entente de la betterave et de la vigne dans le journal *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, numéro du 30 mai 1907.

vaïse opération dans le Midi. Jamais au prix auquel s'y vendent les eaux-de-vie on n'y produira avec profit du vin destiné à la distillation.

On devra, comme par le passé, s'y borner à distiller les vins médiocres, ou de mauvaise garde, ou d'excédents de certaines années d'abondance, et on restera toujours, malgré la bonification touchée, en perte sur le prix de revient des vins passés à la chaudière.

Cette bonification diminuera simplement la perte et sera un encouragement à faire disparaître par la distillation des vins qui, vendus à vil prix, auraient affaibli les cours.

Dans les régions des Charentes, où l'on fait quelques vins de consommation, on profitera du relèvement des prix des vins qui pourra être ainsi obtenu, et partout où on distille, la bonification augmentera directement les bénéfices du distillateur.

En fait, la caisse d'assurance contre la mévente des vins sera surtout alimentée par les producteurs de vins de consommation, par le Midi, et surtout vidée par les producteurs de vins de distillation, soit par les Charentes et l'Armagnac. Aussi cette combinaison semble devoir plutôt avantager ces régions.

En ce qui concerne la réglementation des bouilleurs de cru, demandée dans le projet et qui a été une des conditions *sine qua non* du Nord à l'acceptation de l'accord, cela ne changera pas la situation des bouilleurs de cru charentais, actuellement soumis à la réglementation d'ailleurs indispensable à l'authentification de leurs eaux-de-vie. Il la faut pour avoir droit à l'acquit blanc qui, espérons le, va devenir l'acquit régional de Cognac.

Au fond, cette mesure nous est favorable et si, autrefois,

nous nous sommes joints aux autres viticulteurs qui réclamaient le rétablissement du privilège, c'est uniquement par la faute de la Régie qui voulait nous appliquer un règlement inacceptable, faisant renoncer la plupart des viticulteurs à distiller, ce qui les réduisait à cette course après l'acheteur, aussitôt la récolte, et qui chaque année était une cause d'avilissement du prix des vins.

La réglementation bien appliquée deviendra pour nous un avantage en faisant cesser la fraude fiscale qui se fait en Normandie et ailleurs, et en ouvrant ainsi un marché important à nos produits.

Elle sera aussi un avantage pour le Trésor, auquel on pourrait peut-être demander une diminution du droit général sur les alcools, en raison du bénéfice qu'il va ainsi réaliser.

En somme, l'accord entre le Nord et le Midi semble l'une des meilleures solutions que l'on puisse proposer à la crise viticole du Midi, elle semble devoir être très favorable aux intérêts généraux de la viticulture et du commerce des vins.

Pour la crise des eaux-de-vie de cru, elle paraît y apporter quelque remède, mais moindre que ne l'aurait fait, à notre avis, la taxe différentielle.

Reste à savoir si la majorité des viticulteurs du Midi acceptera la charge de 0 fr. 50 par hectolitre de vin circulant. C'est là le point le plus délicat. On est, en général, mal disposé envers les mesures qui exigent un sacrifice quelque léger qu'il soit.

L'idée de la commission est de créer un mouvement d'opinion en faveur de la solution proposée et de parvenir ainsi à persuader tous les intéressés des avantages qu'ils retireraient de cette combinaison.

L'accord qui semble exister est-il parfait ? Ne soulèvera-t-il pas quelques objections ? L'avenir nous l'apprendra. Mais quel que soit le résultat de cette initiative, on doit estimer que la mesure qui permettra d'empêcher la mévente des vins et eaux-de-vie mérite d'aboutir.

De plus, cette entente entre betteraviers et viticulteurs, si désirable au point de vue économique, doit être encouragée, et tous les efforts doivent tendre à sa réalisation, car ainsi disparaîtra cette lutte si funeste à tous les points de vue entre agriculteurs et industriels du Nord et viticulteurs du Midi.

Toutes les forces productives d'un pays, au lieu de s'affaiblir dans des discordes intimes, doivent, dans l'intérêt général de la nation, unir leurs efforts et, s'appuyant les unes sur les autres, chercher à concurrencer avantageusement tant sur le marché intérieur que sur le marché mondial la production étrangère.

L'entente entre le Nord et le Midi est le premier pas dans cette voie de concorde, on doit donc l'encourager.

C'est une première victoire nationale, économique et sociale, qui ne peut laisser indifférents ceux qui veulent la grandeur et la prospérité de l'industrie et du commerce français.

CONCLUSION

Arrivé au terme de ce travail, où nous nous sommes efforcé de mettre en relief les causes principales de la crise qui ruine notre pays, et après avoir étudié de notre mieux les remèdes proposés, nous croyons utile de nous résumer et d'analyser rapidement ce qui se dégage de cette étude.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est qu'une crise agricole sévit sur presque tous les points de la France, crise de la viticulture dans le Midi par suite de la mévente des vins, et prenant dans cette région un caractère particulier d'intensité par ce fait que c'est un pays de monoculture ; crise de la betterave dans le Nord portant un coup funeste aux industries de cette région ; crise enfin dans les régions productrices d'eaux-de-vie de cru, faisant craindre la disparition complète d'une des branches les plus prospères jadis de notre commerce.

L'intérêt général du pays veut que l'on trouve au plus vite un remède à cette situation, car si elle se prolongeait, elle pourrait avoir un contre-coup funeste sur le prix de denrées de première nécessité, les économistes et les agronomes sont d'accord sur ce point.

Au point de vue plus spécial de la crise en Charentes et en Armagnac, il est de toute nécessité d'y porter remède et ceci tant au point de vue de l'avenir commercial de ces régions qu'au point de vue de l'intérêt économique du pays tout entier, car de tout temps le commerce extérieur

des eaux-de-vie a été d'une très grande importance et si ce commerce à la suite du phylloxéra a subi un moment d'arrêt, on doit s'efforcer, maintenant que le vignoble entièrement reconstitué dans ces régions peut suffire aux demandes étrangères, à lui faciliter, par tous les moyens possibles, la conquête nouvelle de ses anciens débouchés.

Pour la viticulture, nous avons vu que les causes principales de mévente venaient des fraudes nombreuses, conséquence du mouillage, du sucrage, de la chaptalisation. La loi du 29 juin 1907 devait y remédier, cependant il s'en faut de beaucoup qu'elle suffise à préserver les viticulteurs contre la concurrence des vins de sucre et des vins mouillés. Elle indique, tout au plus, que le législateur a eu quelques velléités de prendre des mesures utiles, mais il a fait une œuvre incomplète et, par suite, peu susceptible de produire le résultat que les viticulteurs souhaitaient.

La déclaration de récolte, telle qu'elle est organisée par la loi, n'empêchera pas partout, comme il le faudrait, la majoration des quantités de vin réellement récoltées. Dans les régions notamment où les vigneron ont pris l'habitude de sucrer leurs vendanges, et où ils continueront cette pratique sous prétexte de consommation familiale, tel récoltant dont les vignes auront produit 60 hectolitres pourra en déclarer 100 impunément, sans s'exposer à la suspicion de déclaration frauduleuse, seul cas où la régie exercera son contrôle. Les agents du fisc ne se mettront en mouvement, selon toute vraisemblance, que lorsqu'il s'agira d'une déclaration tellement majorée qu'elle dépassera toutes les limites de la prudence. Ce sera le cas le plus rare, tandis que le cas le plus commun sera, du moins dans certaines régions, celui des produc-

teurs majorant à l'abri du soupçon, d'un dixième ou d'un cinquième leurs récoltes réelles. Les statistiques seront aisées à faire, mais elles seront fatalement fausses. Ce sera, nous le craignons, le résultat le plus clair de la déclaration non contrôlée. La Chambre a marqué une invincible répugnance à organiser le contrôle dans des conditions plus efficaces et l'administration des contributions indirectes s'est montrée réfractaire à la mission que quelques députés voulaient lui faire confier, de vérifier chez tous les viticulteurs, l'exactitude de la déclaration.

Un récoltant ne pourra pas mettre en circulation plus de vin qu'il n'en aura déclaré, mais il pourra, s'il prend soin de majorer quelque peu sa déclaration, en faire circuler plus qu'il n'en aura réellement récolté.

La surtaxe des sucres employés à la chaptalisation est une mesure excellente en soi, c'est le seul moyen d'intéresser la Régie à la recherche du sucrage clandestin.

La tâche de la régie aurait été singulièrement facilitée si la loi avait assuré, d'une façon plus sûre, la surveillance des sucres à la circulation

Bien que la Chambre ait amélioré le projet primitif de M. Caillaux sur ce point, en ne distinguant pas entre les sucres bruts et les sucres raffinés, elle n'a pas — et c'est très regrettable — consenti à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la formalité obligatoire du titre de mouvement pour les transports de sucre au-dessus de 15 kilos.

Dans la plupart des régions viticoles on relève les lacunes de cette loi si imparfaite et on fait des vœux pour qu'elle soit au plus vite rectifiée et complétée.

En outre, ces régions ont demandé une prime à la distillation pour leur permettre d'écouler dans les années

d'abondance, les excédents non vendus, et dans les années de production moyenne pour pouvoir se débarrasser des vins défectueux qui encombrent le marché et entraînent la chute des cours des bons vins. Nous avons étudié cette allocation.

Pour les régions productrices d'eaux-de-vie de cru, les causes de la crise doivent être recherchées dans le privilège des bouilleurs de cru qui favorisent dans certaines régions une fraude très grande au détriment du Trésor et de la santé publique.

Nous avons également signalé, et nous avons insisté sur la concurrence déloyale faite par les alcools d'industrie — tant français qu'étrangers — qui inondent le marché de la consommation de bouche, en se couvrant du nom des produits des régions productrices d'eaux-de-vie de cru ; sous des étiquettes pompeuses, ils répandent sur le marché un produit mauvais qui attire la clientèle par son bas prix et qui a pour conséquence de déformer le goût du consommateur et de l'écarter du produit naturel qui n'est nullement nocif.

Un des remèdes à cette crise, serait une défense plus forte du nom d'origine, la loi de 1903 n'est pas encore suffisante, bien que la loi du 15 juillet 1907 soit venue renforcer les prescriptions de l'article 23 de la loi du 31 mars 1903.

La loi sur les fraudes du 1^{er} août 1905 sera certainement d'une grande utilité lorsque le règlement d'administration publique sera paru pour remédier aux fraudes nombreuses qui s'exercent dans le commerce des alcools.

Mais malgré cela il y aurait nécessité, à notre sens, que la Régie ait un intérêt fiscal à surveiller les produits provenant de la distillation jusqu'à leur consommation, c'est

pourquoi, nous croyons, qu'une taxe différentielle serait très utile pour renforcer et compléter toutes les mesures prises afin d'enrayer la crise des alcools. Cette taxe, ainsi que nous l'avons montré, peut se justifier en se basant sur la différence des prix de revient des deux genres d'alcools car, à notre sens, il y a une injustice à assimiler au point de vue fiscal, les eaux-de-vie de vin et les alcools d'industrie. Leur champ d'action n'est pas le même, l'un de par sa nature doit aller à la consommation de bouche, puisque dès sa sortie de l'alambic il est buvable, ayant son parfum et sa saveur, tandis que l'autre, insipide au goût, doit être additionné d'essence chimique pour arriver à pouvoir s'introduire dans la consommation de bouche, sa destination naturelle devrait être, au contraire, les emplois industriels, il devrait être, dès sa production, dénaturé.

En déterminant ainsi le marché des deux genres d'alcool, on arriverait à supprimer une concurrence désastreuse pour l'une et l'autre production.

C'est pourquoi une entente entre toutes les régions de France mettrait fin à cette concurrence et apporterait un soulagement nécessaire à la crise des alcools qui, si elle se continue, finira par ruiner complètement une branche d'agriculture, une industrie et un commerce jadis si prospères.

Au point de vue économique, il est indispensable, pour la richesse d'un pays, que toutes les branches de la production et de l'industrie se soutiennent, la souffrance de l'une ayant son contre-coup sur toutes les autres, et les mesures spéciales employées à soulager l'une quelconque, ne pouvant que faire souffrir davantage toutes les autres.

Il est pénible de donner à l'étranger ce spectacle de nos

lutttes intestines. Au lieu de chercher à se ruiner les uns les autres, ne vaudrait-il pas mieux s'unir pour lutter contre l'envahissement des produits étrangers. Dans cet ordre d'idée, l'alcool d'industrie a le devoir de faire tous ses efforts pour lutter contre le pétrole et arriver à détourner à son bénéfice les sommes importantes que nous payons chaque année à l'étranger. Le marché des alcools pour la consommation restant alors à la disposition des eaux-de-vie de vin, il sera facile à ces dernières de refouler du marché intérieur les trois-six allemands dans lesquels il ne rentre pas une goutte de vin, et qui ne craignent pas de se répandre même sur le marché français sous le nom de cognac et d'armagnac authentiques.

Puis, poussant plus loin nos désirs, il serait utile, qu'abandonnant en partie notre système de protection à outrance, nous revenions au système des traités de commerce qui, à la suite de la crise de l'oïdium, avait permis au commerce des eaux-de-vie de retrouver une ère de prospérité qu'il n'a plus connue depuis la crise phylloxérique, bien que les effets funestes de cette dernière soient depuis longtemps réparés.

Enfin, espérons que le cri de misère poussé tant par les viticulteurs du Midi que par ceux des régions productrices d'eau-de-vie de cru et également par les agriculteurs et industriels du Nord, ainsi que par tous les habitants des régions intéressées à la prospérité du commerce des vins et alcools, soit entendu.

Et espérons qu'un remède efficace, tel que la taxe différentielle, sera apporté à la crise terrible sous laquelle succombe une partie de la production et de l'industrie nationale et qui entraîne à la misère la plus grande des régions jadis si riche et des milliers de Français.

ANNEXES

LA VIGNE ET LA BETTERAVE

Des moyens de parer aux crises viticole et betteravière.

L'une des caractéristiques les plus frappantes de la période présente, c'est que, tandis que la plupart des industries ont retrouvé la prospérité, la crise agricole sévit sur presque tous les points de la France : crise de la vigne, avec un caractère particulier d'intensité dans le Midi, pays de monoculture, crise de la betterave du Nord. Et cela même fait craindre que la prospérité de l'industrie ne soit éphémère.

L'intérêt général exige donc que l'on trouve un remède à cette situation, d'autant que si elle se prolongeait pour la betterave et pour les industries qui en dépendent, les prix de revient du blé et de la viande augmenteraient ; économistes et agronomes sont tous d'accord sur ce point et cela se conçoit d'ailleurs aisément. Il s'en suit que s'ils peuvent se réjouir du bas prix du sucre et de l'alcool, les consommateurs doivent craindre en même temps de payer prochainement plus cher le pain et la viande, aliments de première nécessité.

Quels remèdes employer ?

Pour conjurer les crises de mévente, l'industrie dispose de deux moyens : d'une part, elle exporte à perte, en prenant sur les bénéfices de ses ventes à l'intérieur ; d'autre part, elle réduit la fabrication. Ce dernier remède est d'autant plus efficace qu'en même temps que le produit fabriqué se raréfie, la matière première moins demandée baisse de prix.

La situation de l'agriculture est tout autre : sans doute on

fait moins de betteraves quand le prix offert est faible, mais une fois la betterave semée, la récolte ne dépend plus du cultivateur. Le rendement, fonction du soleil et des circonstances atmosphériques, peut varier presque du simple au double. Et cela est vrai de tous les produits du sol.

Quant à la vigne, plante arbustive, sa culture n'est pas seulement annuelle ; mais elle a un caractère de durée, de fixité, dont l'agriculteur n'est pas maître.

Il s'en faut d'ailleurs que la consommation de sucre, de vin, d'alcool puisse varier dans des limites aussi étendues que la production. Comme les débouchés extérieurs sont ou inaccessibles ou insuffisants, il s'ensuit qu'il n'y a d'autre remède à la mévente que de transformer les produits excédant la consommation en d'autres produits, en d'autres utilités.

Cette opération sera particulièrement intéressante si le produit transformé ne fait que prendre la place de produits importés. Or, c'est précisément ce qui se passe pour le sucre et pour l'alcool dénaturés.

Le sucre dénaturé peut être substitué dans les rations des animaux à l'avoine et aux tourteaux dont on importe chaque année des quantités variables, mais toujours considérables.

L'alcool dénaturé, employé surtout pour le chauffage à l'heure actuelle, peut, moyennant des dénaturants convenables, remplacer avantageusement le pétrole raffiné, pour l'éclairage et l'essence pour la force motrice. L'industrie de l'automobilisme pourrait même se trouver entravée à bref délai, en raison de la pénurie et de la hausse de l'essence, si l'automobilisme ne trouvait dans l'alcool carburé une nouvelle et précieuse ressource.

La dénaturation du sucre, de l'alcool entraîne naturellement des frais d'autant plus élevés que la régie se montre plus exigeante.

D'autre part, le sucre dénaturé doit se vendre au même prix que l'avoine et les tourteaux et l'alcool dénaturé au même prix que le pétrole pour que la concurrence soit possible.

Il faut donc, pour décider un détenteur de sucre ou d'alcool à dénaturer sa marchandise, lui offrir une indemnité repré-

sentant les frais de dénaturation, plus la marge existant entre le prix de cette marchandise et le prix du produit dénaturé.

Pour le vin, le procédé de transformation consiste à le « brûler », mais le supplément de vin transformé, autrement dit, l'alcool ainsi produit, va, dans l'état actuel des choses, prendre la place, non pas d'un produit étranger, mais de produits français, lesquels ne peuvent équitablement céder la place sans un dédommagement, sans une compensation certaine. D'autre part, si le marché de la consommation de bouche n'était pas déchargé d'une quantité d'alcool d'industrie, au moins égale au supplément de production d'alcool de vin, la crise des alcools serait encore aggravée.

La substitution dont il s'agit ne peut donc être admise et consentie que moyennant une indemnité payée par le vin et l'alcool de vin — qui en seront les bénéficiaires — aux alcools éliminés.

Dès lors, la question à résoudre peut et doit être envisagée de la manière suivante :

La surproduction des produits tels que le sucre, le vin et l'alcool, conséquence de récoltes surabondantes, est inhérente à la nature même de la matière première, à son origine.

La mévente de ces produits constitue donc un risque professionnel contre lequel il est nécessaire et logique de s'assurer, de même qu'on s'assure contre la grêle par exemple.

Des caisses d'assurances devraient donc être constituées en vue d'indemniser les dénaturateurs de vin, de sucre et d'alcool de la perte qu'ils subissent du fait d'une opération dont bénéficie la masse des producteurs. Ces caisses seraient alimentées par des primes d'assurances ou cotisations supportées, d'une part par le sucre et, d'autre part, par le vin et l'alcool, livrés à la consommation.

Dans une industrie suffisamment concentrée, une telle caisse serait naturellement administrée par l'organisme central du cartel.

S'agissant des industries du sucre, du vin et de l'alcool dans lesquelles les producteurs ont des intérêts souvent contradictoires, industries d'ailleurs exercées ou soumises à un régime fiscal, mieux vaut, à tous égards, que l'administration

de la caisse soit confiée à l'Etat, suivant le précédent créé par l'article 59 de la loi des finances du 25 février 1901.

L'efficacité du système ainsi exposé n'est pas douteuse, à une condition cependant, — et elle est essentielle, — c'est que la production ne dépende plus que des lois naturelles, qu'elle ne soit plus faussée par la fraude, qu'elle soit contrôlée, la consommation aussi.

D'où la nécessité, pour le vin, de mesures spéciales visant le sucrage abusif des vendanges, en même temps que les fraudes de toute nature et, pour les alcools, d'une surveillance effective de leur production.

Enfin, il importe de prévenir les entreprises toujours redoutables du pétrole contre le modeste concurrent que sera l'alcool dénaturé. Cela se peut sans qu'il en coûte rien au consommateur du pétrole et pour le plus grand profit de l'automobilisme menacé, comme il a déjà été dit, dans son développement par la hausse et par la pénurie des essences de pétrole.

Ces considérations ont déterminé le rapprochement des représentants de la Fédération des Associations agricoles de la région du Nord et des délégués du Comité permanent d'alliance de la viticulture et du commerce en gros des vins et spiritueux de France.

A la suite d'un premier échange de vues, les bases d'un accord éventuel ont été arrêtées ainsi qu'il suit :

Dans une première séance, les représentants du Comité d'alliance ont réclamé : 1° des mesures plus efficaces contre l'abus de sucrage.

2° Une détaxe des alcools de vin, la somme nécessaire pour cette détaxe devant être fournie par le vin lui-même, tant pour cette détaxe que pour l'allocation d'une prime aux alcools industriels allant à la dénaturation.

3° D'énergiques mesures de répression contre les fraudes commises tant sur le vin du fait du sucrage, que sur l'alcool, à l'abri du privilège des bouilleurs de cru.

Les représentants de la Fédération des associations agricoles de la région du Nord se déclarent prêts à examiner ces

diverses propositions en vue de leur donner la plus large satisfaction possible, sous réserves de compensations suffisantes pour les restrictions apportées aux débouchés du sucre et de l'alcool industriel au profit du vin et de l'alcool de vin.

Ils proposent avant toute discussion d'adopter la résolution suivante qui constatera cet accord de principes et qui sera comme le protocole préliminaire à la conférence.

RÉSOLUTION.

Les soussignés représentant d'une part le Comité d'alliance de la viticulture et du commerce des vins et spiritueux de France, et, d'autre part, le bureau de la Fédération des associations agricoles de la région du Nord,

Considérant que la viticulture souffre d'une crise prolongée, que cette crise est la conséquence des fraudes dues au sucrage, de l'insuffisance de la distillation de vin et d'une succession de récoltes abondantes ;

Considérant que la crise betteravière a pour cause le bas prix persistant du sucre, partant de la betterave et la réduction des emblavures ; qu'elle ne pourra prendre fin que par un accroissement simultané des débouchés de la sucrerie et de la distillerie qui se trouveront ainsi amenées à relever le prix de la betterave pour provoquer des ensemencements plus étendus ;

Considérant que les fraudes imputables au sucrage et au bouillage occasionnent au commerce honnête des vins et spiritueux des pertes considérables ;

Décident qu'il convient, dans un sentiment de solidarité agricole et nationale, dans l'intérêt général, dans l'intérêt des finances publiques, d'élaborer en se conformant aux principes ci-après un projet d'ensemble destiné à porter simultanément remède aux situations dont souffrent à la fois la viticulture, la culture et les industries betteravières, enfin le commerce des vins et spiritueux.

PREMIER PRINCIPE.

Adoption de mesures capables de protéger la viticulture contre la concurrence des vins de sucre, compensations à ac-

corder aux producteurs de sucre qui perdront ainsi un débouché important.

DEUXIÈME PRINCIPE.

Egalité de perception sur les alcools de toute nature au regard de l'impôt.

Attribution sous certaines conditions aux viticulteurs, pour distillation de vin provenant de leur récolte, d'un avantage ou d'une bonification « *sui generis* » à déterminer.

(On évite à dessein d'employer le mot « prime » impropre en l'espèce, puisque ce n'est pas le Trésor qui aura à supporter les frais de bonification.)

Attribution aux dénaturateurs d'avantages pour abaisser le prix de l'alcool industriel dénaturé, et adoption de toutes mesures propres à développer la consommation de l'alcool dénaturé.

Élévation du droit de circulation sur les vins pour doter le fonds de réserve spécialement destiné à alimenter ces deux catégories de bonis.

Contribution à ce fonds des alcools de toute nature.

Authentification des eaux-de-vie de vin.

TROISIÈME PRINCIPE.

Aucune prime ne sera demandée aux ressources générales du budget.

L'examen détaillé des propositions ci-dessus s'est poursuivi au cours d'une série de réunions qui ont eu lieu aux dates suivantes : 10, 15 et 24 janvier ; 11 et 12 février ; 4, 5, 11, 12 mars et a abouti aux résolutions suivantes :

TITRE PREMIER.

Sucres.

Chaptalisation. — Vinage. — Sucres dénaturés.

1° Taxe des sucres employés en vendanges, 65 francs (1).
Interdiction de l'emploi du sucre en vinification autrement

(1) Au lieu du droit actuel de consommation de 25 francs.

que pour le vin de première cuvée en vue de la chaptalisation, pour les seuls récoltants et sous le contrôle de la régie.

Taxe spéciale sur les vins chaptalisés de 0 fr. 60 par degré hectolitre d'alcool ajouté.

Limitation de l'emploi du sucre à 7 kilos par 3 hectolitres de vendanges.

Interdiction de l'emploi de la glucose et de tous produits saccharifères autres que le sucre.

Régime spécial pour les vins mousseux.

2° Circulation et détention des sucres bruts et raffinés et des glucoses.

a) Limitation à 50 kilos des quantités de sucre de glucose pouvant circuler sans être accompagnées d'un titre de mouvement, quel que soit le destinataire ;

b) Obligation pour toute personne qui, en même temps que des vins, vendanges, moûts, lies ou marcs de raisin, désire avoir en sa possession une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 50 kilos, d'en faire la déclaration préalable et de fournir des justifications d'emploi ;

c) Obligation pour tout détenteur (ne rentrant pas dans la catégorie ci-dessus) d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 100 kilos, d'en faire la déclaration à la régie et de se soumettre aux visites des employés des contributions indirectes ;

d) Obligation pour tout commerçant qui vendra du sucre par quantité supérieure à 50 kilos de tenir un compte d'entrée et de sortie des sucres et des glucoses, et de se soumettre aux vérifications de la régie.

3° *Vinage*. — Parallèlement à l'emploi du sucre en vue de la chaptalisation, autorisation pour le récoltant de viner en franchise à la cuve avec l'alcool provenant de son cru, et ce jusqu'à concurrence de 2 degrés par hectolitre de vin. Cette opération devra être faite sous le contrôle de la régie.

Taxe spéciale sur les vins vinés de 0,60 par degré hectolitre d'alcool ajouté.

4° Constitution d'un fonds d'assurance contre la mévente du sucre. Le dit fonds destiné au paiement des indemnités pour encourager à la dénaturation du sucre, sera alimenté

par les primes d'assurance ou cotisations payées par le sucre raffiné sous forme de surtaxe de raffinage. La quotité de cette taxe sera fixée chaque année pour l'année suivante selon le système institué pour les alcools industriels par l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901.

5° Indemnité pour encourager à la dénaturation du sucre. Allocation au dénaturateur de 6 francs par 100 kilos de sucre dénaturé, sous la condition que le sucre sera dénaturé en vue de la consommation des animaux, et que sa teneur minimum par 100 kilos sera de 72 kilos de sucre exprimé en raffiné.

6° Autorisation de dénaturer les sucres tirant 98 degrés et au-dessous, la dénaturation n'étant autorisée présentement que pour les sucres titrant moins de 95 degrés.

TITRE II

Vins. — Alcools et pétroles.

1° *Réglementation du privilège des bouilleurs de cru.* — Réglementation conçue en vue de soustraire le récoltant aux investigations de la Régie et à l'exercice à domicile ; à cet effet, concentration de la distillation entre les mains, soit de loueurs d'alambics agréés pouvant opérer au domicile ou dans le voisinage du domicile du récoltant, soit d'exploitants d'ateliers publics de distillation, soit de brûleries syndicales ou coopératives. Allocation familiale fixée à 10 litres d'alcool pur.

Pour les distillations à domicile, application d'un règlement comportant seulement :

a) La déclaration contrôlée des matières à distiller ;

b) A la fin de la distillation, prise en charge de l'alcool produit.

2° *Dénaturation.* — Adoption pour la dénaturation de l'alcool de types de dénaturants appropriés aux divers usages de l'alcool dénaturé.

Abaissement à 3 francs des frais de dénaturation par hectolitre d'alcool pur livré à la dénaturation.

3° *Constitution d'un fonds d'assurance contre la mévente des vins et alcools.* — Le dit fonds alimenté par les primes d'assu-

rance ou cotisations perçues sur le vin d'une part, sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vin, d'autre part, et enfin, en cas d'insuffisance de ces primes d'assurance, par une taxe de circulation sur les pétroles et essences de pétrole.

Le fonds d'assurance ainsi constitué donnera lieu à deux comptes distincts :

- a) Le compte d'assurance contre la mévente des vins ;
- b) Le compte d'assurance contre la mévente des alcools.

Le premier, destiné au paiement des allocations aux alcools de vin recevra annuellement les $\frac{2}{3}$ des cotisations perçues sur le vin.

Le deuxième, destiné au paiement des allocations aux alcools dénaturés de betteraves, pommes de terre, topinambours (plantes sarclées), recevra annuellement :

- a) Le tiers des cotisations perçues sur le vin ;
- b) Les cotisations perçues sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vins.

c) Et, en cas d'insuffisance du produit de ces deux catégories de cotisations, le produit de taxes de circulation sur les pétroles et essences de pétrole.

La cotisation perçue sur les vins est fixée à 0 fr. 50 par hectolitre de vin en addition au droit de circulation ; elle comprend également la perception de 0 fr. 60 par chaque degré hectolitre d'alcool ajouté par sucrage ou vinage.

La cotisation perçue sur les alcools industriels de bouche et les alcools de vins est fixée à 5 francs par hectolitre d'alcool pur livré à la consommation ; cette cotisation sera payée soit à l'entrée en entrepôt, soit à la levée du congé, pour les alcools ne passant pas par l'entrepôt.

La taxe par quintal de pétrole raffiné ou de pétrole brut contenant moins de 13 0/0 d'essence étant prise pour unité, la taxe par quintal d'essence sera double de la précédente, et la taxe par quintal de pétrole brut contenant plus de 13 0/0 d'essence sera majorée proportionnellement en raison de la quantité totale d'essence contenue.

Les taxes sur les pétroles et essences de pétrole seront fixées chaque année pour l'année suivante, selon le système

institué par l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901.

5° *Indemnité pour encourager à la distillation du vin.* — Allocation de 40 francs au maximum par hectolitre d'alcool pur obtenu par distillation du vin non sucré ni viné.

La dite allocation sera subordonnée à la condition que la distillation aura été effectuée sous le contrôle de la Régie. Elle sera attribuée aux producteurs.

Le total des allocations attribuées en une même année ne pourra jamais, en aucun cas et quelles que soient les disponibilités du compte, dépasser 24 millions de francs pour la totalité des alcools produits au cours de cette année.

6° *Indemnité pour encourager la dénaturation des alcools de betteraves, pommes de terre et topinambours.* — Allocation de 15 francs par hectolitre d'alcool dénaturé obtenu par la dénaturation d'alcool de betteraves, pommes de terre, topinambours, titrant au moins 90° au moyen des dénaturants spéciaux pour éclairage et chauffage, ou pour force motrice, le cours du pétrole raffiné ou de l'essence, moyenne mensuelle des cours du pétrole raffiné ou de l'essence disponible franco gare, sur les marchés de..... étant supposé de 30 francs.

L'allocation sera réduite à 7 fr. 50 par hectolitre d'alcool dénaturé de mélasse indigène.

Ces allocations, dont la quotité sera fixée chaque mois, d'une part pour l'alcool dénaturé au moyen des dénaturants spéciaux pour éclairage et chauffage et d'autre part pour l'alcool dénaturé au moyen du dénaturant spécial pour force motrice, seront majorées ou minorées de l'importance de l'écart d'une part entre le cours du pétrole établi comme il est dit ci-dessus pour le mois précédent et le cours de 30 francs pris comme base.

Et, d'autre part, entre le cours de l'essence établi dans les mêmes conditions et le cours de 30 francs également pris comme base.

TITRE III

Mesures fiscales contre les fraudes.

1° Chez le récoltant :

a) Déclaration de récolte, contrôle de la régie une fois par an.

b) Affichage hebdomadaire, avec récapitulation, des sorties des vins de chez le récoltant ;

2° Chez le marchand en gros, entrepositaire de vins, spiritueux et liqueurs :

Application effective de l'exercice à tous les commerçants sans exception. Paris compris.

Suppression absolue de l'emploi des essences synthétiques dans la préparation des eaux-de-vie, spiritueux et liqueurs.

3° Chez le débitant :

a) Application effective à tous les débitants sans exception, de la surveillance stipulée par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1900, et établissement, dans ce but, d'un droit de statistique de 10 centimes par hectolitre de vin.

b) Affichage du degré des vins, mis en vente, à l'intérieur de l'établissement.

4° Limitation du droit de transaction de la régie aux infractions d'ordre purement fiscal.

5° Création d'un service spécial pour la surveillance et la répression des fraudes en matière de boissons.

TITRE IV

Dispositions générales.

1° Obligation pour tout expéditeur de marcs, de raisins, de lies sèches et de levures alcooliques de se munir à la recette ruraliste la plus proche d'un passavant de 0 fr. 10 indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire ;

2° Taxe de circulation de 1 fr. 50 par 100 kilos sur les vendanges fraîches expédiées dans les limites de la France, hormis celles circulant seulement dans le canton de récolte ou dans les cantons limitrophes.

3° Application à l'Algérie de l'ensemble des dispositions ci-dessus.

Loi du 15 juillet 1907 concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux.

ART. 1^{er}. — Les marchands de vins en gros subsistant à l'intérieur de Paris, en vertu de l'article 9 de la loi du 6 août 1907, ne pourront disposer des boissons reçues par eux qu'après qu'elles auront été vérifiées par le service de la Régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition.

Les infractions aux prescriptions du présent article donneront lieu à l'application des peines édictées par l'article premier de la loi du 28 février 1872.

ART. 2. — L'article 12 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 sont étendues aux chargements de vins de plus de 5 hectolitres. »

ART. 3. — A partir du premier janvier 1908, les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes, ne pourront bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc prévu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 que s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose prévu par le même article.

Les eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes et admis au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903 ne pourront, à dater du 1^{er} janvier 1908, continuer à profiter de ce bénéfice que sous la condition prévue au paragraphe précédent.

Les eaux-de-vie et alcools naturels visés au premier paragraphe du présent article et les eaux-de-vie et alcools naturels visés au deuxième paragraphe devront être emmagasinés dans des locaux distincts.

ART. 4. — Pour les eaux-de-vie et alcools naturels envoyés à destination d'entrepôts, les bulletins d'origine accompagnant les acquits-à-caution seront retirés par le service au moment de la prise en charge et détruits par ses soins.

ART. 5. — En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne peut être opposé à la régie des contributions indirectes en ce qui concerne la contrainte par corps exercée pour le recouvrement des amendes à elle adjugées par les tribunaux.

ART. 6. — Le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 1^{er} août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« 2° Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1899, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 6 août 1905, 29 juin 1907). »

**Direction générale des contributions indirectes (Circulaire
n° 696 du 17 juillet 1907, relative à l'application de la loi
du 15 juillet 1907).**

*I. — Dispositions concernant les fraudes sur les vins
et le régime des spiritueux.*

1° Vérification des vins reçus par les marchands en gros de Paris.

ART. 1^{er}. — L'article de la loi du 15 juillet 1907, dont le texte est imprimé à la suite de la présente circulaire, interdit aux marchands en gros subsistant à l'intérieur de Paris, en vertu de l'article 9 de la loi du 6 août 1905, de disposer des vins qu'ils reçoivent avant que ces boissons aient été vérifiées par les employés de la Régie.

Des instructions spéciales ont été adressées au service de la Seine pour l'exécution de cette disposition.

2° Visa des acquits en cours de transport.

ART. 2. — L'article premier de la loi du 16 juillet 1904 avait rendu applicables aux chargements de vin de plus de 20 hectolitres les dispositions du premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 16 décembre 1897 relatives au visa des acquits-à-caution en cours de transport ; le premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 6 août 1905 avait étendu cette formalité aux chargements de plus de 10 hectolitres ; l'article 2 de la nouvelle loi abaisse à 5 hectolitres la limite au delà de laquelle le visa sera désormais obligatoire.

La mesure recevra son application d'après les règles tracées par l'article 2 du décret du 29 novembre 1898 (Circ. n° 310 du 6 décembre 1898).

3° Emmagasinement chez les marchands en gros des eaux-de-vie et alcools naturels dans des locaux séparés.

ART. 3. — L'article 23 de la loi du 31 mars 1903, qui a autorisé la délivrance d'acquits et de congés blancs portant certificat d'origine pour les eaux-de-vie et alcools naturels fabriqués sous le contrôle du service et provenant uniquement de

la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes, spécifiait que les négociants ayant reçu des spiritueux sous la garantie des nouveaux titres de mouvement pourraient les remettre en circulation avec des expéditions de même espèce, à la condition que les produits aient été logés, par eux, dans un local distinct et, sur leur demande, suivis à un compte spécial. Ainsi que l'a expliqué la circulaire n° 520, du 4 avril 1903, l'obligation de placer les eaux-de-vie et alcools naturels, dans un local distinct, n'impliquait pas l'interdiction des communications intérieures entre ce local et celui affecté aux autres spiritueux ; pour satisfaire au vœu de la loi, il suffirait d'emmagasiner les produits des deux catégories soit dans des chais distincts, mais communiquant entre eux, soit même distinctement dans un chai unique divisé en deux parties par une cloison.

Cette disposition laissait aux détenteurs des facilités pour opérer des substitutions. En vue d'y mettre obstacle, l'article 3 de la nouvelle loi décide, par son premier paragraphe, que les eaux-de-vie et alcools naturels ne pourront bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc prévus par la loi de 1903, que s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique (1) de tous autres contenant des spiritueux qui n'auraient droit qu'aux titres de mouvement sur papier rose.

Aux termes du deuxième paragraphe, les eaux-de-vie et alcools naturels auxquels a été conservé le bénéfice de l'ancien acquit blanc, par application de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903, ne pourront continuer à en profiter que sous la même condition ; ils ne pourront donc être emmagasinés qu'avec des eaux-de-vie et alcools jouissant du bénéfice de l'article 23 et devront désormais pouvoir être identifiés.

Enfin, le troisième paragraphe maintient l'obligation de placer dans des locaux distincts les eaux-de-vie et alcools ayant droit aux titres blancs nouveaux et ceux pouvant bénéficier de l'acquit blanc ancien, le terme « locaux distincts » étant interprété dans le sens qui lui a été donné pour l'application de la loi du 31 mars 1903 et qui a été rappelé plus haut.

En résumé, la nouvelle loi impose :

1° Des magasins séparés pour, d'une part, les alcools et eaux-

de vie ayant droit à l'acquit blanc, modèle 1903 ou modèle 1872, et, d'autre part, les spiritueux de toute nature ne comportant que la délivrance d'acquits roses ;

2° L'emménagement distinct, dans le local ou les locaux affectés aux produits susceptibles d'être expédiés avec acquit blanc, de ceux qui ont droit à l'acquit modèle 1903, et de ceux qui ne peuvent prétendre qu'à l'acquit modèle 1872.

La loi fixe au 1^{er} janvier 1908 la mise en vigueur des prescriptions des paragraphes 1 et 2. Le service devra les porter sans retard à la connaissance des intéressés en les prévenant qu'ils perdraient tout droit aux titres de mouvement sur papier blanc, si la séparation des locaux n'était pas réalisée à cette date.

Les alcools ayant droit au bénéfice de l'article 23 et les alcools ayant droit au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903 font, depuis 1903, l'objet de comptes spéciaux, mais ils figurent aussi dans le compte global des alcools.

La condition d'emménagement séparé entraîne l'individualisation des comptes. En conséquence, ces produits cesseront de figurer dans le compte général cumulativement avec les spiritueux n'ayant droit qu'à l'acquit ou au congé rose ; les quantités qui existent en magasin lors de l'application de la mesure seront déduites des entrées du compte général actuel et formeront les premières charges du compte nouveau.

Quand un négociant détiendra distinctement dans un même magasin des produits visés à l'article 23 et des produits mentionnés à l'article 24 de la loi du 31 mars 1903, les eaux-de-vie et alcools des deux catégories seront suivis à un compte global et les excédents ou manquants constatés à ce compte recevront les sanctions ordinaires. Les eaux-de-vie et alcools naturels pouvant bénéficier des titres blancs nouveaux seront, en outre, inscrits à un compte particulier à faire pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'ils représenteront. Tout excédent constaté à ce compte serait saisi par procès-verbal ; les manquants pouvant provenir de mélanges avec les spiritueux susceptibles d'être expédiés sous acquits blancs anciens seront simplement portés aux sorties. Les entrées et les sorties (manquants non compris) du compte particulier

seront reportées en bloc au compte global, à la fin de chaque dizaine et lors des recensements.

Rien n'est changé, en ce qui concerne les rhums et tafias naturels et les genièvres, aux dispositions notifiées par les circulaires n^{os} 520 du 4 avril 1903, et 584 du 8 octobre 1904. Les produits continueront d'être reçus dans les mêmes magasins que les spiritueux en général ; mais ils pourront l'être également dans le local affecté aux eaux-de-vie et alcools naturels de vins, cidres, etc...

Dans l'une et l'autre hypothèse, ils conservent, bien entendu, leurs droits à l'acquit blanc, modèle 1903 ou modèle 1872, suivant le cas, le compte en étant tenu d'après les dispositions combinées des circulaires n^{os} 520 et 584 précitées et de la présente instruction.

L'article 25 de la loi du 6 août 1905 a admis que, lorsque les expéditeurs en feraient la demande, les titres de mouvement sur papier blanc s'appliquant aux eaux-de-vie et alcools naturels pourraient mentionner le lieu d'origine des matières premières, et la circulaire n^o 613 du 8 août 1905, a défini les conditions auxquelles est subordonnée l'application de cette disposition. Les substitutions entre les eaux-de-vie pour lesquelles est revendiquée la mention du lieu d'origine des matières premières et celles reçues en vertu de simples titres de mouvement sur papier blanc ne portant pas cette mention sont à redouter tout autant que les substitutions entre ces derniers produits et les spiritueux ne pouvant circuler que sous le lien d'expéditions de couleur rose. Dès l'instant où, pour prévenir les unes, des conditions spéciales d'emmagasinement ont été jugées nécessaires, les mêmes garanties paraissent devoir être exigées pour empêcher les autres. En conséquence, les négociants entrepositaires qui désireront réexpédier avec mention du lieu d'origine des matières premières les eaux-de-vie qui leur seront parvenues avec des acquits-à-caution portant eux-mêmes cette mention, ne pourront le faire à partir du 1^{er} janvier 1908, qu'à la condition de conserver ces produits dans des locaux séparés par la voie publique, non seulement de ceux où sont emmagasinés les spiritueux de toutes sortes, mais encore, le cas échéant, de ceux où seraient logés des

eaux-de-vie et alcools naturels, bénéficieront des titres de mouvement sur papier blanc, pour lesquels le lieu d'origine des matières premières n'aurait pas été indiqué, ou qui proviendraient de matières premières ayant une origine différente.

4° Destruction des bulletins d'origine joints aux acquits-à-caution du modèle 2 B (modèle 1903) à destination des négociants jouissant du crédit de l'impôt.

ART. 4. — Les acquits-à-caution sur papier blanc du modèle 2 B, délivrés pour accompagner les spiritueux naturels visés à l'article 23 de la loi de finances du 31 mars 1903, comportent un bulletin constituant le certificat d'origine destiné en principe à être conservé par le destinataire. L'article 4 de la nouvelle loi stipule que, lorsque les spiritueux dont il s'agit seront envoyés à destination de marchands en gros jouissant du crédit de l'impôt, ces bulletins seront retirés par le service au moment de la prise en charge et détruites par ses soins.

Si le bulletin n'a pas été détaché de l'acquit, il suffira de le sectionner verticalement de telle sorte que l'une des moitiés reste adhérente au titre de mouvement. Dans le cas contraire, le bulletin sera encore sectionné de la même façon et la partie gauche sera jointe au titre du mouvement, tandis que l'autre sera détruite.

5° Récidive légale en matière de fraudes commerciales.

ART. 6. — L'article 6 ajoute les condamnations par application des lois du 6 août 1905 et du 29 juin 1907 à la nomenclature de celles qui, aux termes de l'article 5 de la loi du 1^{er} août 1905, constituent en état de récidive légale les auteurs de fraudes commerciales.

Cette disposition n'appelle aucune explication particulière.

II. — *Faillite et liquidation judiciaire.* *Contrainte par corps.*

ART. 5. — A l'occasion des affaires intéressant plus spécialement la viticulture le Parlement a été frappé de la diffé-

rence de traitement qui existait dans la répression entre les non commerçants et les commerçants. Tandis que les premiers sont atteints dans leurs biens, et même sur leur personne par l'exercice de la contrainte par corps, les commerçants, pour éviter cette mesure de coercition, peuvent déposer leur bilan, et s'ils obtiennent un concordat malgré l'opposition de la régie, ils peuvent échapper à toute sanction efficace en payant un dividende manifestement insuffisant. C'est pour mettre fin à cette différence de traitement qu'a été voté l'article 5 ainsi conçu :

« En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne pourra être opposé à la Régie des contributions indirectes en ce qui concerne la contrainte par corps exercée pour le recouvrement des amendes à elle adjugées par les tribunaux. »

Désormais, quelle que soit la solution d'une faillite (insuffisance d'actif, état d'union ou concordat), la Régie, qu'elle ait ou non produit à la faillite, pourra exercer la contrainte par corps, d'après le chiffre initial de la dette, tant qu'elle ne sera pas complètement désintéressée. Il conviendra bien entendu de s'abstenir de voter le concordat.

Comme par le passé, l'administration devra être avisée, sans retard, de toutes les faillites ou liquidations judiciaires. A cette occasion, elle tracera, pour chaque espèce, la marche à suivre.

III. — *Boissons de ménage. Retrait de la décision ministérielle du 3 septembre 1880.*

Une décision ministérielle du 3 septembre 1880 avait exonéré de tout impôt les boissons de ménage titrant moins de 2 degrés fabriquées par les épiciers et les petits détaillants pour être vendues à emporter par petites quantités et livrées à la consommation locale aussitôt après la fabrication sans transformation ni mélange avec d'autres liquides et sans autres déplacements que celui nécessité par les besoins de la consommation locale. Cette décision avait été prise à une époque, où en raison des ravages du phylloxéra, la production était insuffisante et le prix des vins par suite très élevé ;

elle avait eu surtout pour but de répondre à des besoins momentanés, en permettant aux personnes peu aisées, qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour acheter du vin, de se procurer une boisson à bon marché en vue de la consommation familiale. La situation s'étant depuis lors profondément modifiée, le Ministre a décidé qu'il y avait lieu de supprimer cette tolérance.

Par suite, disparaît également la tolérance qu'avait admise la circulaire n° 572 du 19 juillet 1904 en ce qui concerne la fabrication des boissons dont il s'agit dans la ville de Paris.

Notre travail était terminé lorsque, à la date du 3 septembre 1907, l'*Officiel* a publié le règlement d'administration prévu par la loi du 1^{er} août 1905 et concernant les fraudes sur les boissons, eaux-de-vie et spiritueux.

Le temps nous manquant pour apprécier, comme il conviendrait, ce règlement, nous nous contentons de le publier *in extenso* comme annexe.

Décret d'administration publique sur la répression des fraudes dans la vente des vins, des vins mousseux et des eaux-de-vie et spiritueux, pour l'application de la loi des 1^{er} et 6 août 1905.

(*Journal officiel* du 4 septembre 1907.)

TITRE I^{er}

Vins.

ART. 1^{er}. — Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

ART. 2. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but, soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en diminuer l'altération.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905, et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous une forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits de composition secrète ou non propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

ART. 3. — Ne constituent pas de manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905, les opéra

tions ci-après énumérées, qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins.

1° En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ; la congélation des vins en vue de leur concentration partielle ; la pasteurisation ; les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage, tels que l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ; l'addition du tannin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ; la clarification des vins blancs tachés au moyen du charbon pur ; le traitement par l'anhydride sulfureuse pur provenant de la combustion du soufre et par les bisulfites alcalins cristallisés purs.

Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus de 350 milligrammes d'anhydride sulfureux libre et combiné par litre. En aucun cas les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à dose supérieure à 20 grammes par hectolitre.

2° En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 et du 28 janvier 1903 ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins ;

L'addition de tannin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides. L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levures sélectionnées.

ART. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé d'une manière apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE II

Vins mousseux.

ART. 5. — Les dispositions du titre I^{er} du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux.

1^o Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

2^o La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur.

Aucun vin ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu sous la seule dénomination de « vin mousseux », que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Lorsque l'effervescence d'un vin est produite, même partiellement, par l'addition d'acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot « mousseux », mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie », d'un qualificatif différenciant ce vin de ceux prévus à l'alinéa précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients, le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

TITRE III

Eaux-de-vie et spiritueux.

ART. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article, des produits autres que

ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

Les dénominations d'eaux-de-vie de vin, d'alcool de vin ou d'esprit de vin sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive du vin, tel qu'il est défini au titre premier du présent règlement.

Les dénominations d'eaux-de-vie de cidre ou de poiré sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et poirés.

La dénomination d'eau-de-vie de marc ou de « marc » est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionné ou non d'eau.

La dénomination de kirsch est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsch ou tous autres fruits sont réservés au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation desdits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à la boisson alcoolique obtenue dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, blé, orge ou avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation soit du jus de canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

ART. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

Les mélanges d'eaux-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits avec l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie, ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcools d'industrie, peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie peuvent être désignés sans leur nom spécifique, mais accompagnés du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif les différenciant des produits définis à l'article précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie », doivent être imprimés en caractères identiques.

ART. 8. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits.

En conséquence, rentre dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits de composition secrète ou non, pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

ART. 9. — Dans tous les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente.

Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE IV

Dispositions générales applicables aux vins, aux vins mousseux et aux eaux-de-vie et spiritueux.

ART. 10. — En vue d'assurer la protection des appellations régionales et de crus particuliers réservées aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux qui ont, par leur origine, un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits.

ART. 11. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie et spiritueux de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients la mention « propriétaire à... », « viticulteur à... », « négociant à... » ou « commerçant à... » suivie du nom d'une région ou d'un cru particulier sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

ART. 12. — Lorsqu'un nom de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients le nom de ladite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à... », « viticulteur à... », « négociant à... », ou « commerçant à... », suivis de l'indication du département où est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

ART. 13. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1. Sur les récipients et emballages ; 2. sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets en tout autre appareil de fermeture ; 3. dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

ART. 14. — Un délai de six mois à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13 en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Elisée Reclus.** — Nouvelle géographie universelle. La France.
E. Jaudan. — Essai historique sur les vignes et vins d'Aunis.
L. Ravza. — Le pays du Cognac.
Boreau. — De l'usage commercial du nom de Cognac. Thèse Bordeaux, 1905.
Alphonse Vivier. — La question des bouilleurs de cru au point de vue de la viticulture et du commerce charentais, 1895.
— Des droits sur l'alcool. Du dégrèvement des eaux-de-vie de vin, 1895.
— La crise viticole. Le remède, 1901.
D^r Armand Gautier. — De l'alimentation et les régimes chez l'homme sain et chez les malades.
Alglave. — Les impôts. Cours de doctorat, 1904-1905.
Pouillet. — Des marques de fabrique et de commerce, et de la concurrence déloyale.
De Maillard de Marafy. — *Grand Dictionnaire international de la propriété industrielle.*
Maunoury. — Du nom commercial.
Dalloz. — *Jurisprudence générale, Répertoire et Supplément au répertoire.*
Pelletier et Vidal Naquet. — La Convention d'Union de 1883 et les conférences de révision postérieures.
Vidal Naquet. — Des marques de fabrique et du nom commercial en droit international.
Despagne. — Droit international privé.
André Lancien. — L'alcool aliment.
Dujardin-Beaumetz. — Recherches sur la puissance toxique des alcools.
Duclaux. — *Annales de l'Institut Pasteur*, 1903.
Atwater et Benedict. — Experiments on the metabolism of matter and energy in the human body.
Mircoli. — L'alcool aliment des phtisiques, 1902.

- Pouriau.** — La crise de la viticulture française. Thèse Paris, 1901.
- F. Convert.** — La viticulture et la vinification avant 1800 et jusqu'à nos jours. *Revue de viticulture*, 1899.
- Ch. Gide.** — La crise du vin en France et les associations de vinification. *Revue d'économie politique*, mars 1901.
- Léon Say.** — *Dictionnaire des finances*, article « Bouilleurs de cru ».
- Seillan.** — Topographie des vignobles de l'Armagnac.
- Berthaut.** — Etude sur l'Armagnac dans le *Progrès agricole et viticole*.
- F. Larnaud.** — Rapport sur le sucrage présenté à la Société des viticulteurs de France le 10 janvier 1903.
— Rapport sur la loi du 1^{er} août 1905.
- A. Sempé.** — Le régime économique du vin. Thèse Bordeaux, 1890.
- Villain (G.).** — Enquêtes économiques. La crise viticole. *Journal Le Temps*, septembre, novembre, décembre 1900.
- Antonelli.** — La protection de la viticulture par l'Etat. Thèse Paris, 1905.
- Léon Say.** — Rapport général fait au nom de la Commission extra-parlementaire des alcools, 1888.
- A. Gardrat.** — La vérité scientifique sur la question des eaux-de-vie et des alcools, 8 juillet 1907. Erreurs constatées dans les analyses d'eaux-de-vie, avril 1906.
- Leroy-Beaulieu.** — *Précis d'Economie politique*. Traité théorique et pratique d'Economie politique.
- Boiteau.** — Des traités de commerce.

Documents parlementaires.

- Octave Lauraine.** — Chambre des députés, 1902.
— Rapport au nom de la commission de législation fiscale, chargée d'examiner la proposition de loi tendant à établir un droit différentiel entre les alcool de fruits et les alcools industriels.
— Rapport général fait au nom de la commission des boissons sur le régime des spiritueux, 1904.
- Honoré Leygues.** — Chambre des députés, 1902.
— Rapport sur la crise viticole au nom de la commission parlementaire d'enquête.
- Cazeaux-Cazalet.** — Chambre des députés, 1907.
— Proposition de loi tendant à prévenir et à réprimer la fabrication des vins artificiels et les fraudes sur les alcools, séance du 7 février 1907.

- Premier rapport, au nom de la commission d'enquête sur la situation critique de la viticulture, séance du 27 mai 1907.
- Deuxième rapport (même sujet), séance du 6 juin 1907.
- Troisième rapport (même sujet), séance du 25 juin 1907.
- Clémentel.** — Rapport sur la crise viticole. Chambre des députés, 1902.
- Gérald.** — Chambre des députés, 1907. Proposition de loi tendant à établir une « détaxe compensatrice » en faveur des eaux-de-vie de vin et de fruits.

Journaux. — Revues. — Publications diverses.

- Journal officiel.* Compte rendu *in extenso* des débats de la Chambre des députés, années 1900, 1901, 1902, 1903, 1906-1907.
- Sénat. Compte rendu *in extenso*, année 1899.
- Journaux médicaux anglais* : *The Lancet*, 1904 ; *Medical Press*, 15 avril 1903.
- Annales de la Société des viticulteurs de France et d'Ampélographie*, année 1907 et t. IX. Compte rendu du Congrès national des associations viticoles, janvier 1907.
- Bulletin officiel du syndicat national des vins, spiritueux et liqueurs de France*, 1903-1906.
- Le Moniteur de Cognac économique et commercial*, organe du commerce des eaux-de-vie des Deux-Charentes, 1903-1906.
- Publication du Comité de Condom et de l'Armagnac de l'Exposition de 1900. L'Armagnac. Ses vins et ses eaux-de-vie.
- Le Libéral*, journal de Cognac du 29 janvier 1907.
- M. Hennessy. De la taxe différentielle et de la prime à la distillation.
- L'Indépendant de la Charente-Inférieure*, 30 mai 1907. Article de M. Verneuil sur l'entente de la betterave et de la vigne.
- Revue de Gascogne*, t. 1, III, XI, XX, XXI, XXII, XXIX, XXX, XXXI, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XLI.
- Bulletin de la Société des agriculteurs de France*.
- Bulletin du syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux*.
- Bulletin mensuel de l'Office de renseignements agricoles*, années 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907.
- Bulletin de statistique et de législation comparée*.
- Journal d'agriculture pratique*.
- Revue de viticulture*.
- Le Moniteur vinicole*.

**Congrès. — Conférences internationales. — Commissions
extra-parlementaires.**

Congrès de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, Berlin, 24-29 mai 1904. Rapports de MM. Alexandre Katz et Alphonse Vivier.

Convention d'Union de 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Conférence de Madrid, 1890.

Commission extraparlamentaire des alcools, vins et spiritueux. Rapport général de M. Paul Taquet, 1905.

Compte-rendu des séances de la première sous-commission.

Législation française et étrangère.

Loi du 28 avril 1816.

Loi des 25-26 mars 1817, établissant un droit de circulation sur les eaux-de-vie.

Loi du 24 juin 1824.

Loi des 24-26 juillet 1843, affranchissant de tous droits les esprits et eaux-de-vie rendus impropres à la consommation.

Loi du 17 mars 1851.

Loi du 3 mars 1855.

Loi des 14-15 juillet 1855, établissant un impôt sur l'alcool et un décime nouveau jusqu'au 1^{er} janvier 1858.

Loi du 1^{er} septembre 1871, portant les droits sur l'alcool à 156 fr. 25.

Loi du 2 août 1872, réglant les obligations imposées aux distillateurs et bouilleurs de cru.

Loi des 28-29 février 1872, pour la répression de la fraude sur les spiritueux.

Loi du 21 mars 1874.

Loi du 14 décembre 1875, suppression de la déclaration et de l'exercice.

Loi du 29 décembre 1900.

Loi du 31 mars 1903. Certificat d'origine.

Loi des 1^{er} et 6 août 1903 sur les fraudes.

Loi du 27 février 1906, modifiant diverses dispositions relatives au régime des boissons.

Loi du 19 juillet 1906, portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle.

Loi du 21 juin 1907 sur le sucrage.

Loi du 15 juillet 1907, complétant la loi de 1903.

Décret du 3 septembre 1907 au sujet de la loi du 1^{er} août 1905 pour les fraudes sur les boissons.

Belgique. — Arrêté royal du 22 décembre 1905, concernant la fabrication et le commerce des eaux-de-vie, des liqueurs alcooliques et des alcools destinés à la consommation.

Italie. — Loi du 3 décembre 1905 sur les alcools. *Gazette officielle du 3 décembre.*

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CRISE VITICOLE EN CHARENTES

CHAPITRE I. — Détermination de la région des cognacs. De la réputation au produit. Du commerce charentais dans le passé. Constitution géologique de cette région.	5
CHAPITRE II. — Les causes de la crise viticole en Charentes . .	22
CHAPITRE III. — Les remèdes à la crise de mévente des eaux-de-vie charentaises	55
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	118

DEUXIÈME PARTIE

INTÉRÊT DES CHARENTES ET DE L'ARMAGNAC DANS LE PROBLÈME DE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE ET DE LA PRIME A LA DISTILLATION.

INTRODUCTION	124
------------------------	-----

SECTION I

De la taxe différentielle.

CHAPITRE I. — Son caractère. Sa justification	141
CHAPITRE II. — Les arguments en faveur et contre la taxe différentielle	162
CHAPITRE III. — De l'intérêt économique de la taxe.	184

SECTION II

De la prime à la distillation.

CHAPITRE I. — Sa raison d'être. Son caractère. Son fonctionnement	197
CHAPITRE II. — Arguments pour et contre	207
CHAPITRE III. — Intérêt économique de la prime.	220

SECTION III

De l'entente entre le Nord et le Midi.

Des intérêts économiques des diverses régions de France à cette entente.	229
CONCLUSION	257
ANNEXES.	263
BIBLIOGRAPHIE	291

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
